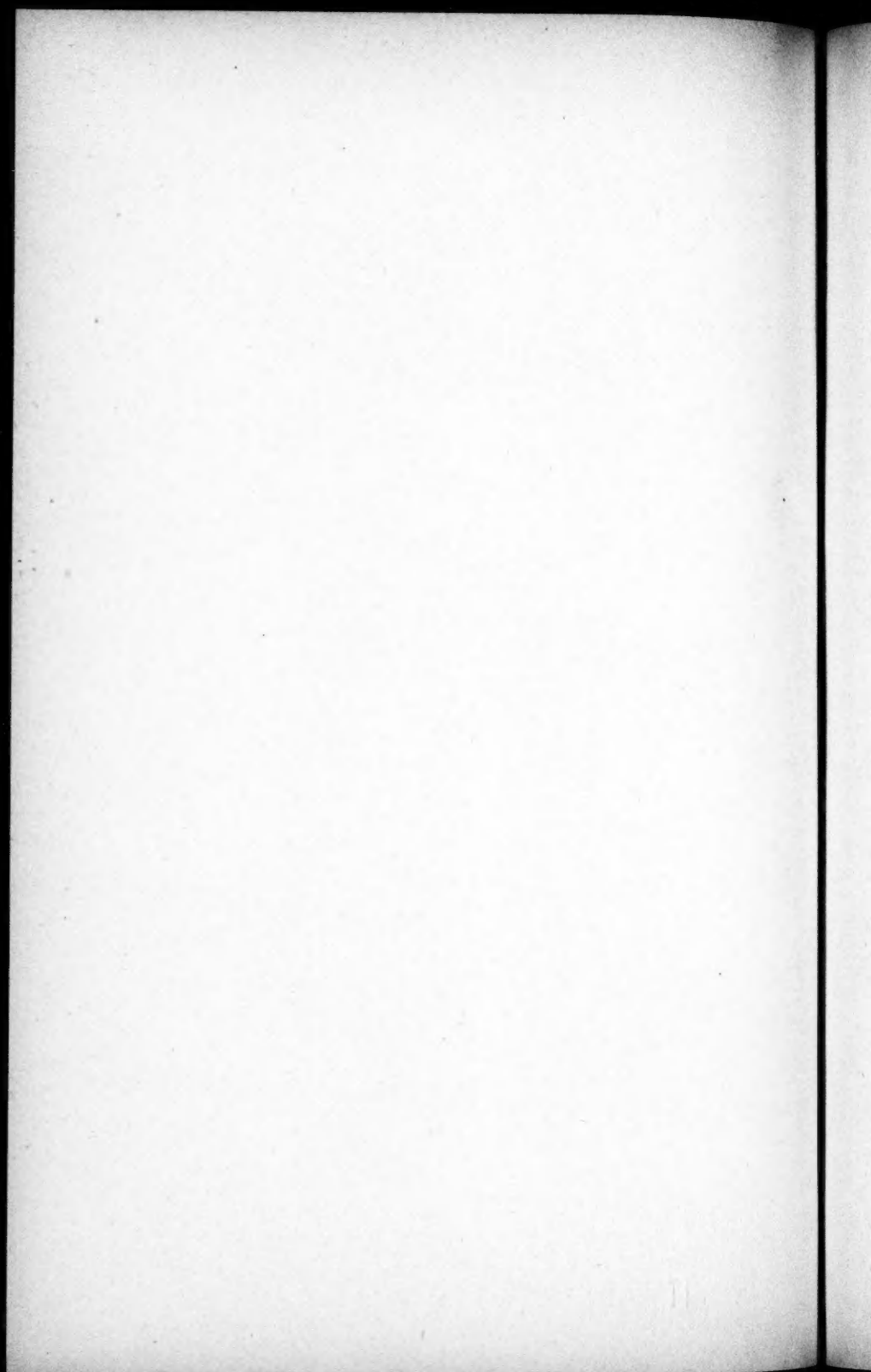


REVUE
HISTORIQUE



REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD.

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET LOUIS EISENMANN

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

SOIXANTE-DOUZIÈME ANNÉE

TOME CENT QUATRE-VINGTIÈME

Juillet-Décembre 1937

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1937

P
le
ti
a
é
st
le
d
6
b
ta
d
le

e
d
le
ti
re
a
o
m
«
e
«
P
P
d
e

COMMENT LES PAPES D'AVIGNON EXPÉDIAIENT LEUR COURRIER

L'expédition du courrier est un acte important dans la vie de la papauté. L'Église est une organisation hiérarchique centralisée dont les ramifications couvrent l'Europe occidentale et centrale tout entière. Son chef l'administre au moyen de lettres, bulles et brefs, qu'il adresse à ses subordonnés dans toutes les parties de la chrétienté. Aussi, étant donné l'extension du monde chrétien et la centralisation plus stricte encore donnée par les papes d'Avignon à son administration, le courrier rédigé chaque jour à la Curie est-il considérable : les registres du ^{xiv}^e siècle contiennent, bon an mal an, une moyenne de 5,000 à 6,000 lettres, tant secrètes que communes et camérales, et encore un bon nombre d'autres n'a-t-il pas été enregistré. C'est donc une vingtaine de lettres au moins, destinées à toutes les parties de la chrétienté, dont il fallait assurer chaque jour l'expédition. La cour pontificale était la plus grande source de correspondance de l'Europe.

Il est donc tout naturel qu'un chapitre spécial des dépenses ait été consacré, dans le budget pontifical, aux frais matériels de correspondance, « *pro bullis* » : achat de parchemin, d'encre, de plomb pour sceller les bulles, de toile cirée pour les envelopper, etc. Mais, alors que le transport de ces lettres dans toutes les régions de la chrétienté semblerait *a priori* avoir dû donner lieu à des dépenses bien plus considérables, aucun chapitre n'est réservé à ces frais de port. Les seules dépenses occasionnées à la Chambre par l'expédition du courrier dont on trouve mention dans ses comptes sont les gages des courriers pontificaux, « *cursores pape* », dans le chapitre des gages des fonctionnaires pontificaux et, sporadiquement, au chapitre des dépenses extraordinaires « *pro cera et quibusdam extraordinariis* », le chiffre des frais causés par l'envoi d'un messenger spécial porteur de lettres particulièrement importantes ou pressées. Les papes ne possédaient donc pas, au ^{xiv}^e siècle, d'organisation stable et générale chargée de la transmission de leur courrier à ses divers destinataires.

La raison de cette lacune doit être cherchée dans le chiffre astronomique auquel se seraient élevés les frais d'un tel service. Il suffit d'imaginer l'armée de courriers pontificaux ou de messagers privés qui eût été nécessaire pour se rendre compte que les gages et indemnités des premiers ou le salaire des derniers, selon que l'on suppose adopté l'un ou l'autre système, auraient atteint chaque année un chiffre sensiblement égal à la moitié des recettes pontificales¹. Aussi le principe dominant en matière d'expédition du courrier est-il, chez les papes d'Avignon, l'économie. La Curie saisit toutes les occasions de faire parvenir des lettres à leurs destinataires sans bourse délier. Elle a une tendance constante à grouper les lettres par paquets pour réduire le nombre des porteurs et à chercher ceux-ci, le plus souvent possible, parmi les personnages divers, clercs ou laïcs, qui quittent Avignon en direction des lieux où résident ses correspondants : ce n'est que dans les cas très urgents qu'elle engage un messenger spécial pour porter une seule lettre. Dans les cas ordinaires, elle recherche surtout la gratuité du transport des lettres, dût-elle la payer d'un retard parfois considérable dans la transmission.

Une telle politique explique à la fois le faible chiffre des frais d'expédition de courrier et leur répartition en différents chapitres des dépenses pontificales. Elle a pour conséquence l'emploi de diverses catégories d'intermédiaires pour porter les lettres. Nos recherches à ce sujet nous en ont fait distinguer quatre pour la période antérieure au Grand Schisme :

1. Les courriers pontificaux.
2. Les envoyés des correspondants de la Curie.
3. Les personnes, quelles qu'elles fussent, qui quittaient Avignon.
4. Les courriers professionnels².

1. En prenant le chiffre très moyen de 10 florins par lettre, on arrive au total annuel de 50,000 à 60,000 florins, quand les recettes pontificales oscillent entre 100,000 et 160,000 florins.

2. Le sujet, tel que nous l'abordons ici, n'a jamais été traité, à notre connaissance. Il a été seulement effleuré par les études menées sur les courriers pontificaux par P. M. Baumgarten, *Aus Kanzlei und Kammer. Erörterungen zur Kurialen Hof- und Verwaltungsgeschichte im XIII-XIV und XV Jahrhundert* (Freiburg in Breisgau, 1907), chap. x, p. 217-247, et par E. Rodocanacchi, *Les courriers pontificaux du XIV^e au XVII^e siècle*, dans *Revue d'histoire diplomatique*, t. XXVI (1912), p. 392-428. Tandis que ce dernier n'a consacré aux courriers du XIV^e siècle que quelques pages hâtives, P. M. Baumgarten leur donne la plus grande partie d'une étude très minutieuse, mais qui a le tort d'être discursive : l'auteur s'y laisse guider par les caprices des découvertes d'archives. Aujourd'hui que les comptes des dépenses de Jean XXII, Benoît XII, Clément VI et Innocent VI ont été publiés par les soins de K. H. Schäfer dans la collection des *Vatikanische Quellen zur Geschichte der päpstlichen Hof- und Finanzverwaltung*, I : *Die Ausgaben der apostolischen Kammer unter Johann XXII* (Pader-

1. — LES COURRIERS PONTIFICAUX

Les courriers pontificaux, dont le port et la remise à leurs destinataires des lettres du pape sont évidemment une des occupations essentielles, ne sauraient cependant absolument pas y suffire pour diverses raisons.

La première est le caractère officiel même de leur fonction et la dignité qu'elle leur confère. Ils occupent une place bien déterminée dans la hiérarchie du personnel de la Curie : au-dessus du groupe des palefreniers pontificaux, dont la plupart ont fait partie avant de devenir courriers¹, à moins qu'ils n'aient été choisis parmi les messagers de profession² qui pullulaient à Avignon en dehors de la cour apostolique. De toute façon, ce mode de recrutement parmi des hommes de cheval — à supposer que ce fussent les palefreniers et non des valets qui soignaient les chevaux — et des courriers de métier, témoignant de la réalité de leurs aptitudes pratiques à remplir leur mission³, semblerait prouver que, personnages d'humble condition, ils étaient destinés à sillonner sans trêve la chrétienté dans un labeur épuisant et obscur. Mais la fonction de *cursor pape* est une véritable dignité. Qui en est revêtu jouit de grands avantages matériels et moraux, devient un personnage. Les courriers pontificaux reçoivent des gages fixes : 2 gros tournois par jour⁴ et une indemnité de logement⁵ au moins à

born, 1911), et II : *Die Ausgaben der apostolischen Kammer unter Benedikt XII, Klemen VI und Innocenz VI* (Paderborn, 1913) — que nous citerons dans les pages qui suivent sous l'abréviation : Schäfer, I et Schäfer, II — une étude totale et méthodique est grandement facilitée. Nous avons tenté, en nous fondant à la fois sur ces publications et sur un dépouillement complet des Archives vaticanes pour cette période, d'en esquisser une mise au point systématique qui nous paraissait s'imposer.

1. Ainsi Guillaume de Favaresio, Guillaume Quinquinel de Lusignan, *alias* Jovenc, et Jean Caulo de Vienne en 1317 (Schäfer, I, p. 558), Dominique de Lucarel en 1348 (*ibid.*, II, p. 510) et Henri de Tongres en 1356 (*ibid.*, p. 615).

2. Tels Pierre Raymond, ancien courrier du cardinal Arnaud de Via, en 1322 (Schäfer, I, p. 422), Guillaume de Maurenges, ancien messager du vicomte de Turenne, en 1357 (*ibid.*, II, p. 690), Geoffroi d'Orange en 1355 (*ibid.*, p. 569) et Marc de Lusseria en 1367 (Baumgarten, p. 231).

3. L'un, cependant, Matfienho, avait été marmiton avant de devenir courrier d'Innocent VI (Schäfer, II, p. 686).

4. En 1316 (Schäfer, I, p. 553). Ces gages n'ont pas dû varier pendant tout le siècle. Baumgarten (p. 223, note) cite un chiffre de 3 s. 3 d. par jour sans indiquer de quelle monnaie il s'agit. Les gages de ceux qui ont encouru l'excommunication ne leur sont pas payés, ainsi pour Antoine de Fontenay en 1352 (Schäfer, II, p. 485).

5. C'est à partir de 1351 seulement que l'on trouve mention dans les comptes des dépenses d'une « solutio pensionum hospiciorum cursorum Pape » (Schäfer, II, p. 537). Cette indemnité

partir de 1351, sans compter la nourriture¹ et peut-être le vêtement².

Comme leur fonction est viagère, ils jouissent de tous ces avantages jusqu'à leur mort et ils conservent le titre de *cursores pape* même quand ils sont promus à une autre fonction, généralement celle de portier³ d'une des différentes catégories, plus rarement celle de sergent d'armes du pape⁴. Ils avaient leur chapelle particulière, qu'ils entretenaient de leurs contributions⁵. A leur mort, le pape paie une partie des frais de leurs funérailles ; il fait verser 2 florins pour les dépenses de cire entraînées par la cérémonie⁶. Ce caractère viager de la fonction, cette permanence du titre et la qualité même de certains des avantages matériels qui y sont attachés élèvent, on le voit, les courriers pontificaux bien au-dessus des simples porteurs de lettres qui besognent durement pour vivre, louent leurs services au plus offrant, en attendant de mourir un jour, à la peine, sur la route.

Bien plus, le fait de servir le pape fait rejaillir sur eux un peu du prestige singulier dont est entouré le chef de la chrétienté. Nous ne savons pas s'ils portent, dès le XIV^e siècle, les armes de l'Église brodées ou peintes sur leurs poitrines et le bâton comme insigne de leur mis-

de logement était de 36 petits tournois par an et n'était donnée qu'aux courriers qui logeaient en location ; ceux qui étaient propriétaires de leur maison, « qui habent hospicia propria », ne recevaient aucune indemnité.

1. « *Cursoros quilibet consuevit recipere unam vidandam de pane cum carnibus, piscibus, ovis, ficubus, etc.* Item quando dominus papa celebrat solemniter seu est in itinere, habent singulis diebus, quibus equitat, in die qua dantur carnes VII frustra carnum et quando dantur pisces VII vidandas inter omnes et sic de ovis et ficubus. Item singulis diebus quando dominus equitat V prebendas ordeï inter omnes et in via inter omnes duos somarios », dit un texte célèbre du temps de Clément V, publié par Haller dans *Quellen und Forschungen*, I, p. 25.

2. Le texte précité, qui analyse les conditions des courriers, n'en parle pas et on ne les trouve pas mentionnés parmi les fonctionnaires pontificaux qui reçoivent du drap, au commencement de l'été et de l'hiver, pour la confection de leurs vêtements. D'autre part, ces distributions sont citées dans les textes à propos de catégories si générales de personnages que les courriers pouvaient très bien faire partie des bénéficiaires, surtout si l'on admet qu'ils portaient un uniforme dès le XIV^e siècle.

3. La plupart deviennent portiers de deuxième classe ou « *ostiarïi minores* » : portiers de la porte de fer du pape (Jacques Chabanier de 1355 à 1358, Lancelot de Pontoise après 1358), portiers de la première porte (Jean de Rome vers 1360, Bernard de Roanne de 1338 à 1360, Jean Bochart en 1355, etc.), portiers de la deuxième porte de fer (Jacques de Tournai en 1347, etc.). L'un d'entre eux, Jean de Grandmont, est même préposé, de 1353 à 1362, à la garde du palais de Villeneuve : « *cursor pape et custos palatii Villenove* ».

4. Exemples : Jean de Rome, en 1361, après avoir été « *ostiarïus minor* » (Schäfer, II, p. 803), Jean Bourguignon en 1363 (Baumgarten, p. 230).

5. Cf. Baumgarten, p. 224.

6. Schäfer, I, p. 569, 572, 576, 590, etc.

sion; en tout cas, ils prêtent serment avant d'être nommés¹, et leur nomination était consignée dans une lettre pontificale, les « *lettere cursorie* », en vertu de laquelle ils avaient droit de gîte chez certains ecclésiastiques. Ceux-ci devaient même les nourrir pendant leur séjour et les soigner en cas de maladie². Ces privilèges ne manquaient pas de grandeur, puisqu'ils rapprochaient les courriers pontificaux des plus hauts dignitaires de l'Eglise, qui jouissaient de semblables avantages dans leurs voyages ordonnés par le pape.

Cette faculté de s'arrêter chez des hôtes déterminés imposait certains gîtes d'étapes qui n'étaient pas toujours, naturellement, ceux qui auraient correspondu avec la plus grande vitesse possible. Aussi, lorsque la lettre était particulièrement pressée, les courriers pontificaux recevaient-ils une indemnité spéciale³ qui leur permettait de s'arrêter dans n'importe quel hôtel ou auberge⁴, comme les courriers ordinaires, et, par conséquent, d'aller plus vite. Dans ce cas, ils recevaient l'ordre de ne pas se servir de leurs « *lettere cursorie* »; on les leur faisait même laisser à Avignon pour plus de sûreté : « *ex ordinatione expressa pape quod non portaret litteras secum officii ut citius rediret* », dit le texte des comptes de l'un d'eux, Laurent de *Preychio*, envoyé en Angleterre en 1337⁵; ils voyageaient alors comme de simples messagers⁶. Cette indemnité de rapidité était équivalente aux salaires que versait la Chambre aux courriers profanes qu'elle employait par ailleurs : comme les courriers pontificaux touchaient pendant ce temps leurs gages entiers et qu'ils n'avaient aucun frais de monture, puisqu'ils employaient les chevaux de l'écurie pontificale — la Chambre leur rem-

1. Ainsi Marc de Lusseria en 1367 (Baumgarten, p. 234).

2. « *Ad victum et ob infirmitates ac alios casus necessaria* » (lettre de Nicolas IV en 1288, citée par Baumgarten, p. 226). Aussi, quand ils n'avaient pas cette lettre avec eux, recevaient-ils une indemnité pour leurs frais : « *cum nondum habuisset litteras officii sui* », J. Flocon reçoit 2 gros tournois en 1325 (Schäfer, I, p. 460).

3. La mention dans les comptes du versement de cette indemnité pour frais « *pro expensis* » aux « *cursores Pape* » est toujours accompagnée de l'indication qui la justifie : « *quia festinanter ivit* », « *quia celeriter ire fuit sibi impositum* »; le rapport est nettement exprimé dans la note qui relate le paiement de 10 gros tournois à 0 rond à Michel Dumoulin, envoyé au légat en Lombardie « *pro expensis suis cum non posset uti litteris cursorie propter festinantiam* » (Schäfer, I, p. 483).

4. C'est ainsi que nous savons que Martino di Baldo était « *hospitator cursorum* » à Naples et que les courriers du pape s'arrêtaient chez lui comme les autres.

5. Schäfer, II, p. 58.

6. Ainsi, Guillaume de Favaresio, envoyé à Auch en 1323, reçoit 48 gros tournois à 0 rond « *quia non portavit secum litteram officii cursoris sed tamquam nuntius simplex ivit* » (Schäfer, I, p. 444).

boursait le prix d'achat lorsqu'ils en devaient acheter en route¹ — on voit de quelle situation privilégiée matériellement et moralement ils jouissaient et combien leur emploi était dispendieux pour la Chambre. On comprend dès lors et le rôle de chargés de mission pontificaux qu'ils ont joué bien souvent² et leur nombre restreint, conséquence des frais considérables dont chacun d'eux grevait le budget pontifical³.

Ce nombre restreint des courriers pontificaux est précisément la seconde des raisons pour laquelle ils ne peuvent suffire au transport des lettres apostoliques. Dans les relevés bimestriels des gages payés aux fonctionnaires pontificaux, leur nombre oscille, selon les promotions et les décès, entre trente au minimum et soixante-cinq au maximum, le plus souvent aux environs de quarante⁴. Contrairement à l'opinion exprimée par Baumgarten⁵, il nous paraît que ces chiffres représentent l'effectif total des courriers pontificaux et non pas seulement ceux qui étaient présents à la curie soit au jour du paiement, soit de façon permanente. Baumgarten croit à l'existence d'autres courriers, se trouvant en mission, hors de la Curie, au jour du paiement ; mais il s'avoue lui-même impuissant à trouver les traces de leur réalité concrète. Or, les comptes prouvent péremptoirement que tous les courriers sans exception étaient payés le même jour : les gages de ceux qui étaient absents de la curie étaient quand même portés aux dépenses ; on les mettait ensuite de côté pour les leur remettre à leur arrivée. Le 23 octobre 1316, à la fin de la liste de cinquante-trois courriers, le trésorier a ajouté la mention : « *supradicti cursores sunt in curia permanentes ; ultra montes sunt 2 cursores*⁶ », dont les noms suivent,

1. Schäfer, I, p. 152.

2. Tel est le cas, par exemple, de Dominique de Lucarel, qui, de 1355 à 1360, a passé la plupart de son temps en Aquitaine, où il servait d'agent de liaison entre Innocent VI et les belligérants franco-anglais, dressait les inventaires des biens réservés des prélats décédés et faisait des achats pour la Curie : bref, un rôle d'agent très inférieur, bien entendu, à un légat, mais très supérieur aussi à un petit messenger. Dominique de Lucarel prend des initiatives, est dépositaire de conseils du pape à l'adresse des belligérants et est accompagné d'un serviteur : c'est déjà un personnage. Cf. Schäfer, II, *passim*, p. 458 à 800.

3. Leurs seuls gages s'élèvent, au cours du xiv^e siècle, à une moyenne de 300 à 400 florins par mois, c'est-à-dire 3,500 à 5,000 florins par an sur un budget de dépenses qui oscille autour de 150,000 florins, et il faut y ajouter le prix des diverses indemnités, tant en argent qu'en nature, qu'ils recevaient.

4. 55 en 1316 (Schäfer, I, p. 553), 40 en 1317-1318 (*ibid.*, p. 562-566), 40 en 1334 (*ibid.*, p. 601), 48 en 1335 (Schäfer, II, p. 35), 51 en 1340 (*ibid.*, p. 119), 62 en 1343-1344 (*ibid.*, p. 265-289), au moment du faste de Clément VI, 30 en 1352 (*ibid.*, p. 485), 37 en 1353 (*ibid.*, p. 537), 56 en 1357 (*ibid.*, p. 685).

5. *Op. cit.*, p. 224, n. 1.

6. Schäfer, I, p. 553.

et, le 24 septembre 1317, les gages sont payés à trente-trois courriers présents et à huit « *cursoribus missis extra*¹ ». D'autre part, les noms de tous les courriers pontificaux que nous trouvons, à un moment ou à un autre, chargés d'une mission hors d'Avignon figurent sur une ou plusieurs des nombreuses listes de paiement de gages que contiennent les registres des *Introitus et Exitus*. Il n'y a donc aucun doute possible : tous les courriers pontificaux nous sont connus.

Leur nombre pourrait paraître, à première vue, suffisant pour permettre le transport des lettres pontificales ; mais il faut considérer que le caractère viager de leur office faisait demeurer parmi eux bien des vieillards incapables de longues chevauchées. Et, d'autre part, les textes révèlent qu'une infime minorité seulement de cette petite troupe est employée au port des lettres : il ne se trouve par monts et par vaux, aux divers jours où le trésorier en fait l'appel, que deux courriers sur cinquante-cinq en 1316, huit sur quarante et un en 1317, alors que le fonctionnement rationnel des postes pontificales devrait entraîner à tout moment la présence à Avignon de la moitié d'entre eux environ et l'absence de l'autre moitié. C'est, évidemment, parce que cette proportion lui avait paru illogique que Baumgarten avait supposé l'existence de courriers en campagne non portés sur les listes ; mais les mêmes comptes qui anéantissent son hypothèse donnent l'explication du fait, en apparence anormal, qui l'avait suggérée : si les courriers pontificaux résident presque toujours tous à Avignon, c'est parce qu'ils ont une multitude d'occupations diverses.

C'est là la troisième cause de leur insuffisance, étroitement liée aux précédentes : le port des lettres à travers la chrétienté n'est, à vrai dire, qu'une des activités des courriers pontificaux. Le texte publié par Haller² énumère celles-ci tout au long : « *Ipsi vero debent essere solliciti ad faciendum servicia, que ponuntur eis per dominum papam et camerarium, et portare litteras, convocare prelatos et facere citationes et portare commissiones auditoribus super causis audiendis. Quando dominus equitat, vadunt circa eum, ne aliquis propinquet sibi ; quando dominus exit in ecclesia vel in aula, aperiunt viam domino, ne pressura fiat ei. Quolibet die debent deputari quatuor ad custodiam palatii, et plures sicut videtur camerario.* » Elles se résument en trois sortes de services : un service à l'extérieur, dans toute la chrétienté, un service à l'intérieur même du palais apostolique, un service mixte à Avignon et dans les

1. Schäfer, I, p. 562.

2. *Quellen und Forschungen*, I, p. 25.

environs. Ce caractère à la fois sédentaire et circulant a, sans doute, entraîné dans la suite la distinction entre courriers à pied et courriers à cheval, *cursores pedestres* et *cursores equitantes*, que Baumgarten rapporte sans citer de références¹; nous ne l'avons rencontrée dans aucun texte antérieur à 1378. Et il est à la fois vraisemblable et réel que les courriers circulaient davantage dans les premières années de leur service et devenaient sédentaires à la fin de leur vie — ce que leur promotion au rang de portiers et de sergents d'armes tendrait à prouver — quoiqu'il existât, comme nous allons le voir, une tendance assez marquée à la spécialisation dans chacune des trois formes de leur activité.

Le service purement extérieur des courriers consistait, dit le texte, à porter les lettres, convoquer les prélats et notifier les citations. C'est là celle de leurs activités qui nous occupe particulièrement ici : les courriers pontificaux portent des lettres, mais la nuance particulière de dignité, d'importance officielle, que nous distinguons plus haut, se manifeste dans le texte même : on ne peut pas considérer les courriers comme de purs et simples « portitores litterarum », puisque les lettres qu'ils portent sont le plus souvent des convocations, des citations, des procès, des sentences d'excommunication et que leur rôle ne se borne pas, la plupart du temps, à les remettre aux destinataires, moyennant décharge signée de ceux-ci², mais qu'ils leur en donnent communication officielle, publient et notifient procès et sentences et affichent solennellement les bulles pontificales aux portes des églises. Baumgarten a illustré de nombreux exemples le processus de cette « *publicatio ad valvas* »³. Il en résulte clairement que, dans beaucoup de leurs missions lointaines, les courriers pontificaux sont bien plus des délégués du pape que de simples messagers.

Leur service au siège de la cour apostolique est empreint de la même dignité. Lorsqu'ils portent aux auditeurs les cédules de commission les désignant pour juger certains procès engagés en cour romaine, ils sont loin d'avoir l'attitude de simples garçons de courses : un texte publié par M. Mollat⁴ montre le courrier pontifical Lippo de Florence portant à Bertrand de Saint-Geniès une cédula écrite de la main du vice-chancelier le désignant comme auditeur et juge d'une cause pendante entre

1. Baumgarten, p. 223.

2. Ibid., p. 229.

3. Ibid., p. 229.

4. G. Mollat, *Contribution à l'histoire de l'administration judiciaire de l'Eglise romaine au XIV^e siècle*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1936, p. 878-880.

deux clercs qui se disputaient la légitime jouissance d'un bénéfice ; Bertrand de Saint-Geniès, dit le procès-verbal dressé par son notaire, reçut la cédula avec révérence « *de manu ipsius cursoris reverenter recipiens* » ; une part de cette révérence s'adresse certainement au vice-chancelier dont émane le papier, mais le groupement même des mots du texte est loin d'autoriser à penser que l'auditeur a considéré le courrier qui l'apportait comme personne négligeable. D'ailleurs, ce n'est pas à de petits serviteurs que peut être confié le soin d'escorter la personne du pape lors de ses déplacements à pied ou à cheval ; et on ne peut nullement penser qu'en cette occurrence les courriers aient la fonction inférieure d'hommes d'armes chargés d'une protection efficace. Le texte ne dit pas qu'ils soient armés ni qu'ils doivent veiller à la sécurité du Souverain Pontife : ils assurent simplement son libre passage au milieu de la presse (*pressura*), ce qui n'exclut pas, par ailleurs, la présence d'hommes d'armes. De même, ceux d'entre eux qui sont chargés chaque jour de la garde du palais ont un caractère de surveillants et non de gardiens ; leur nombre même l'indique : quatre personnes ne sauraient assurer la garde du palais. Et c'est évidemment à cette fonction de surveillance dont ils devaient s'acquitter exclusivement que se rapporte le titre que nous avons vu¹ porté par certains des courriers, à la fin de leur carrière, de portiers du pape, « *ostiarîi minores* ». L'un d'entre eux, Jean de Grandmont, fut même préposé à la garde du palais de Villeneuve de 1353 à 1362, « *cursor Pape et custos palatii Villenove* »² ; il est clair qu'il n'assumait pas seul cette garde, mais qu'il devait l'organiser. D'autres, enfin, ont rempli parfois une fonction que nous ne trouvons pas mentionnée dans le texte publié par Haller : celle de gendarmes et de geôliers. *Jacobellus de Montecaucasio*³, puis Tommaso da Varazzo⁴ veillent, en 1341-1342, aux dépenses nécessitées par l'entretien de Guillaume de Saint-Paul, ancien trésorier de Bénévent, qui est emprisonné, et, plus tard, Pierre La Sanha est cité en 1343 comme gardien de maître Renaud de Narbonne⁵, avant d'être chargé, en 1354-1355, de l'arrestation de Pierre Bedouce, ancien clavier d'Avignon⁶.

Ce dernier rôle des courriers pontificaux nous amène au troisième

1. Cf. *supra*, p. 4.

2. Cf. Schäfer, II, *passim*.

3. *Ibid.*, p. 139-153.

4. *Ibid.*, p. 165.

5. *Ibid.*, p. 245.

6. *Ibid.*, p. 566-589.

aspect de leur activité, car il en participe déjà : l'achat et le contrôle des fournitures de tout ordre dont a besoin la Curie. C'est ce que nous avons appelé leur service mixte, parce qu'il les occupe à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du palais ; le texte de Haller le désigne de façon vague : « *servicia que ponuntur eis per dominum papam et camerarium* ». Il y a là une source d'occupations très importante des courriers, où ils apparaissent comme de véritables acheteurs pour le compte de la Chambre. Ce sont des courriers pontificaux qui s'occupent de tous les achats, quels qu'ils soient, et qui traitent avec les fournisseurs. Ce sont eux qui concluent les marchés et qui passent les commandes aux marchands : sur les comptes de la Chambre, chaque fourniture est accompagnée de la mention : « *de mandato...* » ou « *ex precepto. N. cursoris ad hoc deputati*¹... », copie de la justification de la commande portée par le marchand sur sa facture. Le fait que la curie emploie toujours les mêmes fournisseurs qui lui sont attitrés — par exemple, Pierre Dupin, serrurier², le Dauphinois Aynard Porchalla, « *provisor carbonum palatii apostolici*³ », Tuccio Lambertucci de Florence, « *provisor lignorum palatii apostolici*⁴ » — semble prouver que leur initiative était limitée en ce qui concernait le choix des marchands ; mais il reste à savoir si ce n'était pas eux qui choisissaient, à l'origine, les fournisseurs pour lesquels, par la suite, la Curie demeurait une cliente fidèle.

Ces fonctions d'acheteurs occupaient les courriers soit à Avignon même, soit dans les marchés et les foires et sur les lieux de production des régions voisines. Les achats faits sur place, à Avignon, étaient le plus souvent confiés à des courriers âgés qui, après avoir parcouru les routes de la chrétienté, comme Guyot le Breton⁵ ou Colin le Lombard⁶, ne pouvaient plus exercer qu'une fonction sédentaire. Tandis que les approvisionnements sur les lieux de production entraînaient parfois très loin les courriers pontificaux : un nommé *Boloninus* va jusqu'en Sardaigne et en Campanie pour acheter les blés de l'aumônerie⁷ ; et, même si leurs voyages se bornaient à la Provence, au Languedoc, au Dauphiné et au Lyonnais, d'où provenaient la plupart des fournitures, la multiplicité des foires et l'ampleur de la consommation de la Curie les tenaient toujours sur les routes. La dignité que nous avons déjà

1. Schäfer, II, p. 629, etc.

2. Ibid., p. 685, etc.

3. Ibid., p. 596, etc.

4. Ibid., p. 435, etc.

5. Ibid., p. 685, etc.

6. Ibid., p. 732, etc.

7. Ibid., p. 761-809.

notée dans leurs autres occupations se manifeste ici aussi : ils sont accompagnés dans leurs voyages d'un serviteur « *famulus* » et tous leurs frais leur sont remboursés. Le marché conclu, ils accompagnent souvent les marchandises achetées jusqu'à Avignon ; au palais pontifical, ils en prennent livraison et les vérifient soigneusement ; toute livraison doit être faite à l'un d'eux : ainsi, en 1353, en l'absence de Robert de Terremont, qui y était préposé, c'est Jean de Grandmont qui reçoit une livraison de charbon¹. Après quoi ils rédigent un rapport sur la foi duquel la Chambre paie les fournitures : les comptes fourmillent de mentions du modèle de celle-ci concernant le règlement d'une fourniture de sable en date du 13 avril 1350 : « *facto computo cum mag. Petro de Turno . — . per relationem Raymundi de Biterris, cursoris pape, ad recipiendam arenam destinati*² ».

Pour pouvoir remplir, au mieux des intérêts pontificaux, ce rôle d'acheteurs et de réceptionnaires des fournitures, il fallait aux courriers une réelle compétence technique. Cette compétence, s'ils ne l'ont pas au moment de leur nomination, ils l'acquièrent rapidement par une véritable spécialisation : non seulement les courriers pontificaux, une fois qu'ils sont chargés des fournitures de la curie, ne sont généralement plus employés à d'autres fonctions, mais encore chacun d'entre eux s'occupe avec constance de certaines catégories très déterminées de fournitures : ainsi Raimond de Béziers, Vincent de Saint-Vincent des matériaux de construction (sables, chaux, pierres) de 1342 à 1350³, Pierre Bonet des objets métalliques et de serrurerie de 1353 à 1362⁴, Dominique de Lucarel des poissons salés qu'il va chercher à Bordeaux et à Bayonne de 1351 à 1360⁵, Étienne Vital du vin de Saint-Pourçain, de Nîmes et de Beaune de 1356 à 1362⁶, Lancelot de Pontoise de l'eau de mer et des huîtres qu'il va chercher, de 1356 à 1360, à Aigues-Mortes pour l'usage personnel du pape⁷. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que certains d'entre eux aient été recrutés parmi les commerçants et conservent, même devenus courriers pontificaux, une activité mercantile : c'est ainsi que Guillaume Barthélemi⁸, de 1353 à 1360, est à la fois courrier et fournisseur attitré de papeterie de la Chambre ; il fait

1. « In defectu Roberti de Terramonte » (Schäfer, II, p. 538).

2. Ibid., p. 221.

3. Ibid., p. 219, 221, 306, 345.

4. Ibid., p. 685, etc.

5. Ibid., p. 643, 666, 713, 759, 769.

6. Ibid., p. 619, 659, 661, 710, 796, 811.

7. Ibid., p. 642, etc.

8. Schäfer, II, p. 539-731.

gérer son négoce par sa femme Bérengère. D'autres exercent un métier qui ne peut être féminin et les textes rapportent leur cumul : c'est Pierre Gautier¹, charpentier « *cursor et fusterius pape* », dont les connaissances techniques font un expert pour surveiller la construction des bâtiments ; il en mesure les dimensions et révisé les mémoires des architectes ; c'est encore Thomas Nicolas, « *cursor ac cordenarius pape*² », des mains de qui sortent tous les souliers de Clément VI, ou maître Jean le Bourguignon, « *cursor et sartor pape*³ ».

Le nom de courrier pontifical s'applique donc, avant le Grand Schisme, à des personnages d'origines très diverses qui se livrent, pour le service du pape, à des occupations extrêmement variées dans lesquelles ils sont souvent spécialisés. Cette diversité même au sein de leur groupe s'oppose à l'interprétation qu'a donnée Baumgarten du rôle d'un personnage qui apparaît épisodiquement avant 1378 : le « *magister cursorum pape* ». Baumgarten le considère, sans preuves, comme le maître d'une école dans laquelle seraient élevés les courriers pontificaux⁴. Mais comment peut-on concevoir une école préparant à des occupations aussi différentes et que l'on ne pouvait guère apprendre à exercer que par l'expérience et la pratique ? Les textes nous montrent, d'ailleurs, que c'était bien à l'école de la vie que la papauté recrutait ses courriers, puisque nous l'avons vue prendre à ses gages des messagers qui avaient fait leurs preuves au service de grands personnages et des marchands qui conservaient même parfois à son service leur activité commerciale propre. D'ailleurs, nous ne connaissons, avant 1378, qu'un seul texte où soit mentionné un maître des courriers pontificaux ; le voici, il est en date du 2 août 1362 : « *Colino Lombardi, magistro cursorum pape, pro expensis factis per 7 cursores pape de mandato castellani Emposte super facto castri de Lertio. Avinionensis diocesis 17 florenos fortes*⁵. » Colin Lombard n'y apparaît nullement comme un maître au sens pédagogique du terme, mais comme une sorte de supérieur jouant, dans un cas particulier, un rôle d'intermédiaire entre les courriers et la Chambre. C'est, d'ailleurs, le même rôle d'intermédiaires que jouaient de façon constante entre les courriers professionnels et la Chambre des personnages appelés « *magistri cur-*

1. Schäfer, II, p. 255.

2. Ibid., p. 245-372.

3. Ibid., p. 816.

4. Baumgarten, *op. cit.*, p. 223. — Cette interprétation a été adoptée par Mollat, *Les papes d'Avignon*. Paris, 1920, p. 309.

5. Schäfer, II, p. 812.

sorum mercatorum », sur lesquels nous aurons bientôt l'occasion d'insister : ils recevaient de la curie les lettres à expédier et les salaires des courriers. Les courriers professionnels, étant toujours sur les routes, avaient chacun un « *magister* » à Avignon qui leur préparait une nouvelle course à effectuer dès leur retour et percevait leurs salaires en leur absence. La similitude du rôle joué, en l'occurrence, par Colin Lombard lui fait attribuer le nom de « *magister cursorum pape* » en 1362, et il faut noter qu'en 1369, dans une tout autre circonstance, il ne le porte plus et est simplement appelé « *cursor*¹ ». Et lorsqu'en 1376-1377 un autre courrier pontifical, Barthélemi de Plaisance, expédie des courriers pour le compte de la Chambre et reçoit d'elle le paiement de leurs indemnités pour frais de déplacement, il ne porte encore que son simple titre de « *cursor pape*² ». Nous en pouvons donc conclure que le maître des courriers pontificaux n'a pas existé avant le Grand Schisme et que, d'autre part, son rôle eût été celui d'intermédiaire et de chef et non de pédagogue. Mais ce rôle même était de plus en plus nécessaire pour la commodité dans la transmission des plis et dans le règlement des comptes qui en devait résulter : Barthélemi de Plaisance l'avait rempli sans en porter le titre et l'existence de maîtres des courriers des marchands en soulignait les avantages en en donnant l'exemple. Aussi est-il naturel qu'il ait été créé bientôt. Rodocanacchi³ cite Tommaso Cardini comme maître des courriers du pape en 1390 : nous n'avons pu vérifier son affirmation, mais nous savons que Tommaso Cardini⁴ avait été maître de courriers des marchands à Avignon de 1362 à 1375. Si Rodocanacchi n'a pas confondu les deux sortes de courriers, c'est encore là un bel exemple de la recherche des compétences par la papauté : elle confie la direction des courriers pontificaux à un homme que, pendant quinze ans au moins, elle a vu diriger des courriers professionnels.

Quoi qu'il en soit de la date de création de leur maître, ce parallélisme de l'évolution de leur organisation avec celle des courriers professionnels souligne que les courriers pontificaux ne sont pas seuls, il s'en faut, à porter les lettres des papes, comme pouvaient déjà le faire penser la dignité dont les revêtait leur fonction officielle, leur petit nombre et leurs multiples activités. Bien plutôt que des courriers, les

1. Il s'agit du paiement d'une indemnité pour la location qu'il a faite d'un cheval qui l'a porté à Montpellier. Arch. Vat., Instrum. Miscellanea, année 1369.

2. Arch. Vat., Introitus et Exitus, vol. 344, *passim* ; vol. 345, fol. 116, 125, 156.

3. *Op. cit.*, p. 400.

4. Cf. *infra*, p. 23.

cursores pape sont des personnages chargés de faire les courses du pape, quelles qu'elles soient ; et de ces courses le port des lettres n'en suscite, en ce qui les concerne, qu'une bien petite partie. Il faut donc que la plupart de la correspondance émanée de la Curie ait été confiée à d'autres porteurs.

2. — LES ENVOYÉS DES CORRESPONDANTS DE LA CURIE

Les personnages qui se présentaient le plus naturellement pour emporter d'Avignon le courrier du pape étaient ceux-là, même qui y avaient apporté les lettres auxquelles il répondait. Le plus souvent, l'autorité laïque ou ecclésiastique qui les avait dépêchés à la Curie leur avait prescrit d'attendre la réponse et de la rapporter : c'est ainsi qu'un certain Blaise, envoyé du nonce pontifical en Arménie et en Chypre, attendit neuf mois à Avignon, en 1324, la réponse à la lettre qu'il avait remise¹ ; et si, d'aventure, les envoyés n'en avaient pas reçu l'ordre, les services pontificaux savaient bien les retenir ou leur confier des lettres à leur retour.

Ce mode de transmission du courrier avait l'avantage d'être gratuit, l'envoyé étant payé dans les deux trajets par qui l'avait expédié². Aussi n'en trouve-t-on trace dans les comptes des dépenses de la Chambre que dans les cas exceptionnels : lorsque les envoyés des correspondants se trouvaient démunis d'argent à Avignon, comme le Blaise que nous avons cité³, et, par conséquent, incapables d'entreprendre le voyage de retour ; lorsque le pape voulait récompenser particulièrement l'un d'entre eux, comme Étienne de Saint-Arnould, sergent d'armes du roi de France, en 1342⁴, ou Jean de Laon, courrier du même roi, en 1369⁵ ; ou encore lorsque l'expéditeur défiant avait

1. Schäfer, I, p. 457.

2. Lorsque l'expéditeur, et c'était un cas fréquent, était un fonctionnaire pontifical, recteur ou trésorier de province, ou un collecteur, la dépense, en dernière analyse, incombait toujours au trésor apostolique. Mais il était préférable qu'elle fût supportée par le budget provincial ou local : la somme des revenants bons à transférer à la Chambre en était amoindrie et la difficulté et les risques du transfert aussi par la même occasion. Régler sur place le plus grand nombre possible de dépenses était un des principes cardinaux de l'administration financière des papes d'Avignon : nous le voyons appliqué ici dans un cas très particulier.

3. On pourrait citer bien d'autres exemples : un messager de l'évêque de Cassino qui a été volé en chemin en 1326 (Schäfer, I, p. 483), un familier du nonce en Portugal en 1327 : « cum non haberet de quo faceret expensas suas » (ibid., p. 492), etc.

4. Schäfer, II, p. 196.

5. Ibid., p. 746.

disposé que son messenger recevrait de la Chambre à Avignon salaire et indemnité : c'est ainsi qu'agissent, en 1327, les nonces en France avec Jeannet Conil, courrier auvergnat¹. Ces envoyés des correspondants de la Curie étaient des personnages de tout ordre, clercs ou laïcs, humbles courriers professionnels ou fonctionnaires chargés de mission. Leur emploi pour le transport du courrier pontifical était considérable : il était normal dans la moitié des cas, puisque la moitié environ de la correspondance des papes était suscitée par les questions posées ou les nouvelles reçues.

Il restait à trouver, pour le pape, un mode de transport aussi économique pour l'autre moitié des lettres qu'il expédiait, celles où il prenait l'initiative et envoyait des ordres ou posait des questions à ses correspondants.

3. — LES PERSONNES QUI QUITTAIENT AVIGNON

Dans ce cas où, par définition, aucun envoyé du correspondant ne pouvait porter la lettre, le pape la remettait à tout personnage digne de confiance qui partait d'Avignon en direction des régions où se trouvait le destinataire, à charge à lui de la faire parvenir à ce dernier.

C'était là un système extrêmement usité parce que, comme le précédent, il était absolument gratuit. De plus, il était fort aisé à pratiquer, car le mouvement de va-et-vient était tel à Avignon qu'il s'y trouvait à tout moment des gens, clercs ou laïcs, qui partaient pour toutes les régions de la chrétienté : que l'on songe à tous les légats et commissaires que le pape dépêchait dans toutes les directions, aux collecteurs et aux nonces apostoliques qui allaient rejoindre leur poste, aux ambassadeurs et représentants de princes ou de communautés, aux évêques et aux abbés, tenus de faire obligatoirement à intervalles réguliers des visites *ad limina*, enfin à la foule des solliciteurs et des marchands qui étaient attirés par l'activité et le luxe de la cour pontificale. Malheureusement, la gratuité du transport des lettres qui leur étaient confiées est cause qu'aucune trace n'en demeure dans les livres de comptes ; c'est dans le corps même de certaines lettres que nous apprenons l'importance de ces porteurs semi-bénévoles pour l'expédition du courrier pontifical : ainsi, par exemple, Gui de Proynis, chevalier limousin, est chargé de remettre des lettres à Astorge de Durfort, recteur de Romagne, en juin 1348² ; une lettre destinée à Alborno, en 1355, est con-

1. Schafer, I, p. 482.

2. Arch. Vat., Reg. Vat. 142, fol. 10, n° 54.

fiée au procureur de Venise à la cour apostolique¹, et l'évêque de Gurk emporte un paquet de lettres destinées à l'Allemagne le 10 avril 1358². Les papes confiaient même parfois des lettres à des femmes ; Baumgarten en donne toute une série d'exemples³.

Mais ce système ne valait qu'autant qu'il se trouvait à la date voulue quelqu'un qui quittât Avignon pour la région où la chancellerie venait d'adresser une lettre : de telles rencontres étaient assez rares et la correspondance devait, le plus souvent, attendre quelques jours que se présentât l'occasion de la faire parvenir gratuitement à destination. Il ne pouvait être question d'agir de la sorte pour les messages pressés. Toute lettre présentant un caractère d'urgence et qu'aucun messenger du destinataire n'attendait était confiée soit à un courrier pontifical, soit, étant donné leur nombre restreint, à un courrier professionnel spécialement rétribué.

4. — LES COURRIERS PROFESSIONNELS

A Avignon, comme dans tous les centres politiques et économiques, existait au XIV^e siècle une catégorie de gens dont le métier consistait à louer leurs services et leur temps pour porter des lettres à destination : c'étaient des courriers professionnels. Ils se divisaient en deux catégories, selon la méthode qu'ils employaient pour leur travail : les uns se louaient à la course à qui se trouvait avoir besoin de leurs services ; c'étaient en quelque sorte des courriers libres. Les autres réservaient toute leur activité soit à quelque grand personnage, soit, le plus souvent, à des commerçants.

Les papes, dans les cas urgents, confiaient des lettres aux uns comme aux autres ; mais la garantie morale de leur employeur ordinaire leur faisait préférer de beaucoup l'usage des courriers spécialisés au service d'une personne ou d'une firme précise.

Les courriers libres portent, dans les comptes de la Chambre, des appellations diverses, mais toutes synonymes : « *cursores* », « *cursores curiam romanam sequentes*⁴ », « *messengerii* », « *messengerii curie*

1. Arch. Vat., Collectoria 352, fol. 109.

2. Ibid., fol. 102. — La Collectoria 352, où sont enregistrées les rubriques des lettres d'Innocent VI groupées par dates de départ, avec le nom des personnages à qui elles ont été confiées, contient bien d'autres exemples semblables.

3. Baumgarten, *op. cit.*, p. 222.

4. L'expression « *cursor curiam romanam sequens* » veut simplement dire : courrier habitant ordinairement à Avignon.

romane », « *nuncii* ». Il est rare que le même s'y trouve à plusieurs reprises, étant donné le caractère occasionnel de leur emploi et l'absence de fixité même de leurs occupations. Certains d'entre eux deviennent ensuite courriers pontificaux, « *cursores pape* », nous l'avons vu¹. Et en dessous d'eux existe une catégorie de très humbles serviteurs, « *famuli* », « *vaileti* », « *garsiones* », que l'on charge de commissions peu importantes et peu rétribuées et qui semblent, par la fréquence de leur nom dans les livres, attachés de plus près au service pontifical.

Les courriers spécialisés étaient presque exclusivement des courriers commerciaux, les courriers des marchands « *cursores mercatorum* ». L'importance prise par la place d'Avignon, où, du fait de la présence du Saint-Siège, les principales compagnies mercantiles de l'Occident entretenaient une succursale ou des correspondants, mettait à la disposition des papes le système postal du grand commerce contemporain. Et les papes étaient doublement portés à en user, car, d'une part, ce système présentait les meilleures garanties techniques pour l'époque et, d'autre part, la Chambre apostolique entretenait des rapports étroits et constants avec la plupart des commerçants d'Avignon et des grandes compagnies italiennes qui lui servaient de fournisseurs et de banquiers.

Les courriers des marchands se répartissaient en deux groupes : les uns appartenaient aux grandes compagnies mercantiles, qui les rétribuaient au mois et les comprenaient, par conséquent, dans le personnel dont elles s'assuraient exclusivement les services ; les autres, sans engagements particuliers, portaient les lettres de tous les marchands qui voulaient bien leur en confier, c'est-à-dire des commerçants de moyenne importance dont le développement des affaires était insuffisant pour nécessiter l'entretien permanent de courriers spéciaux ; ils étaient rétribués à la course. Ces derniers, du fait même de leur profession, se trouvaient généralement hors d'Avignon : pour se procurer du travail, il leur fallait y posséder un représentant sûr qui, à chacun de leurs retours, leur ait trouvé une nouvelle course à faire. Ambulants par métier, il était tout naturel qu'ils choisissent pour la plupart, pour remplir ce rôle d'intermédiaire, l'hôtelier chez lequel ils descendaient lorsqu'ils revenaient à Avignon : cet intermédiaire, dont, par la suite des choses, toute leur existence dépendait, s'appelait, d'un nom significatif, leur « *magister* », leur « maître² » ; c'était lui qui, le plus souvent,

1. *Supra*, p. 12.

2. Ainsi, le salaire dû à Étienne de Besançon, courrier, envoyé à Plaisance, est remis par

recevait les lettres, les remettait aux courriers et, en leur absence, allait toucher leur salaire, sur lequel, vraisemblablement, il prélevait quelque pourcentage.

La papauté emploie indifféremment, au ^{xiv}^e siècle, ces deux catégories de courriers des marchands, ou plutôt elle emploie à chaque période celle que les circonstances rendent prépondérante. De l'avènement de Jean XXII à celui de Clément VI, les grandes compagnies florentines des Bardi, des Peruzzi, des Acciaiuoli, des Bonaccorsi dominent la vie économique de la chrétienté : la Chambre apostolique les utilise comme banquiers pour ses transferts de fonds ; elle est en compte avec chacune d'entre elles. Il est donc tout naturel qu'elle s'adresse également à ces compagnies, qui ne peuvent refuser aucune complaisance à leur principal client et dont les courriers sillonnent perpétuellement les pays chrétiens, pour l'expédition d'un bon nombre de ses lettres ; et cela d'autant plus que quelques-unes d'entre elles contenant les ordres de transfert ou de paiement sont adressées précisément aux succursales de ces compagnies¹. Lorsque le transport du courrier pontifical suscite des frais particuliers, les facteurs des compagnies résidant à Avignon en dressent la note qu'ils présentent à la Chambre sous forme de relevés à intervalles à peu près réguliers : c'est ainsi que nous avons trouvé dans les comptes de la Chambre apostolique, de 1319 à 1343, neuf relevés présentés par les Bardi², huit par les Acciaiuoli³, un par les Peruzzi⁴ et un par les Bonaccorsi⁵, récapitulant les dépenses occasionnées par l'expédition de courriers pour le compte et sur l'ordre du pape : « *pro salariis diversorum cursorum mercatorum conducticiorum missorum de mandato pape diversis vicibus et temporibus ad diversas partes cum litteris apostolicis et aliis* »⁶. Et,

la Chambre le 16 novembre 1324 : « Guidoni Finginme magistro suo » (Schäfer, I, p. 459) ; de même, le salaire de Guillaume de Marseille, envoyé à Paris, est remis le 31 mai 1329 à Guiduccio Bonacotti, « magistro suo » (ibid., p. 506), etc.

1. Nous verrons plus loin que les compagnies transportaient gratuitement les lettres que le pape adressait à leurs succursales (*infra*, p. 24).

2. Le 20 octobre 1319 (Arch. Vat., *Collectoria* 350, fol. 34), le 22 juillet 1323 (Schäfer, I, p. 433), le 30 octobre 1324 (ibid., p. 458), le 30 avril 1325 (ibid., p. 459), le 11 janvier 1327 (ibid., p. 482), le 9 avril 1330 (ibid., p. 516), le 16 octobre 1334 (Arch. Vat., *Instrum. Miscellanea*, n° 6612, fol. 42), le 3 janvier 1343 (Schäfer, II, p. 198), le 11 mai 1343 (ibid., p. 230).

3. Le 18 juin 1322 (Arch. Vat., *Collectoria* 350, fol. 64), le 12 septembre 1334 (*Instrum. Miscellanea*, n° 6612, fol. 41 v°), le 20 janvier 1335 (Arch. Vat., *Introitus et Exitus* 48, fol. 69), le 25 juin 1335 (Schäfer, II, p. 37), le 8 avril 1338 (ibid., p. 75), le 2 septembre 1338 (ibid., p. 76), le 26 janvier 1339 (ibid., p. 89).

4. Le 23 décembre 1324 (Schäfer, I, p. 420).

5. Le 30 octobre 1322 (ibid., p. 537).

6. Ibid., p. 458.

dans les cas les plus urgents, lorsque le pape exigeait le départ immédiat de la lettre et que les représentants des compagnies n'avaient pas de courrier sous la main, ils louaient un courrier non spécialisé ; c'est ce qu'exprime le terme « *conducticii* » ou « *conducti* » et la formule finale de certains comptes : « *solvimus Lorino de Bardis, mercatori de societate Bardorum qui eos procuraverat et eis solverat supradicta salaria*¹... » Dans ce cas, les directeurs des succursales des grandes compagnies jouaient le rôle de « *magistri cursorum* » ; la Chambre avait en eux une confiance naturellement plus grande que dans les hôteliers d'Avignon. Et l'on comprend, dans de telles conditions, que l'emploi de courriers des marchands en dehors de toute compagnie ait été restreint pendant cette première période : nous n'en avons relevé qu'une vingtaine de cas dans ces vingt-cinq années. Et encore, dans le contrat que la Chambre passe avec l'un d'entre eux, Filippo di Bonaccorso, « *hospes in curia Romana* », exige-t-elle comme témoin le directeur de la succursale des Acciaiuoli, Francesco di Monte, dont elle apprécie la garantie².

Le début du pontificat de Clément VI correspond avec la terrible crise qui, de 1341 à 1346, ruina le commerce florentin en entraînant la faillite des principales compagnies : Bonaccorsi, Peruzzi, Acciaiuoli, Bardi disparaissent tour à tour et leur chute marque le commencement d'une nouvelle période qui s'étend jusqu'au début du Grand Schisme. La Chambre apostolique ne trouve plus comme banquiers que de petites compagnies si peu puissantes qu'elle est obligée d'en employer simultanément plusieurs pour transférer des sommes modestes. De tels organismes ne possèdent pas de services de courriers qui leur soient propres : la plupart des maisons florentines sont obligées de se grouper dans une association, la Scarsella³, pour organiser à frais communs un système de poste régulier entre Florence et Avignon. Nécessairement, la papauté se trouve amenée à s'adresser aux courriers des marchands patronnés par les hôteliers d'Avignon, qu'elle avait assez négligés dans la période précédente. Nécessairement aussi, l'importance et l'urgence de sa correspondance, son désir de sécurité dans la transmission et son habitude de régler les comptes par relevés espacés la poussent vers

1. Schäfer, I, p. 458.

2. Le courrier en question s'appelait Maffeo de Florence et était envoyé à Venise (Arch. Vat., Reg. Avén. 73, fol. 521 : minute d'un acte rédigé par le notaire Durand Lemarchand).

3. Les règlements de la Scarsella ont été publiés par Milanese, *Ordini della Scarsella de' Mercanti Fiorentini per la corrispondenza tra Firenze ed Avignone*, dans *Miscellanea fiorentina d'erudizione*, 1886, I, p. 149-153.

l'emploi exclusif de ces intermédiaires commodes que sont les hôteliers : leur résidence fixe à Avignon offre une garantie et ils peuvent faire l'avance des frais à chaque courrier pour se faire rembourser ensuite globalement par la Chambre. Celle-ci préfère naturellement l'hôtelier qui a le plus de courriers sous sa dépendance : elle sait à qui s'adresser directement en cas d'urgence — et ce sont les lettres urgentes que l'on confie aux courriers des marchands — et elle aime mieux ne traiter qu'avec des personnages peu nombreux, un fournisseur par spécialité ; nous avons vu plus haut quel fidèle client elle était. Et nécessairement, enfin, l'hôtelier qui a les ordres de la Curie voit venir à lui un grand nombre de courriers, attirés par l'appât de courses nombreuses en perspective : sa puissance croît et il finit par posséder le monopole de fait du transport des lettres pontificales par courriers commerciaux. Que ce processus se soit déroulé par la force même des choses ou sur l'initiative consciente de celui qui devait en être le principal bénéficiaire, nous ne savons. Toujours est-il qu'après deux années d'incertitude, le nom de Piero di Gieri¹ se trouve pour la première fois à la date du 28 juillet 1345² et que, dès 1348, toutes les lettres que la Chambre ne confie pas aux Malabayla³, les principaux de ses banquiers sous les pontificats de Clément VI et d'Innocent IV, passent par ses mains⁴. De 1355 à 1360, où il disparaît, il présente son relevé à la Chambre six ou sept fois par an⁵, tous les mois ou tous les deux mois, selon qu'il est plus ou moins chargé, et nous n'avons trouvé dans ce laps de temps que huit courriers des marchands qui aient porté des lettres pontificales sans son intermédiaire contre 103 qui les avaient reçues de lui⁶.

Un tel personnage n'est plus un simple hôtelier qui cherche quelques gains supplémentaires dans un courtage occasionnel ; c'est véritablement un entrepreneur, à la tête d'un service postal que ses capitaux et ses connaissances techniques lui ont permis de monter. Le nom même sous lequel on le désigne à partir de 1355 reflète la puissance de son

1. Petrus Geri, de Goli, de Giers, de Geyre, Desier, Desiderii, selon les textes.

2. Schäfer, II, p. 487.

3. Elle leur fait expédier cinq courriers spéciaux en 1348 (Arch. Vat., *Collectoria* 449, fol. 236), deux en 1349 (*Collectoria* 449, fol. 237, et *Collectoria* 497, fol. 40), un en 1352 (*Collectoria* 449, fol. 239).

4. Schäfer, II, p. 417, 523, 568, 569.

5. Schäfer, II, p. 570, 571, 572, 605, 606, 607, 608, 609, 643, 644, 645, 646, 647, 696, 698, 699, 701.

6. Et encore ne savons-nous rien pour 1359, année pour laquelle le registre des *Introitus* et *Exitus* est perdu.

organisation : il n'est plus Piero di Gieri ou Piero da Scarperia, mais « *Petrus de Cursoribus* »¹ ; sa fonction le désigne plus explicitement que tout patronyme : il est le maître de poste. Et, en dehors de ses affaires, à une date où il nous semble avoir pris sa retraite, en 1365, sur la liste des membres de la confrérie de la Majour, dont il faisait partie, comme la plupart des Italiens d'Avignon, il figure sous le nom de Piero de Corieri de la Scarperia, à côté de son fils, Andrea de Piero de Corieri².

Piero di Gieri da Scarperia³ est un type particulier de ces hommes d'affaires italiens qui pullulaient à Avignon. Son origine toscane, presque florentine⁴, n'est pas indifférente, car elle lui a sans doute permis, dans la première partie de sa vie, que nous ne connaissons pas, d'être au courant de l'organisation postale des grandes compagnies florentines et certainement, à la fin, de bien connaître la Scarsella. Il a commencé sa carrière comme hôtelier à Avignon : « *hospes in Romana Curia* », ce qui ne l'empêche pas d'avoir en même temps une activité toute commerciale, « *mercator* », qu'il conservera toute sa vie : il fournit des armes aux soldats de l'Église en 1348⁵ ; en 1360, il sera encore chargé d'acheter les blés de l'aumônerie pontificale à Beaucaire et aux environs⁶. Mais sa grande affaire, c'est l'organisation de services postaux à laquelle l'ont amené graduellement sa qualité d'hôtelier et celle de maître de courriers commerciaux, « *magister cursorum mercatorum Avinionensium* », qui en découlait ; il en vient à tout moment à avoir des courriers prêts à partir pour tous pays, et ces courriers ne sont plus de véritables courriers autonomes qui descendent simplement chez lui pour risquer d'y trouver du travail, mais des serviteurs, « *famuli* », qu'il rétribue et qu'il expédie sur des chevaux qui lui appartiennent. De plus, il accueille les messagers envoyés à la curie par les légats ou les nonces apostoliques ; il les héberge et va même jusqu'à les munir d'argent au moment de leur départ ou à leur payer le salaire ou les indemnités que leur destinait la Chambre⁷. Et il récupère tous ses débours à la fois lorsqu'il présente son relevé au camérier. Somme toute, sa maison nous apparaît comme un vaste caravansérail où affluaient

1. De Cursoribus, de Corrieris, de Corriers, de Carreria, selon les textes.

2. Arch. du Vaucluse, Arch. des Hospices d'Avignon, E₄ La Majour.

3. Scarperia, comm. prov. de Florence.

4. On l'appelle florentin dans certains textes : Petro de Geyre de Florentia. Schäfer, II, p. 368.

5. Schäfer, II, p. 409.

6. Schäfer, II, p. 761.

7. Ainsi, le 29 décembre 1356 : « Bolonino et Cassalino, nunciis propriis dom card. Ispanensis legati in Toscana ». Schäfer, II, p. 609, etc.

courriers et messagers de toute sorte et où le pape était sûr de trouver à tout moment, sans aucune complication financière susceptible de retarder le départ, un courrier prêt à sauter en selle pour porter ses lettres urgentes. Il devait posséder, pour monter tout ce monde, une imposante cavalerie, et nous le voyons louer des chevaux parfois aux fonctionnaires de la curie¹.

Son génie d'entreprise ne connaît pas de limite ; les courriers, dans leurs courses, voient et entendent bien des choses : que de nouvelles, fausses et vraies, ils devaient raconter au débotté dans la grande salle de l'auberge, après avoir remis leur sacoche pleine d'informations officielles. Or, la Curie est toujours avide de savoir ce qui se passe en tous les points de la chrétienté, où tant de nuages noirs s'amoncellent en ce xiv^e siècle. Faut-il faire honneur à Piero di Gieri de l'avoir suggéré à la Curie ou à celle-ci de le lui avoir demandé ? Toujours est-il qu'à partir de 1355 nous voyons partir de chez lui et payer par lui de véritables informateurs secrets envoyés par le pape en dehors de la hiérarchie, tel ce Giovanni di ser Bindo, « *qui tunc perrexerat Biturum causa scribendi mittendique nova quaecumque in dicta patria incidentia inter Gallos et Anglicos et ibidem causa morandi donec revertendi mandatum reciperet* », accompagné de deux coureurs qui rapporteraient ces nouvelles au fur et à mesure à Avignon². De maître de poste, Piero di Gieri est devenu chef d'une véritable agence pontificale d'informations, et il y montre de telles capacités qu'à la fin de la même année 1355, c'est son neveu Bernardo qui est chargé d'organiser le service de renseignement des légats en Aquitaine³, ceci toujours à ses frais, à rembourser ensuite par la Chambre.

Somme toute, hôtelier, marchand, maître de poste, Piero di Gieri nous apparaît comme un des meilleurs types de ces hommes d'affaires italiens, entreprenant sans cesse, cumulant activités et bénéfices : il est spécialisé dans la poste et les informations, mais il a monté, lui aussi, cette affaire sur une base capitaliste ; il n'est plus intermédiaire, mais chef d'un grand nombre de salariés à ses ordres ; il a le quasi-monopole des relations de la Chambre avec les courriers des marchands sous Clé-

1. Ainsi, le 29 novembre 1355. Arch. Vat., I. E. 177, fol. 156.

2. Arch. Vat., Introitus et Exitus 77, fol. 155.

3. « Item expendit Bernardus, nepos dicti Petri, a die 8 dicti mensis usque ad diem 9 dicti mensis decembris, qui Bernardus moram traxit cum dom. legatis, scilicet cum dom. archiepiscopo Capuano et episcopo Tirasontensi in Bitero, qui destinavit 2 cursores principi Gallie et unum comiti Armaniaci ex precepto dom. legatorum et plures alios vailetos ad explorandum nova per patriam Carcassonensem et expendit in totum 25 florenos auri. » Arch. Vat., Introitus et Exitus 77, fol. 156.

ment VI et Innocent VI. C'est un peu la conséquence des nécessités habituelles de la Chambre d'avoir un intermédiaire unique et puissant sur lequel se reposer de chaque mission, en cette période de crise où il n'y avait plus de grandes compagnies, mais il faut aussi faire la part son génie personnel.

Ce système de centralisation des courriers des marchands sous un spécialiste avait tant d'avantages que la Chambre le conserva même quand la prospérité de la compagnie Alberti lui eût rendu un auxiliaire puissant dans tous les domaines : les courriers propres des Alberti ne transportent que bien peu de lettres¹ en comparaison de celles qui sont confiées au successeur de Piero di Gieri, le Florentin Tommaso Cardini — lui aussi marchand et loueur de chevaux², lui aussi appelé *Thomas de Cursoribus* — dont les relevés s'échelonnent tous les deux ou trois mois dans les comptes de la Chambre de 1362 à 1377³. Sa compétence technique ne devait pas être moindre, puisqu'il a fini, nous l'avons vu, comme premier maître des courriers pontificaux⁴. L'un comme l'autre ont eu le monopole de la transmission des lettres pontificales par courriers commerciaux : leur titre même de « *magister cursorum mercatorum Avenionensium* » prouve que bien des marchands envoyaient aussi leurs lettres par leur intermédiaire, mais nous ne savons pas s'ils étaient la seule grande organisation postale d'Avignon ou s'il en existait d'autres, à côté d'eux, d'un type aussi général⁵.

Quel que soit le courrier commercial employé pour porter les lettres pontificales, la méthode était toujours la même : la Chambre faisait un contrat avec la compagnie au service de laquelle il était, le « *magister cursorum* » qui lui servait d'intermédiaire ou lui-même ; dans ce dernier cas, pour avoir une garantie, elle exigeait des témoins, généralement les personnes qui lui avaient recommandé le courrier, pour cer-

1. Les *Alberti antichi* présentent des relevés en 1364 (Collectoria 203, fol. 241), en 1366 pour huit courriers spéciaux (Introitus et Exitus 318, fol. 88 et 98), en 1367 pour huit courriers également (Introitus et Exitus 324, fol. 29).

2. Il loue douze chevaux, en 1366, pour transporter d'Avignon à Uzès la dépouille mortelle du vicomte d'Uzès, décédé à la Curie (Introitus et Exitus 326, fol. 16), et son écurie bien montée lui permet de faire parfois des déménagements ; c'est ainsi qu'il transporte, en 1374, de la vaisselle de l'hôtel du cardinal de Thérrouanne au palais apostolique (Introitus et Exitus 339, fol. 102).

3. En 1362 (I. E. 304, fol. 110), en 1366 (I. E. 326, fol. 16, et 318, fol. 98), en 1367 (I. E. 324, fol. 72), en 1372 (I. E. 336, fol. 95, 106, 125, 141, et Instrum. Miscellanea 2676, pars 24), en 1373 (Instrum. Miscellanea 2754, rot. 4 et 9), en 1374 (I. E. 329, fol. 56, 102, 103, 105, 109), en 1375 (I. E. 342, fol. 127, 151, 202), en 1377 (I. E. 347, fol. 141).

4. Cf. *supra*, p. 13.

5. La Scarsella florentine était limitée au trafic postal entre Florence et Avignon via Gênes.

tifier que les clauses du contrat seraient bien exécutées. Ces clauses étaient les suivantes : précision du nombre des lettres remises et de leur qualité, que le courrier reconnaissait avoir reçues ; nom et résidence du destinataire auquel le courrier s'engageait à les remettre fidèlement ; indication des résidences où il fallait le suivre s'il ne se trouvait pas à la première et s'il fallait attendre et rapporter la réponse ; précision du temps à employer pour l'aller et, éventuellement, pour le retour ; enfin, mention du prix débattu entre les deux parties et de son mode de paiement, s'il ne s'agissait pas d'un courrier de grande compagnie : la Chambre, dans ce cas, c'est-à-dire surtout après 1345, exécutait le paiement en deux tranches, une au départ, l'autre au retour, ce qui avait l'avantage de lui conserver un recours contre le courrier s'il exécutait mal la mission confiée et ce qui était également conforme au système général de défiance dont sont empreintes ses méthodes financières après la faillite de ses grands banquiers. Ces prix de port sont qualifiés, pour tous les courriers commerciaux, de salaire et indemnité pour frais de route, « *pro salario et expensis* », alors que les courriers pontificaux ne touchaient que l'indemnité sans salaire, puisqu'ils recevaient par ailleurs des gages mensuels. Les termes mêmes soulignent donc bien qu'il s'agissait de courriers professionnels dont le pape loue, pour une mission déterminée, les services.

Le chiffre de ces salaires varie selon le moment du siècle et les conditions du port des lettres. C'est ainsi que, pour les courriers des grandes compagnies, trois cas peuvent se produire : le premier, le plus fréquent et le plus mal connu, parce qu'il ne laisse pas de trace dans les comptes, est celui où le transport était gratuit ; les lettres n'étant pas pressées attendaient qu'un courrier de la compagnie partit pour leur lieu de destination ; il y en avait certainement un grand nombre, car les compagnies avaient des succursales dans tous les grands centres politiques et économiques de la chrétienté où résidaient précisément les principaux correspondants du pape : Paris, Londres, Naples, Florence, Barcelone, Bruges. Nous savons que le pape confiait aux courriers des compagnies les ordres de paiement ou de transfert qu'il adressait à leurs diverses succursales¹ ; bien souvent aussi, il y joignait, pour qu'ils parviennent en même temps à destination, les ordres complémentaires

1. C'est ce que prouvent, entre autres, les rubriques suivantes : « Tradite fuerunt tres littere apostolice que secuntur Lamberto de Lambertichis de societate Lambertorum (*sic*), mercatori Avinione commoranti, primo una directa Laurencio Spinelli, eorum socio, Brugi commoranti, etc... » *Collectoria* 352, fol. 16.

aux autorités ecclésiastiques locales¹, et bien des lettres politiques s'y ajoutaient. Parfois — et c'est le deuxième cas — pour porter les lettres pontificales à leurs destinataires, le courrier des compagnies devait faire un détour ou un arrêt ; il en résultait une dépense minime portée au compte de la Chambre. Enfin, lorsqu'une compagnie ou un « *magister* » devaient envoyer spécialement et d'urgence un courrier, le chiffre des frais était considérable : de 14 à 20 florins pour aller d'Avignon à Paris, de 12 à 18 florins pour aller d'Avignon en Italie centrale. L'oscillation des chiffres est due à la vitesse plus ou moins grande et à l'augmentation progressive de tous les prix au cours du siècle. Il ne semble pas qu'il y ait eu grande concurrence entre les courriers ou leurs employeurs, car, à vitesse égale, les prix sont les mêmes pour une année donnée². Ceux que nous avons cités s'entendent pour un seul trajet : le courrier commercial trouvait à destination une autre course à faire ; si la Chambre lui prescrivait de rapporter la réponse, elle lui payait salaire double pour l'aller et retour.

Ce moyen rapide de transmission de la correspondance suscitait donc des dépenses qui grevaient énormément le budget pontifical comme celui des fonctionnaires ecclésiastiques qui devaient y recourir ; aussi n'employait-on les courriers exprès que dans les cas urgents. Un curieux texte conservé par hasard dans un volume des *Introitus et Exitus* illustre cette cherté : le trésorier de Bénévent, Guillaume de Saint-Paul, avait envoyé ses comptes à examiner à la Chambre ; entre autres articles que celle-ci n'approuve pas figurent les frais d'envoi d'un messager à Avignon. Le trésorier apostolique annote : « *pro nuncio misso ad curiam non admittuntur uncie 10 tarenis 20 quia posset per mercatores* ». Guillaume de Saint-Paul se justifie en disant : « *quod non potuisset haberi responsio super illis nisi per nuntium specialem quia mercatores non libenter laborant sine comodo magno* » et se déclare prêt à prouver sa dépense par la quittance du messenger³. Donc, l'emploi des courriers des grandes compagnies (nous sommes en 1336) est bien meilleur marché que celui d'un envoyé spécial, si l'on n'a pas

1. Comme le prouvent d'autres rubriques en date du 22 janvier 1356 : « *Fuit tradita quadam littera domini Pape bullata Jacobo Vannis factori societatis Albertorum antiquorum super certas pecuniarum summas collectas in regnis Suecie, Dacie et Norvegie tradendas per Johannem Guilaberti decanum, etc... Laurentio Spinelli, eorum socio, etc...* » (Collectoria 352, fol. 20), des 7 et 18 mars 1356 (*ibid.*, fol. 13 et 104), etc.

2. C'est évidemment la conséquence de l'entente parfaite qui règne entre les Compagnies florentines, ici comme en tout, pendant la première période, et du monopole de fait qu'exercent, dans la deuxième période, Piero di Gieri, puis Tommaso Cardini.

3. *Introitus et Exitus* 139, fol. 50 à 54.

besoin d'une réponse immédiate et si l'on peut attendre qu'un de leurs courriers quitte Naples pour Florence, d'où un autre portera la lettre à Avignon ; dans ce cas, le port de la lettre doit être gratuit, le texte le laisse entendre. Mais, si l'on est pressé, alors un courrier spécial d'une compagnie est plus cher encore qu'un courrier professionnel quelconque, et pourtant celui-ci reçoit déjà une belle somme : 10 onces 20 tarins, soit 58 florins aller-retour, ce qui correspond à peu près aux chiffres cités plus haut ; pour juger de son importance, il suffit de penser que l'on pouvait avec elle acheter à Naples, la même année, 110 hectolitres de blé¹.

* * *

Tels sont les quatre moyens employés par les papes au xiv^e siècle pour expédier leur courrier. Deux d'entre eux, l'emploi des envoyés des correspondants de la Curie et des personnes qui quittaient Avignon étaient de beaucoup les plus utilisés, parce qu'ils étaient gratuits. Les deux autres, emploi des courriers pontificaux et surtout des courriers des marchands, étaient dispendieux, mais permettaient une transmission très rapide des lettres. L'analyse confirme donc l'impression que donne l'examen des chapitres des dépenses pontificales : les papes d'Avignon n'ont pas d'organisation fixe pour expédier leur correspondance. La nécessité, en l'occurrence la dépense excessive qui en résulterait, les contraint à une politique opportuniste en la matière : ils utilisent toutes les occasions qui se présentent, toutes les organisations qui peuvent exister en dehors de la Curie au fur et à mesure de leurs besoins de chaque jour. On peut dire que la Chancellerie apostolique ne sait pas, même en l'écrivant, comment parviendra à destination la lettre qu'elle rédige. Tout se passe comme si le choix du mode d'envoi dépendait, selon l'importance de la missive, d'un des trois principes suivants :

1) *La recherche de la plus grande sécurité possible,*

qui entraîne, dans tous les cas, les précautions minutieuses dont nous avons vu la Chambre s'entourer lorsqu'elle remet une lettre à un porteur qui n'est pas un courrier pontifical : précision du nombre et de la qualité des lettres remises, serment, production de témoins qui se portent garants de son honnêteté si c'est un courrier commercial,

1. Cf. notre article *Une expédition de céréales des Pouilles en Arménie par les Bardi pour le compte de Benoît XII*, dans *Mélanges d'Archéologie et d'Histoire de l'École française de Rome*, 1936, p. 304-305.

conservation à la Chancellerie même de la liste de toutes les lettres remises à chaque porteur. Et, lorsque les lettres doivent traverser une zone que la guerre rend peu sûre, le pape les expédie en double exemplaire par des voies différentes : c'est ainsi qu'en 1336 Benoît XII envoie un ordre au recteur de Bénévent par un porteur ordinaire que le texte ne précise pas et le duplicata de cet ordre par l'intermédiaire des Bardi, qui étaient, au reste, concernés par lui¹. Et c'est loin d'être là un cas isolé ; c'était, au contraire, une pratique courante rendue nécessaire par l'insécurité chronique des routes à une époque troublée où bien des courriers et des voyageurs étaient arrêtés et détroussés et où bien des lettres n'arrivaient pas à destination.

2) *La recherche de la plus grande économie possible,*

lorsqu'il s'agit des lettres les moins importantes ou les moins pressées. Dans ce cas, qui est le plus fréquent, les services de la Curie inclinent aux solutions gratuites : on confie les lettres à quiconque peut les transporter sans frais à destination. Mais cette attente de l'occasion a pour conséquence de faire demeurer à Avignon le courrier en souffrance pendant un temps indéterminé. L'économie a pour contrepartie la lenteur de la transmission.

C'est un point sur lequel on n'a jamais insisté jusqu'à présent et qui mérite pourtant qu'on s'y arrête. Tout se passe comme si les lettres partant de la Chancellerie étaient déposées dans des casiers ou dans des sacs portant la mention des destinations principales ; de jour en jour, elles s'y accumulent jusqu'à ce que survienne l'occasion de les faire partir sans frais : le personnage qui s'en charge, ecclésiastique, laïc, courrier même parfois, prend la liasse de lettres déposée dans le casier correspondant à sa destination — c'est le « mazzo » des courriers italiens — et l'emporte. Mais, dans cette liasse, il y a à la fois des lettres de la veille et des lettres écrites depuis une ou deux semaines ou plus ; les Archives du Vatican conservent des registres et des pièces² où ont été transcrites par les scribes préposés à la surveillance du courrier au départ les rubriques des lettres pontificales groupées par destination³ et par liasses, portant le nom de la personne qui les a emportées. Ces liasses comprennent ordinairement quinze ou vingt lettres environ ; il suffit de se référer aux registres du Vatican pour en connaître les dates : la plus ancienne est souvent bien antérieure à la plus récente,

1. *Ibid.*, p. 293.

2. Les volumes 350, 351 et 352 des *Collectorie* et le n° 6612 des *Instrum. Miscellan.*

3. Ainsi dans la *Collectoria* 350 : « Legato Portugalie — Legato Dacie, Suecie et Norvegie regnorum — Legato regni Boemie et Terre Moravie ac ducatus Polonie », etc...

qui a généralement été écrite le jour même du départ de la liasse. C'est ainsi qu'une lettre écrite le 3 mars¹ ne part pour Rome que le 18 avril 1322², qu'une autre écrite le 6 octobre 1321³ ne part pour Venise que le 31 octobre⁴, qu'une autre adressée au collecteur dans le diocèse de Poitiers le 7 janvier⁵ ne quitte Avignon que le 3 mars 1360⁶; et de semblables écarts sont de règle dans chaque liasse.

Ce retard était absolument normal et nous avons montré ailleurs⁷ comment le camérier était parfaitement informé de la date des départs et agissait en conséquence : en 1336, il rédige le 19 avril seulement un ordre complémentaire d'une lettre de Benoît XII au recteur de Bénévent datée du 3 avril, et ces deux missives partent, il le dit lui-même, par le même courrier; ainsi, sa lettre est à jour au moment où elle part.

Ces retards considérables au départ même sont donc un élément constant pour une bonne partie de la correspondance pontificale; il importe de le souligner, car l'érudit qui raisonne à propos d'un problème quelconque de l'histoire du xiv^e siècle en se fondant sur un délai normal de transmission à partir de la date de la rédaction risque, dans la moitié des cas, de commettre une lourde erreur. Et, si l'on pense que les porteurs de lettres non professionnels cheminent à une vitesse réduite, on voit quelles lenteurs la nécessaire économie entraîne pour la transmission du courrier.

3) *La recherche de la plus grande rapidité possible :*

Aussi, dans les cas urgents, qui ne peuvent absolument pas souffrir ces retards indéfinis et imprévisibles, les papes ont-ils recours à des courriers professionnels ou à leurs propres courriers, qu'ils expédient à grands frais, avant que l'encre ne soit tout à fait sèche sur le parchemin. Alors, la vitesse de transmission est la plus grande possible; elle est précisée à l'avance dans le contrat que passe la Chambre avec les courriers des marchands ou dans l'ordre donné aux courriers pontificaux, et les frais pour les uns et les autres croissent avec elle. Les deux catégories de courriers arrivent à joindre dans des temps à peu près identiques les villes les plus importantes de la chrétienté. Voici quelles

1. Reg. Vat. 111, fol. 100, n° 398.

2. Collectoria 350, fol. 62.

3. Reg. Vat. 111, fol. 93, n° 368.

4. Collectoria 350, fol. 60.

5. Reg. Vat. 241, fol. 3-4.

6. Collectoria 352, fol. 57.

7. Art. cité : *Une expédition de céréales, etc.*, p. 300.

sont les vitesses normales des courriers exprès porteurs de lettres pontificales au XIV^e siècle, d'après les textes où elles sont mentionnées. Ce sont, à notre connaissance, les plus rapides pour l'époque¹.

TRAJET	DURÉE	PRIX
Avignon-Paris ou vice-versa	5 ou 6 jours Minimum rencontré : 4 jours $\frac{1}{2}$ ²	11 à 25 florins
Avignon-Orléans —	4 jours	20 florins
Avignon-Metz —	5 jours	25 florins
Avignon-Lyon —	2 jours	8 florins
Avignon-Bruges —	8 jours	30 florins
Avignon-Venise —	13 jours	14 à 25 florins
Avignon-Aquilée —	14 jours	16 à 25 florins
Avignon-Vérone —	10 jours	12 à 25 florins
Avignon-Bologne —	12 ou 13 jours Minimum rencontré : 8 jours ³	12 à 25 florins
Avignon-Florence —	12 à 14 jours Minimum rencontré : 10 jours ⁴	12 à 25 florins
Avignon-Asti —	5 jours	7 florins
Avignon-Naples —	12 à 14 jours	14 à 25 florins
Avignon-Pampelune —	8 jours	20 florins
Avignon-Valence —	10 jours	16 florins ⁵

Nous avons indiqué en regard des vitesses les prix normaux très élevés de ces expéditions, pour faire éclater aux yeux le dilemme qui explique l'inorganisation des postes pontificales au XIV^e siècle : ou la rapidité et la ruine ou la gratuité et la lenteur.

YVES RENOARD.

1. Les vitesses citées par S. L. Peruzzi, d'après les données de Francesco Balducci Pegolotti, *Termini di corrieri di andare di luogo in luogo*, leur sont bien inférieures. — Cf. S. L. Peruzzi, *Storia del commercio e dei banchieri di Firenze*, p. 217-218.

2. En 1352, par un courrier des Malabayla, qui reçoivent, le 27 septembre, la somme fabuleuse, même si elle comprenait l'aller et retour, de 45 florins pour cette expédition. Arch. Vat., *Collectoria* 449, fol. 239.

3. Le 20 janvier 1335, par un courrier des Acciaiuoli. Arch. Vat., I. E. 48, fol. 69.

4. Le 14 avril 1344, par Marco da Siena. Schäfer, II, p. 233.

5. Ces chiffres de prix sont extrêmement variables, selon les conditions particulières à chaque envoi et le moment du siècle où l'on est ; mais les plus bas sont déjà fort élevés.

LA HAUTE BOURGEOISIE DE GENÈVE

ENTRE LE DÉBUT DU XVII^e
ET LE MILIEU DU XIX^e SIÈCLE

INTRODUCTION

NOBLESSE MONARCHIQUE ET ARISTOCRATIE RÉPUBLICAINE
LES TRANSFORMATIONS DE LA BOURGEOISIE GENEVOISE
AU COURS DU XVI^e SIÈCLE

Les historiens, rectifiant les anciens « généalogistes » et faisant preuve, beaucoup plus qu'eux, d'indépendance et de largeur d'esprit, étudient maintenant les milieux politiques, sociaux ou économiques — ayant même souvent à la fois deux de ces caractéristiques, sinon les trois réunies — qui ont exercé, au cours des temps, une influence plus ou moins grande. Leur attention se porte plus spécialement sur la *noblesse*, qui s'est formée ou précisée dans les pays où l'État, représenté généralement par un monarque, a tracé un cadre hiérarchisé, ce qui doit les amener, un jour, à étendre leurs recherches à l'*aristocratie*, autant pour le moins de fait que de droit, qui s'est constituée dans la plupart des Républiques.

Au sein des Monarchies, trois éléments principaux ont joué un rôle variable : les services rendus à l'État par une personne et devenant la base d'honneurs et privilèges héréditaires, la faveur et, enfin, la puissance, plus souvent matérielle que morale, d'individus ; le second élément a eu une grande importance sous les régimes les plus autoritaires, mais c'est le troisième qui a tendu à prédominer.

D'autre part, les Républiques, imbues, vers les mêmes époques, d'idées presque aussi conservatrices au point de vue social, ont été inspirées de notions qui, d'abord différentes, s'en sont rapprochées jusqu'au triomphe de la Démocratie : les fonctions dans l'État, considérées comme l'équivalent de services rendus à la chose publique, en ont été le point de départ automatique, sans ou avec une distinction transmise de génération en génération ; la faveur, qui n'y est pas inter-

venue sous ses formes ordinaires, s'est exercée sous celles de jugements d'une opinion publique souvent mal éclairée, ainsi que du patronage, plus ou moins intéressé, de familles nouvelles par d'autres déjà arrivées, et l'on a tenu compte de ce qui constituait les principales forces de la nation.

Les Républiques peuvent être divisées en deux catégories : celles — les plus nombreuses — où les considérations *politiques* et *matérielles* ont eu l'influence principale et dont les prototypes ont été les Républiques italiennes, Gênes¹, par exemple, et celles où des considérations d'ordre *moral* ont donné au régime un caractère nouveau, bien que les facteurs de nature humaine n'y aient point été écartés, et dont Genève est la plus typique et connue.

Jusqu'ici, il a été question surtout de noblesse ou noblesses². L'aristocratie républicaine est, pourtant, au moins aussi intéressante. De plus, on s'en est tenu à la constatation de situations, sans se soucier de savoir si *ceux qui ont joui d'une position privilégiée s'en sont montrés dignes* ; quant à nous, tout en exposant les origines, les caractères et les transformations d'une « classe », nous nous placerons à ce point de vue-là.

Si la « haute bourgeoisie » ou « aristocratie » (ici, les deux termes sont équivalents) de Genève, avec ses familles « autochtones » (établies dans la ville avant la Réforme), d'origine française et d'origine italienne, est universellement connue à cause du rôle historique de la Rome protestante et des luttes qui y ont été engagées, au XVIII^e siècle, pour et contre la démocratie, à cause aussi de l'importance de ses théologiens et de ses savants, de même que de l'étendue de ses relations internationales — nul n'a encore abordé ce problème³, sans doute parce qu'il était presque impossible à un Genevois de le faire d'une façon objective, et à un étranger, avec quelque compétence : comment pratiquer de longues analyses, puis tenter de délicates synthèses, enfin passer d'individualités peu aisées déjà à connaître à des types généraux plus difficiles encore à dégager ! Après avoir travaillé longuement dans les Archives de l'État de Genève, nous nous

1. Nos lecteurs trouveront d'utiles éléments de comparaisons dans notre article sur *l'aristocratie et la noblesse de Gênes* (*Annales d'histoire économique et sociale*, 1937).

2. Voir l'intéressante « enquête » que les *Annales d'histoire économique et sociale* ont commencée (mai et juillet 1936) sur « les noblesses ».

3. A Genève, comme autre part, les « généalogistes » — en particulier J.-A. et J.-B. Galiffe — ont surtout augmenté la morgue de certaines familles, souvent en se faisant l'écho de légendes. Le livre que M. Henri Déonna a consacré aux familles genevoises qui ont reçu des titres à l'étranger, prouve une vanité assez ridicule.

sommes décidé cependant à exposer cette importante, mais délicate question, avec l'espoir de lui trouver une solution grâce à nos connaissances par traditions de famille et à notre pleine indépendance comme étranger¹.

Nous commencerons notre exposé au début du xvii^e siècle, au moment où les luttes de la Réforme avaient fait place à une certaine stabilité, pour le terminer au milieu du xix^e siècle : nous préférons ne pas nous arrêter à l'occupation de la ville par les armées de la République française, parce que la Restauration y a été un prolongement du xviii^e siècle et que nous ne pouvions laisser en dehors de notre étude la personnalité du libéral Jean-Jacques Rigaud et celle hautement aristocratique d'Auguste de La Rive. — Indiquons tout d'abord, à grands traits, comment des distinctions antérieures à la Réforme ont été consolidées au xvi^e siècle et quelle a été l'influence des premières immigrations pour cause de religion sur la situation politique, sociale et économique.

Avant la fuite de l'évêque et la résistance que la bourgeoisie de Genève organisa aux prétentions du comte, puis duc de Savoie, les bourgeois², qui se préoccupaient beaucoup de leurs biens et de leurs plaisirs matériels, se mettaient sur la défensive lorsque l'on prétendait porter atteinte à leurs droits ou à leurs privilèges. Malgré l'extrême enchevêtrement des intérêts, la cité était divisée, dans l'ordre social, en une certaine mesure, mais aussi dans l'ordre politique : d'un côté, les nobles savoyards et les ecclésiastiques de « haute lignée », en nombre assez notable, qui représentaient les traditions d'autorité et défendaient les positions de l'évêque et du duc, et, de l'autre, les membres ordinaires de la Commune, vrais bourgeois aux aspirations d'indépendance. Une distinction était établie parmi ces derniers : les

1. Nous ne pouvons pas éviter de dire quelques mots du « caractère genevois », dont Voltaire en particulier et des ironistes nationaux comme Petit-Senn, ont dit assez de mal. Reconnaissons que, dans la « haute » ou le « haut » (abréviations populaires), l'orgueil a pris la forme déplaisante du contentement de soi pour des motifs de supériorité morale ; qu'un exclusivisme assez brutal y a eu des conséquences injustes, et que l'« esprit de calcul » y a enlevé à la vertu une partie de son mérite (le professeur Auguste Bouvier a fait ressortir ces points avec tact et aussi sans faiblesse dans un sermon : *Réformons le caractère genevois*. Genève, 1885). Mais celui qui connaît la nature humaine et l'histoire de Genève n'hésite pas à voir là l'exagération, presque inévitable, de qualités et une empreinte indélébile des difficultés du passé (on peut lire avec profit, sur ces points, les premières pages d'A. Sayous, *Mémoires et correspondance de Mallet du Pan*. Paris, 1851, t. I).

2. On trouvera l'indication détaillée de nos sources dans notre article : *The Bourgeoisie of Geneva in the Age of the Reformation* (*Economic History Review*, de Londres, avril 1936).

Syndics et les membres du Petit Conseil avaient une situation particulière qui perçait dans le droit personnel au titre de « noble ».

Quand « la crainte des ennemis » (les luttes politiques intérieures) et « la dévotion » (le désir d'exercer librement le culte catholique)¹ décidèrent la grande majorité des nobles savoyards et des prêtres et moines à s'enfuir, les bourgeois qui occupaient les principales charges dans l'État se trouvèrent portés au premier rang, sous l'influence de la notion, commune alors au calvinisme et au catholicisme, de la souveraineté politique, et, bientôt, une place fut faite au mérite, en réservant de la considération, puis une autorité morale qui s'étendit à la vie publique, aux ministres protestants et à quelques savants jurisconsultes. Les bases étaient ainsi jetées de l'ordre social qui fut traditionnel dans la République.

Ce régime, de même que l'obligation de recruter les magistrats dans les milieux indépendants et instruits alors que la ville avait une population peu nombreuse, aboutirent vite à la formation d'une oligarchie ; dès 1555, François Bonivard² constatait que « la plus grande part du Conseil estroit estoit toute de parens et allies ».

La rupture n'était, d'ailleurs, pas complète avec les traditions féodales et nobiliaires que les Genevois avaient connues peu auparavant et qui persistaient dans les pays voisins³ : en 1568, il fallut interdire d'« anoblir à tout propos », ce qui prouve que c'était là un usage encore assez courant⁴ ; les territoires de la République hors ville demeurèrent sous le régime ancien, leurs habitants étant, comme « sujets », soumis à la juridiction de « Chatelains » désignés par Genève, et, en 1598, l'on accepta, en vue de se procurer de l'argent, d'« ériger en seigneuries diverses terres » qui se trouvaient sur le même territoire⁵, sans cependant que l'on ait fait de cette faculté un notable usage⁶ ; enfin, les titres honorifiques d'origine étrangère ne disparurent pas complètement dans les actes notariés et, sans doute, non plus dans la vie courante.

1. Michel Roset, *Les chroniques de Genève*, éd. H. Fazy. Genève, 1894, p. 201.

2. *Advis et devis de l'ancienne et nouvelle police de Genève*, éd. Revilliod. Genève, 1892, p. 125.

3. Le marquis Caracciolo, de Naples, dit « M. le Marquis », avait une telle situation à Genève, pour avoir sacrifié une haute situation à sa foi, que le Conseil lui accorda une place à l'église de Saint-Pierre juste après les membres du Petit Conseil (E. Doumergue, *Jean Calvin*. Lausanne, 1905, t. III, p. 633 et suiv.).

4. Émile Rivoire, *Les sources du droit du canton de Genève*, t. III. Aarau, 1933, p. 262.

5. Jean-Antoine Gautier, *Histoire de Genève*, t. VI. Genève, 1903, p. 207.

6. La seule « seigneurie » créée fut celle de Turetin, en faveur de Turrettini, dit couramment Turetin.

Bien que la ville fût « si dépeuple par la retraicte de tant de gens¹ », les réfugiés français ne furent pas accueillis avec enthousiasme par les *libertins*, qui virent en eux des intrus et, bientôt, les principaux défenseurs du rigorisme calviniste. Ils appartenaient à des milieux très différents : avec quelques ministres du culte et jurisconsultes, c'étaient, en nombre assez considérable, des nobles, dont une partie retourna « à ses biens et à la messe » ; c'étaient aussi des représentants de la bonne bourgeoisie et, encore pour majorité, sans être toutefois en état d'exercer une influence, des petits commerçants et des artisans². En 1555, à l'instigation de Calvin et de ses amis, le Conseil admit les principaux d'entre eux à la bourgeoisie, en considérant que « des gens de bien tels que eux estoient » devaient « hausser voix pour eslire les magistrats³ » ; il décida, toutefois, qu'ils ne pourraient pas accéder aux Conseils (autres que le Conseil général) pendant quelque temps, en règle dix ans⁴. Un seul Français, un Budé, pénétra dans le Petit Conseil au xvi^e siècle, et encore à sa fin ; aucun ne fut nommé syndic avant les premières années du xvii^e. Des hommes, qui avaient de la tradition et de la culture, et tout sacrifié à la foi commune aux habitants de la cité, jouissaient naturellement de la considération ; ils devaient, lorsque la méfiance à leur égard disparaîtrait avec la stabilisation de l'indépendance nationale et du régime calviniste, prendre une place importante dans les charges publiques et la vie sociale.

Les réfugiés italiens⁵, dont un certain nombre appartenaient au patriciat dans leur cité d'origine, vécurent longtemps entre eux, préoccupés avant tout de pratiquer leur foi et aussi de s'assurer une indépendance matérielle.

Ainsi, à la fin du xvi^e siècle, une aristocratie, à bases presque autant morales que politiques et sans bases économiques, était en formation à Genève, où l'on appelait les chefs de l'État « Nobles et Magnifiques Seigneurs », et les pasteurs et professeurs de l'Académie « Spectables » (vieux mot voisin de respectable), et il y existait déjà une hiérarchie : « tout le Conseil devait, dans les réunions publiques,

1. François Bonivard, *Advis et devis*, p. 94.

2. Par suite de son hostilité systématique contre les « huguenots français », J.-A. Galiffe a exagéré les traits de son tableau (*Matériaux pour l'histoire de Genève*, Genève, 1880, t. II, p. 379).

3. François Bonivard, *œuvre citée*, p. 128.

4. Archives de l'État de Genève. Registres du Conseil de 1555 et 1556.

5. Adolphe Gautier, *Familles genevoises d'origine italienne* (*Journal héraldique de Bari* 1893) ; J.-B.-G. Galiffe, *Le refuge italien de Genève*, et un intéressant manuscrit d'Andrea Cardoio, *Relazione di Genevra* (Bibliothèque publique de Genève, ms. inv. 621).

aller avant ces derniers¹ ». Mais la petitesse des fortunes et la simplicité des mœurs empêchaient toute modification notable de la situation primitive, tandis que le sentiment chrétien donnait naissance à un « patronage bienveillant » (nous retrouverons le mot et la chose) des gens modestes par de plus favorisés.

I. — LA HAUTE BOURGEOISIE DE GENÈVE AU XVII^e SIÈCLE
(JUSQU'AUX PREMIÈRES RÉPERCUSSIONS
DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES)

Au début du XVII^e siècle, la situation de la bourgeoisie se précisa à Genève, sans qu'il s'y produisit aucun sectionnement. Les familles qui se consacraient au service de l'État, ainsi que les professeurs et pasteurs, jouissaient de la *considération* plutôt qu'ils n'avaient, et savaient avoir, une situation prééminente — en dehors, bien entendu, de l'orgueil des Syndics en fonction et d'orgueils individuels. — Il était, dès cette époque, exact que « la richesse était beaucoup moins considérée que le nom² ». La vie privée demeurait très modeste, car « les revenus étaient fort petits³ » ; des gens bien placés continuèrent même, autant par nécessité que par habitude, à tenir un magasin et à mettre leurs enfants en apprentissage dans des métiers manuels⁴.

Les Syndics et les membres du Petit Conseil en activité étaient très respectés, ainsi que, à cause de leur passé et de leur avenir, les anciens Syndics qui revenaient presque automatiquement dans leur haute charge tous les quatre ans, et, comme ils étaient quatre, on parla, plus tard, de « quadrille ». Le principe demeurait que les personnes, occupant ou ayant occupé de hautes positions dans l'État, avaient droit, seules, au titre de « noble », si on le violait pour plaire à une famille puissante ou, lors d'un acte notarié, à quelque bon client.

Bien qu'elle se défendit contre tout accaparement des fonctions publiques, la République, constatait-on en 1613⁵, était « gouvernée

1. Émile Rivoire, *Les sources du droit*, t. III, p. 261.

2. J.-A. Galiffe, *Notices généalogiques sur les familles genevoises* (ouvrage plein d'erreurs, guère utilisable que par ceux qui consultent, aux Archives de l'État de Genève, l'exemplaire corrigé à la plume par leurs archivistes). Genève, 1829, t. I, p. XLVI.

3. Pierre Davity, *Les États du monde*. Paris, éd. de 1613 et de 1647.

4. D'après les sommaires des protocoles de notaires genevois, formant plusieurs volumes avec tables, aux Archives de l'État de Genève.

5. La République de Genève (*Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XXXIV, 1897, p. 318).

aristocratiquement avec quelques mélanges de démocratie », ou, selon une formule un peu postérieure¹, était « aristodémocratique », « l'État populaire se trouvant gouverné aristocratiquement ». Si les Conseils qui faisaient les élections avaient une certaine liberté dans leur choix, on respectait, en général, les principes de ce que nous appelons un avancement, parce qu'ils semblaient une sérieuse garantie.

Selon l'auteur anonyme de 1613, « les vingt-cinq (plus hauts personnages de l'État) estoient presque tous de deux ou trois familles seulement ». La bataille était déjà engagée au point de vue politique entre la masse des bourgeois, qui prétendait n'avoir laissé se créer une oligarchie qu'à cause de difficultés temporaires du siècle précédent, et la partie de la bourgeoisie dont l'état d'esprit est bien reflété dans le principe : « c'est le propre d'un bon citoyen de ne demander point de changement en l'Estat où il est² ». Il fallut même édicter des interdictions de plus en plus précises pour éviter que, sous la pression d'hommes puissants, les Conseils ne fussent composés de trop jeunes gens, ainsi que de trop nombreux membres d'une même famille. Sur ces points, la haute bourgeoisie dépassait les bornes³.

Les familles les plus haut placées considéraient la situation qu'elles occupaient dans la politique comme la conséquence de leur compétence traditionnelle dans la gestion des intérêts publics et des preuves qu'elles avaient données, comme leurs ancêtres auparavant, d'être dignes de la confiance. D'un côté, les idées de l'époque étaient consolidées par les avantages d'un apprentissage dans l'exercice de la magistrature ; de l'autre, un profond sentiment des responsabilités poussait chacun à agir au mieux de la collectivité. Les Archives n'ont gardé aucune trace de malversations commises par les principaux citoyens dans le maniement des finances publiques, en dehors d'un cas particulier et d'une très obscure question soulevée par des prêts de l'Office des blés ; leur désintéressement était prouvé par la faible rémunération dont ils se contentaient pour leurs services. Ce fut là la force du régime genevois, ce qui lui a permis de se maintenir longtemps, malgré les exagérations ultérieures ; la masse avait le respect des magistrats. Lorsqu'on lit les documents de l'époque, on se rend compte que les fonctions publiques étaient, à l'époque étudiée, non

1. Jacob Laurent, *Le Genevois jubilant*. Genève, 1635, p. 34.

2. *Même ouvrage*, p. 35.

3. Sur les événements de 1603, voir le registre du Conseil, n° 99 (Archives de l'État de Genève), et les résumés de J.-A. Gautier, *Histoire de Genève*, t. VI, p. 527 et suiv.

des honneurs personnels, mais de vraies *charges*, à remplir avec l'aide de Dieu¹.

Dans des conditions où aucune opposition n'était encore née entre les différents citoyens, le sentiment de charité, sinon déjà de solidarité, amenait un rapprochement entre les plus et les moins favorisés : chacun était soit désireux d'atténuer les difficultés de ses concitoyens, soit touché par les preuves de sympathies et l'aide dont il était lui-même l'objet.

Les bonnes familles étaient heureuses de « dédier l'un de leurs fils au service de Dieu plutôt qu'à la marchandise », selon la formule de Jean Turretini visant son fils Benedict, le théologien, dans son testament de 1628². Le professeur Jean Diodati avait pour père un filleul de Charles-Quint, tandis que le professeur Théodore Tronchin, déjà de bonne souche, se maria avec la fille adoptive de Théodore de Bèze. Les Colladon, de Bourges, très considérés, se distinguèrent dans le droit et formèrent une souche des plus honorables³. Ainsi s'établirent, entre les Seigneurs Syndics et membres du Petit Conseil et le milieu académique et pastoral, des liens qui, en se resserrant par de nouveaux mariages, consolidèrent les relations entre deux milieux tirant leur force de considérations différentes, et susceptibles chacun d'invoquer des arguments sérieux en faveur de sa supériorité si le triomphe des premiers ne s'était pas affirmé de plus en plus.

Les réfugiés français appartenant à la noblesse et à la bonne bourgeoisie cherchèrent à pénétrer dans les Conseils et adoptèrent des formes, nouvelles pour eux, de distinctions ; à mesure qu'ils parvinrent à leur but, « en se rangeant à la discipline austère établie sur les mœurs, ils maintinrent leur rang avec jalousie et roideur⁴ », renforçant l'oligarchie.

Les réfugiés italiens des meilleures familles demeurèrent sur une plus grande réserve ; plusieurs d'entre eux ne demandèrent d'être admis à la bourgeoisie que plus tard ; ils n'en étaient pas moins conservateurs.

1. Journal inédit de Trembley-Sarasin (extraits dans le Carnet, n° 133, des papiers d'Edmond Pictet. Bibliothèque de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève).

2. Testament conservé aux Archives de l'État de Genève.

3. Pour suivre l'histoire des principales familles de Genève autrement que par des généalogies relatant surtout les alliances, selon le système ancien, le mieux est de consulter le *Dictionnaire des familles genevoises* de Louis Sordet, manuscrit des Archives de l'État de Genève.

4. A. Sayous, *Histoire de la littérature française à l'étranger au XVII^e siècle*. Paris-Genève, 1853, t. I, p. 166.

Les familles qui appartenaient à la noblesse dans leur pays d'origine, ou qui possédaient des terres nobles à l'étranger, défendaient leurs « droits », tant vis-à-vis des Conseils, luttant avec énergie pour les principes, excepté en ce qui concernait les seigneuries *extra muros*, que dans la vie courante. La plupart d'entre elles renoncèrent cependant bientôt à tout titre, et même acceptèrent franchement le cadre social de Genève.

Des familles s'éteignaient ; pour combler les vides, il fallait faire une place aux nouvelles venues. Lorsque l'on cherchait à pénétrer dans la haute bourgeoisie, rien ne valait le patronage d'une famille puissante, à la suite surtout d'un mariage avec l'un de ses membres. Les registres du Conseil montrent des gens haut placés intervenant en faveur non seulement de leurs enfants, pour lesquels ils demandaient un avancement ou un privilège, mais d'alliés, qu'ils appuyaient dans la politique en même temps que dans la société.

Rien ne montre plus nettement la faible résistance de la République contre les vieilles traditions que la conviction, dans de certains milieux, que la place d'une famille au sein des Conseils devait se transmettre presque comme un héritage, et même selon le rang de primogéniture¹.

Donc, malgré quelques brèches qui permirent à des gens habiles de conquérir une place dans l'aristocratie sans répondre aux conditions traditionnelles, l'organisation politico-sociale demeura solide à Genève pendant la première moitié du XVII^e siècle ; les notions antérieures à la Réforme se trouvèrent même consolidées par le renforcement des considérations d'ordre moral, qui leur donna une valeur exceptionnelle.

La seconde partie du siècle (jusqu'à 1685-1690) prépara, et même réalisa, des modifications importantes. Des particuliers, appartenant presque exclusivement aux meilleures familles, s'enrichirent dans le commerce et l'industrie, dans le trafic du change, dit « banque », ou même par des placements habiles² ; il en résulta des modifications dans les mœurs, ainsi que dans les classes sociales. Aux beaux immeubles voisins de l'Hôtel-de-Ville, la grande bourgeoisie en ajouta

1. Voir, plus loin, les motifs du mécontentement de Pierre Fatio et ceux de l'extraordinaire conduite de Jacques Micheli (chapitre II).

2. Voir nos études : *Calvinisme et capitalisme : l'expérience genevoise* (*Annales d'histoire économique et sociale*, 31 mai 1935) ; *Les placements de fortune à Genève depuis le XV^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e* (*Revue économique internationale*, mai 1935) ; *La banque à Genève pendant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles* (même revue, septembre 1934).

d'autres plus modernes, vers la rue des Chanoines¹. La scission s'accroît ainsi entre la Ville basse et la Ville haute. Un certain luxe s'introduisit dans les vêtements², et, comme on l'a dit, « par les nouvelles portes cochères il commença à pénétrer dans les maisons », augmentant la démarcation entre l'aristocratie riche et les petits commerçants et artisans peu aisés ou pauvres. Par contre-coup, la fortune devint plus utile pour être admis dans les milieux aristocratiques, les petits commerçants et artisans n'ayant pu encore, il est vrai, réunir qu'exceptionnellement des capitaux notables et en faire la base d'une force nouvelle.

Une délibération du Petit Conseil montre, à la fois, que les familles des Syndics et des Petits Conseillers constituaient une aristocratie de premier rang et qu'un descendant d'une noble famille de Lorraine immigrée depuis le xvi^e siècle n'était pas aussi considéré que l'un d'entre elles : à l'occasion de la « royauté de l'Arquebuse », noble Jean-François Desaussure ayant demandé l'autorisation de « tirer les boîtes », ainsi qu'on l'avait accordé, peu auparavant, à un Favre, se heurta à un refus, motivé par le fait que ledit Favre « était fils d'un conseiller de céans et d'une ancienne famille patricienne³ ».

Les tendances oligarchiques s'accroissent encore en politique, entraînant une opposition plus vive de la petite bourgeoisie.

Cependant, la haute bourgeoisie était plus digne que jamais du rôle qu'elle occupait dans l'État. Son dévouement était grand et sa compétence affirmée par les résultats de ses délibérations et de ses démarches. Le volume VIII de l'*Histoire de Genève* de J.-A. Gautier permet de se rendre compte de la conscience de leurs droits qu'avaient les représentants de cette petite République et, en même temps, de la prudence avec laquelle ils remplissaient leur mission auprès des plus grands souverains.

A de nouveaux Tronchin et Turretini se joignirent dans le Saint-Ministère et à l'Académie un Mestrezat, un Jallabert... L'un des petits-fils de Théodore Tronchin, J.-Robert Chouet, préparait aussi une révolution dans l'enseignement des sciences en appuyant ses affirmations sur des expériences et devint, par la suite, un magistrat modèle⁴.

1. Société suisse des ingénieurs et architectes : I. La maison bourgeoise en Suisse. II. La maison bourgeoise dans le canton de Genève.

2. Gregorio Leti, *Genève au XVII^e siècle* (voir plus loin).

3. Registre du Conseil de 1689, séance du 1^{er} mai (Archives de l'État).

4. Il n'y a encore aucun ouvrage digne d'une si haute personnalité ; voir, cependant, Jacob Vernet, *Étude historique sur M. Chouet* (*Bibliothèque italique*, t. XII. Genève, 1731), et E. de

En 1666, le Genevois Jacques Andriou forma une compagnie de deux cents hommes pour le service du roi de France. Tel fut le début d'une nouvelle carrière pour les fils des meilleures familles genevoises, carrière « qui leur procura de la considération dans leur patrie et qui, sous tous les rapports, était envisagée comme fort honorable¹ ». Par eux, notamment, les idées de la France monarchique, en opposition avec les bases morales de la société genevoise, pénétrèrent à Genève, pour le triomphe plus des belles manières que des sentiments élevés.

Gregorio Leti² nous a tracé un tableau assez détaillé du milieu ; malgré la méfiance qu'inspire cet auteur, il nous paraît avoir porté des jugements exacts sur la plupart des personnes qui le composaient.

Les « colonnes de la patrie » étaient Jean-Jacques de La Rive, dont les ancêtres étaient venus de Mondovi (Italie) avant la Réforme, et Pierre Fabri, de Gex : tous deux appartenaient à « de vraies familles patriciennes, ayant été plus de trois siècles dans les charges les plus considérables et ayant eu des relations de parenté illustres en France et en Savoie comme à Genève ». Les Lullin, en particulier Jean-Antoine Lullin, très enrichi dans les affaires³, s'étaient distingués « dans des emplois considérables et des missions importantes ». Les Pictet « avaient fait depuis longtemps et faisaient encore grande figure dans le gouvernement ». Ami Dauphin, dit de Chapeaurouge, était « expérimenté en affaires et très droit entre les partis⁴ ». Jacob du Pan, qui venait de mourir après avoir été neuf fois syndic, avait laissé le souvenir d'un homme dévoué « au salut de la patrie » ; Leti nous a parlé de son neveu Jean du Pan en ces termes : « il semblait difforme de corps à cause de sa petitesse ; mais, par la vigueur de son esprit, la force de son éloquence, la sagesse de ses conseils, il n'avait pas son égal ». Une place spéciale dans la société était occupée par les Budé, descendants du fameux helléniste, surtout par Bernard de Budé, seigneur de Vêrèce, « l'un des cavaliers les plus accomplis du siècle » ; cette famille, qui se

Budé, *Vie de Jean-Robert Chouet*. Genève, 1899 ; en plus du chapitre qu'André Sayous lui a consacré dans son *XVII^e siècle à l'étranger*.

1. J. Picot, *Histoire de Genève*. Genève, 1811, t. III.

2. *Historia genevrina*. Amsterdam, 1686, t. IV, p. 512 et suiv. (en italien) ; il en existe un abrégé en français de du Bois-Melly, « Genève à la fin du XVII^e siècle » (*Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XXXI, 1892). Une autre brochure, de 1851, *Genève au XVII^e siècle*, contient des passages d'une publication du même auteur (*Ceremoniale historico e politico*. Amsterdam, 1685) à peu près identiques, mais insistant plus sur les personnalités influentes de Genève ; c'est de celle-là que nous nous sommes particulièrement servi.

3. Il s'agit de l'ancêtre des Lullin de Châteauevieux, non de son homonyme et parent, le « traitant » et « sous-traitant » de la Cour de Louis XIV.

4. Sur ces quatre personnages, le mieux est de consulter l'*Historia genevrina*, t. IV, p. 512.

plaisait à se montrer gardienne des traditions françaises, ne craignait pas d'employer des procédés « cavaliers » qui n'eussent guère réussi à d'autres qu'à eux¹. Un descendant du grand juriste Lect « avait très bien servi l'État dans des cas difficiles ». Michel et Jean de Normandie, dont « la famille était en grande estime », avaient occupé des charges publiques « avec honneur et loyauté » ; Jacques Grenus, marchand-banquier, « était une bonne tête » ; Ami Le Fort se montrait « sage et prudent » ; les Chabrey, « graves, posés, zélés » ; E. Galatin, « de grand sens dans les Conseils ».

Du côté des gens d'affaires, on trouvait : les Turretini, connus encore alors plutôt comme « commerçants heureux » ; J.-L. Calandrini, qui avait réalisé une rapide fortune sans porter dommage à qui que ce fût ; M^{me} Andriou-Baulacre, habile dans la défense de ses grands intérêts et aussi très charitable ; le riche Guillaume Franconis, appelé « l'ami des pauvres »².

Bien des descendants de bonnes familles cherchaient à maintenir l'ancienne position de celles-ci ; on notait, comme tels, les Favre, dont « les fils voulaient imiter leurs ancêtres qui avaient fait grande figure » ; Michel Trembley, qui avait « plus de feu que sens », et les Sarasin, qui « manquaient d'expérience, s'ils ne manquaient pas de zèle ».

Chacun était jugé plus particulièrement d'après ses services et ses mérites ; le seul fait d'appartenir à une « vieille famille » ne suffisait, en général, pas à en imposer, excepté lorsqu'il s'agissait des Budé, porteurs, il est vrai, d'un nom illustre et ayant déjà les prétentions nobiliaires que d'Hoziers a affirmées par la suite.

Ces indications, si courtes, incomplètes et décousues qu'elles soient, donnent une idée des mérites divers de la haute bourgeoisie de Genève à la fin du XVII^e siècle. Elles ne précisent pas, toutefois, les modifications assez fortes et rapides qui se produisirent alors dans son sein : d'abord, une diminution dans le nombre des descendants des vieilles familles « autochtones », dont plusieurs disparurent ou perdirent leur rang au point d'y renoncer expressément ; ensuite, l'ascension rapide de Français venus à la Réforme ou après la Saint-Barthélemy ; puis, la considération croissante dont jouirent les bonnes familles d'origine italienne, bien qu'elles demeurassent encore en dehors du gouvernement ; enfin, comme nous l'avons indiqué, la fusion des bonnes familles ayant tiré leur situation de la politique avec celles d'origine pastorale ou académique à la suite, dans une mesure très large, de ma-

1. Leti, *Historia genevrina*, t. IV, p. 479 et suiv.

2. André-E. Sayous, *Calvinisme et capitalisme* (déjà cité).

riages¹, et aussi du développement de l'idée que les gens riches doivent justifier leur fortune en l'utilisant au mieux des intérêts de la collectivité.

Les plus hautes classes de la société ont donc su, au moment où leur crédit fut le plus grand, consolider leur influence par leur *valeur*, valeur surtout *morale*.

II. — LA HAUTE BOURGEOISIE DE GENÈVE DEPUIS 1690 ENVIRON JUSQU'AU MILIEU DU XVIII^e SIÈCLE

Le mouvement populaire, déjà fort à la fin du XVII^e siècle, s'accroît au début du XVIII^e², sans que l'on puisse remarquer que ce fût sous l'influence des nouveaux réfugiés. Pierre Fatio³, qui se mit à la tête des mécontents, était d'une famille arrivée à Genève à une époque assez récente, mais ayant déjà pris place dans l'aristocratie, grâce à sa réussite en affaires et à ses alliances. On a vu en lui un ambitieux, dont la voie en politique était barrée par un frère aîné, en vertu du privilège coutumier de primogéniture, pour pénétrer dans les charges publiques⁴ — et ce n'est pas là une constatation peu intéressante ! — Les troubles tournèrent presque en révolte ; aussi, la répression fut-elle dure et, selon les conceptions du temps, même cruelle : quelques mécontents, dont Fatio, furent exécutés ; d'autres, plus nombreux, bannis. Depuis lors, le feu ne s'éteignit jamais : il couva.

Surveillée et gênée par le résident de France, Genève n'a pas pu, ni su, à la révocation de l'Édit de Nantes⁵, attirer ou retenir de nombreux éléments qui auraient consolidé sa situation économique et sociale ; lorsqu'elle entr'ouvrit ses portes, elle reçut, avec quelques familles bien placées et une bourgeoisie sérieuse, une masse d'artisans à activité souvent peu qualifiée — de la simple main-d'œuvre autant

1. La pénétration des familles pastorales d'origine modeste dans l'aristocratie avait lieu généralement dans les conditions suivantes : le pasteur, jouissant de la considération à cause de sa fonction et aussi souvent de son mérite personnel, mariait ses enfants dans un milieu plus relevé et, soit à cette génération, soit à la suivante, sa famille était « bien placée ».

2. Béranger, *Histoire de Genève*. Genève, 1773, t. II, p. 325.

3. Cramer, *Résumé abrégé des troubles de 1707* (manuscrit n° 257 de la bibliothèque de la Société d'histoire de Genève) ; voir aussi la proluxe histoire de *Pierre Fatio* par Corbaz. Genève, sans date.

4. Sur ce point, voir A. Thourel, *Histoire de Genève*. Genève, 1833, t. III, p. 3.

5. A.-J. Gautier, *Histoire de Genève*, t. VIII, et bien des choses intéressantes dans Pierre Bertrand, *Genève et la révocation de l'Édit de Nantes*. Genève, 1935 ; Béranger, *ouvr. cité*, t. III, p. 21, a noté les reproches de « lésine » et de « bassesse » que l'on faisait, vers 1696, aux nouveaux réfugiés.

au moins que des spécialistes. — Et les Genevois considérèrent d'un assez mauvais œil les nouveaux arrivés, parce que les uns étaient imbus des idées de leur pays d'origine sur les distinctions sociales et les autres, au contraire, dans une situation trop modeste. Si ces derniers jouèrent un rôle important dans la politique genevoise au cours de la seconde moitié du siècle, les modifications qui se sont produites auparavant dans la vie sociale tiennent à des causes plus générales et profondes. Tout en continuant à s'enrichir par son commerce et son industrie, Genève prit, au début du XVIII^e siècle, une place importante dans les échanges internationaux et le trafic de banque, grâce à sa neutralité en période de guerres¹. Les bénéfices réalisés d'une façon ou de l'autre permirent à des familles, ayant quelques traditions, de pénétrer dans la haute bourgeoisie, en s'appuyant sur de larges et bonnes alliances : tel fut le cas pour les Boissier, les Sellon et aussi les Saladin qui n'eurent pas, d'abord, d'autre titre à la considération.

Le goût des gains faciles, qui avait déjà pénétré auparavant dans la cité de Calvin et qui avait été la cause de la crise de 1709, s'y développa vers 1718-1720. Si beaucoup de familles genevoises subirent des pertes dans l'affaire de Law, d'autres, qui étaient devenues prudentes et avaient la même appréciation qu'Isaac Thellusson sur l'impossibilité d'un succès définitif, y trouvèrent l'occasion d'étendre leur fortune sans avoir su toujours la conserver lors de la panique². La haute bourgeoisie apprit, en cette occasion, l'art de se procurer les revenus nécessaires à ses besoins en employant ses capitaux à des placements ou à des spéculations. Son goût persistant pour l'économie et pour l'épargne consolida sa situation et lui évita bien des déboires.

J.-A. Lullin et L. Buisson, grands bâtisseurs de la fin du XVII^e siècle et du début du XVIII^e, eurent d'assez nombreux imitateurs, surtout à l'instigation de Le Fort³, du côté de la rue Neuve-Saint-Germain (rue des Granges actuelle) ; les fermes où les familles passaient l'été furent transformées en des résidences simples, mais confortables. Les classes sociales se trouvèrent, ainsi, séparées géographiquement plus encore que par le passé, alors que le luxe apparent accentuait les démarcations, malgré des lois somptuaires qui étaient, il est vrai, atténuées ou appliquées avec moins de conviction.

1. Nous en avons parlé dans nos articles sur la banque et sur les placements à Genève ; voir également notre étude sur *Le financier Jean-Henri Huguetan à Amsterdam et à Genève* (*Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, fasc. 1937), et S. Stelling-Michaud, *Saint-Saphorin*. Villette-les-Cully (Suisse), 1935, p. 227.

2. Voir notre article : *Les Genevois et le système de Law* (*Revue d'histoire suisse*, 1937).

3. Grenus, *Fragments*, p. 255.

Les transformations économiques avaient une autre influence d'ordre social : seules, quelques branches du grand commerce et de la grande industrie étaient, avec la banque, considérées comme pouvant être, sans s'abaisser, exercées par les principaux magistrats et les membres de l'aristocratie. Les fils de familles faisaient leurs études à l'Académie ou leur apprentissage dans une banque, sinon dans l'industrie paternelle. Ce n'était pas là de l'oisiveté, mais y mena dans des cas de plus en plus nombreux.

La haute bourgeoisie accaparait les Conseils dont presque tous les membres avaient entre eux des liens de parenté ou d'alliance ; les séances d'intérêt public avaient presque l'allure de réunions familiales¹. Bien qu'il n'en résultât pas généralement des abus, il s'en produisait pourtant : c'est ainsi que des beaux-pères puissants faisaient admettre leur gendre à la bourgeoisie sans payer la « finance » ordinaire et que les neveux et héritiers du riche J.-J. Naville, originaire d'Anduze, obtinrent, du vivant de celui-ci et presque par la menace, la fixa-

1. Pour bien comprendre la situation en 1733, du fait surtout du petit nombre des familles puissantes et de l'étroitesse de leurs liens par des mariages entre leurs membres, il est fort utile de connaître les « éclaircissements » qu'Isaac Thellusson, le grand banquier genevois établi à Paris, donnait à son beau-frère J.-J. des Gouttes, quand celui-ci cherchait à entrer dans le Conseil des Deux-Cents, sur ses relations de famille avec les personnes dont son élection dépendait (les membres du Conseil des Deux-Cents étaient nommés par les membres du Petit Conseil) :

« Mons^r François Pictet est fils d'une Rocca, nièce de ma bisayeule Tronchin, née Rocca.

« Mons^r le syndic Buisson est arrière-petit-neveu de ma bisayeule Tudert, née Buisson.

« Monsieur le Conseiller des Arts est petit-fils de M. le professeur Mestrezat, dont la femme était petite-fille de M. Tudert de Mazières, mon Trisayeul, & celui de Mr. des Arts, qui d'ailleurs a épousé la fille de M. Gabriel Rilliet, dont ma femme est la tante à la mode de Bretagne, car elle est Mallet & fille d'une Tronchin.

« Monsieur le Conseiller Favre est petit-fils d'une La Croix qui étoit fille de Mons. Tudert et petite-fille de mon Trisayeul Tudert qui, par conséquent, est aussi celui de M. Favre.

« Monsieur le Conseiller De La Rive a épousé une Franconis qui est fille d'une Pictet, sœur de Mons^r le Syndic Pictet, ainsi même parenté. Il y a aussi parenté par la mère de Mons^r de La Rive.

« A l'égard de Monsieur le premier de l'année prochaine, nous luy appartenons en ce que son père avoit épousé une Mestrezat, fille de Monsieur le professeur Mestrezat, petit-fils de Monsieur Tudert, mon Trisayeul, dont une des filles épousa Mr. Domaine Mestrezat, Sgr. Syndic, père du professeur ; d'ailleurs Monsieur le premier a épousé une Pereal, fille d'une Colladon, qui l'étoit de notre Grande Tante Tronchin : ainsi, d'un côté, il est issu de germain, de l'autre, il est d'un degré plus éloigné, mais je compte bien plus sur son amitié que sur la parenté.

« M. Turretin a épousé la fille de Mr. Gedeon Mallet, mon issu de germain, sa grand mère et la mienne étant sœurs & filles du professeur Théodore Tronchin » (Archives de l'État de Genève, fonds Galiffe, Archives des familles, liasse IV, lettre d'Isaac Thellusson à J.-J. des Gouttes).

tion à un montant très réduit de ses droits de succession¹. Pour ne pas modifier notre jugement d'ensemble, ces procédés humains, trop humains, ne nous en paraissent pas moins assez déplaisants.

Le patronage bienveillant par les meilleures familles d'autres moins influentes persistait, toujours apprécié par certains de ceux qui en profitaient, mais déjà parfois moins bien accueilli.

Si les dogmes religieux de Calvin étaient fort contestés, les principes de moralité et l'état d'esprit² qui s'en étaient dégagés ne diminuaient pas l'ardeur et le dévouement de la haute bourgeoisie pour la chose publique.

En politique, c'était toujours un devoir, devoir sacré, pour les représentants des anciennes familles, d'assister aux nombreuses et longues séances des Conseils. Ils y apportaient d'utiles connaissances, de la méthode, de la prudence, et chacun se plaisait à le constater après des cabales populaires comme celle qui, en 1728, écarta H.-B. Turrettini de la charge de syndic, sous prétexte qu'il avait abusé de son autorité dans l'État et, au moins autant, à cause de la « hauteur » de sa femme et de ses enfants : « la plus grande partie de ceux qui sortirent de Saint-Pierre (lieu des élections) », a dit un contemporain, « étaient en larmes et pénétrés d'un si grand renversement dans l'ordre³ ».

A la même époque, l'aristocratie de naissance, le milieu peu nombreux à Genève des gens bien placés qui n'avaient pas rendu des services à l'État ni ne s'étaient distingués par de vrais mérites, des « gens du monde », dirions-nous aujourd'hui, d'origine italienne, fournit aux démocrates un nouveau chef : Jacques Micheli du Crest⁴, assez longtemps officier en France et bon technicien en fortifications. Aigri par des questions de famille, il prit un malin plaisir à bousculer les gens en place et à rejeter leurs idées sans le moindre ménagement ; il paya, d'ailleurs, son audace par l'exil et, étant donné les liens de la République avec les Liges, par l'emprisonnement pendant la fin de sa vie dans le château d'Aarau. Il fut longtemps un brandon de discordes par ses théories politiques inspirées un peu trop par son intérêt personnel.

Les historiens de tendances radicales observent que des travers humains faisaient souvent peu apprécier ces vertus et ces services par la

1. Sur ce dernier point, voir notre article sur la fortune du banquier Jean-Jacques Naville, dans la *Revue d'histoire suisse*, 1935.

2. André Sayous, *ouvr. cité*, t. I, p. 170.

3. André-E. Sayous, *Genève au temps de Rousseau et de Voltaire (Mémoires de l'Académie des sciences morales et politiques, 1936)*.

4. Nous ne possédons encore aucun travail sérieux sur lui !

petite bourgeoisie. « Au lieu de faire oublier les usurpations par l'affabilité des manières, cette caste (l'aristocratie), se croyant pour jamais assurée du pouvoir, redoublait de morgue et d'insolence¹ » ; de plus, « des haines scandaleuses éclataient entre les gens des principales familles ». Les fautes de cette nature eurent une influence sur les événements, bien que faible à côté de celle du triomphe du mouvement démocratique.

De l'étranger, on demandait à des Genevois de prouver qu'ils n'étaient ni taillables ni corvéables, ce qui était assez facile, avec la législation locale, pour tous ceux qui demeuraient à Genève depuis plus d'un an et un jour. Dans d'autres conditions, il leur fallait faire une démonstration plus directe de noblesse. Le Petit Conseil, lorsqu'il voulait faciliter les choses, délivrait un certificat semblable à celui qu'il remit, en 1758, à un Le Fort : « Les membres de cette famille », dirent-ils, « ont été décorés successivement des diverses dignités de la République et jouissent dans cette ville de toute la distinction que permet la nature du gouvernement². » Pour devenir officier en France, il était nécessaire, en plus, de prouver un certain nombre de quartiers de noblesse ; aussi les fils des familles qui désiraient y servir firent-ils des recherches sur leurs ancêtres, et est-ce de cette époque-là, comme de cette occasion, que datent beaucoup de prétentions sans fondements : celle des Lullin de descendre de très nobles Savoyards de ce nom qui avaient donné à Genève un syndic en 1343, et celle des Micheli, à cause d'une ressemblance de noms, de descendre des doges vénitiens Michael.

A l'Académie, l'aristocratie continua à se distinguer d'une façon toute spéciale. Jusqu'en 1737, le grand théologien fut Alphonse Turrettini, descendant de bons pasteurs et professeurs et d'heureux hommes d'affaires — ce qui, partout, à Genève aussi et peut-être plus qu'ailleurs avec le temps, a constitué les bases doubles et solides d'une belle situation sociale. — Homme de conciliation, il défendit en chaire plus une morale religieuse que des dogmes, constatant l'orientation des esprits dans la population et réservant les discussions plus profondes pour le milieu des gens capables de les comprendre. Un mouvement se dessina, en conséquence, dans les classes cultivées, d'après lequel ceux-là même qui se seraient destinés auparavant au pastorat s'orientèrent nettement vers la science ; les mathématiciens, physi-

1. Thourel, *ouvr. cité*, t. III, p. 2 (visant le XVIII^e siècle dans son ensemble).

2. Louis Dufour-Vernes, notes d'archives, Archives de l'État de Genève, D. 4, p. 26.

ciens et logiciens Cramer et Calandrini ouvrirent la voie, qui, à partir de 1740 environ, fut suivie par les naturalistes Charles Bonnet et Abraham Trembley et par le physicien Jean Jalabert, tous de l'aristocratie. Loin d'entraîner au matérialisme, l'orientation nouvelle tendit à fournir des preuves de l'existence de Dieu par la constatation de l'ordre dans la nature.

A côté des réfugiés de France, ceux d'Italie prirent une place importante. Les Turretini devinrent d'entre les plus considérables personnages de la République ; les Calandrini — parents d'un pape ! — et les représentants d'autres familles se trouvèrent aussi profiter plus encore de la considération générale.

La prospérité économique avait un effet double, presque opposé : elle donnait des satisfactions matérielles à la petite bourgeoisie, ce qui raffermissait sa situation, et, d'autre part, en permettant la formation d'économies, sinon de petites fortunes, elle la rendait plus indépendante, ce qui renforça son désir de lutter pour participer à la chose publique.

Nous ne pouvons pas reprendre ici l'histoire de Genève pour mettre en relief les luttes politiques, parfois sanglantes, qui se produisirent dans cette ville en plusieurs occasions pendant les soixante premières années du XVIII^e siècle. La haute bourgeoisie était évidemment plus menacée, mais conservait de l'autorité avec ses traditions.

III. — LA HAUTE BOURGEOISIE DE GENÈVE DEPUIS 1760 JUSQU'À 1814

En 1759, d'Alembert traça, dans l'article « Genève » de l'*Encyclopédie*, un tableau de la situation sociale dans cette ville qui faisait bien ressortir les principes traditionnels, en ignorant, toutefois, dans quelle mesure l'application s'en trouvait gênée en pratique : « On ne connaît pas à Genève de dignité héréditaire ; le fils d'un premier magistrat reste confondu dans la foule (!) s'il ne s'en tire par son propre mérite. La noblesse ni la richesse ne donnent ni rang, ni prérogatives, ni facilité (!) pour s'élever aux charges. »

L'aristocratie mena alors une vie large et agréable, par suite de la « complète tranquillité » qui régnait dans l'État. Elle profita de ses économies et d'opérations financières heureuses pour réaliser des placements avantageux dans des pays que des finances de plus en plus détestables obligeaient à payer des intérêts élevés ou à accepter des combinaisons onéreuses. Bien que modernisant leurs installations en ville

et à la campagne, ils conservèrent le goût plus du confort que du luxe, ce qui leur permit, en ménageant leurs ressources, d'améliorer encore leur situation matérielle au lieu de la rendre plus difficile. On atteignit, en 1765, « le comble de la prospérité ». Les étrangers, attirés sur les rives du lac Léman par les charmes du paysage et l'agrément de la société, devinrent, lorsque le célèbre Dr Tronchin et Voltaire s'y fixèrent, plus nombreux ; l'aristocratie locale prit contact, puis se lia, avec ceux d'entre ces derniers qui, appartenant aux classes élevées, apportèrent à ce milieu presque provincial les manières des cours et les préoccupations du grand monde¹.

Les principales familles avaient fini par se fondre entre elles, sans qu'il restât de traces bien nettes du pays dont chacune était originaire. Elles continuaient à reconnaître, en vertu de la tradition, un rang supérieur aux bons serviteurs de l'État, ainsi qu'aux principaux hommes d'Église et de science. Leur relative simplicité n'allait pas d'ailleurs sans orgueil : travaillées parfois par le désir de posséder quelque titre de noblesse, elles en acceptaient, ou même en demandaient, à l'étranger². On considéra que la nomination du maréchal des camps Lullin de Châteauevieux, colonel des Suisses, par Louis XVI comme marquis n'avait rien de choquant, car il s'agissait là d'une preuve d'estime et de confiance pour services rendus à un pays étranger dans le cadre de ses propres usages³.

Les luttes politiques reprirent ; l'État fut bientôt déchiré par trois factions : les *négatifs*, les *représentatifs* et les *natifs*. Les négatifs étaient, bien entendu, ceux qui opposaient un refus absolu aux demandes de réformes et qui, selon le mot de du Pan-Cramer, résumant exactement leur point de vue, « traitaient de lâches ceux qui vendaient l'État à la peur⁴ » ; c'étaient les représentants de l'aristocratie, pas très nombreux et appuyés seulement par une petite clientèle. On leur opposait les bourgeois, qui réclamaient que l'on prit en considération leurs pro-

1. Nous empruntons les traits de ce court tableau aux intéressantes lettres de du Pan-Cramer au banneret bernois Freudenreich (manuscrits conservés à la bibliothèque publique et universitaire de Genève). En 1765, il écrivait : « La dépense n'a pas augmenté à proportion des richesses » ; et « chez les Tronchin à souper, une duchesse de France, l'Intendante de Paris et quelques autres Français, un comte et une comtesse d'Angleterre, un comte de Prusse, un marquis de Milan, aussi appelait-on sa maison l'*Hôtel des Quatre Nations* ».

2. M. Henri Déonna, auquel nous avons déjà fait allusion, a eu la joie (1) de découvrir tous les Genevois ou presque qui sont arrivés à se faire anoblir à l'extérieur. *Lettres de noblesse et d'armoiries de familles genevoises* (extrait des *Archives héraldiques*, 1917-1919).

3. Registres du Conseil de 1777, p. 277 (Archives de l'État de Genève).

4. Lettre du 1^{er} février 1768, à la bibliothèque publique de Genève.

positions de réformes ou « représentations », et les habitants « nés » dans la ville et non encore admis comme bourgeois. La haute bourgeoisie était sapée par les admirateurs de Rousseau ; la moyenne et petite bourgeoisie ne reconnaissait plus guère sa « supériorité d'éducation et de lumière » et son « patronage bienveillant » vis-à-vis des gens plus modestes, et l'on « n'entourait plus les magistrats d'un respect religieux¹ ».

L'État continuait à être dirigé par l'aristocratie ; sans les aspirations démocratiques qui tendaient à donner à toutes les classes sociales le droit de gérer les intérêts communs, sans les querelles entre les principales familles, sans les malentendus qui se produisaient nécessairement au cas de conflit grave, personne ne s'en serait plaint. A.-H. Thourel² a résumé, cependant, en ces termes les griefs de la petite bourgeoisie : « dilapidations financières, abus de la Chambre des Blés, partialité dans les procès, distinctions de costumes, concentration de l'aristocratie, luxe de titres, de qualifications et d'étiquettes ». Mélange étrange d'observations de natures très diverses et manifestement grossies à plaisir : les Conseils demeuraient ménagers des fonds de l'État ; la « Chambre des blés », qui avait permis d'augmenter les revenus publics tout en rendant service à la collectivité, avait été victime surtout d'événements imprévisibles ; rien ne permettait d'affirmer que les tribunaux eussent pu juger parfois avec partialité — dans le cas Turretini-Thonet, on prouva qu'une accusation de cette nature n'était qu'une diffamation — ; quant aux autres critiques, elles visaient les exagérations et la maladresse d'une large partie de l'aristocratie en des moments où celle-ci eût dû faire preuve de plus de modération et de prudence.

Les vieilles familles n'étaient pas entraînées par la poussée du luxe et tenaient même à leurs devoirs vis-à-vis de la société ; elles dirigeaient leur attention sur la science : Horace-Benedict de Saussure, d'une ancienne souche française alliée aux de La Rive, en est le plus bel et célèbre exemple³.

Les luttes politiques reprirent violentes. Les *négatifs*, vrais légitimistes, continuèrent à vouloir diriger l'État, à cause de leur supériorité

1. Thourel, *ouvr. cité*, t. III, p. 2.

2. *Même ouvrage*, t. III, p. 4.

3. P.-A. Sayous, *Le XVIII^e siècle à l'étranger*, t. II, p. 400 et suiv., et, du même auteur, *Voyages dans les Alpes*, partie historique des ouvrages de H.-D. de Saussure. Genève, plus, éd. ; Ernest Naville, *H.-Benedict de Saussure (Bibliothèque universelle et Revue suisse, mars, avril, mai 1883)*.

intellectuelle et morale ; rien ne les ébranla dans leur absolutisme, même pas la constatation qu' « avec aussi peu de force le plus prudent eût été pour eux de se taire » (du Pan-Cramer). Énervant les indécis par leur suffisance et leurs divisions¹, ils se trouvaient en minorité, même en forte minorité : du Pan-Cramer calculait, en 1767, que, sur 1,150 électeurs, les négatifs n'étaient qu'au nombre de 300 au Conseil général qui élisait les principaux magistrats. Et, malgré de premières hésitations des natifs inspirées par des considérations tactiques, ils se heurtèrent aux membres des familles des réfugiés français de la révolution de l'Édit de Nantes et des temps postérieurs, décidés à conquérir par la force les droits qu'ils leur refusaient dans la politique.

La situation vers 1770 a été indiquée par Ami-Théophile Perdriau², petit-fils de M^{me} Andriou-Baulacre, dans les termes suivants : « D'une façon générale, la création, de la part des familles accréditées et opulentes, de cet esprit d'égalité et de popularité qui est l'âme des Républiques et le secret penchant de quelques-uns des individus qui les composaient de jeter notre gouvernement du côté de l'aristocratie furent la source des soupçons et des écarts dans lesquels se jetèrent des citoyens ameutés, ombrageux, jaloux de leurs droits et de leurs libertés, conduits par des chefs aussi habiles à maintenir leur autorité qu'à ralentir ou à réchauffer les esprits par le tableau d'une liberté opprimée et d'un gouvernement tyrannique. » Elle explique la révolution genevoise de 1782³, dite « révolution avant la Révolution », qui fut suivie, d'abord, d'une réaction violente.

En même temps, les riches familles de l'aristocratie firent des placements moins sûrs et des spéculations plus dangereuses ; aux menaces politiques se joignait donc une moindre sécurité, sinon des atteintes sérieuses, dans les bases matérielles de leur vie.

La Révolution française toucha gravement à Genève la haute bourgeoisie ; elle amena, en 1794, la formation d'un tribunal révolutionnaire qui condamna un certain nombre d'entre eux, soit à mort (un Fatio fut parmi les réactionnaires exécutés), soit à l'exil, tandis que la baisse des assignats français et les « billets solidaires », signés dans l'espoir de se constituer des fortunes avec des intérêts accumulés⁴, les ruinèrent en très grand nombre.

1. Lettre de du Pan-Cramer, en date du 10 février 1768.

2. Autobiographie d'A.-Th. Perdriau dans papiers Edmond Pictet, n° 136, p. 27 (manuscrits de la bibliothèque de la Société d'histoire).

3. Édouard Chapuisat, *La prise d'armes de 1782 à Genève*. Genève, 1932.

4. Voir notre article sur *Les placements à Genève*, et Gabriel Odier, *La taxe extraordinaire de la Révolution française (Étrennes genevoises, 1931)*.

Malgré des circonstances aussi peu favorables à des recherches désintéressées, les membres des plus anciennes familles continuèrent à se livrer à des travaux scientifiques, soit à Genève même — ainsi Marc-Auguste Pictet¹ — soit à l'étranger où ils s'étaient réfugiés — comme Guillaume de La Rive².

Lorsque les troupes françaises pénétrèrent dans la République (1798), la situation y était très difficile pour des motifs d'ordre économique ; elle ne s'y améliora guère par suite des « circonstances du moment », du trouble jeté dans le commerce par les guerres et par les restrictions qu'elles imposaient³. L'aristocratie vivota, plutôt qu'elle vécut, ne refusant pourtant pas son concours aux affaires publiques dans l'espoir de faciliter les choses à la libération des territoires ; elle profita, d'ailleurs, de l'exemple des fonctionnaires français pour se former aux principes nouveaux de l'administration. Treize de ses familles furent anoblies par Napoléon Ier⁴. Des savants distingués cherchèrent dès lors l'application de la science à l'industrie.

Nous passons vite sur une période qui pourrait faire l'objet d'une étude fort intéressante du point de vue social, mais qui n'est qu'une sorte d'intermède dans l'histoire de la haute bourgeoisie genevoise.

IV. — LA HAUTE BOURGEOISIE DE GENÈVE ENTRE 1814 ET 1846

Le 30 décembre 1813, les Alliés arrivèrent aux portes de Genève. Les représentants de la vieille aristocratie n'hésitèrent pas à constituer aussitôt un gouvernement provisoire, composé de magistrats de l'ancien régime, comme Ami Lullin, et de gens plus jeunes du même milieu décidés à défendre tout aussi énergiquement la liberté de leur patrie dans le cadre suisse. Ils étaient bien placés pour remplir ce rôle par la notoriété de leur nom, la considération qui entourait leur personnalité, et leurs idées voisines de celles des vainqueurs, sans compter que leurs relations avec des hommes d'État et même des souverains étrangers leur donnaient des facilités et de l'autorité⁵.

1. Le Dr Rilliet conserve au Vengeron, près Bellevue (canton de Genève), une nombreuse et intéressante correspondance de son ancêtre Marc-Auguste Pictet.

2. Voir les premières pages de J.-Louis Sordet, *Auguste de La Rive*, Genève, 1877.

3. Édouard Chapuisat, *Le commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française*, Genève, 1908 (paru d'abord dans les *Mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. XXVIII).

4. Henri Déonna, *ouvr. cité*.

5. Voir Rodolphe Rey, *Genève et les rives du Léman* (plein d'observations précises et

L'aristocratie fournit à la République reconstituée et bientôt recon nue et rattachée à la Confédération helvétique des négociateurs dont les historiens se plaisent à louer le savoir et l'habileté : d'abord, des Arts, Saladin de Budé et Pictet de Rochemont furent envoyés à Bâle, quartier général des Alliés ; puis, Pictet de Rochemont, le libéral Francis d'Ivernois, retour de l'exil, et Eynard-Lullin, au Congrès de Vienne, et Schmidtmeyer, d'une famille d'origine strasbourgeoise, mais lui-même profondément genevois, auprès des autorités fédérales¹.

L'aristocratie jouait, à nouveau, un rôle important dans la politique intérieure et la gestion des affaires publiques² avec l'autorité très grande que lui donnaient tant le mouvement général de réaction que son traditionalisme auprès de l'énorme majorité de la population. Dans l'esprit du temps, elle donna à la Constitution de 1814 des bases opposées aux principes démocratiques et ainsi souleva les objections d'un groupe, peu nombreux mais digne de remarque, contre l'imprudence et la précipitation dont on avait fait preuve³ ; puis, au lieu de réviser rapidement ce régime en le considérant comme provisoire, elle y vit presque une arche sainte. Elle recommença donc ses anciennes erreurs, sous l'influence du sentiment excessif de confiance en soi qu'elle tirait de sa compétence et de son honnêteté incontestées ainsi que de la notion persistante que toute concession aux idées nouvelles était une lâcheté. Tel fut le cas pour le système électoral. En admettant même que l'on jugeât opportun d'établir, en 1814, un régime censitaire, ce ne pouvait être, du moment où il était en opposition avec les vieux principes genevois⁴, que d'une façon tout à fait provisoire ; il aurait

exactes). Genève, 1868 ; E.-H. Gaullieur, *Genève, 1532-1856*. Genève, 1856 ; A. de La Rive, *A.-P. de Candolle*. Paris-Genève, 1851 ; J.-Louis Sordet, *Auguste de La Rive*. Genève, 1857 (ces derniers ouvrages tiennent mieux compte de notre ordre de préoccupations que les livres d'ordre purement historique).

1. Albert Rilliet, *Histoire de la Restauration de la République de Genève*. Genève, 1849 ; E.-H. Gaullieur, *Genève depuis la constitution de cette ville en république jusqu'à nos jours*. Genève, 1856, p. 292 et suiv., et *Genève et le traité de 1815 : correspondance diplomatique de 1814-1815, de Charles Pictet de Rochemont et François d'Ivernois*, publiée par Lucien Cramer. Genève-Paris, 1914.

2. Voir la liste des membres du Conseil d'État de Genève entre 1814 et 1841 (comportant beaucoup de noms bien connus, exceptionnellement de leurs amis à noms plus obscurs), dans Gaullieur, *ouvr. cité*, p. 410.

3. Parmi ceux qui les formulèrent, on remarquait Pictet-Diodati, Marc-Auguste Pictet, Sismondi, A. Dumont, Bellot, Chenevière, Claparède, Odier, Rocca, de Constant, de Roches, Butini, A. Maunoir (Gaullieur, *ouvr. cité*, p. 443).

4. James Fazy l'a remarqué, plus tard, dans son *Introduction à la question d'une réforme politique à Genève*.

donc fallu non seulement augmenter le nombre des électeurs par l'abaissement du cens, mais revenir bientôt au suffrage universel. Le cas où aucun résultat ne serait obtenu aux élections lors d'un premier tour de scrutin était réglé d'une façon purement arbitraire. Des luttes longues et énervantes furent nécessaires avant que l'on s'en rendit compte, donnant de sérieuses bases aux méfiances d'une opposition en formation.

L'aristocratie était composée à peu près des mêmes familles qu'avant la Révolution ; il s'y était glissé, toutefois, à la suite de mariages, de nouvelles familles, tirant leur crédit en partie de leur richesse et ayant le grave tort de vouloir raffermir leur situation sociale par plus de morgue et d'exclusivisme. En majorité, ce milieu avait la mentalité de « légitimistes ».

La manie des titres nobiliaires, nécessairement étrangers, reparut et se développa, en dehors des principales familles, trop haut placées pour ne pas juger sévèrement, ainsi que l'observait Auguste de La Rive, une si petite « vanité ». C'est l'époque où un Grenus, bien que descendant de Syndics, invoqua une décision de l'empereur d'Autriche le nommant « baron », parce que, disait-il, « au cas éventuel d'expatriation, cela lui permettrait de retrouver au dehors une position sociale avantageuse¹ » (!), et où un Sellon, dont la famille n'avait guère joué de rôle dans la République que par sa prétention et sa richesse, invoqua un titre de « comte », de semblable origine, afin de prétendre à une parité avec ses alliés de la haute noblesse française et avec les Cavour².

La science passionnait les membres de la plus haute bourgeoisie, désireuse sinon de légitimer sa situation par son utilité, du moins de percer les mystères de la nature. C'est là l'époque où brillèrent Augustin-Pyrame de Candolle, Gaspard de La Rive et son fils Auguste, les Pictet, Théodore de Saussure. Les fortunes personnelles servaient à créer et mieux outiller des laboratoires³, comme celui où Ampère vit, pour la première fois, l'importante expérience d'Ersted⁴. Les étrangers étaient attirés autant par le charme de réceptions et de conversa-

1. Baron de Grenus, *Glanures*. Genève, 1829, p. 5.

2. H. Déonna, *ouvr. cité*.

3. Sur le cabinet de physique de Marc-Auguste Pictet, archives du Dr Rilliet, au Vengeron. A. 5.

4. J.-B. Dumas, *Discours et éloges académiques*, éd. 1885, chap. sur Auguste de La Rive (il s'agissait là de son père Gaspard de La Rive), t. I, p. 265.

tions dans une bonne compagnie que par l'intérêt des recherches qu'ils menaient¹.

Jusqu'aux événements de 1830 qui eurent dans toute l'Europe des répercussions, la prospérité économique permit aux Genevois de vivre agréablement et de constater les mérites d'une administration sage et économe. « La situation était brillante », et ajoutait aussitôt le même auteur, « *mais précaire*² ».

Durant les années suivantes, la démocratie triompha dans les cantons suisses, ce qui indiquait à Genève la voie où elle aurait dû s'engager sans tarder. Celle-ci avait également d'assez sérieux motifs d'inquiétude en observant que les éléments catholiques avaient augmenté dans une proportion considérable, à la campagne surtout, mais même à la ville.

Une bonne bourgeoisie se forma « au Molard au lieu de la Cité », c'est-à-dire dans les rues basses et non plus seulement dans la Ville haute, constatera-t-on un peu plus tard : milieu de banquiers, de financiers et de commerçants enrichis. Parmi les intellectuels, les uns étaient si inquiets des débordements de la démocratie qu'ils grossissaient le parti conservateur³, tandis que d'autres étaient si acquis aux idées libérales qu'ils se sentaient entraînés plus à gauche qu'ils ne l'auraient voulu.

Un homme d'État, dont la tenue était conforme aux bonnes traditions de Genève, exerça une influence considérable jusqu'en 1842 : Jean-Jacques Rigaud⁴. William de La Rive, fils d'Auguste, nous a laissé de lui quelques traits de caractère : c'était, « par sa situation, un homme du passé, mais il n'éprouvait ni défiance, ni antipathie à l'endroit de l'ordre nouveau ». Et, ajoutait-il : « il unissait à une modération naturelle dans les vues la dignité dans les sentiments, nécessaires pour empêcher cette modération de dégénérer en faiblesse, et les aimables qualités qui, dans un très petit pays, sont les conditions indispensables à l'exercice durable du pouvoir⁵ ». Malheureusement, cet

1. Sur l'ensemble, Charles Borgeaud, *L'Académie de Calvin et l'Université de Napoléon*. Genève, 1909.

2. Rodolphe Rey, *ouvr. cité*, p. 176.

3. Tel a été le cas pour Rodolphe Toepffer et pour son cousin et successeur à l'Académie André Sayous.

4. F.-A. Cramer, *Jean-Jacques Rigaud*, notice biographique publiée avec des fragments de ses notes inédites. Genève, 1879 ; les Archives de l'État de Genève possèdent sa correspondance et ses rapports et discours, tandis que la bibliothèque publique et universitaire a ses mémoires relatifs à deux périodes importantes de sa vie, la première jusqu'à 1816, la seconde de 1835 à 1841.

5. Passages reproduits par J.-L. Sordet, dans *Auguste de La Rive*, p. 132.

homme, qui semblait destiné à jeter un pont entre deux époques, appliqua surtout son libéralisme aux questions fédérales et dut se retirer de la vie publique au moment de la première révolution. Ce grand bourgeois a été le type d'un libéral de l'époque de Louis-Philippe.

Le flot de mécontentement montait vite et fort. Malgré cela, le 3 mars 1841, le Conseil représentatif vota l'ajournement des réformes pour cinq années. C'était une semi-fin de non-recevoir ; une association dite « du 3 mars » fut formée aussitôt par des membres du Conseil représentatif et de simples particuliers « pour veiller aux intérêts des citoyens » : cent cinquante membres de l'opposition, de nuances très diverses, dont le général Dufour, modeste bourgeois et excellent citoyen¹, se déclarèrent disposés à combattre les tendances du gouvernement par la voie de la presse et des moyens légaux. Le mouvement était trop vif pour ne pas aboutir ; il fallait, comme aux anciens jours de la République, recourir à un Conseil général et lui rendre l'exercice du droit de souveraineté. Devant la pression populaire (« Révolution du 22 novembre 1841 »), la réunion d'une Constituante fut décidée, qui vota la Constitution de 1842, semblable à celle des autres cantons suisses. Mais ces concessions venaient dix années trop tard, et la lutte n'était pas terminée, car ni à droite on ne cédait de bon cœur, ni à gauche on ne voulait se contenter d'une demi-victoire.

Auguste de La Rive était le plus important personnage de l'aristocratie. Son fils a dit de lui : « Il était de son parti. Il en résumait dans sa personne les idées diverses et les divers sentiments : le respect pour le passé, l'attachement aux droits acquis, le goût de la liberté qui tempère l'usage de ces droits, l'antipathie pour la déloyauté dans les procédés ou pour la tyrannie dans les systèmes, l'intolérance intellectuelle et morale à l'endroit des théories qui froissaient sa raison et des actes ou des intentions que réprouvait sa conscience²... » Beau portrait d'un homme d'élite devenant inconsciemment un parfait réactionnaire, possédant toutes les qualités et tous les défauts qu'il fallait pour entraîner son parti à sa ruine en une période de surexcitation populaire.

En 1846, une nouvelle révolution sanglante se produisit : avec l'arrivée au pouvoir de James Fazy, le rôle de la haute bourgeoisie comme

1. Édouard Sayous, éditeur des *Mémoires du Sonderbund*, *Le général G.-H. Dufour*. Genève, 1881 ; Édouard Chapuisat, *Le général Dufour*. Lausanne, 1935.

2. Dans Sordet, *Auguste de La Rive*, p. 127. — La correspondance d'Auguste de La Rive donnée depuis peu à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève ne fournit guère de renseignements nouveaux.

classe était terminé dans la vie publique, de même que sa situation prédominante à l'Académie (Université). Ce n'a pas été, ainsi que les pessimistes l'avaient annoncé, la « ruine » de Genève, mais le début d'une ère où l'on a tenu compte des idées nouvelles, et aussi trop oublié les leçons du passé.

CONCLUSION

La *considération*, dont la haute bourgeoisie de Genève a joui dans le monde pendant trois siècles environ et qui a rejailli sur les générations suivantes, a tenu, en large mesure, à la valeur *morale* d'une ÉLITE¹.

L'aristocratie genevoise est, dans un cadre *protestant et républicain*, c'est-à-dire sous l'influence d'une morale rigide et en dehors de la tradition monarchique, issue du mouvement *conservateur* que tous les pays de l'Europe ont connu aux *xvi^e, xvii^e et xviii^e* siècles, et ensuite entre 1815 et le triomphe définitif de la démocratie. Il est essentiel de constater que le mouvement social fut à Genève à peu près *parallèle* à celui qui se produisit tout autour d'elle pendant la même période. Jamais oligarchie ne fut plus capable que celle de Genève de gérer les affaires publiques à cause de sa clairvoyance et de son dévouement ; jamais oligarchie n'a mieux justifié sa situation favorisée par des travaux désintéressés : soit de théologie, soit de science. Il est, évidemment, regrettable qu'un milieu aussi « digne » n'ait pas su, ni, sans doute, pu se transformer lorsqu'il s'est trouvé en face de principes contraires aux siens ; l'historien n'est pas qualifié pour dire plus.

L'aristocratie n'a pas disparu du jour au lendemain ; elle y est même restée longtemps assez vivante. En effet, elle conservait la fortune, le goût des recherches scientifiques et n'avait pas perdu son agrément en société ; l'un des siens a été même appelé, parfois, au gouvernement à cause de ses capacités personnelles, techniques et surtout financières. A la fin du siècle dernier, elle était dans une situation semblable à celle de la noblesse éclairée sous notre régime républicain : elle était considérée à cause des souvenirs historiques qu'elle rappelait ; elle avait des traditions de goût et de manières ; elle possédait, toutefois, un agréable confort au lieu d'un luxe, et plus de vertus familiales. On sentait que l'heure d'un vrai déclin ne tarderait pas : des familles s'éteignaient ou allaient habiter l'étranger ; les conditions matérielles étaient vulnérables à cause de la difficulté de contrôler les placements en valeurs

1. Le mot, juste, est de Philippe Monnier (*La Genève de Toepffer*. Genève, 1914, p. 128).

et de surveiller les actes de spéculation. Au lieu de suivre les traditions scientifiques de leur famille, les jeunes gens, ne voulant ou ne pouvant plus faire les frais de laboratoires privés, traînaient, en maugréant, une existence médiocre, ou bien entraînaient dans les affaires où fort peu d'entre eux réussirent.

La guerre mondiale et surtout ses répercussions ont porté le coup de grâce à la Ville haute. Les fortunes ont diminué dans des proportions considérables, rendant la possession des superbes propriétés des environs trop lourde. Les Français, qui n'avaient pas le droit de vote, étant retournés chez eux en grand nombre à cause du change, des Confédérés se sont fixés à Genève à leur place et ont, comme électeurs, grossi les partis avancés.

Bien que Genève se soit resaisie, les familles de la vraie aristocratie qui subsistent se trouvent souvent dans une médiocrité, sinon dans une gêne, qui diminue leurs moyens de se maintenir et de réagir. Ce n'est pas à tort que l'énorme majorité de leurs concitoyens les juge comme un reste d'un brillant, mais déjà lointain passé.

André-E. SAYOUS.

MÉLANGES

LE CID DE L'HISTOIRE¹

Le Cid s'inscrit depuis longtemps en première ligne dans le patrimoine héroïque de l'Espagne, et, comme il en va de tous les héros, sa double carrière, la réelle et la légendaire, a déjà fait couler beaucoup d'encre, provoqué des joutes d'érudits, d'où la passion ne fut pas toujours exclue. Pour avoir été plus tardive que la « querelle du *Cid* » cornélien, la « querelle du Cid historique » n'a pas été moins violente : elle a duré plus d'un siècle, mais paraît aujourd'hui complètement vidée. L'un des meilleurs médiévistes dont s'honore l'Espagne actuelle, M. R. Menéndez Pidal, a en effet tout récemment, en historien de grande classe, entrepris de réhabiliter le prestigieux comte castillan des tares nombreuses dont on l'avait accablé. Il s'est attaché, sur la foi d'arguments qui semblent définitifs, à justifier l'obscur sentiment qui peu à peu, grâce aux trouvères et à leurs chansons de gestes du Campeador, a su hausser cet animateur d'hommes jusqu'au rang, glorieux entre tous, de champion indomptable de la noblesse espagnole du Moyen Âge. Il semble n'avoir rien laissé dans l'ombre de ce qui peut expliquer pourquoi le Cid est devenu, dans la Péninsule, la personnification de l'idéal chevaleresque de cette époque, idéal fait à la fois d'une conception exacerbée du point d'honneur, du déploiement, à toute occasion, d'une énergie et d'un courage surhumains. Le livre de M. Menéndez Pidal se présente dès lors comme l'aboutissant d'une réaction — à la fois affective et savante — contre une longue tradition historique, qui, pendant tout le ^{xix}^e siècle, avait peu à peu rabaisé le rôle de Rodrigo Díaz dans l'économie hispano-chrétienne médiévale à celui d'un personnage de second plan, d'un aventurier dont certaines qualités, incontestables, n'avaient su pourtant racheter l'incomparable noirceur d'âme.

On ne rappellera pas les travaux successifs qui marquèrent, tout au long du siècle dernier, les différents aspects de cette campagne « cidophobe », qu'inaugura un jésuite espagnol, le P. Masden. A cette campagne, basée à l'origine sur la critique de la documentation traditionnelle disponible, une série de découvertes, faites par l'orientaliste hollandais Reinhardt Dozy,

1. Conférence faite à la Sorbonne le 28 mars 1936.

allait bientôt fournir un important appoint d'arguments nouveaux. Elles n'avaient rien qui pût surprendre : il était normal que le champion légendaire de la « reconquête » contre l'Islam hispanique à la fin du XI^e siècle ait laissé quelque trace dans les récits des chroniqueurs arabes. L'historiographie chrétienne étant pour cette époque à peu près inexistante, la mise au jour d'une documentation originale en langue arabe sur le Cid ne pouvait qu'être bienvenue et donner lieu à une mise en œuvre érudite. Dozy eut la chance de trouver en Allemagne, dans une bibliothèque de Gotha, un manuscrit arabe qui contenait une longue relation de l'activité politique du comte castillan contre la ville, alors musulmane, de Valence. De nouvelles recherches de ce savant aboutirent bientôt à d'autres trouvailles. Dozy, poursuivant son enquête en examinant de très près les sources chrétiennes de l'histoire du Cid, ne tarda pas à acquérir la conviction que la principale de ces sources était elle-même d'origine arabe : il put en effet démontrer d'une façon péremptoire que l'histoire du comte castillan, qui forme une importante partie de la *Première Chronique générale*, compilée dans la seconde moitié du XIII^e siècle, à l'époque d'Alphonse X le Savant, n'était qu'un démarquage direct d'un original arabe, d'une chronique contemporaine des dernières années de la vie du Cid, écrite à Valence même par un littérateur hispano-musulman, du nom d'Ibn 'Alkama. Le travail de Dozy parut en 1849 et fit grand bruit à cette époque : il s'intitulait *Le Cid d'après de nouveaux documents*. L'école historique espagnole, en présence des documents de nature inattaquable que produisait l'arabisant hollandais, ne put que souscrire à ses conclusions. Celles-ci étaient pourtant par certains côtés excessives, concernant surtout le caractère et la déformation légendaire de l'épopée cidienne. Il fallut toutefois attendre jusqu'en 1910 pour qu'une réaction commençât à se faire jour en Espagne même : elle eut d'abord pour protagoniste Puyol y Alonso, puis, avec plus d'ampleur et plus d'autorité, M. Menéndez Pidal, dont l'effort de réhabilitation du héros devait, après la publication de plusieurs travaux d'approche, aboutir à celle de son maître livre, *La España del Cid*, qui a paru à Madrid en 1929.

Si M. Menéndez Pidal avait attendu quelques années avant de livrer au public le résultat de ses investigations cidiennes, il aurait sans doute introduit quelques réserves, au moins quelques points d'interrogation, dans son portrait un peu trop apologétique du Campeador. Un ensemble de découvertes dans une bibliothèque jusqu'ici demeurée difficilement explorable, celle de la grande mosquée d'al-Karawiyn, à Fès, m'a en effet permis de compléter notablement la bibliographie originale du Cid et aussi celle de son suzerain, le roi Alphonse VI de Castille et de Léon, que M. Menéndez Pidal a trop souvent rejeté délibérément à l'arrière-plan de son tableau. Certains de ces documents, que j'ai communiqués au savant espagnol, l'ont mis à même de s'apercevoir que plusieurs de ses déductions, qui ne tenaient qu'à un fil ténu ou s'appuyaient sur le silence de l'historiographie postérieure, se trou-

vaient dès lors improuvées, et il a dû reprendre — ou devra reprendre — certaines pièces d'un procès qui semblait définitivement jugé : ainsi, les circonstances exactes de la prise de Tolède en 1085 par Alphonse VI, la question de la dot légendaire et de la vraie personnalité de la Mora Zaida, la justification du supplice du cadi de Valence Ibn Djahhaf, envoyé par le Cid au bûcher.

Par un normal retour des choses, c'est donc une tendance plutôt « cido-lâtre » qui prédomine dans l'Espagne savante d'aujourd'hui. On ne saurait se dispenser d'en tenir compte, tout comme des exagérations en sens contraire de l'école historique du *xix^e* siècle, dans une esquisse, qui visera plus à la clarté qu'à l'originalité, des principales étapes de la carrière aventureuse du Campeador.

* * *

Il ne sera pas inutile d'essayer auparavant de caractériser, aussi brièvement que possible, la place du *xi^e* siècle dans l'histoire médiévale de la Péninsule ibérique. Du côté musulman comme du côté chrétien, ce siècle, qui correspond à une longue période de transition politique, a été le témoin d'une masse d'événements que les annalistes de l'un et l'autre camp n'ont pas, il faut le dire, toujours très fidèlement rapportés. Ses premières années ont vu dans le Sud se désagréger l'unité de l'empire califien de Cordoue ; les dernières enregistrent une circonstance nouvelle et imprévue : l'immixtion de l'Afrique du Nord dans l'économie de l'Islam andalou. Si l'on jette les yeux sur ce qui se passe par delà les terres musulmanes, on voit parallèlement s'établir dans les États chrétiens de l'Espagne septentrionale un ordre de choses nouveau ; l'effort de reconquête du sol national accuse une ampleur de plus en plus remarquable ; il se traduit non seulement par un recul des frontières de l'Islam, mais aussi par l'établissement d'un droit de regard des royaumes espagnols sur les principautés musulmanes voisines ; puis brusquement, vers la fin du siècle, cet effort se trouve contraint à marquer un temps d'arrêt.

Jusque vers 1050, on assiste en effet, dans l'Espagne musulmane, aux derniers soubresauts du califat cordouan, au morcellement de l'empire umayyade en une quantité de petits États indépendants, qui s'organisent tant bien que mal, essaient de vivre sur un territoire mesuré, avec un budget réduit. Les uns, par la force des choses, ne tardent pas à s'inféoder aux autres, quand ceux-ci ne les annexent pas purement et simplement. Puis, entre les quelques royaumes puissants qui survivent, ce sont de perpétuelles luttes, des alliances aussi vite dénoncées que conclues. La situation politique de ces États musulmans varie d'une année à l'autre : elle n'est qu'incertitude, elle ne dépend que de l'ambition de quelques princes qui rêvent de reconstituer à leur profit l'ancienne hégémonie califienne. A cet état de choses, les Espagnols du Nord n'ont qu'à gagner : ils ne s'en privent point. Ils s'attachent même à essayer

de prolonger ce désordre politique, afin d'en tirer mieux parti. Sous l'impulsion de quelques princes énergiques et entreprenants, ils finissent bientôt par s'immiscer sans ménagements dans la vie intérieure des États musulmans, leur dicter leurs conditions, les réduire à l'humiliante condition de tributaires.

C'est surtout dans le dernier quart du XI^e siècle que les événements se précipitent, que la position de l'Islam andalou devient le plus critique. Celui-ci, pour redresser sa situation, n'a bientôt plus qu'une ressource : appeler à l'aide l'Afrique du Nord, le Maghrib. Les princes musulmans espagnols qui, bon gré mal gré, souscrivent à cet appel au secours savent bien qu'ils signent en même temps l'arrêt de leur déchéance.

Tout au long de cette période confuse et troublée, quelques figures dominantes se détachent maintenant avec plus de clarté sur la scène politique : celles de quelques souverains musulmans du sud de la Péninsule, le prince lettré de Séville al-Mu'tamid, ses rivaux, les berbères zirides Badis, puis 'Abd Allah, qui règnent à Grenade ; bientôt surtout l'émir des Almoravides Ibn Tachfin ; dans l'autre camp, celle du roi de Castille Alphonse VI, le conquérant de Tolède, puis le vaincu de Sagradas, et bientôt la physionomie, auréolée par la légende, du Cid Campeador. L'histoire des uns et des autres est constamment mêlée ; elle forme un tout inséparable. Le temps est, espérons-le, proche où l'on pourra enfin la dépouiller des incertitudes qui l'environnent encore.

Une telle étude des conditions politiques de l'Espagne du XI^e siècle ne vaudra donc qu'autant que l'histoire chrétienne et l'histoire musulmane n'y seront pas séparées, compartimentées d'une manière rigide. Elle ne devra pas non plus négliger une donnée essentielle, qu'on a eu jusqu'ici trop tendance à ne pas mettre assez en vedette : l'interpénétration continue, au Moyen Âge, des populations de la Péninsule. Un Espagnol musulman et un Espagnol chrétien n'étaient point alors si étrangers l'un à l'autre, si dissemblables qu'on pourrait le présumer. De bonne heure, d'ailleurs, les principautés du Nord eurent des musulmans parmi leurs sujets ; de son côté, l'Espagne musulmane compta toujours sur son territoire une très forte proportion d'éléments autochtones demeurés fidèles à la foi chrétienne. On n'étudie guère, quand on suit le développement de l'histoire politique de la Péninsule au cours du haut Moyen Âge, qu'un aspect très partiel de son passé : l'histoire de son évolution sociale, qui, faute de documents, est encore mal connue, éclairerait sans doute avec netteté, si on avait les moyens de l'aborder, des problèmes qui demeurent encore dans la pénombre, sinon dans l'obscurité.

Il est également un concept moderne qui, si l'on n'y prend pas garde, risque de fausser sensiblement un tableau comparatif de la situation politique de l'Espagne médiévale : celui de la frontière territoriale, dans le sens où on l'entend aujourd'hui, dénuée de souplesse, matérialisée sur la carte par une ligne qui, géographiquement parlant, se révèle parfois très artificielle. Au

Moyen Age, au moins sur toute l'étendue de l'Occident musulman, seule la frontière naturelle forme la démarcation politique, et non pas même sous la forme d'un tracé rigide, mais sous celle d'une bande plus ou moins large dont on ne saurait dire qu'elle appartient vraiment en propre à l'un ou l'autre des deux États qu'elle sépare. Ce facteur de la frontière indécise joue à chaque instant dans l'histoire de l'Espagne du ^x^e siècle : la multiplicité des États devait y augmenter outre mesure l'étendue de ces zones de confins, dans lesquelles une habile propagande auprès des habitants se révélait souvent plus fructueuse qu'une intervention à main armée.

C'est en tenant compte, croyons-nous, de cet ensemble de circonstances un peu spéciales qu'il convient d'aborder, à l'intérieur de cette histoire commune, les péripéties, dépouillées de toute brume subjective, de la geste du Cid Campeador.

* * *

On ne sait pas grand'chose de précis sur son enfance. Ce fut probablement en 1045 que Rodrigo Díaz naquit dans la petite localité de Vivar, située à neuf kilomètres au nord de la ville de Burgos. Le site est l'un des plus désolés du plateau castillan, au milieu d'une nature austère et d'une incomparable grandeur. Dans ce pays, la vie a toujours été rude pour les habitants, formés dès leur jeune âge à mener une existence sans facilités et pleine de privations. Le père de Rodrigo, Diego Laínez, était de naissance noble : il descendait du juge Laín Calvo ; il vivait retiré et sans grandes ressources matérielles, semble-t-il, dans ses assez pauvres domaines de Vivar. La mère du Cid, dont on ignore le nom, appartenait, elle aussi, à la noblesse : son père fut un influent seigneur qui possédait des fiefs dans la vallée du Duero et se nommait Rodrigo Álvarez. Très jeune encore, Rodrigo — ou Ruy — Díaz prit part avec Diego Laínez à des campagnes contre le royaume navarrais tout proche, pour le compte du roi de Léon, Ferdinand I^{er}. Mais, probablement dès 1058, le père du Cid mourut ; son fils n'était encore qu'un adolescent. Suivant la coutume de l'époque, Rodrigo, qui hérita des biens paternels, fut recueilli, pour qu'il pût terminer convenablement son éducation, par le fils du roi Ferdinand I^{er}, D. Sancho, qui n'était son aîné que de quelques années. Un peu plus tard, il fut armé chevalier par le prince du sang qui s'était fait son protecteur et il participa ensuite avec lui à la bataille de Graus, où, en 1063, les Castillans, venus seconder le roi musulman de Saragosse al-Muktadir Ibn Hud dans ses entreprises guerrières contre les Aragonais de la région subpyrénéenne, remportèrent la victoire. Le roi Ramiro I^{er} d'Aragon, propre oncle de l'infant D. Sancho, fut tué dans cette bataille. Le Cid, on le voit, avait fait ses premières armes dans les rangs d'une armée musulmane, contre des Espagnols chrétiens : c'était d'ailleurs, il faut l'ajouter, monnaie assez courante à cette époque.

On sait comment, à la fin de sa vie, en un geste profondément impolitique,

le roi de Castille et de Léon Ferdinand I^{er}, qui venait d'ajouter de glorieuses pages à l'histoire de la reconquête dans la Péninsule ibérique, distribua ses possessions entre ses divers enfants. A l'aîné de ses fils, Sancho, le protecteur du Cid, devait échoir le royaume de Castille ; au second, Alphonse, sixième du nom, le royaume de Léon ; au troisième, Garcia, le royaume de Galice. Les deux filles de Ferdinand I^{er}, Urraca et Elvira, devaient avoir de leur côté une part de l'héritage paternel, sous forme de seigneuries de riches monastères. Ce maladroit partage devait fatalement aboutir à une guerre de succession et, fort peu de temps après la mort de Ferdinand I^{er}, survenue à Léon le 27 décembre 1065, les hostilités éclatèrent entre ses fils. L'aîné, Sancho II, voulant récupérer les États de ses frères, dont il se jugeait personnellement dépossédé, s'attaqua d'abord au roi de Léon, son frère Alphonse VI, en 1068. Une bataille rangée, le 16 juillet 1069, dans la plaine de Llantada, se termina de façon indécise. Deux ans plus tard, Sancho II arriva à détrôner son autre frère, le roi de Galice Garcia. Puis il se retourna de nouveau contre Alphonse VI et le vainquit à la bataille de Golpejera, non loin de la place forte de Carrión de los Condes. Le roi de Léon, battu, fut fait prisonnier et conduit à Burgos ; quelque temps après, grâce à l'intervention de sa sœur Urraca, il fut envoyé en exil à Tolède, à la cour du souverain musulman al-Ma'mun Ibn Di 'n-Nun, alors tributaire de Sancho II.

Dans les luttes à main armée qui s'étaient ainsi déroulées entre les deux fils de Ferdinand I^{er}, le Cid, on le pense bien, n'était pas demeuré inactif. Il était bientôt devenu le compagnon le plus familier du roi de Castille, son *alférez*, c'est-à-dire son porte-étendard et, en quelque sorte, le major général de ses armées. Entre temps, il avait eu l'occasion de faire ses preuves dans un combat singulier : s'étant mesuré avec un chevalier navarrais, il l'avait mis à mort. C'est ce fait d'armes qui, d'après la tradition, lui aurait valu son titre de Campeador. Rien n'est pourtant moins sûr : *campeador* ne signifie pas exactement « champion », mais plutôt sans doute « chef d'incursions en rase campagne » ; ce titre, ou sa forme latine *campidoctus*, est d'ailleurs expliqué par les chroniqueurs arabes du Moyen Âge par « maître de la campagne » (*sahib al-fahs*) et s'appliquait dès lors probablement à un spécialiste émérite de razzias en terre ennemie.

Quoi qu'il en soit, on attribue au Campeador à cette époque plusieurs initiatives qu'il aurait dictées à son maître Sancho II. C'est grâce à son insistance que la bataille de Golpejera, terminée tout d'abord à l'avantage d'Alphonse VI, qui aurait alors donné congé à ses chevaliers léonais, aurait tourné le lendemain au désastre pour ce prince, volontairement démuné depuis la veille de ses principaux auxiliaires pour avoir accordé à la parole de son frère une trop aveugle confiance. C'est là, on s'en rend compte, une assez odieuse accusation qui pèse sur le Cid ; ses défenseurs modernes se sont appliqués à la ruiner ou, au moins, à la minimiser, à l'aide d'arguments qui n'ont pas le mérite d'être toujours très convaincants.

On connaît en tout cas la suite des événements : au bout de neuf mois

d'exil, au surplus fort doux, dans la capitale musulmane de Tolède, Alphonse VI se trouva fortuitement replacé sur le trône d'où son frère Sancho II l'avait brutalement éconduit, et même il recueillit la propre succession royale de ce dernier. A l'instigation de sa sœur Urraca, secondée avec dévouement par le vieux gouverneur d'Alphonse VI, Pedro Ansúrez, une révolte fut, en effet, tramée en terre léonaise contre Sancho II, qui, pour rétablir la situation, dut venir assiéger en personne le centre de la rébellion, la place forte de Zamora. Les assiégés, bientôt réduits à la dernière extrémité, jouèrent le tout pour le tout : l'un d'eux, un chevalier particulièrement audacieux, Vellido Adolfo, sortit de la place investie, pénétra dans le camp des assiégeants et arriva à y surprendre le roi Sancho II, qu'il transperça d'un coup de lance, le 7 octobre 1072. Rodrigo Díaz, qui prenait naturellement part au siège de Zamora, perdait ainsi, par un brutal coup du sort, son maître et son protecteur. La légende postérieure lui assigne même un rôle en cette tragique aventure : il se serait élancé sur son cheval, la lance au poing, à la poursuite du meurtrier, lequel échappa de justesse, la porte de Zamora s'étant refermée à temps après lui avoir livré passage.

Le Campeador ne put que s'incliner devant le sentiment à peu près unanime des autres nobles castillans, qui décidèrent alors de confier les destinées du royaume à Alphonse VI, l'exilé de Tolède. Ce ne fut pas, semble-t-il, sans quelque répugnance qu'ils prirent cette décision, la seule pourtant que leur dictaient les circonstances. Bien que la poésie épique postérieure ait brodé sur cet épisode une série de traits légendaires qui résistent difficilement à l'examen critique, il semble assuré que la noblesse castillane exigea de son nouveau souverain qu'il prêtât solennellement devant elle le serment qu'il n'avait en rien trempé personnellement dans la conspiration de Zamora et qu'il était innocent du meurtre de Sancho II. Alphonse VI dut se plier à cette exorbitante prétention : à la fin de 1072, il accepta, à Burgos, dans l'église de Santa Gadea, de jurer de son entière innocence. La tradition veut que ce soit Rodrigo Díaz lui-même qui ait présidé cette cérémonie et reçu, au nom des nobles de Castille rassemblés dans l'église, l'humiliant serment d'Alphonse VI, qui, par la suite, ne devait jamais pardonner à son vassal cette marque de méfiance si outrageante pour lui. Il semble pourtant que ce n'est pas encore de cette époque que date la réelle aversion que le nouveau roi de Castille et de Léon allait témoigner au Campeador. Celui-ci demeura dans son entourage immédiat et fut même, à l'occasion d'un certain litige, chargé par lui d'être le procureur de l'abbé du monastère de Cardena. Mais le Cid avait perdu son titre d'*alférez* royal ; les conseillers les plus écoutés du souverain étaient maintenant, outre son fidèle vieux gouverneur Pedro Ansúrez, un jeune noble castillan, García Ordóñez, qui allait être dès lors le rival acharné de Rodrigo Díaz.

Une indéniable marque d'estime devait cependant être témoignée au Cid un peu plus tard par le roi de Castille, quand celui-ci, accomplissant d'ailleurs

ainsi l'un des devoirs essentiels du suzerain envers son vassal, s'occupa de lui trouver un parti honorable. Il lui fit épouser une jeune fille de la plus pure noblesse asturienne, Doña Jimena Díaz — nous l'appellerons Chimène — la fille de Diego Rodriguez, comte d'Oviédo. Cette arrière-petite-fille du roi de Léon Alphonse V était la propre cousine germaine du souverain régnant. Conformément à l'usage de l'époque, le Campeador fit à sa fiancée des donations territoriales personnelles sur ses propres domaines de Castille. On a conservé cet acte de donation, qui porte la date du 19 juillet 1074 : ce fut sans doute ce même jour que le mariage du Cid et de Chimène fut célébré. Cette union, dans l'esprit d'Alphonse VI, avait surtout l'avantage de contribuer à une réconciliation de la noblesse castillane et de la noblesse léonaise, qui, depuis les événements de Zamora, se trouvaient opposées l'une à l'autre. Ce fut peut-être aussi pour mieux sceller cette réconciliation que, tout de suite après son mariage, le Cid fut invité par Alphonse VI à l'accompagner dans un pèlerinage à Oviédo, qui possédait alors le sanctuaire le plus vénéré d'Espagne après celui de Saint-Jacques de Compostelle en Galice, la cathédrale de San Salvador. La cour castillane séjourna plusieurs mois dans la ville asturienne et ne reprit le chemin de Burgos qu'après le carême de l'année 1075.

Les années qui suivirent furent surtout remplies pour Alphonse VI par des tractations avec le pape Grégoire VII, par suite de l'influence prise sur le roi de Castille par sa nouvelle épouse, la comtesse française Constance, fille de Robert de Bourgogne, et par les moines clunisiens qu'elle avait amenés en Espagne dans son entourage. On sait qu'il en résulta la substitution officielle du rite romain à l'ancien rite tolédan, appelé aussi rite gothique ou mozarabe, sur toute l'étendue des possessions d'Alphonse VI. Celui-ci put ensuite accorder toute son attention à la tâche traditionnelle de ses prédécesseurs, la poursuite de la reconquête nationale sur l'Islam hispanique.

Les principaux royaumes tributaires de la cour de Burgos étaient alors, en vertu d'anciens traités, celui de Tolède et celui de Séville. Chaque année, une ambassade castillane ou léonaise se rendait dans chacune de ces deux capitales musulmanes pour y recouvrer le montant du tribut. Bien que nulle chronique arabe n'en fasse état, c'est Rodrigo Díaz qu'Alphonse VI aurait, dans ces conditions, chargé de conduire, à la fin de 1079, la députation habituelle auprès du roi de Séville al-Mu'tamid Ibn 'Abbad. Le rôle que le Campeador allait jouer à cette occasion devait peser gravement sur l'orientation ultérieure de son activité et sur ses rapports avec son suzerain et roi Alphonse VI. Quand la députation castillane arriva à Séville, le prince musulman de cette capitale se trouvait en guerre ouverte avec le roi ziride de Grenade 'Abd Allah, celui-là même dont j'ai retrouvé et traduit récemment les si curieux mémoires. Ce prince avait dû, lui aussi, depuis peu, accepter de devenir le tributaire du roi de Castille, et il entretenait avec lui — comme son livre en fait d'ailleurs foi — des relations politiques très suivies. L'armée de ce roi de

Grenade comprenait à cette époque une assez forte proportion d'auxiliaires castillans, qu'Alphonse VI avait peut-être mis à sa disposition afin d'établir un certain équilibre des forces musulmanes opposées dans le sud de la Péninsule et de mettre ainsi un frein aux visées d'extension territoriale de l'ambitieux souverain sévillan. Dans ces conditions, plusieurs représentants de la noblesse castillane se trouvaient dans les rangs du roi musulman de Grenade, et parmi eux le propre rival du Cid, le comte García Ordóñez. Rodrigo Díaz, une fois à Séville, en pleine atmosphère guerrière, prit l'initiative dange-reuse de contribuer personnellement, avec sa petite troupe, à la défense du territoire sévillan, sous prétexte que le possesseur de ce territoire était vassal de la Castille. Et c'est ainsi qu'une bataille qui se déroula près de Cabra mit assez extraordinairement aux prises, de chaque côté des rangs musulmans, des chevaliers chrétiens compatriotes, qu'animait au reste quelque arrière-pensée de rancune personnelle. Le résultat fut la défaite de l'armée grenadine, et les Sévillans, secondés par le Cid et son escorte de cavaliers, firent prisonniers plusieurs nobles chrétiens, dont le propre *alférez* d'Alphonse VI, García Ordóñez. Celui-ci et ses compagnons durent attendre trois jours avant que le Campeador les fit libérer et qu'ils pussent reprendre, fort humiliés, le chemin de Burgos. Quant au Cid, ayant terminé sa mission et porteur du tribut du roi de Séville, il rentra en 1080 dans la capitale castillane.

Évidemment, García Ordóñez n'entendait pas que les choses en restassent là. Il fomenta dès cette époque une campagne d'intrigues contre Rodrigo Díaz et rallia à ses côtés de nombreux partisans. Bientôt la cour castillane tout entière ne cacha plus ses sentiments d'hostilité à l'égard du trop entreprenant Campeador. Le roi lui-même ne put demeurer longtemps sourd aux insinuations de ses courtisans, mais il lui fallait un prétexte pour marquer à son vassal qu'il désavouait sa conduite. Il ne tarda pas à en trouver l'occasion. Alors qu'ayant commencé sa campagne contre le royaume musulman de Tolède, Alphonse VI se trouvait occupé aux confins méridionaux de la Castille, le Cid, demeuré à Burgos, reçut la nouvelle d'une attaque victorieuse d'un parti musulman contre le château fort de Gormaz, sur la ligne frontière du Duero. Il prit alors l'initiative d'une contre-attaque, sans en référer d'abord au souverain. A la tête de quelques centaines de cavaliers, il s'en fut attaquer les lisières du royaume de Tolède et rentra avec plusieurs milliers de captifs et un important butin. Les nobles castillans de l'entourage d'Alphonse VI représentèrent alors à ce dernier tout ce qu'avait d'outré la conduite du Campeador, qui avait cru pouvoir se dispenser de l'autorisation souveraine pour accomplir son exploit. Cédant à leurs instances, Alphonse VI signifia à Rodrigo Díaz, au cours de l'année 1081, qu'il le bannissait de ses États.

* * *

Ce fut le début de l'odyssée indépendante du Campeador. Cet exil a, bien entendu, donné lieu par la suite aux légendes et aux récits épisodiques les moins vraisemblables. Il n'en reste pas moins que ce fut le tournant le plus significatif dans la carrière du héros castillan. C'était d'ailleurs alors pratique assez commune dans les cours chrétiennes de la Péninsule et du reste de l'Europe occidentale que la condamnation d'un noble à l'exil. Elle s'accompagnait d'une véritable mise en scène, d'une prise de congé minutieusement réglée. Le vassal qui en était l'objet conservait certains droits imprescriptibles et ne voyait pas toujours ses terres confisquées, si du moins il n'avait pas forfait à l'honneur ; enfin, il avait le droit, dans son exil, de se faire accompagner de sa parenté et de sa domesticité, au sens le plus large du terme, c'est-à-dire de ses gens d'armes et des chevaliers dont il avait été le parrain et qui demeuraient, quoi qu'il advint, ses propres féaux. Ce fut donc à la tête d'une petite troupe d'environ trois cents cavaliers que Rodrigo Díaz, chassé de Castille, fit route vers l'Est, pour tenter, suivant l'expression du *Fuero Viejo*, de « gagner son pain » (*gañar el pan*) en terre étrangère.

Il se dirigea d'abord vers Barcelone, afin d'y offrir ses services au comte Ramón Berenguer. Mais celui-ci ne les accepta pas. Le Campeador alla alors les proposer au roi musulman de Saragosse, qui lui fit meilleur accueil. Ce souverain, Ahmad al-Muktadir, ne demanda pas mieux que de s'adjoindre l'assez important appoint de mercenaires que représentait la troupe des compagnons du comte banni. Mais il mourut au cours de la même année, après avoir partagé ses possessions entre ses deux fils : l'un, Yusuf al-Mu'tamin, reçut pour sa part Saragosse et le territoire dépendant de cette ville, tandis que l'autre, al-Mundir, héritait des districts de Dénia, de Tortosa et de Lérida. Les deux frères ne tardèrent pas à entrer en guerre l'un contre l'autre. Le Campeador continua ses services à l'ainé, tandis que l'autre s'alliait au roi d'Aragon Sancho Ramírez et au comte de Barcelone Ramón Berenguer II. Rodrigo Díaz se trouva dès lors appelé à combattre à la fois les Aragonais et les Catalans, pour le compte du roi musulman de Saragosse ; malgré leur supériorité numérique, il arriva bientôt à remporter sur eux une éclatante victoire, près du château fort d'Almenar, à quelque distance au nord-ouest de Lérida. Il s'empara d'un riche butin et fit même prisonnier le comte de Barcelone, auquel il ne tarda pas d'ailleurs à rendre généreusement la liberté. Il rentra ensuite à Saragosse, y fut accueilli de manière triomphale et comblé de présents et d'honneurs par le prince musulman. Il avait, par ce succès, acquis un prestige et un ascendant sans pareils sur les soldats des armées du roi al-Mu'tamin, et c'est peut-être à cette époque qu'on commença à le désigner sous la flatteuse appellation de *sidi*, forme hispanique de l'arabe *saiyidi*, qui veut dire « mon maître », et qu'on transcrivit en espagnol

sous la forme *mio Cid*, c'est-à-dire « mon Cid ». Ce surnom, que Rodrigo Díaz devait à ses talents militaires, allait dès lors prévaloir pour le désigner ; on ne le voit jamais pourtant apparaître ni dans les anciennes chroniques chrétiennes, ni dans les chroniques arabes, où l'on trouve par contre toujours son autre surnom, celui de Campeador.

Alphonse VI ne pouvait rester indifférent aux succès remportés pour le compte d'un royaume musulman ennemi par celui-là même qu'il avait si peu de temps auparavant banni de ses États. Il essaya de réagir, et, sur l'offre du gouverneur musulman de la place forte de Rueda, à trente-cinq kilomètres de Saragosse, au bord du Jalón, il envoya une armée pour occuper cette importante position d'al-Mu'tamin ; mais ce n'était qu'un piège qu'on lui avait tendu : les officiers qu'il y envoya furent tous assassinés. Le Cid, en apprenant cette trahison, craignit que ses ennemis de la cour castillane, qui n'avaient pas encore désarmé, ne l'impliquassent dans cette affaire, et il se hâta de se présenter, afin de se disculper, au camp d'Alphonse VI, qui était accouru. Mais le roi de Castille lui réserva l'accueil le plus froid ; l'heure de la réconciliation n'avait pas encore sonné. Le Cid rentra à Saragosse et continua ses campagnes heureuses pour le compte du roi musulman de cette ville. Il attaqua Morella, mit en déroute le roi d'Aragon et fit prisonniers un grand nombre de nobles aragonais, en août 1084. Il demeura encore à Saragosse au moins jusqu'en 1086 ; mais les détails manquent sur l'activité qu'il put déployer dans l'intervalle. Son renom, à cette époque, ne pouvait être au reste que très obscurci par celui d'Alphonse VI, qui, le 6 mai 1085, avait fait son entrée dans Tolède et soustrait pour toujours cette ville et son territoire à la domination musulmane.

Le roi de Saragosse al-Mu'tamin mourut dans le même temps, et le Cid passa au service de son fils et successeur, Ahmad al-Musta'in. Dès l'avènement de ce dernier, le comte castillan conçut le projet de s'emparer, pour le compte du monarque hudide, du royaume musulman de Valence.

La principauté indépendante de Valence, qu'avait fondée à la chute du califat umaiyade de Cordoue, un petit-fils du célèbre dictateur al-Mansur Ibn Abi 'Amir, Abd al-'Aziz, avait été réunie en 1065 au royaume musulman de Tolède. Quand, en 1074, à la mort de son grand-père al-Ma'mun, le prince al-Kadir monta sur le trône dans l'ancienne capitale wisigothe, il ne tarda pas à être dépossédé de Valence par le gouverneur qui l'y représentait. Cet état de choses se prolongea une dizaine d'années, au bout desquelles Alphonse VI de Castille, toujours à l'affût d'interventions possibles dans les querelles musulmanes, garantit à al-Kadir la possession de la capitale levantine en échange de celle de Tolède elle-même. Cette dernière ville lui ayant été remise en 1085, il tint sa promesse. Le prince musulman, aidé par un corps d'armée castillan aux ordres du général Álvar Háñez, put faire son entrée sans coup férir à Valence ; mais, dans sa nouvelle résidence, il ne tarda pas à se rendre odieux à ses sujets. La présence d'Álvar Háñez à ses côtés lui

permet toutefois de se maintenir. Mais, en 1086, à la suite du débarquement des Almoravides en Espagne, juste avant la bataille de Sagrajas, Álvar Hâñez fut rappelé par Alphonse VI, et le souverain musulman de Lérida, al-Mundir, en profita pour attaquer al-Kadir, qui dut demander secours à la fois au roi de Castille et au prince musulman de Saragosse. Ce dernier vit là une belle occasion de dépouiller le roi de Valence de sa principauté, et il conclut à ce sujet un accord avec le Cid, à qui reviendrait l'entière possession du butin qui serait fait au cours de la campagne.

Rodrigo Díaz eut-il ensuite scrupule à attaquer le plus obligé des vassaux musulmans de son souverain Alphonse VI ? Toujours est-il qu'il ne demeura pas sourd aux avances d'al-Kadir, qui le pria, en même temps qu'il lui faisait de riches présents, de ne point l'attaquer. Le Cid sentit peut-être qu'en se faisant lui-même le protecteur du protégé du roi de Castille, il ouvrirait la voie à une réconciliation qu'il devait désirer davantage encore maintenant, Alphonse VI ayant désormais gagné entièrement à sa cause toute la noblesse castillane, grâce à son inlassable activité antimusulmane et aux efforts qu'il déployait pour faire front au péril almoravide. Ces efforts, on le sait, furent vains : le 23 octobre 1086, à Sagrajas, non loin de Badajoz, les armées d'Alphonse VI furent mises en déroute par les contingents almoravides et andalous commandés par l'émir Yusuf b. Tachfin.

De son côté, après la défaite qu'il venait d'essuyer à Sagrajas, le roi de Castille ne pouvait que changer de sentiments à l'égard du Cid : ce général audacieux, qui avait su tirer un tel parti de son bannissement, devait maintenant rentrer au sein de la communauté nationale. Ce fut probablement au printemps de 1087 qu'eut lieu cette réconciliation, à Tolède, où le Cid se rendit en personne. Il fut reçu avec de grands honneurs et se vit accorder d'importantes donations, entre autres les châteaux forts de Dueñas, de Gormaz et de Briviesca. Et il passa sans doute une année tout entière à la cour de son souverain. Puis, avec l'assentiment de ce dernier, il repartit, cette fois à la tête d'une véritable armée castillane, pour le nord-est de la Péninsule, afin d'y planter en terre musulmane les étendards de la chrétienté. Sa fortune politique et militaire allait dès lors connaître une ampleur encore plus grande, mais sa réconciliation avec le roi de Castille ne devait être qu'éphémère.

* * *

Profitant de l'absence du Cid, le roi musulman de Saragosse avait fait alliance avec son ancien ennemi, le comte catalan de Barcelone, qui assiégeait Valence. Mais Ramón Berenguer II se retira devant le Cid, qui promit à al-Kadir de le protéger désormais, moyennant le versement d'un tribut spécial, contre toute entreprise hostile. C'était l'époque où, après un second débarquement en Espagne, l'émir almoravide Yusuf b. Tachfin était venu assiéger la place chrétienne d'Alédo, non loin de Murcie. Alphonse VI s'occupait alors

de réunir une armée nombreuse, afin de parer à une probable offensive prochaine des Almoravides. Et le Cid, dans ce dessein, fut rappelé. Mais il fit la sourde oreille aux messages de son maître ; tout au moins il mit peu d'empressement à lui répondre. Et ce fut de nouveau l'occasion d'une brouille entre le souverain et son vassal, mais d'une brouille cette fois délibérément voulue par le Cid, qui commença, à partir de cette époque, à faire preuve pour son propre compte d'une débordante activité. Devenu véritable seigneur indépendant, il mit à feu et à sang, à partir de 1091, toute la région levantine depuis Orihuela jusqu'à Játiva. Il marcha sur Tortosa, défit le comte de Barcelone et conclut avec lui un traité personnel. Bientôt, moyennant tribut, le prince musulman de Tortosa sollicita sa protection. Peu à peu, le Cid devenait immensément riche ; et il ne tarda pas à avoir pour tributaires effectifs tous les petits seigneurs musulmans qui, jusque-là, avaient pu tant bien que mal se maintenir dans la partie orientale de la Péninsule : ceux d'Albarracín, d'Alpuente, de Murviédro, de Segorbe, de Jérica et d'Almenara.

La nouvelle inimitié d'Alphonse VI et du Cid allait pourtant s'accroissant, et, pour tenter de mettre fin à l'influence démesurée prise par son trop puissant vassal, le roi de Castille finit par décider de lui ravir la possession de Valence. Fort d'une alliance conclue avec les Pisans et les Génois, il vint assiéger la ville par terre, tandis que les flottes dont il s'était attaché le concours la bloquaient du côté de la mer. Le Cid, à ce moment, était occupé à soutenir avec ses contingents le roi musulman de Saragosse contre le roi chrétien d'Aragon. Informé des événements, le Campeador se décida à une mesure extrême : il quitta Saragosse avec son armée et s'en alla dévaster, en Castille même, le comté de Najera et de Calahorra, qui se trouvait être le propre fief de son vieil ennemi juré, le comte García Ordóñez. La ville de Logroño, dans la Rioja, fut détruite par le Cid de fond en comble. Alphonse VI, avisé de ce qui se passait dans cette partie de ses États, dut se résoudre à lever le siège de Valence sans avoir obtenu le moindre résultat et à rentrer en Castille, tandis que le Cid trouvait comme d'habitude un asile sûr dans le royaume musulman de Saragosse.

Si, sur cette activité du Cid aux environs de l'année 1090, ce sont surtout les sources latines et castillanes auxquelles il faut faire appel pour essayer d'y voir clair dans la succession des événements, ce vont être à partir de ce moment les documents arabes qui vont apporter le plus de lumière sur le développement de la carrière du Campeador, soit que ces documents se présentent sous leur forme originale, ou bien à travers l'adaptation tardive que représente la *Première Chronique générale*.

Pendant ses nombreux déplacements, le Cid avait coutume de laisser à Valence, pour le représenter directement, un musulman fort dévoué à sa cause, du nom d'Ibn al-Faradj, qui demeurait en personne aux côtés du prince al-Kadir. Mais celui-ci, en l'absence du Cid, finit, en novembre 1092,

par être mis à mort par la population musulmane de Valence, exaspérée de ses perpétuelles exigences fiscales. Les Valenciens confièrent alors leur sort à quelques personnages notables parmi leurs concitoyens ; le principal était le cadi de la ville, Dja 'far Ibn Djahhaf. Celui-ci, grisé par son rôle, voulut bientôt jouer au véritable souverain, et il appela à Valence un petit contingent d'Almoravides, qu'il chargea du soin de préserver la ville contre une attaque probable du Cid. Ses prévisions se révélèrent justifiées, mais le concours qu'il attendait de ses auxiliaires almoravides apparut bien vite inopérant. Quelques mois plus tard, en effet, le Cid marcha sur Valence avec toute son armée, en juillet 1093. Il s'empara sans peine des faubourgs de Villanueva et d'Alcudia, mit en déroute une armée almoravide venue de Dénia pour dégager la ville, à la bataille de Cuarte, dans la *huerta* valencienne, et maintint un blocus étroit autour de la capitale proprement dite. Valence eut dès lors à endurer les pires privations, et la famine ne tarda pas à décimer sa population. Pressé par les événements, le cadi Ibn Djahhaf, seigneur du petit État valencien, dut livrer la ville au Cid, qui y fit son entrée le 15 juin 1094. Le Campeador, que connaissaient déjà bien les musulmans de Valence, ne fit aucun mal à ces derniers et ils lui en témoignèrent leur reconnaissance par une soumission absolue. D'après la *Première Chronique générale*, il leur tint, en prenant possession de Valence, un discours qui a des chances d'être authentique, et dont voici traduit le début : « Je suis un homme qui n'a jamais possédé de royaume, et personne de mon lignage n'en a eu ; mais, du jour que j'ai vu cette ville, je l'ai trouvée à mon gré et je l'ai convoitée, et j'ai demandé à Dieu qu'il m'en rendit maître ; et voyez quelle est la puissance de Dieu... qui m'a fait la grâce de me donner Valence. Si je m'y conduis avec justice et si j'en dirige bien les affaires, Dieu me la laissera ; si j'agis avec orgueil et malice, je sais bien qu'il me la reprendra. Ainsi, que chacun retourne à son héritage et le possède comme auparavant ; celui qui trouvera sa vigne ou son jardin libre, qu'il y entre aussitôt ; celui qui trouvera son champ cultivé, qu'il paie le travail du cultivateur, et rentre en possession, comme l'ordonne la loi musulmane. Je veux aussi que les collecteurs d'impôts dans la ville ne prennent pas plus que la dime, suivant votre usage ; et j'ai arrangé que j'entendrai vos raisons deux jours dans la semaine, le lundi et le jeudi ; mais si vous avez quelque affaire pressée, venez quand vous voudrez, et je vous écouterai, car je ne me renferme pas avec des femmes pour boire et chanter, comme vos seigneurs que vous ne pouvez jamais voir ; je veux régler toutes vos affaires par moi-même, vous être comme un compagnon, vous protéger comme un ami et un parent ; je serai votre cadi et votre vizir ; et chaque fois que l'un de vous se plaindra de l'autre, je rendrai justice. »

Que ces promesses fussent sincères ou non, le Cid ne pardonnait pas aux notables valenciens d'avoir lâchement fait assassiner son ancien protégé musulman, le prince al-Kadir, et d'avoir jeté sa dépouille décapitée dans un tas de fumier. Il rendit tout spécialement responsable de ce meurtre le cadi Ibn

Djahhaf, et il le somma d'avoir à lui restituer sans délai le trésor d'al-Kadir, dans la certitude qu'il se l'était approprié. Le cadi fut dans l'impossibilité de se disculper aux yeux du Cid, et celui-ci, le considérant à la fois comme un traître et un voleur, le condamna à être brûlé vif ; plusieurs Valenciens subirent également le même supplice au mois de mai 1095. Il y eut sans doute à cette occasion une tentative de rébellion des musulmans de Valence, mais le Cid l'éteignit bien vite dans le sang.

On a maintes fois interprété ce châtement rigoureux d'Ibn Djahhaf et des notables valenciens comme une marque de la cruauté impitoyable du Cid. Sans doute. Mais il faut également faire la part des exagérations de l'historiographie arabe et, au surplus, ne pas oublier qu'à cette époque les sentiments d'humanité avaient aussi peu de poids dans l'un que dans l'autre des camps adverses de la Péninsule ibérique. De là aussi à vouloir justifier coûte que coûte, comme l'a tenté M. Menéndez Pidal, la sentence prononcée par le Cid et surtout l'ordonnance inhumaine du supplice, il y a trop loin, bien entendu.

Le Cid était ainsi, et pour son compte personnel, devenu le maître absolu de Valence. Il avait à cette époque déjà atteint la cinquantaine. Il fit de l'ancienne ville musulmane son quartier général, se comporta en véritable souverain et, désirant enfin prendre quelque repos, il appela à ses côtés à Valence sa femme Chimène et les trois enfants qu'il avait eus d'elle avant l'époque de son bannissement, c'est-à-dire treize ans auparavant déjà : c'étaient un fils, Diego, qui devait mourir en 1097, à la fleur de l'âge, lors d'une déroute infligée aux Castillans, à Consuegra, par les Almoravides, et deux filles, Cristina et Maria : la première devait, quelques années plus tard, épouser l'infant Ramiro de Navarre, la seconde le comte de Barcelone, Ramón Berenguer III. Ces mariages princiers allaient constituer l'aboutissant le plus remarquable de la carrière si fructueuse du Cid et montrent bien qu'à partir de la prise de Valence les griefs plus ou moins sourds qui avaient pu subsister à son encontre avaient déjà bien perdu de leur poids.

Malgré l'ampleur prise alors par l'occupation de l'Espagne par les Almoravides, ceux-ci demeurèrent impuissants contre Valence tant que le Cid continua à vivre. Le Campeador passa même les dernières années de sa carrière à agrandir notablement ses possessions. Ce ne fut que tout à fait à la fin qu'il devait connaître ses premiers succès. Certains princes chrétiens du nord de l'Espagne, ainsi Pierre d'Aragon, recherchèrent son alliance. Avec ce dernier, en 1094, le Cid entreprit une campagne contre les Almoravides, dans la région de Játiva, et une défaite fut infligée aux musulmans, à Bairén, près de Gandia. Il aida de même le prince aragonais à réduire par les armes une révolte qui s'était déclarée dans son château fort de Montornés.

En même temps, le Cid s'occupa de Valence elle-même. Il organisa l'épiscopat de cette ville, transforma la grande mosquée en cathédrale, sous l'invocation de sainte Marie, et confia la direction du diocèse valencien à un moine français amené en Espagne par l'archevêque de Tolède Bernard de Sédirac,

Jérôme de Périgord. Ce fut également vers cette époque que fut décidé le mariage des deux filles du Cid et de Chimène ; suivant la tradition, elles célébrèrent leurs noces l'une et l'autre le même jour. Il y eut alors à Valence autour du Cid une véritable vie de cour, où, comme on l'a fait remarquer, la sobriété castillane devait se mêler au luxe raffiné des fêtes célébrées dans la tradition hispano-musulmane. On peut penser au surplus que, comme beaucoup de princes hispano-chrétiens de ce temps, en particulier Pierre d'Aragon, qui signait toujours ses lettres en arabe, le Cid dut s'arabiser passablement, du moins concernant les manifestations extérieures de sa puissance souveraine. Il est fort probable que le Cid parlait couramment l'arabe et que, lors des fêtes qui se déroulaient à sa cour de Valence, trouvères musulmans et chrétiens rivalisaient, chacun dans sa langue, en récitant leurs poèmes sur l'amour courtois.

* * *

Les détails sur la fin de la vie du Cid sont fort peu nombreux. On n'est même pas en mesure d'affirmer qu'une réconciliation définitive fut enfin scellée entre Alphonse VI et son ancien vassal, devenu en fait complètement indépendant. Les revers s'accumulaient alors pour les armées castillanes. En 1097, le Cid eut la douleur d'apprendre la mort de son fils unique, Diego, tué dans un combat contre les Almoravides. Ceux-ci avaient désormais pour principal objectif la reprise de Valence, et ils préparaient méthodiquement leur prochaine revanche. Ils infligèrent à Cuenca une sanglante défaite au général Alvar Ház, et, un peu plus tard, près d'Alcira, une déroute, non moins désastreuse, à l'armée que le Cid avait envoyée vers eux, afin de leur montrer une fois de plus la valeur irrésistible de ses soldats. Mais cette fois, la première, sans doute, la fortune s'abstint de lui sourire. Il arriva pourtant quelques mois plus tard à prendre en quelque mesure sa revanche, en étendant ses possessions vers le nord par la prise des deux places fortes de Murviedro, l'ancienne Sagonte, et d'Almenara. La vie du Cid, d'ailleurs, touchait à sa fin. Il était miné par la maladie ; d'anciennes blessures, qu'il avait reçues les armes à la main, ne s'étaient jamais bien guéries. Le Cid Campeador mourut, à l'âge de cinquante-six ans seulement, le dimanche 10 juillet 1099.

La mort du Cid affligea profondément sa femme, Chimène. Toutefois, sur les conseils de l'entourage de l'ancien maître de Valence, elle jugea qu'elle ne devait pas abandonner la ville, mais au contraire organiser la résistance contre les Almoravides. Ceux-ci, dès qu'ils apprirent que leur grand ennemi n'était plus, resserrèrent leur blocus autour des possessions cidienues. Et Chimène, au bout de quelques mois, dut s'avouer la vanité de ses efforts. Elle envoya l'évêque de Valence Jérôme de Périgord implorer pour elle le secours de son cousin germain, le roi de Castille Alphonse VI. Celui-ci arriva sans tar-

der, mais la situation lui parut intenable, et il décida l'abandon pur et simple de la capitale. Valence fut évacuée par toute sa garnison chrétienne du 1^{er} au 4 mai 1102, mise à sac et incendiée. Le lendemain du départ des dernières troupes castillanes, le général almoravide Mazdali pénétrait dans la ville et entreprenait de la relever de ses ruines.

Les vassaux du Campeador, en quittant Valence, emportèrent les restes de leur défunt maître. Sur les instructions de Chimène, la dépouille du Cid fut inhumée à quelques kilomètres au sud-est de Burgos, au couvent de San Pedro de Cardeña. Chimène survécut une quinzaine d'années à son mari. Elle se retira sans doute dans le monastère qui abritait le tombeau du Cid, et c'est là qu'elle-même, à sa mort, demanda à reposer.

* * *

Telles sont, en une esquisse peut-être un peu trop schématique, les principales étapes de la vie mouvementée du Cid Campeador, Rodrigo Díaz de Vivar, dans les terres chrétiennes et les terres musulmanes d'Espagne. L'ensemble assez romanesque que forme sa carrière se prêtait, mieux qu'aucun autre, à toutes les fantaisies d'une affabulation qui, d'ailleurs, ne s'est démesurément grossie que longtemps après la mort du héros. Il ne fut pas, on l'a vu, comme on a tenté avec une exagération certaine de le faire croire dans la première moitié du xix^e siècle, un « condottiere » dénué de tout scrupule, un chef de bande sans foi ni loi, un aventurier cruel et barbare, en tout cas plus cruel et plus barbare que ses contemporains de l'Espagne musulmane ou chrétienne du xi^e siècle. Ce qui fut sans doute plus que toute autre cause à la base de l'immense popularité dont il a joui de son vivant et surtout après sa mort, c'est qu'il sut, malgré son exil officiel, ajouter de glorieuses pages à l'histoire nationale de la Castille. Mais ce ne fut qu'assez tard, en tout cas, dans les annales de la Péninsule, qu'il commença à incarner, aux yeux de l'Espagne chrétienne, en train de poursuivre patiemment sa reconquête sur l'Islam, les qualités typiques et essentielles du chevalier castillan. C'est sur son nom que se groupèrent peu à peu, au détriment d'un autre champion auquel l'Espagne chrétienne doit certainement bien plus, le roi Alphonse VI, les suffrages d'un pays qui, plus que nul autre en Europe, a toujours dû mener au Moyen Âge la lutte la plus sévère pour défendre ou recouvrer, au prix de pénibles sacrifices, et non parfois sans graves soubresauts intérieurs, une intégrité nationale qu'il n'est enfin parvenu à parfaire qu'aux toutes dernières années du xv^e siècle.

E. LÉVI-PROVENÇAL,
Professeur à l'Université d'Alger.

UNE CANDIDATURE OFFICIELLE APRÈS LE 16 MAI

A la suite du coup d'État parlementaire qu'avait fait, le 16 mai 1877, en faveur du parti de « l'ordre moral », le président Mac-Mahon, et dont résultèrent, aussitôt, la nomination du ministère de Broglie s'appuyant sur la minorité et, le 18 juin, la dissolution de la Chambre des députés, l'ingénieur Joseph Durandy, conseiller général de Guillaumes, commença sa campagne électorale dans l'arrondissement de Puget-Théniers, en vue d'en devenir le député. M. Henri Darcy, préfet des Alpes-Maritimes, soutint le candidat, lui donnant le titre d'officiel. Mais brusquement le haut fonctionnaire changea d'attitude envers son protégé. Dans le mystère, l'administration avait préparé un autre candidat qui n'allait pas tarder à entrer en scène.

Le collègue du duc de Broglie, le duc Louis Decazes, ministre des Affaires étrangères, député de Paris, qui, en 1876, avait assuré à ses électeurs qu'il serait toujours respectueux de la Constitution, se trouvait dans l'impossibilité de se représenter devant eux, puisqu'il était membre d'un gouvernement issu d'une mesure de violence. Force lui avait été de postuler un mandat à Libourne. Mais, dans la Gironde aussi, son manque de parole était connu. On se rappelait que, si le duc avait pu y obtenir l'écharpe de représentant du peuple en 1871, ce n'était qu'après avoir juré sa foi républicaine ; aussitôt élu, il avait pris part à toutes les manœuvres du centre-droit. Son comité ne tarda pas à l'avertir qu'accablé par son passé il risquait d'échouer. Le duc-ministre devait donc trouver une circonscription où sa réputation ne fût pas encore parvenue.

Fort embarrassé, M. Decazes s'était mis à la recherche de quelque circonscription peu peuplée où, selon l'expression d'un journal bonapartiste, « des marmottes » ne lui refuseraient pas un mandat impossible à enlever ailleurs.

Avait-il communiqué ses ennuis à son collègue M. de Fourtou, ministre de l'Intérieur, et celui-ci s'était-il concerté avec ses préfets afin de découvrir un beau champ de lutte électorale officielle ? On ne sait. Toujours est-il que le préfet des Alpes-Maritimes ne tardait pas à se rendre à Paris, que des conférences avaient lieu dans le cabinet de M. de Fourtou, dans celui de M. Decazes et que la décision était prise d'imposer le ministre aux électeurs de Puget-Théniers. Cependant, comme il en coûtait à son orgueil de se présenter en quémendeur dans une région reculée à laquelle aucun lien ne le rattachait, la décision fut prise qu'une manifestation « spontanée » serait organisée en sa faveur. Brusquement, il fallait donc lâcher le candidat officiel, M. Joseph Durandy.

De retour à Nice, le préfet opéra dans l'ombre, condition essentielle du succès. Cependant, le complot fut ébruité. Le 31 juillet, M. Darcy, navré, télégraphiait à M. de Fourtou : « M. Chiris vient d'écrire à M. Borriglione que le ministre des Affaires étrangères pose sa candidature à Puget-Théniers et qu'il faut la combattre. Je déplore qu'un projet, qui, pour réussir devait demeurer secret, soit tombé dans le domaine public. »

Il devenait donc inutile de cacher à M. Durandy les raisons de la froideur subite de l'administration à son égard. Le candidat fut prié de s'effacer ; il refusa ; offre lui fut faite du remboursement des frais de la campagne entreprise par lui ; il ne fléchit pas ; on l'avertit que son frère, qui était juge de paix à Nice, pouvait être frappé ; il ne s'effraya point.

La lutte devenant inévitable, M. Darcy l'entreprit, d'accord avec M. Mounier, le sous-préfet, et travailla sourdement l'arrondissement.

Le premier parti, avec lequel il se mit en rapports pour qu'il appuyât le duc-ministre, fut celui des séparatistes, qui avaient combattu M. Durandy. Leur organe était alors *Il Pensiero di Nizza*. Le préfet se servit de la magistrature pour obtenir ses bonnes grâces.

Le 7 août, il télégraphiait à M. de Fourtou : « J'ai demandé au ministre de la Justice la remise du restant de sa peine au gérant du *Pensiero*, condamné à deux mois de prison. Sa peine expirera le 18 de ce mois. Il importe que cette décision soit prise immédiatement. J'attache beaucoup de prix à cette mesure. »

En même temps, le fonctionnaire se mettait en rapport avec un notaire séparatiste, électeur influent de l'arrondissement, qui, jusqu'alors mal vu par le parquet et par l'administration, poursuivi disciplinairement, s'attendait à être suspendu à une des premières audiences du tribunal. M. Darcy eut encore recours à la magistrature pour le sauver et en faire un ami du duc.

Il télégraphiait, le 9 août : « Le 28 juin, je signalais l'opportunité de faire procéder sans délai à des poursuites disciplinaires contre (le notaire) l'un des principaux chefs hostiles au parti que nous présentions. »

« Nous avons maintenant besoin de lui pour soutenir le nouveau candidat. Je juge très important d'ajourner le jugement après les vacances. Nous le tiendrons ainsi à la fois par la crainte et par l'espérance d'abandonner les poursuites. L'affaire vient lundi. »

Le secrétaire général, M. Goybet, télégraphiait à son tour, insistant sur la nécessité que le ministre de la Justice ordonnât aussitôt au procureur général de laisser l'officier ministériel tranquille. « L'attitude et ce que j'ai appris au sujet du procureur de la République, écrivit-il, doivent le faire traiter en ennemi de l'administration. Voyez si son changement est possible. »

Au surplus, il ajouta qu'il valait mieux lier le notaire par la peur. « Suspendre les poursuites est, en effet, préférable à gracier. »

Le 11 août, la réponse du ministre de la Justice n'étant pas arrivée, le préfet s'impatienta : « Le notaire commence à travailler. Il est indispensable que

son affaire soit renvoyée après les vacances. » Enfin, le même jour, l'ordre tant attendu arrivait.

Le dévouement de l'officier ministériel devint sans bornes. Le préfet put télégraphier à M. de Fourtou et au duc-ministre : « Les agents et journaux séparatistes ont pris part pour la candidature du ministre des Affaires étrangères. »

Entre-temps, le fonctionnaire avait obtenu l'appui du conseiller général de Puget-Théniers.

Le 7 septembre, les hostilités furent publiquement ouvertes contre M. Durandy. M. Darcy télégraphiait à M. Mounier : « M. Durandy est parti hier au soir pour son arrondissement. Je vous engage à faire naître prudemment l'occasion de dire que le gouvernement n'a jusqu'à ce jour fait choix d'aucun candidat officiel. Des instructions confidentielles vous seront adressées incessamment. »

Ces instructions étaient d'en arriver à faire signer aux maires de l'arrondissement une pétition par laquelle ils déclaraient que, miraculeusement visités par l'idée que le duc-ministre devait se présenter au suffrage des électeurs de Puget-Théniers, ils le suppliaient de répondre au plus vite à leur désir. Les télégrammes se suivirent dès lors d'heure en heure.

Le 15 septembre, M. Darcy recommandait au sous-préfet : « Dites-vous souffrant en arrivant, ne recevez personne, mais convoquez pour demain à la première heure le maire, le notaire et le conseiller général. Voyez-les séparément et proposez leur de signer. »

Le soir même, M. Mounier rendit compte que le maire et le notaire s'étaient exécutés. Le préfet donna l'ordre de confier au notaire le soin d'obtenir la difficile adhésion du maire de la Tour et le lendemain celle du plus grand nombre possible d'officiers municipaux des environs.

Comme, le 17, certains d'entre eux étaient descendus à Puget-Théniers, le préfet télégraphia qu'il fallait les happer au passage : « Priez le notaire, ajouta-t-il, d'aller dans les communes du canton faire signer ceux qui ne seraient pas venus. » Des menaces de révocations furent proférées au cours de ces démarches.

Cependant, la résistance était grande. Le notaire, impressionné par les difficultés, se demanda s'il était utile qu'il continuât à courir de vallée en vallée. Le conseiller général s'arrêta net. Tenu au courant de ces efforts, M. Decazes, découragé, télégraphia, le 19 septembre, d'abandonner une aventure aussi risquée. Le préfet, se faisant l'âme de l'affaire, supplia le ministre de reprendre courage. La réponse vint enfin : « décision suspendue ».

Le fonctionnaire reprit la campagne avec une énergie redoublée. Pour empêcher que le notaire hésitant ne reprit sa parole, il commença par se faire adresser la pièce qu'il avait signée. « N'écrivez à personne », télégraphia-t-il au sous-préfet, et aussitôt : « Rappelez immédiatement et verbalement au conseiller général et au notaire que je tiens absolument à recevoir lundi

matin les signatures des maires des communes des trois cantons, en ajoutant celle du maire de la Tour, qui a été oubliée. C'est une condition absolue. Le conseiller général n'a pas agi depuis dimanche. Il faudra rattraper le temps perdu. »

Enfin, le préfet eut gain de cause. Il put télégraphier au ministre de l'Intérieur et à M. Decazes :

« On me remet une adresse au ministre des Affaires étrangères pour le prier de poser sa candidature. Cette adresse, colportée par des électeurs notables, sauf dans celui représenté au Conseil général par M. Durandy (qu'on a cru devoir mettre de côté par convenance, en attendant la résolution de ce candidat), est signée par trente-trois maires sur trente-neuf. Des six maires n'ayant pas encore signé, quatre vont probablement le faire.

« Il n'y a pas chez nous de parti politique », disait cette lettre. « Dans nos cantons qu'on appelait jadis la « France rustique » nous voulons tous l'ordre, la paix, le travail, mais, Français de fait depuis dix-sept ans seulement, nous ressentons moins vivement qu'ailleurs certaines préférences, certaines antipathies dont l'origine remonte à des époques où nous faisons partie d'un autre État.

« Nous désirons en même temps un député qui prenne enfin, avec autorité, nos affaires en mains, dont le concours puissant et également vigilant pour tous les intérêts vienne à bout de l'isolement dans lequel on nous a trop souvent oubliés et ouvre notre arrondissement aux progrès de tous genres dont il a grand besoin.

« Sur ces entrefaites, des journaux ont répandu le bruit de votre candidature. Ces rumeurs ont été accueillies avec une satisfaction universelle. Sans savoir encore si véritablement vous avez formé ce projet, nous nous l'approprions et nous croyons être l'organe de l'unanimité de nos concitoyens en vous suppliant, Monsieur le Ministre, de le mettre à exécution. »

M. Decazes télégraphia :

« Je suis profondément touché de la démarche que vous venez d'accomplir auprès de moi et de l'honneur que vous me faites en m'offrant spontanément la candidature dans l'arrondissement de Puget-Théniers, je vous en remercie. »

Tout aussitôt, le préfet, le secrétaire général, le sous-préfet se montrèrent en grand uniforme à Puget-Théniers. Le duc fut représenté par son chef de cabinet en costume de secrétaire d'ambassade. Les employés supérieurs du ministère des Affaires étrangères et tous les fonctionnaires de l'arrondissement furent transformés en agents électoraux. On jeta l'argent sans compter.

L'activité devint fébrile.

M. Durandy, ému par un tel déploiement de forces administratives et reculant devant les dépenses à affronter, se retira. Un autre candidat tint bon, un banquier républicain, le baron Charles de Saint-Cyr. Comme dans toute lutte électorale, il fut pris personnellement à partie et traité de misérable

aventurier. D'où venait-il ? Il rappela qu'il habitait le département depuis dix-huit années et que sa famille y possédait des propriétés considérables. Était-il seulement né en France ? Il apprit que, s'il avait vu le jour en Amérique, c'est que son père était alors consul outre-Atlantique. De quoi vivait-il ? Il répondit ce que chacun savait, qu'il se consacrait aux affaires. D'ailleurs, lança-t-on, il ne pouvait avoir d'emploi, fruit sec ayant échoué au baccalauréat. Il montra son diplôme de licencié en droit. C'était un poltron qui ne s'était pas battu en 1870. Il fit circuler son état de services militaires.

Fin septembre, le *Journal de Nice*, organe du mac-mahonat, reproduisit l'adresse des maires, en expliquant l'abstention de ceux du canton de Guillaumes.

« Les citoyens qui ont offert la candidature au duc Decazes n'ont pas voulu par un sentiment de délicate réserve provoquer l'adhésion des magistrats municipaux de Guillaumes avant que M. Durandy n'eût fait connaître son adhésion. »

Des banquets furent organisés dans chaque vallée, à la fin desquels le préfet prenait longuement la parole. Grâce au tout-puissant M. Decazes, une manne allait pleuvoir du paradis ministériel. Un collège jaillirait à Puget-Théniers ; l'État prendrait à sa charge les dettes de la commune, ainsi que celles de plusieurs bourgades pauvres de la montagne.

Un des hauts fonctionnaires venus du ministère des Affaires étrangères pour participer à cette campagne électorale estima qu'un geste devenait nécessaire afin d'inspirer confiance aux paysans. L'envoi immédiat d'une pompe s'imposait, à son sens. Il exprima télégraphiquement son désir à M. de Fourtou. La machine fut annoncée. Les soldats furent employés au travail des bandes. Des fonctionnaires de l'Instruction publique, des agents de la sûreté arrivèrent. Des palmes académiques furent distribuées.

La *Bugadiera*, devenant bi-hebdomadaire, fit de l'élection du ministre une question de patriotisme nissart. « Eletour doù Puget, en votan per Moussu Decazes, voterés per Nissa, per Garibaldi, per la Fransa et per l'Europa ; voterés per la pas generala et par la vouastra prosperita ! »

« Électeurs du Puget, en votant pour M. Decazes vous voterez pour Nice, pour Garibaldi, pour la France et pour l'Europe ; vous voterez pour la paix générale et pour votre prospérité. »

Cependant, le *Phare du littoral*, qui soutenait M. de Saint-Cyr, continuait sa campagne antiréactionnaire. Il rappela que l'ancien député de l'arrondissement, feu l'ingénieur Henri Lefèvre, se réclamait des idées républicaines ; il reproduisit l'adresse à la démocratie que Thiers écrivait au moment où la mort était venue glacer sa main et lança les manifestes de Gambetta et de Grévy.

Le 9 octobre, l'organe de gauche avertissait les citoyens de Puget-Théniers, « qui ne sont pas aussi bêtes qu'on le croit », que M. Decazes avait posé en même temps sa candidature à deux sous-préfectures : « On nous dit : votez

pour lui, et les caillies vous tomberont toutes rôties dans la bouche. Si par impossible il était élu à Libourne, il commencerait par vous planter là. »

En effet, le duc-ministre avait été contraint de promettre à ses électeurs girondins qu'en cas de succès il les préférerait aux Niçois.

On s'efforça d'effacer le mauvais effet que ne pouvait manquer de produire une telle révélation. Les amis du duc s'enflammaient chaque jour davantage. On vit les hauts fonctionnaires dans les sites les plus escarpés, haranguant villages et hameaux où jamais on n'eût pensé voir un tel étalage de costumes à bordures argentés. Le préfet courait d'un côté, le secrétaire général de l'autre ; un jour, celui-ci, se trouvant à Roubion lorsque M. de Saint-Cyr y passait, aborda le maire et l'instituteur, leur reprochant, en termes très vifs, d'avoir serré la main d'un républicain.

A Malaussène, M. Darcy déclara que la paix générale et la construction des routes de l'endroit dépendaient de M. le Ministre. A Saint-Étienne, il assura que, si M. Decazes était élu, le chemin de la Tinée, qui demandait encore douze ans de travail, serait achevé en six. Au surplus, toutes les difficultés administratives devaient bientôt disparaître. Canalisations d'eau et voies de communication allaient, comme par enchantement, sillonner le pays. Puget-Théniers crut à un renouveau. La pompe arriva et fut saluée par un enthousiasme indescriptible.

En même temps, des fonctionnaires des ponts et chaussées de Nice vinrent frapper de porte en porte en quête d'appartements et prirent des mesures pour les bureaux. Le poste de l'ingénieur ordinaire de l'arrondissement allait être transféré dans la ville.

La veille du scrutin, les communes étaient de plus en plus envahies par les policiers. « Qu'ils ne disent pas leur qualité », recommandait le préfet. Tous les cantonniers étaient réquisitionnés pour assurer aux électeurs la prompte remise des bulletins du candidat officiel. On emprisonnait quelques républicains ; on faisait fermer, sous prétexte de mauvaise tenue, des cafés à Rigaud, à Ascros, à Saint-Antonin ; le curé de Gilette, des maires et des adjoints arrachèrent les affiches de M. de Saint-Cyr.

Enfin, le vote eut lieu le 14. A Saint-Dalmas-le-Selvage, le maire trouva le moyen de jeter les électeurs hors de la salle de vote pour n'y laisser que le président du bureau et les deux assesseurs. A Ilonse, l'urne se trouva contenir 116 bulletins alors que 115 électeurs avaient fait l'objet d'un émargement. On enleva la voix qui était de trop à M. de Saint-Cyr. Des électeurs ayant élevé leur protestation, les gendarmes imposèrent le silence.

M. Decazes était élu par 3,174 voix contre 2,386 en faveur de M. de Saint-Cyr. Les abstentions atteignaient le chiffre de 1,286.

En annonçant le lendemain le résultat du vote, le *Phare du littoral* prédit qu'avec la pression inouïe qu'avaient exercée les agents du gouvernement l'élection de M. Decazes ne pouvait qu'être annulée.

Le duc, battu à Libourne, dut se montrer dans l'arrondissement qui, en lui donnant un mandat, lui avait permis de conserver son portefeuille.

Le 22 octobre, il arriva à Nice. Il fut reçu à la préfecture par presque toutes les autorités. Un dîner de cent cinquante couverts réunit le monde politique, les fonctionnaires et les notabilités.

Le ministre, qui portait en sautoir le cordon de grand-croix de Saint-Maurice-et-Lazare, prononça une allocution politique dans laquelle il fit ressortir les excellentes relations de la France et de l'Italie.

Sous une pluie torrentielle, il monta le lendemain à Saint-Sauveur. Le déluge fut tel qu'il dut, le soir, à son retour, s'arrêter dans une auberge du pauvre hameau de la Courbaisse, où il ne trouva à manger que du pain rassis et du fromage et qu'il lui fallut passer la nuit sur une couchette de paille. Annoncé pour six heures du soir à Puget-Théniers, qui avait illuminé en son honneur, il n'y arriva que le lendemain à six heures du matin.

Le plus tôt possible, il quitta son arrondissement pour retourner à son ministère où il paya sa dette envers les artisans de son succès, en les décorant ou en les envoyant représenter la France à l'étranger.

Les plaintes ne tardèrent pas à affluer contre le vote de Puget-Théniers ; le premier bureau de la Chambre fut chargé de les instruire. Un député courageux, M. Albert Joly, reçut la mission d'enquêter et de dresser un rapport sur elles.

La presse de Paris annonça que le scandale de cette élection serait entièrement révélé pour la honte de ces messieurs de l'« ordre moral ».

M. Decazes continua cependant à diriger les Affaires étrangères de la France tant que dura son ministère. Il n'abandonna son portefeuille qu'en novembre 1877, où le nouveau président, le successeur du duc de Broglie, M. de Rochebouet, ne le comprit pas dans son conseil.

Il prit part aux votes de l'Assemblée jusqu'en mai 1878, où la question de son élection vint à l'ordre du jour, mais elle fut renvoyée à la demande de M. Joly, qui voulait que la délégation envoyée dans le Midi eût donné pleine lumière sur l'ensemble des faits énormes dénoncés par les plaintes. Le duc s'abstint désormais de paraître à la Chambre.

Il ne revint au Palais-Bourbon que lorsque, M. Joly ayant lu son rapport, une discussion s'ensuivit à la séance du 7 décembre 1878. Des voix s'élevèrent pour que l'invalidation fut prononcée sans tarder. L'ancien ministre tint à prendre la parole.

Venu s'inscrire si malencontreusement dans les annales du Comté où il avait voulu imposer sa personnalité, il devait y demeurer lamentablement jusqu'au bout.

Le partisan de l'ordre moral eut la triste inspiration de jeter à la barre : « Je n'ai accepté cette candidature que lorsqu'il m'est apparu qu'elle allait fournir l'occasion de déterminer de la part de la population de l'ancien Comté de Nice une manifestation éclatante de sentiments français. »

Sur cette déclaration si inopportune, M. Joly bondit d'indignation :

« Celui qui a été élu, c'est bien M. Decazes et non le ministre des Affaires étrangères », opposa-t-il.

Il rappela les phrases de son rapport au sujet des séparatistes, « ce soi-disant parti auquel M. Darcy ne craignit pas de donner une sorte de consistance en l'utilisant en faveur de la candidature du duc Decazes et au risque de compromettre le ministre des Affaires étrangères de la France ».

« Si ce parti », conclut-il, « a pu croire à je ne sais quelle résurrection momentanée, s'il a eu un instant une apparence de réalité, c'est que M. Darcy a traité avec lui dans l'intérêt de la candidature de M. le ministre des Affaires étrangères. »

Sur ces mots, qui mettaient le dernier point au déplorable chapitre que M. Decazes avait ajouté à l'histoire politique de Puget-Théniers, son élection fut annulée par 338 voix contre 49.

Louis CAPPATTI.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Gerald HEARD. *The source of Civilization*. Londres, Jonathan Cape, 1935.
In-8°, 431 pages. Prix : 12 s. 6 d.

Ce volume, nous dit l'auteur, est la conclusion d'une trilogie dont je ne connais pas les deux premières parties : *The ascent of Humanity* et *The emergence of Man*. Je n'ose le présenter comme un livre d'histoire ; c'est une étude de psychologie sociale et de morale politique appuyée sur l'histoire et même la préhistoire ; c'est un livre de brûlante actualité. Notre civilisation apparaît prise dans un dilemme : parmi les hommes comme entre les nations, la justice et toutes les valeurs morales de la civilisation ne paraissent pouvoir être maintenues que par des sanctions, c'est-à-dire par la force ; or, la force détruit nécessairement toutes les valeurs qu'elle est appelée à protéger ; le glaive, entre les mains de la justice, fausse ses balances ; la guerre est non pas une source de progrès, mais le cancer qui tue toute civilisation. L'auteur a beau jeu de le montrer historiquement.

L'objet du livre est d'indiquer le moyen d'échapper à ce dilemme. C'est encore l'histoire qui va le suggérer. La préhistoire montrerait l'homme pacifique et sociable par nature. Plus tard, parmi les trois grands empires primitifs : Mésopotamie, Égypte, Inde, ce dernier seul a développé une « religion de la vie » qui a assuré sa durée ; il a subi la violence, il ne l'a pas pratiquée ; les deux autres ont été violents et ils ont succombé. C'est cette « religion de la vie », développement du subconscient sociable, pacifique, affectueux de l'homme, que l'auteur cherche à travers l'espace et le temps. Il la trouve en Chine ; la Chine, comme l'Inde, a souvent subi la violence ; elle ne l'a jamais pratiquée ; elle souffre, mais elle vit et absorbe successivement tous ses conquérants. En Occident, des hérésies comme l'Essénisme, la Gnose, le Manichéisme, ont recueilli des échos de la sagesse hindoue. Cette religion de la vie, qui aurait pu sauver le monde, apparaît en dernier lieu chez les Cathares albigeois et chez les Quakers. Mais les Albigeois ont été sauvagement écrasés par Simon de Montfort et les Quakers ont dégénéré. Seul un progrès de la connaissance psycho-physique de lui-même peut conduire l'homme dans la voie de la paix et, par suite, sauver la civilisation.

Il est fait allusion, au cours du livre, à beaucoup de faits archéologiques et historiques. Ces allusions sont intéressantes. J'avouerai, par contre, que je ne vois pas très nettement en quoi peut consister cette analyse psycho-physique qui doit dégager le meilleur de notre subconscient et nous concilier à tous nos semblables. C'est ce subconscient qui a inspiré le sermon du Christ sur la montagne et les mystiques de tous les temps. Le résultat m'en paraît ressembler à la « non-résistance » au mal, qui a de graves inconvénients. Ne vaut-il pas mieux, en somme, mourir en combattant que de vivre sous la sujétion des violents et être obligé de participer à leurs violences ?

L'accent du livre est pathétique ; il émeut parce que le développement s'appuie presque constamment sur des faits analysés de façon logique, souvent très fine et nuancée. Puisse-t-il atteindre son but et persuader aux hommes, surtout aux violents, de prendre conscience du fond sociable et pacifique, sinon de tous, du moins du plus grand nombre des hommes.

A. GRENIER.

L. ASCHOFF et P. DIEPGEN. *Kurze Uebersichtstabelle zur Geschichte der Medizin*. Dritte, völlig umgearbeitete Auflage. Munich, J. F. Bergmann, 1936. In-8°, v-61 pages. Prix : RM 4,80.

Ce « sommaire », primitivement destiné — il y a une quarantaine d'années environ — à servir, sous forme de notes manuscrites, de guide (*Leitfaden*) ou d'aide-mémoire aux auditeurs de MM. Aschoff et Diepgen (ou au moins de l'un de ces deux auteurs), puis publié en appendice aux *Vorlesungen* de E. Schwalbe (1909), a fait dans la suite, après quelques additions, l'objet d'une édition spéciale (1920) ; le voici, tenu au courant du travail accompli depuis quinze ans et mis à jour jusqu'à 1935, par conséquent adapté aux conditions politiques nouvelles de l'Allemagne. Le texte est flanqué de deux colonnes : à gauche se trouvent les indications chronologiques jugées indispensables ; à droite, les « synchronismes » qui permettent de considérer l'évolution de la médecine en fonction de l'histoire générale, et plus particulièrement de l'histoire des sciences, des idées ou même de la civilisation. De ces soixante pages, un sixième environ est consacré à la période qui s'étend des origines à Galien, deux sixièmes au Moyen Age et à l'époque moderne jusqu'au seuil du XIX^e siècle et le reste, soit à peu près la moitié du livre, à la période contemporaine, du XIX^e siècle à nos jours : proportions qui offrent une image concrète de la perspective selon laquelle se disposent les différents plans de cette longue histoire. Nous passerons sans insister sur la première partie, qui, à côté des grandes civilisations de l'Antiquité orientale ou classique, fait une rapide mention de quelques cultures médicales originales, considérées jusqu'au moment, récent pour certaines d'entre elles (*Kulturvölker Altamerikas, Altchina, Japan*), où elles s'effacent devant la prédominance de la civilisation européenne ; les connaissances qui s'y trouvent résumées, bien qu'elles paraissent, au premier abord, élémentaires, méritent, en raison de la forme précise et technique dont les a revêtues la compétence de deux éminents spécialistes, de retenir l'attention de lecteurs aussi avertis que ceux de la *Revue historique*. La seconde des parties que nous avons distinguées constitue un guide vraiment précieux. On nous permettra cependant deux remarques. On regrette de ne pas y trouver le nom de Léonard de Vinci. D'autre part, Descartes a été traité d'une façon qui ne laisse pas de surprendre. Voici l'indication qui le concerne : « *Zeitalter* LUDWIG XIV. (Viele Kriege.) DESCARTES. » (p. 26). Il y a là un anachronisme qui présente le grave inconvénient — si indépendants de la pensée philosophique qu'aient pu être les progrès de la méthode expérimentale — d'escamoter le cartésianisme. Il y aurait bien davantage à dire de la troisième partie. Le désir des auteurs de permettre aux médecins qui les consulteront de retrouver l'origine des connaissances dont s'éclaire la pratique de nos jours les a entraînés à multiplier les indications

de détail. Or, les conditions du travail scientifique dans la période contemporaine sont telles qu'on peut prévoir (MM. Aschoff et Diepgen en conviennent d'ailleurs de bonne grâce dans leur avant-propos) que, dans un ouvrage anglais, américain, italien ou français, une intention analogue aboutirait à un catalogue assez différent. C'est une matière où l'accord exigerait de longues discussions critiques et probablement d'interminables et assez vains débats de priorité : pourtant, les auteurs nous concéderont sans doute que l'absence du nom de Claude Bernard est certainement due à un oubli qu'une prochaine édition (souhaitons qu'un légitime succès la rende bientôt nécessaire) se fera un devoir de réparer. — MM. Aschoff et Diepgen ont réussi du moins à dominer la masse des faits, et les quatre sections entre lesquelles ils les ont répartis donnent une impression fort juste du mouvement général des idées. Enfin, ce n'est pas le moindre intérêt de cette dernière partie de leur livre que de nous apporter un témoignage utile sur l'esprit de l'Allemagne d'aujourd'hui. On croit distinguer dans les dernières pages une tendance à exclure les idéaux politiques du domaine de la croyance. Si le national-socialisme peut être conçu comme *Weltanschauung*, rien n'empêche d'espérer que les problèmes posés par la *Rassenhygiene* et l'*Eugenik* recevront un jour une solution positive sur laquelle des esprits vraiment scientifiques ne sauraient manquer de s'accorder.

LOUIS LAURENS.

L. DELAPORTE. *Les Hittites*. Paris, la Renaissance du livre, 1936. 1 vol. in-4°, x-371 pages, 34 illustrations, 3 cartes et 3 planches hors texte.

Le déchiffrement des textes de Boghaz-Keui a permis de connaître les événements de l'histoire des Hittites, grâce aux documents qu'ils avaient rédigés et non plus par les seules sources égyptiennes. Si quelques contradictions s'élèvent de cette confrontation, on acquiert par elle une notion plus nette de la politique hittite au cours du II^e millénaire avant notre ère. Un clan indo-européen, immigré sans doute en Asie Mineure dans la seconde moitié du III^e millénaire, confisque à son profit la civilisation, très influencée par celle de Sumer, et le nom même de Hittites des habitants qui étaient installés là avant eux. Cet empire, dont la capitale est à Boghaz-Keui, s'efforce d'obtenir des débouchés vers le Sud en franchissant le Taurus ; la place forte qui lui servira de relai dans son avance en Haute-Syrie sera Karkémish, sur l'Euphrate ; la nécessité de maintenir la communication facile entre la capitale et Karkémish l'oblige à une expansion périphérique en Asie Mineure aux dépens des tribus plus ou moins policées qui entouraient l'empire. Un trait de génie sera de rassembler tous ces clans indisciplinés et de les lancer contre l'Égypte, qui cheminait sans trêve vers le Nord, à travers la Syrie. Les deux peuples se stabilisèrent et, après une longue période d'alliance, le royaume hittite périt d'une nouvelle invasion de barbares qu'il ne sut pas cette fois dévier vers un autre but (invasion des Peuples de la Mer).

La cohésion de l'empire hittite, malgré les ennemis qui l'entouraient de toutes parts, a tenu à ses institutions, qui en faisaient un État de forme très supérieure, ceux de la Mésopotamie mis à part. Le royaume est administré sous le régime féodal ; il existe une classe de seigneurs et le royaume se renforce de vassaux. Le droit,

qui n'est pas sans analogie avec le droit babylonien et celui d'Assyrie, décèle cependant des mœurs moins rudes qu'en ce dernier pays. M. Delaporte a esquissé un tableau des langues de l'empire hittite, les unes asianiques, les autres (dont le nésite, la langue de la caste dominante) indo-européennes. A cette dernière classe appartient vraisemblablement la langue des hiéroglyphes. Étudiée depuis bien longtemps, notamment par A. H. Sayce, cette écriture a été l'objet de mémoires par MM. Gelb, Bossert, Forrer, Meriggi, et M. Hrozny a pu déchiffrer de longues inscriptions ; les différents traducteurs s'accordent assez quand le langage (également indo-européen) est écrit phonétiquement. Il paraît donc que le principe du déchiffrement de cette écriture est maintenant assuré.

En raison des divergences des archéologues sur la topographie des éléments qui composaient ou entouraient l'empire hittite, on consultera avec fruit la carte qu'a dressée M. Delaporte ; elle interprète le plus étroitement possible les données des textes. Ce livre, où sont reproduites de nombreuses citations, est une mise au point de valeur de ce que nous savions des Hittites.

G. CONTENAU.

Miss Winifred LAMB. Excavations at Thermi in Lesbos. Cambridge, University Press, 1936. In-4°, 226 pages, 61 fig., 50 pl., 8 plans et coupes. Prix : 2 l. 12 s. 6 d.

Dans ce beau volume, dont la présentation est très soignée, Miss Winifred Lamb relate les résultats des fouilles poursuivies, sous le patronage de l'École britannique d'Athènes, près de Thermi, sur la côte est de Lesbos, à dix kilomètres au nord de Mytilène. Les découvertes réalisées sur ce site de 1929 à 1933, qui ont une grande importance au point de vue préhistorique, sont décrites de la manière la plus complète et la plus précise ; elles sont commentées avec une science et une prudence également méritoires.

Il nous serait difficile ici et dans le cadre limité de ce compte rendu de retenir le détail des trouvailles ; il paraît plus indiqué de nous attacher aux conclusions d'ordre général que l'auteur dégage de son exposé.

Durant la période chalcolithique, l'Anatolie occidentale était habitée par un peuple dont la principale caractéristique était un type particulier de poterie noire : un des rameaux de cette civilisation fonda près des Dardanelles une cité de grand avenir qui a été identifiée à Troie ; un autre franchit le détroit qui sépare l'Asie Mineure de Lesbos et construisit une ville plus petite sur la côte orientale de l'île, faisant face à son pays d'origine, celle à qui nous donnons le nom moderne de Thermi.

Sur cet emplacement cinq villes se superposèrent au cours de l'Ancien Bronze, pendant moins d'un millénaire, avec des maisons pour la plupart longues et étroites, dont les murs étaient de pierre et les toits sans doute plats, avec de nombreux foyers ; de l'une à l'autre l'évolution se fait graduellement.

Les deux premières de ces villes, établies sur un plan rayonnant, ne se distinguent pas entre elles par de notables innovations dans l'architecture ou dans les métiers. Leur poterie faite à la main, noire, dont la couleur résulte d'une carbonisation voulue, ou rouge, se retrouve dans beaucoup de localités de l'Anatolie

occidentale, mais elle offre des traits individuels, comme l'abondance exceptionnelle de belles céramiques rouges et la décoration en arête de poisson ; les influences étrangères provenaient surtout de l'Anatolie ou de la Troade, mais les relations avec les Cyclades sont nettement attestées aussi. Ces deux premières villes, qui correspondent à Troie I, doivent remonter à la période 3200 à 3000 ou 3100 à 2900.

Si la troisième ville ne montre pas de modification frappante dans son plan, on y relève des usages nouveaux. Les bothroi, puits de drainage ou silos, s'introduisent et, dans un stade postérieur, des foyers avec four miniature dont la voûte est faite d'un fragment de pithos ; une céramique brune apparaît à côté des anciennes ; des figurines de terre cuite se présentent pour la première fois. Les bothroi du continent grec sont plus tardifs : c'est donc une coutume importée d'Orient.

Avec la première phase de la quatrième ville, les groupes de maisons séparés par des rues prennent une orientation différente ; dans la seconde, les céramiques brunes supplantent presque complètement les plus anciennes, noires et rouges. Nous sommes à une période contemporaine de Troie II.

La cinquième ville, à l'inverse des quatre premières, est entourée d'un rempart et protégée par des tours et des bastions. Avant la dernière phase de Troie II, Thermi V finit son existence, peut-être parce que ses habitants se retirent dans l'intérieur de l'île. Thermi IV et V vont de 2800-2700 à 2400-2350.

Nous ignorons pendant combien de temps le site fut abandonné, mais il était occupé à l'âge du Bronze Récent après 1400, et cette réoccupation a dû se produire durant le Moyen Bronze. La poterie s'est modifiée sous des influences étrangères, mais la race primitive est encore dominante. L'influence mycénienne, peut-être au début du ^{xiv}^e siècle, atteint Lesbos, où des vases mycéniens furent importés et imités ; des types crétois et mycéniens furent utilisés pour des épées et des têtes de flèches.

Toutes nos données s'arrêtent en 1200, où un grand incendie détruit les derniers restes de l'établissement.

La valeur de ces fouilles est surtout, comme on voit, de nous révéler une civilisation très apparentée à celle de Troie, de Boz Euyuk et de Yortan. Miss Winifred Lamb, tout en marquant les caractères particuliers de la culture propre à Thermi, met bien en lumière les rapports avec Troie I et II. Son livre est indispensable à quiconque se soucie d'étudier les conditions de l'Asie occidentale au troisième et au deuxième millénaire.

A. MERLIN.

Institut de France. Académie des inscriptions et belles-lettres. **Forma Orbis romani. Carte archéologique de la Gaule romaine**, dressée sous la direction de M. A. BLANCHET. Fasc. V : *Carte (partie occidentale) et texte complet du département des Bouches-du-Rhône*, par M. Fernand BENOIT. Paris, Leroux, 1936.

Cette cinquième livraison de la *Carte archéologique de la Gaule romaine* nous apporte, outre la carte au 200000^e, trois grands plans au 25000^e des villes de Marseille, d'Aix et d'Arles. Le fascicule de texte (232 p. in-4^o et 7 planches) est particu-

lièrement volumineux. Tous les départements, évidemment, ne fourniront pas une matière archéologique aussi abondante. Les Bouches-du-Rhône apparaissent comme le cœur même de la province romaine.

Conservateur des Musées archéologiques d'Arles, M. F. Benoit se trouvait, dans cette ville, comme dans son domaine propre. Les indications que nous fournit son texte dépassent la pure bibliographie. Elles sont comme un résumé, toujours admirablement documenté et souvent nouveau, de la topographie et de l'histoire de la ville. Arles et Trinquetailles occupent à elles seules plus de soixante pages; on s'étonne presque de la somme de renseignements qui s'y trouvent concentrés.

Il en est de même, d'ailleurs, pour Aix et Marseille. Les indications demeurent sobres et brèves; sur les points litigieux, l'auteur ne prend point parti; telle n'était pas sa tâche; il lui suffit d'un point d'interrogation entre parenthèses pour marquer l'incertitude, ou bien, suivant le cas, il note, avec références à l'appui, les diverses opinions exprimées. La précision, la sûreté avec lesquelles il le fait montrent qu'il a lui-même étudié à fond la question et que, s'il ne donne pas la réponse, c'est que les documents ne comportent pas la certitude. Un tel travail n'exige pas seulement beaucoup d'érudition; il témoigne d'un exercice constant de l'esprit critique. Quiconque connaît la variété, le nombre et la difficulté des problèmes que pose l'archéologie des Bouches-du-Rhône rendra plein hommage au jugement de l'auteur.

Qu'on ne croie pas que les difficultés se trouvaient accumulées dans les seules grandes villes. Autour d'elles et jusque dans la Camargue, les antiquités ont été trouvées en abondance; plus copieuse encore en est la bibliographie, depuis le xvi^e siècle. La liste des ouvrages et mémoires cités dans le texte suffirait à l'indiquer. Le directeur de la publication, M. Adrien Blanchet, s'excuse du léger retard avec lequel a paru ce fascicule. On songera plutôt à le féliciter, ainsi que l'auteur, de l'heureuse réalisation d'un tel travail.

Sans entrer dans le détail de l'ouvrage, je puis rendre témoignage des précieux services qu'il rend. Le directeur, M. Adrien Blanchet, souligne dans son *Introduction* le soin extrême apporté par M. F. Benoit « soit pour ses recherches sur le terrain, soit pour celles qu'il poursuivait parallèlement dans les bibliothèques et archives de la région ». Nous reconnaissons avec lui que ce cinquième fascicule apporte une somme de recherches peu commune et qu'il en présente les résultats de façon parfaite.

A. GRENIER.

Diplomata Karolinorum. Recueil de reproductions en fac-similé des actes originaux des souverains carolingiens conservés dans les archives et bibliothèques de France, publié sous la direction de Ferdinand Lot et Philippe LAUER, avec la collaboration de Georges TESSIER. Fasc. 1 : *Pépin le Bref, Carloman, Charlemagne*. Toulouse, E. Privat, et Paris, H. Didier, 1936. In-fol., 8 pages et 42 planches en héliogravure. — Fasc. 3 : *Charles le Chauve, 840-853*. Ibid., 1936. In-fol., 4 pages et 40 planches. Prix de chaque fascicule : 100 fr.

Nous sommes bien en retard, en France, pour la publication des actes carolingiens. En vertu d'un accord conclu jadis avec nos voisins d'outre-Rhin, il avait été convenu que l'Allemagne se chargerait de tous les actes antérieurs à la mort

de Louis le Pieux et que notre lot serait limité aux actes des rois carolingiens ayant régné sur notre sol postérieurement à 840. Mais, si restreint que fût ce lot, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, qui se l'était vu attribuer, n'a pu encore en venir à bout et se trouve aujourd'hui entravée dans son œuvre (qui ne compte jusqu'alors que quatre volumes de la série des *Chartes et diplômes*) par l'insuffisance lamentable des ressources dont elle dispose. En attendant le mécène qui, à défaut de l'État, aiderait à la reprise d'une publication depuis si longtemps interrompue, alors qu'en Allemagne, après bien des lenteurs aussi, les volumes d'actes carolingiens se succèdent désormais à une cadence rapide, MM. Lot et Lauer ont voulu prouver notre vitalité en éditant un somptueux recueil de fac-similés où doivent être reproduits tous les originaux conservés en France des actes destinés à figurer soit dans le recueil français des *Chartes et diplômes*, soit dans le recueil des *Monumenta Germaniae*.

La publication de MM. Lot et Lauer doit former une suite d'environ 300 pièces qui seront un jour, espèrent-ils, complétées par des albums analogues que des pays comme la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie et l'Espagne tiendront à honneur de faire paraître. On peut regretter que l'entreprise ne se soit pas tout de suite étendue, au moins en ce qui concerne les premiers rois de la dynastie et, à partir de 840, les Carolingiens de France, à tous les pays où des actes de ces princes sont conservés en original. Pour plusieurs de ces pays, nous pensons que la tâche eût été assez aisément menée à bien, surtout il y a quelques années, quand l'œuvre a été entreprise ; et peut-être, en ce qui concerne les actes postérieurs à 840, serait-il temps encore (l'Espagne mise à part) de faire fléchir le principe adopté. Même pour les premiers Carolingiens, on eût sans doute pu aboutir, car, sauf erreur, la liste des fac-similés compris au fascicule 1 n'eût, pour les originaux, été allongée que de trois documents conservés en Suisse (à Saint-Gall et Coire), de sept documents conservés en Italie (à Turin, Nonantola, Modène et Arezzo) et de seize documents conservés en Allemagne (à Marburg, Munich et Münster). Mais ce qui nous est donné est d'un prix inestimable.

Un premier fascicule de quarante-deux belles planches, fort bien venues, est réservé à Pépin le Bref, Carloman et Charlemagne. Un acte délivré par Gisèle, sœur de Charlemagne, à l'abbaye de Saint-Denis y a été joint. Les originaux ne sont pas seuls reproduits : quelques copies, voire quelques falsifications, anciennes ont, à titre de comparaison, également trouvé place dans le volume. Mais cette seconde catégorie de documents (au nombre de treize) est soigneusement distinguée des pièces authentiques (au nombre de vingt-neuf). Vérification faite, tout l'indispensable semble avoir été retenu. Nous ne voyons guère qu'un faux du début du IX^e siècle (un acte de Pépin, n° 32 de l'édition Mühlbacher) dont on puisse regretter l'absence dans la série des faux anciens. Les documents reproduits font toujours l'objet d'une brève analyse avec renvoi à l'édition Mühlbacher, strictement suivie pour le classement chronologique¹. Les dimensions des originaux, qu'il a fallu souvent réduire quelque peu, sont dans chaque cas indiquées avec précision, si bien que, dans la pratique, l'album de MM. Lot et Lauer pourra, le plus souvent, dispenser de manier les parchemins eux-mêmes.

Le deuxième fascicule publié est celui qui porte le n° 3, MM. Lot et Lauer ayant,

1. Cependant notons que le n° XIV a été daté de 774, alors que, plus justement, Mühlbacher ne donne cette date que comme une approximation.

pour les actes de Louis le Pieux, préféré attendre l'édition qu'en doit prochainement donner la direction des *Monumenta Germaniae*. L'édition critique des actes de Charles le Chauve n'a pas davantage vu le jour ; mais, de cette édition, préparée d'abord par M. Prou et, depuis sa mort, par MM. Lot et Tessier, le manuscrit est presque achevé, de sorte qu'en s'adjoignant M. Tessier, les deux éditeurs des *Diplomata Karolinorum* ont pu ici suppléer sans peine à l'absence des volumes attendus. Seuls jusqu'alors nous sont livrés les actes des années 840-853 : ils sont au nombre de quarante, et cette fois tous authentiques et en original. Les analyses qui en ont été données sont suivies d'un renvoi aux éditions les plus accessibles. Mais plusieurs actes sont inédits : la série des pièces ainsi réunies en fac-similés n'en a que plus de prix.

Cette belle publication, dont la librairie Privat doit être chaudement félicitée, fait grand honneur à la fois aux deux savants qui en ont pris l'initiative et à notre pays, qui, si souvent distancé par ses voisins sur le terrain de l'érudition, montre enfin sur ce point la voie aux autres. Réjouissons-nous de cette réussite et souhaitons que les fascicules ultérieurs ne se fassent pas trop attendre.

Louis HALPHEN.

Gunnar MICKWITZ. *Die Kartellfunktionen der Zünfte und ihre Bedeutung bei der Entstehung des Zunftwesens* (*Societas scientiarum Fennica. Commentationes humanarum litterarum*, VIII, 3). Helsingfors, 1936. In-8°, 250 pages.

M. Mickwitz, *dozent* à l'Université d'Helsingfors, s'excuse d'accroître encore, en écrivant sur les corporations, la masse d'une littérature surabondante. Il n'a pas la prétention d'apporter de faits nouveaux. Mais il met en valeur des idées intéressantes. Si son titre abstrait paraît cantonner son travail dans un domaine limité, en réalité, par le rapprochement de la plupart des faits qui concernent l'histoire corporative jusque vers 1275, il a établi un résumé précieux dont, semble-t-il, nous n'avions pas l'équivalent.

Il passe en revue tous les règlements corporatifs connus des villes d'Italie, de France, d'Allemagne et d'Angleterre — plus spécialement des points de vue de la contrainte corporative, des monopoles et de la fixation des prix : c'est le problème de la fondation même des communautés qui est constamment posé. Pour l'expliquer, il étudie, dans la deuxième partie de son travail, le mouvement collégial dans l'antiquité, spécialement à Rome, le suit à travers le Moyen Age en Occident, puis à Byzance et dans l'Italie des *ix^e* et *x^e* siècles. Dans sa conclusion, avec toute la prudence nécessaire, il émet cette hypothèse que, si l'organisation corporative n'a pas persisté directement en Italie depuis l'Empire romain, elle a dû y revenir de Byzance, pour se propager ensuite dans tout l'Occident.

Au cours de son exposé, il déclare que le premier mobile du mouvement d'association n'est pas la contrainte corporative, mais plutôt l'effort pour la fixation des prix, et que les monopoles en ont été la conséquence, non la cause. Ces idées sont très séduisantes, et M. Mickwitz fait preuve à la fois d'une information étendue et, souvent, d'une critique avisée pour essayer de les démontrer.

Nous ne serions pourtant pas toujours de son avis. Est-il si sûr que la fixation des prix soit à la base même de l'organisation corporative ? Tout aussi essentielle

est la discipline de la production, et nous pensons que ce trait est le plus constant du système.

Quant à la procession byzantine des corporations, nous partageons son opinion ; ne faudrait-il même pas ajouter à l'exemple de Byzance celui des pays musulmans, où l'organisation du travail avait peut-être été imitée de Constantinople ? (Et c'est, au fond, tout le problème des relations autour de la Méditerranée, aux VIII^e et IX^e siècles, qui se pose de nouveau.) — Est-ce qu'une certaine organisation économique n'aurait pas subsisté à travers tout le Moyen Age dans les pays fortement romanisés ? La question n'est pas résolue. Mais les preuves formelles manquent, et il faut noter que le vrai développement des institutions corporatives italiennes n'est pas sensiblement antérieur à celui des corporations d'autres pays.

A propos de ces dernières, nous relèverons que M. Mickwitz n'a certainement pas prêté assez d'attention aux rapports des guildes de l'Europe du Nord avec les corporations. Sans doute parce qu'il s'est confiné dans l'étude des corporations d'artisans. Mais la délimitation est-elle si facile à fixer entre celles-ci et les communautés de marchands ? Il faudrait d'abord s'entendre sur ce que c'est qu'une corporation.

Nous croyons donc que le travail de M. Mickwitz est, par certains côtés, incomplet. Par ailleurs, il est trop étendu et n'a pu être suffisamment creusé en profondeur. Pour la France, en particulier, bien des aperçus — presque toujours judicieux — sont insuffisants : sur Valenciennes et Saint-Omer, sur Douai et Arras surtout, les vues de M. Mickwitz sont trop rapides. Il est entraîné à des raccourcis sommaires, qui peuvent être purement formels. Quand (p. 161) il nous présente en séries des exemples de mesures prises, de Londres à Tulu et de Cologne à Sienne, contre les acheteurs, contre les entrepreneurs, contre les fournisseurs de matières premières, contre les loueurs, contre les ouvriers, il a raison, sans aucun doute, d'un point de vue spéculatif : mais, d'un point de vue historique, humain, s'agit-il là de faits réellement identiques ? Isoler des articles analogues tirés de statuts dont l'ensemble peut être très divers, isoler des intentions semblables manifestées dans des circonstances et des milieux différents, n'est-ce point là une œuvre qui risque fort d'être factice ?

M. Mickwitz, qui est resté très prudent et n'a pas cédé à la tentation des grandes théories, a été victime des exemples donnés par trop de savants qui se sont livrés à des généralisations prématurées. Il a le grand mérite d'insister sur le caractère essentiellement économique des corporations et sur les corrections qu'appelle leur histoire, telle qu'elle a été faite jusqu'à présent — presque toujours du point de vue de l'histoire du droit. C'est l'évidence même. Mais il y aurait erreur également à vouloir limiter strictement cette histoire aux faits de production, d'échange et de circulation. Les corporations sont des faits complexes dont les aspects sociaux, moraux et politiques, ne peuvent être ni ignorés ni sous-estimés. Elles tiennent par mille liens aux milieux où elles se sont produites et développées. Or, les diverses régions de l'Occident étaient, du X^e au XIII^e siècle, à des niveaux très différents ; leur organisation était variée, de tous les points de vue. C'est dans leur cadre régional, au contact des réalités humaines et physiques de toute sorte qui déterminaient leur esprit, leur organisation, qu'il faut encore étudier les corporations.

Serait-ce là retourner en arrière ? Nous ne le croyons pas. Ce serait sortir d'or-

nières profondes et d'un fouillis à peu près inextricable. Le domaine des études corporatives, malgré une production, en effet, surabondante, est surtout encombré. C'est un champ de fouilles où, sur des éléments fragmentaires, solides peut-être, mais limités, trop d'architectes ont improvisé des reconstitutions hâtives. Elles gênent les chercheurs autant, pour le moins, qu'elles ne les aident. Et le moyen, même pour qui ne tient pas à faire étalage d'érudition, d'en faire fi? Constantement on se heurte à ces constructions sans consistance. La réputation des bâtisseurs est étendue : leur accorde-t-on beaucoup d'honneur? En tout cas, peu de reconnaissance. Étudions d'abord les corporations dans leurs rapports multiples avec les sociétés où elles s'encadraient : nous leur appliquerons ensuite des cadres généraux, qui ressortiront de faits généraux. De cette œuvre d'ensemble, M. Mickwitz sera un bon ouvrier.

E. COORNAERT.

Hastings RASHDALL. *The Universities of Europe in the Middle Ages*. Nouvelle édition par F. M. POWICKE et A. B. EMDEN. Oxford, Clarendon Press, 1936. 3 vol. in-8°, XLIV-593 pages et 1 planche, x-342 pages, XXVI-558 pages, 1 carte et 1 planche hors texte. Prix des 3 volumes : 63 s.

L'éloge du livre de Rashdall n'est plus à faire. Quiconque s'occupe de l'histoire des universités médiévales y a nécessairement recours, et il est rare qu'il y ait recours en vain. S'il est plutôt une mise au point des résultats acquis il y a quarante ans que le fruit de recherches personnelles, s'il se tient un peu trop à l'extérieur des choses et passe bien rapidement sur la vie même de la pensée dans les grands centres universitaires, s'il laisse enfin sans solution un assez grand nombre de problèmes importants, l'ouvrage de l'historien anglais est cependant, dans les limites que l'auteur s'était tracées, le plus complet de tous, le mieux équilibré, le plus sage. Mais il date. Depuis qu'il a vu le jour, en 1895, maint recueil de documents essentiels, mainte étude digne d'attention a paru dont on doit désormais faire état. A défaut d'une refonte totale, que seul Rashdall lui-même eût été qualifié pour entreprendre de son vivant, une réédition mise au courant des dernières publications était donc souhaitable. Grâce soient rendues à MM. Powicke et Emden de nous l'avoir donnée, avec une science et une conscience parfaites. Rien d'important ne semble leur avoir échappé ; ils ont, partout où cela était utile, amendé et complété non seulement les références, mais le texte même de l'auteur, par des notes, dont quelques-unes, fort développées, ont été rejetées en fin de chapitres ou de paragraphes et qui font très exactement le point.

On ne peut néanmoins se dispenser d'exprimer un regret : s'agissant d'un livre extrêmement utile, mais dont MM. Powicke et Emden conviennent qu'il ne révèle ni un talent particulier d'écrivain ni une exceptionnelle vigueur de pensée, d'un livre dont ils ajoutent eux-mêmes que bien des chapitres étaient originellement très loin de la perfection, n'eût-il pas mieux valu, quelque respect qu'on doive à la mémoire de l'auteur, en user plus librement avec son texte? Par exemple, au tome III, en majeure partie consacré à Oxford et Cambridge, M. Emden, de qui c'était le lot, déclare dans une préface spéciale que l'exposé qu'il laisse réimprimer serait souvent à reprendre par la base ; mais, là même où les défauts sont les plus

flagrants, il reste strictement fidèle à la méthode adoptée et se borne à faire des réserves en note. M. Powicke procède pareillement aux tomes I et II dont il a été le réviseur, et cette discrétion tourne, en fin de compte, au détriment du lecteur, à qui les notes rectificatives, si nombreuses soient-elles, n'éviteront pas toujours le risque de s'égarer.

Mais, sous sa nouvelle forme, le « Rashdall » est plus que jamais le guide indispensable en la matière. En se vouant à l'ingrate et rude besogne de le mettre au courant, M. Powicke et son collaborateur ont bien mérité de la science historique. Qu'ils en soient tous deux chaleureusement remerciés.

Louis HALPHEN.

Gillette GAUTHIER-ZIEGLER. *Histoire de Grasse au moyen âge, 1155-1482.*

Paris, éditions Auguste Picard, 1935. In-8°, xxviii-375 pages, avec 8 planches.

L'aimable ville de Grasse n'avait fait jusqu'ici l'objet d'aucune monographie approfondie, car l'*Histoire de Grasse* due à la collaboration de l'abbé Massa et de P. Boyer (1878), insuffisamment documentée, peut être considérée comme périmée et le volume de Senequier sur Grasse, qui a paru quelques années plus tard (1883), n'était, dans la pensée de l'auteur lui-même, qu'un simple recueil de notes sans prétention. Aussi M^{me} Gauthier-Ziegler a-t-elle été bien inspirée en choisissant l'histoire et les institutions de Grasse pendant le moyen âge comme sujet d'une thèse pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe en 1927 et surtout en reprenant et en publiant, son travail sous la forme d'une histoire de la ville depuis les origines du Consulat jusqu'à la réunion de la Provence à la couronne.

Voici le plan de l'ouvrage : après une copieuse bibliographie, une première partie est consacrée à l'évolution historique de Grasse. Puis l'administration comtale, l'organisation municipale et les conditions économiques sont étudiées successivement et séparément ; ces trois parties forment, en réalité, une seconde section du livre où l'auteur, s'affranchissant du plan chronologique, passe en revue les aspects variés de la vie politique, administrative et économique. Cinquante-neuf pièces justificatives, toutes inédites, forment le dernier tiers du volume. La seule critique sérieuse qu'on puisse adresser à ce plan, c'est qu'il réduit la première partie à n'être qu'un exposé de faits un peu sec et souvent par force discontinu ; mais, à vrai dire, l'histoire de Grasse étant jusqu'ici mal connue, cet exposé était peut-être l'introduction nécessaire aux chapitres suivants, où réside le véritable intérêt du livre.

Le point de départ choisi par M^{me} Gauthier-Ziegler est la date à laquelle apparaissent pour la première fois à Grasse des consuls dans un document authentique. Par un scrupule honorable, elle n'a pas voulu reprendre, après le regretté Georges Doublet, l'étude d'un fait capital dans l'histoire grassoise : le transfert de l'évêché d'Antibes à Grasse, qui a eu lieu dans la première moitié du XII^e siècle. Ce transfert n'est pas seulement une des causes de la prospérité ultérieure de Grasse ; il est aussi hautement significatif en lui-même, car il témoigne des dangers qu'offrait la côte infestée de pirates. Au contraire, le site de Grasse, à 15 kilomètres environ de la mer, sur un belvédère, convenait admirablement à l'établissement d'un siège épiscopal, d'un centre administratif et d'une cité commerçante. M^{me} Gauthier-Zie-

gler l'indique du reste heureusement quand elle parle de cette ville qui, sans toucher à la mer, joue cependant le rôle de port et commande la côte. Dans les dernières pages de son exposé historique, elle revient sur la même idée en insistant sur le danger qu'est la mer au xv^e siècle et en le prouvant.

Toutefois, c'est la suite de l'ouvrage qu'on lira avec le plus de profit. Les chapitres consacrés aux institutions illustrent par un exemple concret le tableau qu'a tracé M. Raoul Busquet des institutions provençales dans l'*Histoire de la Provence au Moyen Age*. Sans entrer dans le détail, nous signalerons les précisions que nous y trouvons sur les impôts perçus à Grasse : impôts comtaux comme l'albergue, l'aide aux quatre cas, la leyde ; impôts municipaux (rève, taille¹, chevauchées, etc.). Le diplomate saura gré à M^{me} Gauthier-Ziegler d'avoir consacré au notariat grassois quelques pages substantielles.

Le principal mérite de l'auteur est d'avoir su habilement tirer parti d'une abondante documentation, en sorte que les questions variées que soulève l'histoire d'une ville au moyen âge sont examinées à la lumière de textes le plus souvent inédits. Quelquefois, les conclusions paraîtront un peu forcées. On est surpris d'apprendre (p. 183) que la peste ne semble avoir sévi à Grasse que deux fois jusqu'à la fin du xv^e siècle — en 1348-1350 et 1450-1457 — quand on sait que le mal a régné à l'état endémique dans l'Europe occidentale pendant tout le moyen âge et jusqu'à la fin du xvi^e siècle ; le silence des textes n'autorise pas, croyons-nous, cette conclusion. — Quelques lignes plus haut, l'auteur affirme que les médecins nommés par le Conseil en cas d'épidémie étaient souvent des Juifs ; mais elle ne cite qu'un exemple à l'appui. — Est-il permis d'affirmer (p. 191) que la ville de Grasse était « fort pieuse » parce que, un sous-viguer ayant assassiné un chanoine, ce meurtre a soulevé l'indignation de la population ? D'autres faits, une enquête contre des habitants inculpés d'hérésie en 1315, des conflits persistants entre les moines de Lérins et les Grassois, nous donnent une idée moins favorable de la piété de ces derniers.

Parmi les nombreux renseignements d'ordre économique que l'auteur a eu le mérite de découvrir et de rassembler, certains présentent un intérêt d'actualité. Nous voyons, par exemple, que, lorsque le blé manquait, la ville instituait une « gabelle », c'est-à-dire centralisait tous les blés dans une boutique confiée à un procureur et que le soin d'approvisionner les boulangers appartenait exclusivement au contrôleur de cette gabelle, qui, la disette finie, cessait de fonctionner. C'est un témoignage curieux d'économie dirigée. Inversement, pour protéger la production viticole, l'importation du vin étranger était réglementée ; c'est une mesure qui a été fréquemment instituée jadis ; mais M^{me} Gauthier-Ziegler apporte des détails minutieux sur le « contingentement » qui était pratiqué à Grasse. Signalons, pour terminer, les chapitres sur la gabelle du sel, les métiers, les relations avec Gênes, qui sont riches de renseignements précis.

En faisant la part large aux institutions et à la vie économique, l'auteur a eu le mérite d'écrire un livre dépassant le cadre de l'histoire locale. Tous ceux qui

1. La répartition de la taille était faite d'après un cadastre. Celui de 1433 est conservé aux archives communales de Grasse. M^{me} Gauthier-Ziegler a utilisé ce précieux document pour reconstituer le plan de la ville au xv^e siècle. La planche est exécutée avec netteté. On regrette seulement l'absence d'une échelle.

s'intéressent à l'histoire de la France méridionale pendant le moyen âge le liront avec fruit et plaisir.

Robert LATOUCHE.

Henri RAMET. *Histoire de Toulouse*. Toulouse, librairie Tarride et Imprimerie régionale, s. d. [1935]. In-8°, vi-922 pages, nombreuses planches et figures dans le texte et hors texte. Prix : 40 fr.

Il manquait une histoire de la ville de Toulouse. Le gros livre que vient de publier un ancien magistrat, M. Henri Ramet, comble fort heureusement cette lacune. Préparé avec méthode et conscience, clairement composé, écrit d'un style simple et aisé, il constitue, à ce qu'il nous semble, une bonne mise au point des nombreux travaux de détail consacrés au passé de la vieille cité languedocienne. Depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours, en une série de quinze chapitres qui suivent le cours des siècles, s'appliquant à ne rien sacrifier d'essentiel — sauf pourtant le xix^e siècle et le début du xx^e, rapidement liquidés en quelques dizaines de pages — M. Ramet déroule sous nos yeux les annales de la ville. Il n'omet pas, chemin faisant, de tracer, pour chaque époque, un tableau de la vie économique et sociale, intellectuelle, artistique, voire, quand il convient, de la vie religieuse ; et, en fin de chapitre, il dresse chaque fois une ample bibliographie, qui est la justification de son exposé et permet à qui le désire de pousser plus loin les recherches.

De-ci de-là, sans doute, quelques détails inquiètent : non seulement, dans la liste des références, des livres capitaux manquent à l'appel, comme ceux de M. Jean Guiraud sur les débuts de l'Inquisition, de M. Jeanroy sur les troubadours, de Rashdall sur les universités, etc., mais il est visible qu'en matière d'histoire générale la science de l'auteur retarde un peu. Certaines de ses affirmations seraient à vérifier. N'en relevons qu'une à titre d'exemple : il tient pour vraisemblable (p. 96) le chiffre de 50,000 habitants au xii^e siècle, sans se douter que ce total fantastique ferait de Toulouse une des plus grosses villes du temps.

Mais nous touchons là du doigt le défaut principal du livre : quelque conscience que M. Ramet ait apportée à s'informer de l'histoire locale, il lui a manqué d'être au courant à la fois des publications intéressant l'histoire générale et des travaux dont l'histoire urbaine a été l'objet depuis vingt-cinq ou trente ans. La série chronologique des faits n'est pas le tout de l'histoire d'une ville : on voudrait suivre réellement les étapes de sa formation, les raisons et les modalités de son développement, compte tenu à la fois des données géographiques permanentes et des conditions changeantes d'ordre historique ou économique. Sans rien retirer des éloges que l'immense labeur de M. Ramet nous paraît mériter, on eût donc souhaité qu'une information plus large et une plus vaste compréhension des problèmes généraux que soulève toute histoire urbaine lui eussent permis de faire œuvre plus utile encore.

Louis HALPHEN.

E. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR. Histoire de Bretagne des origines à nos jours. Rennes, Plihon, et Paris, Plon, 1935. 2 vol. in-8°, 415 et 482 pages. Prix : 100 fr.

Voilà un bon et utile ouvrage. En fait, il y avait une place à prendre entre l'œuvre monumentale de La Borderie-Pocquet, déjà vieillie, d'ailleurs, en certaines de ses parties, et l'élégante, mais superficielle histoire de Bretagne de M. Auguste Dupouy. M. Durtelle de Saint-Sauveur, professeur à la Faculté de droit de Rennes, ne semble pas avoir entrepris de travaux originaux sur l'histoire de Bretagne, mais il est bien au courant des études qui ont parues, et ce n'est pas un mince mérite. Son interprétation des documents et des faits paraît, en général, judicieuse, objective, et son exposé très clair se lit avec agrément.

Il a eu une longue carrière à parcourir depuis la préhistoire jusqu'à l'époque tout à fait contemporaine. Tout le premier volume est consacré à la Bretagne indépendante sous ses formes diverses et successives. Les parties les plus soignées de l'ouvrage ont trait, nous semble-t-il, à la Bretagne féodale, puis à la Bretagne ducale. L'auteur a tiré très bon parti de toutes les sources qu'il a eues à sa disposition et il a rectifié çà et là certaines des interprétations aventureuses de son prédécesseur, le romantique La Borderie. Il montre de façon fort intéressante les progrès de l'État ducal, dont les institutions ont tant de traits communs avec celles de l'État capétien. Il ne s'en est pas tenu, d'ailleurs, à l'histoire des faits politiques et militaires, mais il a consacré des chapitres instructifs à la civilisation et à la vie économique et sociale. Celle-ci, cependant, aurait pu parfois être explorée plus profondément, notamment en ce qui concerne l'histoire maritime et commerciale, qui a eu une répercussion indéniable même sur la politique des ducs, principalement au *xv^e* siècle. Certaines publications qui ont paru en Hollande et dont il ne semble pas avoir eu connaissance auraient contribué à mettre en lumière le rôle considérable joué par les marins bretons.

A partir de Charles VIII, de Louis XII et de François I^{er}, la Bretagne est définitivement réunie au royaume de France ; dès lors, elle perd beaucoup son originalité, mais non pas complètement, puisque ses privilèges et libertés lui ont été garantis par l'acte de réunion. Suivant les bons guides que sont les travaux de M. Rébillon sur les États de Bretagne, de M. Le Moy sur le Parlement et bien d'autres encore, M. Durtelle de Saint-Sauveur nous donne un tableau exact et vivant des institutions politiques de la Bretagne et de leur évolution jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Comme pour le Moyen Âge, il consacre d'assez nombreuses pages à la vie économique et sociale, ainsi qu'à la civilisation intellectuelle et artistique. A cet égard, son exposé est plus complet, plus large que celui de Pocquet, qui s'en est tenu trop exclusivement à la vie politique.

Sur ce dernier ouvrage, il a aussi l'avantage de ne pas arrêter son récit à 1789 et de le poursuivre jusqu'à nos jours. Pour l'époque révolutionnaire, l'auteur a fait effort pour se mettre au courant des nombreux travaux qui ont déjà paru, mais sans doute sa connaissance générale de l'époque laisse-t-elle un peu à désirer, ce qui peut expliquer l'étroitesse relative de son point de vue. Il met tout à fait au premier plan la question religieuse et les troubles de la Chouannerie, qui, évidemment, ont joué un grand rôle, mais qui sont loin d'être les seules questions importantes à envisager.

Pour ce qui est de l'époque contemporaine à partir de 1815, l'exposé de M. Durtelle de Saint-Sauveur nous semble assez maigre. Et il faut bien reconnaître qu'il n'en est pas entièrement responsable, car c'est une histoire qui est encore en grande partie à écrire. On ne peut demander à l'auteur d'une histoire générale d'entreprendre toutes les monographies d'histoire économique, sociale et administrative qui seraient nécessaires pour un exposé de pareille envergure. On a donc ici une simple ébauche qui, espérons-le, sera développée plus tard. On peut encore reprocher à l'auteur une lacune assez grave : celle d'une bibliographie générale de l'histoire de Bretagne, qui rendrait tant de services aux travailleurs. Mais cette lacune pourra aisément être comblée dans une nouvelle édition, que nous souhaitons prochaine.

Henri Sée.

R. SCHNEIDER et G. COHEN. **La formation du Génie moderne dans l'art de l'Occident; arts plastiques, art littéraire** (*L'évolution de l'Humanité*, vol. 48). La Renaissance du Livre, 1936. In-8°, 491 pages, 20 pl. Prix : 40 fr.

On ne trouvera dans ce livre ni une histoire complète de la littérature des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, ni une intégrale histoire de l'art durant la même période. Ce qui est étudié ici, c'est, comme l'indique le titre, la formation du Génie moderne dans l'art de l'Occident, le mot art étant pris au sens large, art littéraire et arts plastiques ; il s'agit de « guetter l'aurore de l'art moderne dans le magnifique déclin du Moyen Age ». Ce programme original, MM. R. Schneider et G. Cohen l'ont réalisé à merveille ; ils nous montrent, dans cette période singulièrement complexe où le Moyen Age est toujours vivant, mais déjà tout imprégné d'un esprit nouveau très actuel, comment s'élabore le monde moderne dans l'art occidental. Une connaissance approfondie du sujet, qui leur est familier en ses moindres détails, une pénétration et une finesse de jugement, qui leur font saisir toutes les nuances et doser très prudemment les affirmations, ont permis aux deux auteurs de nous tracer un tableau très instructif et très attrayant, qui abonde en formules heureusement frappées. Vingt planches, dont on souhaiterait qu'elles fussent plus nettement rattachées au texte par un jeu de références précises, reproduisent des œuvres capitales qu'on se félicite d'avoir sous les yeux ; enfin, une bibliographie, classée par chapitres et comprenant 400 numéros, fournit à qui veut se renseigner plus largement une ample matière pour des recherches personnelles.

Le volume commence par la littérature, qui, au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle, offre une continuité plus grande avec le passé que les arts plastiques. M. G. Cohen en retient principalement les documents qui peuvent nous éclairer sur la société. Cette littérature manifeste la décadence de l'esprit féodal et la régression de l'esprit courtois ; surtout il s'y épanouit « une efflorescence prodigieuse de l'esprit réaliste et bourgeois ». Le ^{xiv}^e siècle oriente la production littéraire vers l'analyse et l'observation des faits, favorise l'essor de tendances didactiques et moralisantes. C'est surtout au ^{xv}^e que, « sur tous les genres, l'esprit bourgeois, caractérisé par le naturalisme, a soufflé » : la poésie lyrique — il suffit de songer à Villon, « le premier poète moderne » — nous présente un tableau des âmes, où l'individualisme atteint un développement remarquable, tableau pessimiste et sombre qui fait de la danse des

Morts « le symbole même de la poésie du ^{xv}^e siècle » ; le roman et la nouvelle s'éprennent de vérité, scrutent les passions et peignent les mœurs du temps ; le théâtre religieux, qui bénéficie en France d'une véritable « apothéose », dédaigne la couleur locale et, avec ses costumes et ses mœurs empruntés aux contemporains, s'abandonne à un parti pris de modernisme ; quant au théâtre profane, lui aussi nous livre un tableau de la société bourgeoise : de sa production intensive, la farce de l'*Avocat Pathelin* est « la fleur d'élection ».

Le réalisme, « ce goût de se pencher de plus près sur les réalités immédiates et de les représenter plus exactement », domine également les arts plastiques. C'est ce que nous expose durant trois cents pages M. R. Schneider, et en même temps qu'il dégage les premiers traits du Génie moderne, il met en vive lumière les diverses personnalités nationales. Tous les pays ne marchent point, en effet, du même pas : si la France, qui a pris la plupart des initiatives, féconde l'Italie et la Flandre, elle ne vient qu'après elles ; c'est l'Italie qui, au ^{xv}^e siècle, produit en majorité les grands créateurs, et c'est par elle que débute l'enquête. L'auteur étudie d'abord les nouveautés de l'architecture, où Brunellesco, « le virtuose des résurrections », remet en honneur la coupole et le portique, réhabilite la colonne et le chapiteau d'acanthé, restaure l'arcade sur plein cintre ; puis il dénombre les conquêtes de la sculpture, qui rejette la discipline monumentale, cesse de se subordonner à l'architecture et, tandis qu'elle s'affranchit, apporte du nouveau avec la statue équestre, l'Enfance et le buste-portrait ; une excellente analyse de la peinture florentine nous fait assister, dans la seconde moitié du Quattrocento, à l'apparition du tableau de chevalet, qui va être le véhicule du naturalisme, au développement de l'esprit d'observation avec les vues de villes, les paysages, les intérieurs, le portrait qui a la passion du caractère et recherche l'expression, le corps humain et le nu.

L'apport de la Flandre n'est pas moins précieux que celui de l'Italie ; son art, bourgeois et populaire, puise sa sève surtout dans le milieu du travail et fait place au bas peuple authentique. La peinture est son langage préféré, non la peinture murale, mais la miniature et le panneau. Le parti que les Flamands tirent de la couleur est la plus décisive anticipation de leur art ; avec l'huile naît toute cette magie à laquelle nous sommes habitués : la chaleur et la plénitude des tons, la finesse des valeurs, la transparence, le reflet et les phénomènes de la lumière ; dans le portrait, « jamais le sens de l'individuel n'a poussé si loin le caractère » ; quant au paysage, où l'immensité s'étale en profondeur, c'est la grande contribution du pays à l'art moderne.

Avec un troisième chapitre, nous en venons à l'apport de la France ; contentons-nous de quelques mots sur la sculpture et la peinture. Dans la sculpture, qui devient mobilière et souvent portative, nous retrouvons le déclin de l'esprit monumental : c'est ici « la dislocation la plus profonde de l'art du Moyen Age ». La passion moderne de l'accent individuel se marque puissamment dans le portrait et avec ses œuvres d'une franchise implacable, Claus Sluter, « un de ces artistes qui empoignent une époque », introduit le sentiment profond de l'effet, inaugure l'esthétique la plus pénétrante, celle de la suggestion. La peinture, qui n'est pas au ^{xv}^e siècle l'expression souveraine du génie français, témoigne avec éloquence du déclin de l'art médiéval. La tapisserie à mille fleurs qui est un mélange savoureux de naturalisme et de naturisme, le vitrail qui de décoratif devient déjà représen-

tafif, l'émail peint qui se substitue à l'émail champlevé, la miniature dont les « délicates merveilles portent toutes les nouveautés d'où est sortie la peinture moderne » et que va tuer la vignette sur bois, tout vise, pour se rapprocher du réel, les effets du tableau, car c'est au tableau qu'appartient l'avenir. L'artiste observe le monde, dans le portrait fait passer l'analyse de l'âme sur les traits, s'intéresse aux sites urbains, à Paris de préférence, étend sa curiosité à la nature, s'engageant dans le long chemin qui aboutira à l'impressionnisme.

Nous ne suivrons pas l'auteur en Espagne et en Portugal, ni dans les pays germaniques, où se forme aussi, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, une ambiance nouvelle ; nous nous contenterons de ces quelques indications sommaires, qui suffiront, nous l'espérons, à faire saisir le caractère du livre de MM. R. Schneider et G. Cohen. D'un bout à l'autre, on y voit, avec un singulier relief, comment le développement spontané des éléments que renfermait le Moyen Age a préparé l'époque moderne.

A. MERLIN.

Corrado BARBAGALLO. *Storia universale*. Vol. IV, 1^{re} partie : *L'Età della Rinascenza e della Riforma, 1454-1556*. Turin, Unione tipografico-editrice Torinese, 1936-XIV. In-4^o, xvi-672 pages, 12 planches et 480 figures.

La *Revue* a loué en son temps le beau volume de M. Barbagallo : *Il medioevo*¹. Le nouveau n'est pas indigne de son devancier. Il représente, lui aussi, un vigoureux effort de synthèse. On a beau nous vanter tous les jours les avantages, sans doute nécessaires, du travail en équipe. Mais, quand une forte personnalité se saisit toute seule d'un vaste sujet, le livre a un autre accent et une autre unité.

Celui-ci embrasse une vaste période, et prodigieusement variée. En France, nous préférierions la faire commencer un peu plus tard, dans la dernière décade du ^{xv}^e siècle, et la pousser jusqu'à la paix de Cateau-Cambrésis, mais la différence est de peu d'importance. On dira aussi que, dans ce volume intitulé *Rinascenza e Riforma*, on ne voit jamais traités pour eux-mêmes ni le mouvement intellectuel et artistique ni le mouvement religieux. Ces phénomènes n'apparaissent qu'en fonction de ce qui intéresse par-dessus tout l'auteur, à savoir l'évolution des formes et des systèmes politiques. Nous verrons tout à l'heure si cette subordination d'un ordre de faits à un autre ne correspond pas chez lui à une position doctrinale.

Le cadre géographique, auquel M. Halphen reprochait dans le *Medioevo* une certaine étroitesse, reçoit ici toute l'ampleur nécessaire. Les pays européens ont leur part non seulement dans le livre 1^{er}, intitulé « Impérialisme et colonialisme, 1454-1517 », et dans le second, un peu romanesquement appelé « Vieil et nouveau monde en flammes », et qui va jusque vers 1530. Mais le troisième, « Occident et Orient », est pour un tiers consacré à l'Orient asiatique et à l'Occident américain. Je note seulement que — c'est le sort de tous nos livres en France, en Angleterre, en Allemagne comme en Italie — plus de place est attribuée, et sur un dessin plus sûr, au monde espagnol qu'au monde portugais². Dans le monde européen, si l'in-

1. T. CLXXV, mai-juin 1935, p. 574-576.

2. P. 639, trop bref sur les Portugais au Brésil. Une phrase sur les métis : « una stirpe meticciale migliore delle due che l'avevano originata », va à l'encontre de tous ceux qui ont parlé

térêt se concentre — comme il était naturel et, pour nous, désirable — surtout sur l'Italie, M. Barbagallo montre une réelle maîtrise quand il traite de l'Espagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre ; il dit l'essentiel sur la Pologne, la Moscovie, même sur l'Empire ottoman, encore qu'il me paraisse, sous l'influence des sources hostiles et spécialement vénitiennes, assez injuste pour cette grande construction politique, héritière non indigne de l'Empire romain d'Orient. En maniant ces matières historiques si variables, M. Barbagallo ne donne jamais (ce qui était le danger) dans la collection de monographies.

L'histoire économique et sociale n'est jamais sacrifiée. On trouvera, en larges tranches chronologiques, tout ce qu'il est essentiel de savoir sur la révolution économique et monétaire et sur ses répercussions, sur la reprise économique de l'Italie à la fin du xv^e siècle et de la France sous Louis XII et François I^{er}, sur la ruine de l'Espagne, sur la véritable révolution sociale de l'Angleterre. Mais, et ceci aurait dû être dit, la grande catastrophe, pour les pays autres que l'Espagne, ne se produit vraiment qu'après la fin de la période envisagée¹.

M. Barbagallo, lorsqu'il touche de biais ou lorsqu'il traite pour elle-même la révolution religieuse, veut naturellement y rechercher l'action des conditions économiques, sociales et politiques. Mais il me paraît subir à l'excès l'influence du matérialisme historique. Faute peut-être d'avoir fait une place suffisante à l'humanisme, faute certainement d'avoir étudié le mouvement philosophique et mystique, il en arrive à nous présenter un concept de la Réforme préalablement vidé de son contenu religieux. Il l'appelle quelque part « le travestissement religieux de la crise ». Cela est mutiler l'histoire et nous prépare mal à comprendre, dans le volume suivant, le phénomène de la Contre-Réforme.

Cet énorme volume se lit avec plaisir, en raison du talent littéraire de l'auteur. Certains morceaux sont de réelle valeur, par exemple (p. 571-576) son beau portrait de Charles-Quint, auquel je ne reprocherais qu'une chose, c'est d'être trop écrit et de tourner, vers la fin, à un commentaire éloquent de l'*Ecclesiaste*. Mais ce sont là de beaux défauts.

Enfin, il ne suffit pas de dire que l'illustration fait le plus grand honneur à l'auteur et à la maison éditrice. Elle suppose un labeur, des recherches, un goût qui font de ce volume un véritable musée historique. Assurément, on regrettera que M. Barbagallo ait quelquefois admis de ces horribles œuvres modernes qu'on appelle les « tableaux d'histoire ». Passe quand il s'agit d'un Vénonèse reproduisant des scènes de l'âge antérieur. Passe encore pour une drôlerie comme le *Marignan* de Fragonard, parce qu'il est amusant de voir comment les gens du xviii^e siècle « romanisaient » l'histoire du xvi^e. Mais, devant la *Cour des Miracles* de Boulanger (p. 61) et une extraordinaire *Reddition de Grenade* (p. 85), je crie : holà !

Heureusement que ces erreurs sont rares. Non seulement nous avons, et souvent prises sous des jours différents, toutes les effigies essentielles, non seulement on

de la question. Le passage sur Villegaignon est inexact à force de concision : ce n'est pas seulement au cap Frio, c'est dans leur établissement de Rio-de-Janeiro que les Français apparaissent.

1. Il y aurait à faire des réserves sur les calculs de la p. 461, non seulement parce qu'il faut intervenir la notion obscure du pouvoir d'achat. Mais que signifie, dans un livre imprimé en 1936, l'expression de francs-or ? Le franc français de 1928 était un franc-or. — P. 466, pour la soierie, mentionner Tours.

nous fournit avec une généreuse largesse documents et monuments. Mais on met à notre disposition, en nous en rendant l'étude facile, des pièces que nous n'avons pu qu'entrevoir en visitant un musée ou une bibliothèque, ou qu'il faudrait rechercher dans des livres rares : par exemple, deux pages de cette admirable encyclopédie d'histoire économique vivante que constitue le manuscrit fameux de Cracovie reproduit ici d'après Przedzieckie et Rastowiecki (p. 19), les vitraux de Tournai (p. 62), le Bréviaire Grimani (p. 104-106), les tapisseries de Van Orley sur Pavie (p. 360-362), les bois d'Agricola (p. 378) et des *Americae partes* (p. 639) sur le travail des mines, etc., enfin toute l'illustration précolombienne. Ainsi conçue, l'illustration est un vrai service rendu à l'histoire¹.

La bibliographie, divisée en deux sections, est riche et généralement fraîche². Malheureusement, les titres ont été copiés un peu vite et ne sont pas toujours exactement reproduits³. On le regrette d'autant plus que, nous l'avons dit et tenons à le répéter, l'ouvrage est destiné à figurer dans un grand nombre de bibliothèques publiques et privées.

Henri HAUSER.

Jérôme Cardan. Ma Vie. Texte présenté et traduit par Jean DAYRE. Paris, Champion, 1935. In-8°, 218 pages.

Cet ouvrage est le tome XI de la première série des publications de l'Institut français de Florence. Il contient, en plus du texte latin et de sa traduction juxtalinéaire, des notes, un index des noms de personnes et une introduction remarquable sans laquelle les mémoires de Cardan nous paraîtraient déconcertants. C'est, en effet, une œuvre étrange, décousue, où l'ordre chronologique n'est pas respecté ; le ton passe sans transition de l'humilité à l'exaltation ; parfois, des rêveries quasi mystiques sont interrompues par des visions d'un réalisme saisissant.

L'homme n'est pas moins étrange que l'œuvre. Le mathématicien et médecin Cardan (1501-1576), après une enfance malheureuse, eut une existence traversée de toutes sortes de déboires, maladies, chagrins domestiques, querelles de savants, le tout aggravé d'inquiétudes perpétuelles. Après s'être livré à la passion du jeu dans sa jeunesse, il se consacra dans son âge mûr à la science. Il enseigna à Milan, à Pavie et à Bologne. En 1571, il fut emprisonné par l'Inquisition. Puis il fut relâché avec défense expresse d'écrire et d'enseigner. C'est pour se justifier que, dans les deux dernières années de sa vie, il a composé une sorte de confession générale, où il croit qu'on ne pourra manquer de voir la pureté de sa foi. Il est sincère et

1. P. 82, Philippe Pot, et non de Pot. — P. 73, la carte donne Angoulême comme une province et non comme une ville.

2. Une section spéciale pour les ouvrages parus depuis 1900 (p. 668-672). Il y a même des ouvrages de 1936.

3. Quelques exemples : P. 315, *Donet* pour *Donet* ; *Roiye* pour *Roye*. P. 320, Hauser, au lieu de Hauser et Renaudet. P. 321, manque Lucio de Azevedo, *Epocas de Portugal economico*. P. 322, Burckhardt donné comme si l'édition italienne était l'original. P. 662, de Boyin, lire Boyvin. P. 663, la *Riforma in Francia* est vraiment pauvre. P. 664, *Utopia*, au lieu de « éd. Droz » ; il était plus correct de dire : « éd. Delcourt ». P. 666, *B*, on oublie Iorga et, p. 667, *Susta*. P. 668, Léry, lire : 1578 et non 1678. P. 669 : Powell-Tout-Guyot est bizarre. Etc., etc.

les événements qu'il rapporte sont à peu près exacts. Et, pourtant, ils sont interprétés d'une façon singulièrement superstitieuse. Non seulement Cardan est astrologue, mais pour lui tout est présage. Il a le don d'être averti des événements par des signes, par ses rêves ; il possède un génie familial. Il attribue les retours de la fortune à des influences mystérieuses qui établiraient une sorte de compensation entre les accidents heureux et malheureux d'une destinée. Comment un tel état d'esprit est-il possible chez un savant qui, en même temps, croit à la raison et à l'observation et dont les opinions sceptiques sur les sorciers et les démons sont condamnées par la congrégation de l'Index? C'est, dit excellemment M. Jean Dayre, « qu'il est victime de ses croyances et, pourrait-on dire aussi, de l'excès de sa curiosité et de sa foi scientifique. C'est de là que lui vient son souci de tout expliquer ; et, suivant les méthodes ordinaires, il explique au moyen de ce qu'il estime assuré et définitivement connu » (Introduction, p. xxv).

Pour nous, l'intérêt du livre est là. Il nous montre un homme de la Renaissance et le grouillement d'idées confuses, riches de virtualités, qui s'agitaient en lui. Les abstractions sèches de la scholastique ne peuvent convenir à son imagination échauffée. L'influence d'Aristote fait place à celle de Platon. « La nature n'est rien qu'une chose imaginaire et vide, principe de beaucoup d'erreurs, introduit par Aristote uniquement pour ruiner par un mot l'opinion de Platon » (p. 138). Ceci est extrait d'une page admirable où abondent les formules étonnantes de profondeur, par exemple celle-ci, qui fait songer à Spinoza : « Tout ce qui a des parties disposées suivant un ordre possède âme et vie. » Mais, le plus souvent, les idées de Cardan n'arrivent pas à se dégager. C'est ainsi qu'il y a chez lui une théorie de la connaissance où, à côté de procédés rationnels comme la déduction, on trouve un élément mystérieux, une faculté de son esprit qu'il appelle la splendeur. C'est une sorte d'illumination qui semble jouer parfois le rôle de l'intuition des ensembles ; d'autres fois, on croirait que c'est un caractère affectif qui s'ajoute à l'intellection, que la splendeur est la joie de comprendre. Cardan dit (p. 189) qu'on peut l'indiquer, mais non la décrire : quelque curieuse que soit cette notion, il faut renoncer à s'en faire une idée claire. Mais ce qui est obscur peut être, aussi bien que ce qui est clair, instructif pour l'histoire des idées. Le livre si bien présenté par Jean Dayre nous fait remonter aux sources de la philosophie et de la science moderne, et il nous apprend que ces sources sont troubles.

Pierre POUMIER.

Jacques PANNIER. **Les origines de la Confession de foi et la Discipline des Églises réformées de France.** Étude historique... Paris, Félix Alcan, 1936. In-8°, 169 pages, 4 fac-similés. (Fasc. 32 des *Études... publiées par la Faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg.*)

L'étude de M. Pannier se présente ouvertement comme une œuvre d'inspiration religieuse, dont les affirmations doctrinales échappent au jugement des laïques. Mais elle contient, heureusement, assez de matière purement historique pour qu'elle nous apporte une valable contribution à l'étude de ce problème : comment, sous quelles influences, dans quelles circonstances, en passant par quelles transformations se sont élaborés les textes qui constituent les bases dogmatiques et discipli-

naires des Églises réformées (M. Pannier relève avec raison qu'on écrit longtemps réformées) de langue française?

Remontant à Lefèvre d'Étaples et aux *bibliens* de Meaux, il montre comment de bonne heure les réformés éprouvèrent le besoin d'avoir des *Sommes* de leurs doctrines. C'est à ce besoin que donnera satisfaction l'*Institution chrestienne*, où se déposent les expériences antérieures de Calvin, notamment celles de Strasbourg (Bucer). Mais les parties les plus originales et les plus utiles de son mémoire, ce sont des recherches minutieuses sur les églises « dressées » en France et les premiers pasteurs, Le Maçon, Morel, Chandieu. Sur le synode de 1559, ses préliminaires, le lieu de la réunion (à l'angle de la rue de Seine et de l'actuelle rue Visconti), les circonstances (douze jours avant l'arrestation de du Bourg), les députés présents, les premiers textes de la *Discipline*, il nous donne des précisions qui ne nous avaient jamais été fournies et où il atteint le maximum de probabilité. Quant à la Confession de foi, il a établi une bibliographie complète des éditions de 1559-1565 et il suit l'évolution ultérieure de ce texte. Il ressort de son travail que ces documents essentiels, évidemment inspirés de la pensée de Calvin et utilisant ses publications antérieures, n'ont cependant pas été élaborés par lui, mais souvent hors de lui, pas toujours de son aveu, comme des manifestations quasi spontanées des Églises elles-mêmes, c'est-à-dire de leurs chefs. La théorie simpliste d'un Calvin régissant pontificalement de Genève toutes les Églises que nous appelons rétrospectivement calvinistes ne résiste pas à cet examen.

Henri HAUSER.

Stephan ZWEIG. *Marie Stuart*. Paris, Grasset, éditeur, 1936. 376 pages.

C'est vraiment un livre qui n'est pas bon ; pis : un livre médiocre.

La traduction française elle-même n'en vaut rien. Elle écrit : « Rien de plus naturel que (manque un *que*) de son côté l'Angleterre cherche... » (p. 11) ; « à donc », pour l'archaïque *adonc* (p. 40) ; « aucune ne cède d'un pouce à l'autre », au lieu de *à l'autre d'un pouce* (p. 62) ; « le tue-joie », pour le *rabat-joie* ; « la force plastique (?) d'une lettre » (p. 70) ; « une moralité révoltante », au lieu de *immoralité* (p. 79) ; « Anny Robsart », pour *Amy* (p. 82) ; « ce *yonder poltroon David* », *yonder* étant déjà l'anglais archaïque pour *ce* (p. 119) ; « les conjurés ont sorti (*sic*) la victime » (p. 120). Les gentillesces de cette sorte abondent. Mais, après tout, de ce français-là, M. Zweig n'est pas responsable. Voici qui va moins bien, parce que maintenant c'est à lui qu'il faut bien imputer l'erreur.

Il pend des Gobelins aux murs de Holyrood (p. 43). Des Gobelins au xvi^e siècle ! Et, non content d'une fois, il récidive (p. 62). Il fait jouer du clavecin à Élisabeth (p. 85). Il énumère les clans Gordon, Hamilton, Arran, Maitland, etc., quand il n'existe pas de clan Maitland, quand Arran est un Hamilton, fils aîné du chef de clan (p. 4). Il fait apprendre l'anglais à Marie, qui l'a toujours su — d'ailleurs assez mal — ayant vécu en Écosse jusqu'à six ans (p. 15). Il reproche à Marie le baiser qu'elle donne à Châtelard en dansant avec lui le branle du Propos (p. 66) : ce baiser, simple figure de danse, Knox lui-même le déclare « honnête, étant aimable accueil à un étranger » (Knox, II, p. 367). M. Zweig prend la robe noire, le jour du mariage Darnley, comme intimant que Marie n'a pas oublié son premier époux,

François II (p. 96) ; ce deuil n'a aucune signification d'aucune sorte : tant qu'elle n'est pas remariée, elle reste douairière de France, et c'est l'étiquette, voilà tout. Le duc de Lorraine est confondu avec le cardinal (p. 95). On nous montre, à Carberry Hill, les lords insurgés « tous montés sur de beaux chevaux » (p. 226), quand l'usage immémorial d'Ecosse est de mettre pied à terre pour se battre. On a de romantiques considérations (p. 152) sur la tristesse qui, après les fêtes du baptême, retombe sur le palais de Holyrood ; malheureusement, lesdites fêtes ont eu lieu à Stirling. Le plus beau, c'est de revêtir Marie du kilt (p. 17), jupe courte et plissée du montagnard écossais. Et on insiste, on nous la montre « son kilt couvrant à peine ses genoux » (p. 227). Je le crois bien : si c'est un kilt, il ne les couvre même pas du tout... Et Marie en kilt s'ajoutera à toutes les bonnes histoires que, l'on s'en doute, le kilt fournit depuis des siècles aux conversations des gentlemen, après un bon dîner, entre cigare et porto.

Encore ne sont-ce là que méprises de détail, si elles trahissent toutefois une préparation bien hâtive et une connaissance bien superficielle des choses. En voici maintenant un choix, entre maintes autres, de progressivement plus graves, parce qu'elles affectent le sens même ou la couleur de l'histoire. — Les lords, « rendus inquiets par l'incident Châtelard », pressent Marie de se marier (p. 68) : ils ne sont pas inquiets le moins du monde, après avoir exécuté le *de cujus* (M. Zweig a-t-il lu l'histoire, autrement raide, de Marguerite de France avec l'amiral Bonivet?) et, s'ils la soutiennent dans ses projets de mariage, c'est pour des raisons d'intérêt politique pur. — Dans un long parallèle entre les deux reines, Élisabeth est représentée comme incarnant le patriotisme, le dévouement au bien public et la douceur humanitaire (p. 72-75) : M. Zweig se doute-t-il que, pendant cinquante ans, les vrais rois d'Angleterre ont été les Cecil, William et Robert, Élisabeth, en dépit de ses ruades, leur instrument, leur jouet parfois misérable ? Sait-il que cette humanitaire décimant par les massacres, en 1569, les comtés catholiques du Nord, le procureur de la couronne, Sir Thomas Gargrave, fut obligé de lui remonter que, si l'on exécutait ses ordres, « nombre d'endroits seraient laissés vides d'habitants » ? (Gargrave à Cecil, 6 février 1570.) Sait-il que, pour Babington et ses complices, cette humanitaire, non contente des tortures effroyables réservées par la loi aux régicides, insistait pour des suppléments inédits ? Le plus curieux, c'est qu'il le sait, car il le dit (p. 330). Alors ? — Riccio nous est donné pour l'homme de confiance de la Contre-Réforme, préoccupé d'assurer la suprématie romaine, écrivant au pape (p. 90-93) : le P. Pollen a prouvé sans conteste possible que ce sont là de purs soupçons des réformés, et des Contes ; Riccio était inconnu à la Curie (*Papal Negotiations with Queen Mary*, CIII). — Il y a plus fort. « Les originaux (des *Lettres de la Casset*) ont été détruits, nous affirme-t-on, et l'on sait même par qui. Jacques VI a livré aux flammes ces papiers compromettants pour l'honneur de sa mère » (p. 157). On croyait, au contraire, jusqu'ici, qu'ils avaient disparu de façon très suspecte. Élisabeth avait vainement, par l'intermédiaire de son ambassadeur, Bowes, cherché à les acheter pour les garder secrets (Lang, *Conspiration of Gowrie*, p. 240) ; après l'exécution de Gowrie, qui les possédait alors, on n'en trouvait plus trace. Sur ce point capital (car il fait présomption pour l'authenticité des lettres), de deux choses l'une : ou bien M. Zweig a des lumières à lui propres, et neuves, et alors on en fait profiter le public, on cite documents et références ; ou bien il lance une affirmation en l'air, en l'espèce parfaitement controuvée, et

c'est une attitude pour le moins légère. — Au reste, toute la discussion, plus capitale encore, sur l'authenticité (p. 157-160) est d'une insuffisance criante. N'y remédie nullement la naïve ignorance d'assertions comme celle-ci : « L'authenticité des poésies est certaine et n'est plus aujourd'hui mise en doute par personne. » Mais si ! et par les deux derniers spécialistes qui en ont écrit. M. Zweig avance de chancelants arguments « logiques » et « psychologiques », qu'il serait trop long de discuter ici. Mais il y a de ces textes des aspects autrement précis ; il s'offre des approches autrement scientifiques, que suggèrent la chronologie, la linguistique, la critique des textes, qui permettent des conclusions — même dubitatives — autrement solides que les siennes, et qu'il ne soupçonne même pas. Je ne dis pas que ce soit un examen amusant ni facile ; mais, quand on ne veut pas aller jusqu'au vif d'un problème, on n'en tranche au moins pas avec cette assurance. Au reste, avant de les avoir examinées, M. Zweig savait que les *Lettres* avaient à être authentiques, et ce par la bonne raison que sa « poétique » l'exigeait.

Entre autres *a priori* qu'il assène comme des axiomes (caractère « progressiste » de la Réforme, « rétrograde » du catholicisme, par exemple p. 76-79), M. Zweig, Viennois, si je ne m'abuse, comme le professeur Sigmund Freud, garde une foi de charbonnier dans la « psychanalyse ». On sait ce qu'il faut entendre sous ce nom. Depuis quelque temps, la doctrine, incontestée en ses prémisses, paraît aux spécialistes, au moins dans les conséquences extrêmes et vraiment fantastiques que lui prête son auteur, extrêmement éculée. M. Zweig n'en a cure. Le freudisme est sa tarte à la crème (p. 19, 58, 64, 74, 88, etc.) ; il nous en rassasie de la façon la plus déplaisante, à barbouiller le cœur. « La femme ignore toujours les ardeurs secrètes de son sang... sans qu'au fond elle sache bien ce qu'elle attend ni qui elle attend. Elle veut disposer de son *jeune corps*... la *volonté de ses sens*... ; c'est ici que commence sa *volonté intérieure* », etc. Par conséquent, les lettres seront authentiques, non que ce soit bien sûr, mais Freud le garantit. Par conséquent, Marie, dès l'automne 1566, aura été violée d'autorité par Bothwell (p. 167), non qu'on en ait des témoignages bien clairs (le seul est celui de Buchanan, qui ne vaut rien) ; et de la chose, après quelque éberluement, elle conservera si excellent souvenir que la révélation déterminera en elle une passion aveugle, non que personne le puisse du tout prouver, mais qui requerrait la preuve d'une histoire qui rentre si bien dans le système de Freud ? Par conséquent, Marie aura, par servitude charnelle, participé à l'assassinat du roi. Par conséquent, il faut que les lettres soient authentiques ; et, par un coup de boomerang, elles prouvent rétroactivement la culpabilité. Inutile de souligner la grossièreté schématique de thèmes aussi sommaires. Faut-il remarquer que sous pareil climat fleurissent des piments faits pour allécher toute une catégorie de lecteurs — la plus nombreuse, hélas ?

Mais, si le cuisinier ne cuisine pas mal, il n'a guère souci d'ingrédients sains. Le professeur Ernest Baker, rendant récemment compte, dans l'*Observer*, du nouveau livre de M. Zweig, *Castellion et Calvin*, dit sévèrement : « Aucun lecteur, pour peu qu'il aime ou seulement respecte la vérité, n'acceptera le portrait de Calvin qui ressort de ce volume... C'est de l'histoire en noir et blanc... L'auteur peut être accusé, et c'est grave, de falsifier l'histoire. » Autant en dis-je de sa *Marie Stuart*. Ce n'est pas au moins que je veuille exclure entièrement l'imagination de l'histoire : que serait un historien sans imagination *aucune* ? Encore moins exclure la violence sensuelle des poussées qui jettent Marie à Darnley, puis à Bothwell. Mais limiter Marie

à *cela*, non, c'est trop simple. C'est du Guignol sans nuances ni finesse. Et, chez M. Zweig, même *cela* est beaucoup plus affirmation intrépidement gratuite qu'interférences établies, comme il était possible, sur des faits exactement connus, patiemment discutés.

Il y a pis que l'histoire dite romancée, c'est l'histoire qui est romancée sans le dire.

Roger CHAUVIRÉ.

W. K. BOYD et H. W. MEIKLE. *Calendar of the State Papers relating to Scotland and Mary Queen of Scots, 1547-1603*, vol. X. Édinburgh, General Register House, 1936. xxxi-1,028 pages.

Ce volume, le dixième de l'admirable recueil en cours de publication depuis tant d'années, a été préparé encore par M. William K. Boyd, Fellow of the Royal Historical Society, le savant bien connu auquel nous devons déjà les sept précédents volumes (III-IX) ; une santé fléchissante l'a empêché d'aller jusqu'au bout de sa tâche, à quoi M. Henry W. Meikle, conservateur de la Bibliothèque nationale d'Édimbourg, a mis la dernière main. Le recueil couvre les quatre années, ou peu s'en faut, qui s'étendent de mars 1589 (ancien style : 1588 ; se souvenir que, dans la toujours conservatrice Grande-Bretagne, l'adoption du calendrier grégorien est tardive, elle ne se fait qu'au XVIII^e siècle) à janvier 1593.

Dans cette période, l'histoire écossaise est presque purement locale, en dépit des sporadiques efforts de Jacques VI pour l'entre-tisser plus ou moins lâchement à celle, générale, de l'Europe. Le pédant de vingt-deux ans, grand théologien déjà, démonologue, théoricien de la politique, rêve derrière ses lunettes d'un plan mirifique pour assurer l'équilibre et la paix de l'Occident : une ligue unissant Danemark et princes protestants d'Allemagne avec l'Écosse et l'Angleterre d'une part, la France tolérante de l'autre, et qui ramènera la maison d'Autriche à l'Autriche, l'Espagne et Rome à la défensive ; somme toute, avec des variantes assez faibles, à peu près le programme que le marquis de Rosny, de la part d'Henri IV, proposera au même Jacques, devenu Jacques I^{er} d'Angleterre, et que ledit Jacques laissera tomber...

Mais, quand Rosny parle, il a derrière lui la puissance, l'unité françaises. Aujourd'hui, Jacques VI n'a pas même derrière lui la minuscule et misérable Écosse. Comme ses tristes ancêtres, aux mains de ses féodaux rebelles il n'est pas même sûr, pour demain, de sa liberté, de sa vie. Les conspirations naissent, avortent, reparaissent indéfiniment, comme des bulles montant de la vase. Huntly dans le Nord, Bothwell dans le Sud se conjuguent contre son chancelier Maitland et lui-même, se dispersent sans même combattre au pont de la Dee (avril-août 1589). Épousera-t-il la sœur du roi de Danemark ou bien celle du roi de Navarre, Catherine de Bourbon ? Une émeute d'Édimbourg (qui songe au commerce danois) le décide : il épousera la belle — trop belle ! — Anne de Danemark. Bothwell, tantôt en faveur, tantôt en fuite, trafique avec la reine Élisabeth, avec le duc de Parme, offrant même à celle-là de jouer l'agent provocateur auprès de Parme, pour lui en livrer les secrets, bref, « faisant le Suisse, *ibi fas ubi maxima merces* ». Nul moyen de le réduire, encore moins de le prendre : il a des parentés trop hautes, même dans

l'entourage du roi ; et pourtant, il y a contre lui preuves de magie noire... Cependant, Jacques voudrait réformer les corrompus, les traîtres : impossible. En décembre 1591, Bothwell surprend le roi au palais de Holyrood ; et même un familier, une créature du prince comme le duc de Lennox, est soupçonné de connivence. En février 1592, Huntly surprend le comte de Moray, le tue : une vendetta de plus entre maisons rivales, et qui aggrave l'anarchie. Le 28 juin, Bothwell, « the mad-cap Earl », le comte Tête-Fêlée, attaque toute la nuit le château de Falkland pour y saisir le roi, n'est repoussé qu'au jour. La peur des Jésuites rôde : ils sont en chasse pour faire assassiner Jacques... Quelle salade ! C'est, dans ces minutieuses, fastidieuses et tout de même attirantes correspondances, toute l'Écosse de ce temps qui passe, désordonnée, décousue, confuse jusqu'à sembler décevante pour l'intelligence, avec ces mille menus épisodes, trahisons, vellétés d'un jour, à quoi l'esprit ne découvre aucune suite, d'abord parce qu'il n'y en a pas et ensuite parce que, visiblement, un grain de déraison se mêle à toutes ces histoires. Cette Écosse-là, elle culmine avec la fameuse conspiration de Gowrie, à quoi nul ne comprend rien, non pas même peut-être les deux Gowrie, qui l'ont montée et y périssent...

L'ouvrage a la perfection luxueuse que les Britanniques exigent de leurs livres de références. Un excellent index, dû à Mrs Meikle, aide puissamment le lecteur à se retrouver dans ces intrigues touffues qui se croisent et se recroisent infatigablement, comme l'aigre chronique des querelles de famille dans un village.

Roger CHAUVIRÉ.

Camden Miscellany, vol. XVI. Londres, aux bureaux de la Société Camden, 1936.

Ce volume se compose de cinq études très nettement séparées quant au fond, mais relatives à la même époque, chacune avec son auteur responsable. En voici la distribution et l'analyse :

I. — **Sir Thomas Wilson. *The state of England. 1600***, par M. F. J. FISHER¹ (47 pages).

Né en 1560, fils cadet d'un petit gentilhomme campagnard sans fortune, Wilson était condamné à gagner sa vie au petit bonheur. Après de longues et stériles études à Cambridge, il essaya de tous les métiers : auteur, journaliste, diplomate, etc. Au service de Robert Cecil, qui devint comte de Salisbury et secrétaire d'État de la reine Élisabeth (1556), il put visiter l'Allemagne et surtout l'Italie, où il apprit une science toute récente, celle de la statistique, dont le principal objet était de faire connaître les ressources agricoles et industrielles d'un État. Il s'y appliqua au point d'être accusé, très à tort, sans doute, de pratiquer l'espionnage ; c'est alors qu'il écrivit son livre sur *l'État actuel de l'Angleterre en l'an 1600*², ouvrage qui prend désormais place parmi les sources de l'histoire dans les dernières années de la reine Élisabeth. « Le royaume », écrit-il au début, « est une monarchie impériale et absolue, qui ne dépend ni d'un pape ni d'un empereur. » Si le roi Jean fut

1. M. Fisher enseigne actuellement l'économie politique à Londres.

2. Le texte porte la date de 1600, qui est sans doute d'ancien style et qu'il faut, par conséquent, reporter à l'année 1601.

contraint, à un certain moment, de déposer sa couronne, « il faut savoir », dit notre auteur, « que ce roi fut un usurpateur ; son coup d'État, n'ayant pas été confirmé par ses vassaux, était sans valeur ». Quant au temps présent, ajoute Wilson, « sous le règne d'Élisabeth, qui n'a pas d'héritier direct, le poulx bat furieusement ». Il entreprend alors d'examiner les titres des compétiteurs à la couronne : ils étaient douze, dont sept Anglais ou Écossais et quatre étrangers, à savoir le roi de Portugal, le duc de Parme, le roi d'Espagne et l'infante d'Espagne, mariée à l'archiduc Albert ; mais Wilson déclare que, seul, le roi d'Écosse doit l'emporter, et il accumule les arguments qui militent en sa faveur. Vient enfin la liste des pays sur lesquels la reine étend sa domination. Il expose alors la géographie du royaume d'Angleterre, avec ses provinces ou comtés, ses cités, ses villes marchandes, ses châteaux, ses évêchés et ses églises. Suivent vingt pages riches en détail de toute nature sur les marquis, comtes, vicomtes et barons, sur les différentes classes de la société : les « yeomen », les « freeholders », les « copyholders » et les « cottagers ». Il montre comment s'administrent les cités, les corporations municipales, les diverses classes de la société : les nobles et les magistrats chargés d'appliquer les règles du droit civil, mais qui sont « trop nombreux et trop rapaces ». Là, Wilson produit le témoignage de son père et de son grand-père : heureux temps, dit-il, « où il n'y avait qu'un secrétaire d'État pour diriger la magistrature civile ! ». Enfin, fort de l'expérience que lui donnait le maniement des chiffres, il énumère les revenus que la reine tirait de la noblesse, du clergé, etc. Quant à la souveraine, ses dépenses sont indiquées avec une égale minutie en ce qui concerne la table royale, l'armée et la marine. Wilson termine par cette éloquente déclaration : « Puisque aucune force ne saurait limiter la subtilité des inventions humaines, les meilleures fortifications reposent sur le courage et la fidélité des cœurs fidèles¹. »

II. — **Sir Thomas Sherley.** *Discours of the Turkes.* Publié par E. Denison Ross². ix-45 pages.

Sir Thomas Sherley (ou Shirley), dit « de Wiston » (Sussex eut trois fils : Thomas, Antoine (Anthony) et Robert). C'est l'aîné, Thomas (1564-1635), qui est l'auteur du présent *Discours* sur les Turcs. Après une campagne en Irlande, il fut armé chevalier (1589) et, désormais, on ne parle plus de lui qu'avec son titre : *Sir* Thomas. En 1591, ayant eu l'imprudence de contracter un mariage secret qui déplut à la reine, il fut enfermé à la Maréchaussée, prison où étaient punis ceux qui avaient manqué aux règles de l'honneur chevaleresque. Il y resta confiné pendant près d'une année. Rendu à la liberté, il obtint un brevet de capitaine, à condition d'aller combattre aux Pays-Bas ; mais les difficultés financières où se trouvait son père et les conseils d'ami que lui donna le comte d'Essex³ le décidèrent à s'engager, à ses risques et périls, pour faire la traite à la marchandise espagnole. Élu en 1601 membre du Parlement, il ne tarda pas à reprendre ce périlleux métier et, cette fois, contre les Turcs ; mais, dans un imprudent coup de main, il fut capturé à Zea⁴.

1. On doit au professeur Pollard une bonne étude sur Sir Thomas Wilson, publiée au tome XXI du *Dictionary of national biography*, p. 608-609.

2. Sir E. D. Ross est actuellement professeur de persan à l'Université de Londres.

3. Voir G. B. Harrison, *The life and death of Robert Devereux earl of Essex*, p. 148. — En 1597, Essex charge « son cousin » d'un message pour le Conseil, p. 149.

4. Appelée autrefois Ceos, puis Sea, Zea, Tzya, dans une des Cyclades.

(15 janvier 1603) ; transféré d'abord à Nègrepont¹, puis à Constantinople (août 1603). Il devait y rester confiné jusqu'en décembre 1603 ; il put alors racheter sa liberté au prix de 1,100 dollars et commence le curieux périple que l'on connaît sous son nom, mais qu'on doit en réalité à Antony Nixon².

De qui Nixon tenait-il ses renseignements ? On l'ignore. Son témoignage ne saurait cependant être ni négligé ni contesté sans preuves. S'il faut en croire M. D. Ross (p. v), Sir Thomas fut détenu dans une prison misérable ; comment, dans ce cas, le malheureux aurait-il pu recueillir tant de curieux renseignements sur la vie publique et privée de la capitale ? — Mais passons.

Aux yeux de Sir Thomas, Constantinople était la plus belle ville qu'il ait jamais vue. Elle est plus vaste même que Londres avec tous ses faubourgs. Elle possède une belle église, celle de Sainte-Sophie (p. 15). — Quant aux Turcs, on peut admettre que, durant ses deux années de captivité, Sir Thomas eut le temps et les occasions nécessaires pour se familiariser avec leur origine et leur manière de vivre. Écoutons-le donc : « Ils sont païens, infidèles, sodomites, menteurs, ivrognes. » Leurs maisons « ressemblent à des niches à chiens ». Ils sont « mauvais soldats et cruels », etc. D'autre part, notre chroniqueur expose les rapports commerciaux qui s'étaient établis entre la Turquie et l'Angleterre.

Dans son voyage de retour, si rapide et néanmoins si varié, Sir Thomas fit preuve d'une curiosité toujours en éveil. Il parle en passant des ruines de Troie (p. 16), de l'île d'Eubée, « la plus grande de l'archipel ». Après Milo, Zante et Corfou, qu'il devait connaître depuis sa captivité, il arrive à Naples ; il admire le château de l'Œuf et constate son importance militaire. Puis il décrit (et j'en passe) les principales villes italiennes : Florence, Ferrare, Urbino, Venise, où il note l'influence considérable exercée par les Jésuites. En Allemagne, son attention se fixe sur l'archiduc Maximilien ; à Worms, sur le rôle des Électeurs. Dans le Palatinat, il dîne chez « Monsieur Hipolitos de Colli », président du Conseil d'État ; le lendemain, il est invité par le comte Palatin en personne. Alors, il ne résiste pas au plaisir de détailler la distribution des tables, l'ordre dans lequel étaient placés les hauts personnages. L'Électeur, dit-il, « nourrit huit cents bouches par jour » (p. 34). En ce qui concerne la religion, il note que le protestantisme est largement pratiqué dans ce pays, ou, plutôt, sont des Puritains, « car il n'y a pas d'évêque » (p. 35). L'ouvrage de M. E. D. Ross se termine, comme il convenait, par le tableau des villes visitées par Sir Thomas, enfin par une liste des noms de personnes et de pays. — On aimerait à savoir par quels moyens il a pu couvrir les frais d'une pareille randonnée.

III. — *A relation of a short survey of the Western counties made by a lieutenant of the Western counties in Norwich in 1635.* Publié par L. G. Wickham Legg³.

Le titre de cet ouvrage en indique le contenu : c'est une description des cités, corporations, châteaux et autres particularités remarquables recueillies au cours d'un voyage d'agrément commencé le 11 août 1634 par un capitaine, un lieutenant (l'auteur de la présente relation) et un « ancien⁴ », tous trois appartenant à la

1. C'est l'ancienne Eubée.

2. Sur Nixon, voir *D. N. B.*, t. XIV, p. 520.

3. M. Legg est professeur (*fellow et tutor*) de New College, Oxford.

4. C'est-à-dire un porte-drapeau, un enseigne, un « midshipman » ou sous-lieutenant.

« Compagnie militaire » de Norwich. L'ouvrage, qui est celui qui occupe la plus grosse place dans le volume, puisqu'il comprend une introduction de xiv pages, un texte de 97 pages, des notes très détaillées, qui éclairent et commentent les observations recueillies en cours de route par l'auteur, et un index¹. « Mole sua stat. »

On voudrait connaître le nom de l'auteur. M. Legg a fait sur ce point des recherches minutieuses sans aboutir à une solution certaine. Disons avec lui, mais avec la même réserve, qu'il s'appelait Thomas Hammond, que c'était un bon vivant, aimant le vin, la bière et les huîtres, bon chrétien, d'ailleurs, et sans bigoterie, curieux de voir les monuments sacrés ou profanes qu'il rencontrait sur son chemin. C'est ainsi qu'il décrit tout au long la cathédrale de Christchurch (Canterbury), qui était, dit-il, « la gloire de notre vieille cité », et il ne manque pas d'évoquer le souvenir de Thomas Becket, le martyr. D'autre part, Douvres et les Cinq-Ports de la Manche le retiennent longtemps et, dans son esprit, éveillent le souvenir de Jules César. A Portsmouth, il s'arrête volontiers devant les ossements de Felton, l'assassin du duc de Buckingham (1628). Il note avec tristesse les monastères qui avaient été saccagés au siècle précédent. La cathédrale d'Exeter lui procure une jouissance toute particulière, quand il décrit les monuments « si riches et magnifiques qu'il n'a rien vu d'aussi beau ». Dans la région qu'il appelle « l'héparchie », s'il doit se contenter de mauvaises auberges, il trouve cependant le temps de signaler partout des monuments remarquables. Aujourd'hui encore, le touriste pourrait le suivre avec intérêt, comme le mieux informé des guides.

IV. — *Supplementary Stiffkey papers*. Publié par F. W. BROOKES, M. A. XVIII-58 pages.

Ce supplément se divise en deux parties : la première est une introduction concernant le personnage qui est au centre même de l'exposé et qui est Sir Nathaniel Bacon, en qualité de juge de paix (*Justice of the peace*) ; la seconde contient le texte, en trente-cinq subdivisions, des documents concernant ce personnage. Ils ont été récemment découverts, à la suite de travaux exécutés dans les bureaux d'un officier public de Stiffkey², et complètent sur beaucoup de points une importante édition des documents officiels concernant Sir Nathaniel Bacon³ et les Townshed, famille apparentée aux Bacon. Dans l'Introduction, M. Brooks montre en quoi consistait, au temps de Nathaniel (1584-1591), l'office de juge de paix, dont les pouvoirs étaient aussi étendus que variés : non seulement ils administraient la justice civile et criminelle au temps des sessions régulières, mais ils intervenaient en qualité d'arbitres dans des affaires criminelles et appliquaient les règles de la

1. Il a été édité pour la première fois en 1904 par MM. Robinson et C^{te}, avec une description du manuscrit, lequel porte le n° 213 dans le fonds Lansdowne. — Cf. Goodfrey Davies, *Bibliography of British history (Stuart period)*, 1603-1714, n° 2210.

2. Voir James A. Sharp, *A new Gazetteer*, 1852. — Sharp situe cette localité à l'embouchure d'un ruisseau qui se jette dans la mer après avoir arrosé un domaine rural appartenant alors à un riche propriétaire appelé Bacon. Sharp commet ici une erreur quand il le confond avec le célèbre « Lord Keeper » de Jacques I^{er}. Celui qui nous occupe en ce moment appartient à une autre famille dont le chef fut seulement *justice of the peace* au comté de Norfolk.

3. *The official papers of Sir Nathaniel Bacon of Stiffkey, as justice of the peace*, publié par H. W. Saunders, 1915.

loi sur les forêts, etc. En outre, ils assistaient, en qualité de commissaires, à la revue des troupes, à l'entretien des phares, aux marchés¹. Bacon avait, en outre, ses biens propres et ses comptes à surveiller; un carnet de notes prises par lui de 1584 à 1589 en contient le plus sûr des témoignages².

Les textes sont distribués, un peu au hasard, en trente-cinq numéros; il n'y a qu'à les suivre, mais, bien entendu, après un choix résolument arbitraire. N° 2. Enquête faite par Robert Southwell k[night] et Nathaniel Bacon Esq. concernant un vol commis par des marchands écossais d'objets rejetés par la mer (*shipwreck*). — N° 4. Tableau des prix du blé et de l'orge en 1595. — N° 16. Reçu par Nathaniel Bacon d'une somme payée par Anne Townshend, veuve, pour le mariage de sa fille aînée avec Roger Townshend Esq. — N° 18. Petit carnet où Nathaniel Bacon inscrivait ses comptes, 1584-1595; on y trouve le prix du porc, du bœuf, du poisson, des biscuits, du blé, etc. — N° 20. Brouillon d'une lettre de Bacon à Sir Henry Sydney, l'informant que Thomas Bullock, commissaire de police (*constable*), lui a fait des menaces à cause de certains faits qu'il lui a reprochés dans son service. — N° 24. Tableau de la force armée (*roll of arms*) en 1619 et autres documents concernant la revue et la parade des troupes à pied et à cheval; des hommes, chevaux et armes dus par le clergé de Norfolk³. — Note des dépenses occasionnées par la capture d'un gros poisson, sans doute une baleine ou chien de mer, qui avait été rejeté sur le rivage (n° 26 et p. 35-37). — Terminons par les poursuites dirigées contre une sorcière, Agnès Amies, qui avait appris son métier d'un certain Galt. Elle avait eu un enfant, malade pendant six ans; puis, une nuit, elle vit une vilaine bête (a « raung »); elle la tua et la brûla; peu après, l'enfant recouvra la santé (p. 21-22). Cette aventure offre un intérêt particulier, celui de montrer Bacon dans l'exercice même de ses fonctions de juge de paix.

V. — *A probate inventory of goods and chattels of John Eliot knight, late prisoner in the Tower of Port Eliot, deceased* (avril 1633).

Cet inventaire comprend deux parties concernant les biens et revenus du défunt, l'une à Cuttenbeake⁴, l'autre à Port-Eliot⁵, localité qui possède aujourd'hui les papiers de la famille Eliot. Une introduction de trois pages fait connaître tout ce qu'il est nécessaire de savoir sur le personnage, qui joua un rôle considérable dans l'histoire de Charles I^{er} et du Parlement. Il suffit de rappeler que Sir John Eliot fut un des principaux défenseurs de la politique royale au moment de la *Petition of rights* (1628), qu'il fut alors destitué de son office de juge de paix, parce qu'il avait refusé d'avouer qu'il s'était trompé en menant contre le roi la campagne d'opposition que l'on connaît. Il mourut en prison, le 15 mars 1633, laissant cinq

1. A noter le marché tenu à Methwold (Norfolk), où il remplissait la charge de secrétaire (« a Mark town », dit Sharp).

2. P. 14-16.

3. P. 30, n° 25 : lettre du Conseil aux commissaires chargés des revues; avec un récit de l'attaque du marquis Spinola contre le duché de Clèves et les ports voisins, au péril de la religion protestante (12 septembre 1614, n° 25).

4. Cubert ou Cuthbert, en Cornouailles.

5. Port-Elliot, près de S. Germans, dans le sud-est de la Cornouaille. — Le nom d'Eliot se rencontre sous la double forme d'Eliot et d'Elliot. Dans le *D. N. B.*, voir t. VI, p. 604-607, au mot Eliot, Sir John.

filles et quatre filles ; par conséquent, un héritage dont le partage ne laissait pas d'être laborieux. Ce fut l'œuvre de son fidèle serviteur, Maurice Hill.

Quant à l'inventaire, qui remplit quatorze pages, il comprend deux parties concernant l'une Cuttenbeake (Cuthbert), l'autre Port-Eliot. On y trouve dans le plus grand détail tout ce qui se trouvait dans les chambres d'habitation, dans les locaux affectés au train d'une maison de grand seigneur terrien. C'est un très intéressant chapitre d'économie domestique¹.

Ch. BÉMONT.

Carl J. BURCKHARDT. *Richelieu. Der Aufstieg zur Macht*. Munich, George D. W. Callwey, 1935. In-8°, 534 pages, 8 figures, 1 carte².

Il ne semble pas que la critique, en France, ait beaucoup parlé de ce *Richelieu* dû à un écrivain suisse, porteur, cependant, d'un nom illustre dans notre science, et il a fallu que ce professeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève fût appelé à l'une des fonctions les plus délicates de la S. D. N. pour qu'on s'aperçût qu'il avait écrit un gros volume sur le plus grand des hommes d'État français.

L'ascension au pouvoir, c'est-à-dire Richelieu jusqu'au lendemain de la Journée des Dupes. L'auteur — il est le premier à le déclarer dans sa postface — n'a découvert aucun document inédit, imprimé ou manuscrit. Il reconnaît, avec une parfaite bonne grâce, tout ce qu'il doit à ses prédécesseurs, même aux plus récents, comme MM. de Vaux de Foletier, à qui il emprunte l'essentiel de son chapitre sur La Rochelle, Batiffol, Hilaire Belloc.

Ce qu'il a tenté, c'est une étude de psychologie politique. Ne cherchez pas dans ces pages ce que beaucoup voudraient y trouver, un exposé du rôle du ministre à l'assemblée des notables, un Richelieu administrateur, un Richelieu économiste, etc. Il a estimé, sans doute, qu'on pouvait trouver cela ailleurs. Il a cru plus utile, s'adressant au public de langue allemande, de montrer comment les événements de France et d'Europe avaient forgé cette personnalité souveraine et aussi de faire voir en Richelieu l'homme qui, en lutte contre les puissances du passé, a ouvert, parfois plus larges qu'il ne le voulait et ne le croyait, les routes de l'avenir. M. Burckhardt a le goût des vastes perspectives, des avenues qui traversent l'histoire du xvi^e siècle à la Révolution. Il est anachronique par définition.

Cette conception confère un intérêt passionnant à ce volume écrit d'un style brillant, brillanté, non sans préciosité, dans un allemand qui nous semble teinté d'helvétisme et même truffé de gallicismes³. M. Burckhardt ne mérite certes pas le reproche de romancer l'histoire ; il lui arrive de la dramatiser, même quand elle n'en a aucun besoin. Dans la scène fameuse du Luxembourg du 11 novembre 1630,

1. Voir, par exemple, p. 9, l'énumération des services de table et des bêtes à poil ou à plume, avec l'indication précise des prix de chacun.

2. Sous bande, reproduction de la carte de France de Blaeu, 1662. Le volume est, en outre, enveloppé de vues du siège de La Rochelle de Callot.

3. Un seul exemple, p. 116 : les Italiens groupés en 1617 autour de Marie exilée sont qualifiés de « machiavellistische Goldonifiguren ». Trop d'images, et qui s'étonnent d'être accouplées.

qui lui apparaît comme la date climatique de cette histoire, il adopte sans même la discuter (comme le fait M. Pierre de Vaissière dans l'*Affaire du maréchal de Marillac*, p. 48-55, et aussi, hier, M. Pagès) la fabuleuse version de la porte que Marie aurait oublié de verrouiller et par où le cardinal serait entré (p. 505), au lieu du récit bien plus simple du père de Saint-Simon, qui fut témoin de cette scène extraordinaire. Un verrou : la destinée n'avait pas besoin de cet accessoire.

Le désir de replonger Richelieu dans la tragédie du temps répond à une vérité supérieure. Il n'est pas sans entraîner des inconvénients. Trop souvent, ce livre est une histoire de l'époque plutôt que de l'homme. Les parenthèses y sont nombreuses et longues. Des portraits fort réussis, amusants (au sens que les peintres donnent à ce mot en langue d'atelier) de Jacques I^{er} et de Bacon ; une peinture colorée et spirituelle des prodromes de la révolution anglaise ; un récit joliment troussé du voyage de Charles et de Buckingham en Espagne, tout cela est parfait, pour le plaisir du lecteur, mais que fait Richelieu là-dedans ? De la page 183 à la page 202, il n'est pas nommé une fois. Il est comme noyé dans son œuvre même.

Sa politique, cette politique qui fut longtemps faite de tant d'hésitations¹, de tergiversations, de retours en arrière, d'ascensions progressives, elle est réduite ici à une série de duels où il est l'un des protagonistes. La part accordée à Buckingham dans les premières conspirations contre Richelieu (en 1626) semble démesurée ; le favori des Stuarts est posé en grand adversaire, ce que sera plus tard un Olivares. Le goût de l'antithèse sert mieux l'auteur lorsqu'il oppose l'un à l'autre Richelieu et Marillac ; deux méthodes, deux esprits (l'esprit saint de Bérulle projeté sur le plan temporel par un magistrat et un serviteur de la reine mère), deux conceptions de la politique internationale comme de la société française. Ici, M. Burckhardt, qui ne sait pas jusqu'à quel point les textes lui donneraient raison, a été servi par ses dons d'intuition. Là, il faut le compléter par l'étude récente de M. Pagès.

On pourra trouver qu'il fait trop du siège de La Rochelle le centre de cette histoire de dix ou douze ans. Qu'il y ait là un épisode capital, que la résistance des huguenots, loyaliste jusque dans la révolte, ait été pour Richelieu une leçon ; qu'il ait trouvé sur la digue, puis dans les rues de la ville martyre la force de s'émanciper même de l'influence du Père Joseph, de saisir l'antinomie entre la raison d'État et les commandements de l'Église² ; qu'il ait mérité d'être traité par les bérulliens de « cardinal de La Rochelle » ; que la guerre de Saintonge soit devenue, par l'intervention de l'Angleterre, un événement européen, M. Burckhardt a bien fait de mettre en lumière ces répercussions. Tout de même, c'est un peu forcer la note que de tout faire tourner autour du port, et la Valteline et l'Italie et l'Allemagne et le Nord, que d'imaginer ici un nouveau duel, le duel Richelieu-Guiton. Au reste, l'auteur indique bien qu'en définitive c'est la politique Marillac-Bérulle qui devait l'emporter, avec la Révocation, la succession d'Espagne, le renversement des alliances. A la veille de la Révolution, Richelieu était un vaincu.

L'ouvrage s'arrête sur sa victoire de 1630. L'auteur nous promet un nouveau volume qui aura pour titre « Richelieu et le système politique de l'Europe », *Richelieu und das europäische Staatensystem*. Souhaitons qu'il soit d'une lecture aussi attachante et suggestive que le premier, mais que l'auteur s'y attache davantage

1. M. Burckhardt semble avoir négligé les travaux si révélateurs de feu Édouard Rott.

2. Il y a eu là-dessus d'excellentes études du P. Leclerc.

à éviter les menues inexactitudes¹, les à peu près littéraires², les anachronismes parfois inattendus³, les longueurs et les répétitions⁴. Il serait bon aussi d'élargir la conception et de ne pas tout réduire au problème politique. Malgré un chapitre sur la bourgeoisie, pas un mot sur le capitalisme protestant, sur les banquiers huguenots, voire sur les banquiers du cardinal-ministre⁵.

Henri HAUSER.

Docteur Paul DELAUNAY. *La vie médicale aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles.* Paris, éditions « Hippocrate », 1935. In-8°, 556 pages, 114 illustrations. Prix : 40 fr.

Le nom de M. le docteur Paul Delaunay est familier aux amateurs des études rabelaisiennes. Les lecteurs de la *Revue historique* le connaissent aussi comme celui d'un des récents historiens du Mans (*Revue historique*, t. CLXXIII, p. 121) ; ici, M. le docteur Delaunay a étendu ses recherches à un domaine où, en une matière assez différente, il demande encore à l'expérience directe, mais cette fois à celle que procure l'activité professionnelle, les solides points d'appui sur lesquels il se plaît à construire.

Tout l'effort de ce livre paraît converger vers un ensemble de chapitres (p. 407-475) où l'évolution « doctrinale » de la médecine (chap. xv) se trouve expliquée en fonction des facteurs intellectuels (chap. xiv) et sociaux (chap. xiii) qui l'ont déterminée. — Quels ont donc été les hommes dont « le travail et l'effort » ont produit ce magnifique résultat (p. 7) ? C'est à cette question, semble-t-il, que répondent les six premières parties de l'ouvrage, où l'on voit naître et se former le médecin à la vie scolaire (p. 13-117), puis où il apparaît, après que sa personnalité s'est développée dans l'expérience familiale (p. 121-159), subissant « l'emprise » que la cour, l'État, le monde exercent sur ceux qui veulent y réussir (p. 163-286) et celle, plus uniforme, dont la vie corporative et la vie religieuse marquent les caractères (p. 289-373). Les pages 377-404 montrent dans quelle mesure le médecin a réagi à son tour sur la société qui l'avait formé. — Nous avons donc, ici, une étude en quelque sorte exhaustive des divers aspects concrets qu'a revêtus la vie médicale, selon les « cercles », au sens durkheimien du mot, dans lesquels elle s'est alors trouvée engagée : on voit quel bel effort représente ce livre, et qu'il n'était pas inutile pour le mener à bien de s'y être préparé, comme a fait M. Delaunay, par d'importants travaux antérieurs sur l'évolution de la philosophie biologique de Descartes à Cabanis, sur le monde médical parisien du XVIII^e siècle et, sujet de prédilection

1. P. 9 : Armand du Plessis n'est pas né à Richelieu, mais, comme l'a démontré M. M. De-loche, à Paris, rue du Bouloi. P. 16 : Chillou, et non Chillon, qui sent le Lémán. P. 6 : « quatre guerres de religion sous Charles IX » ; c'est oublier François II. P. 234 : « Saint-Mars. »

2. P. 493 : il est poétique de mener Richelieu et Marie le long d'une Loire « où se reflètent les jardins et les châteaux » ; mais ils ne suivaient le fleuve que de Roanne à Nevers. Cela fait peu de châteaux.

3. Signalons cette étourderie monumentale, p. 343 : les transports à vapeur, *Transport-dampfer*, de Hambourg ! P. 383 : la diplomatie des « Bourbons » à l'œuvre dès Charles-Quint !

4. 180 pages avant 1624.

5. Le protestantisme français apparaît trop comme un fils du luthéranisme.

sans doute, sur quelques glorieux fils du pays sarthois ou mayennais, un Pierre Belon (du Mans) ou, mieux encore, un Ambroise Paré (de Laval — ou presque).

A ce nom, on imagine avec quel regret M. Delaunay se sera résigné à borner son sujet à l'histoire des seuls et purs médecins : « celle des chirurgiens », dit-il, « [eût exigé, en effet] à elle seule un gros volume » (p. 10). Il a donc pris la « vie médicale » non pas au sens large où nous l'entendons, mais par un souci — peut-être excessif — de scrupuleuse exactitude, au sens étroit, exclusif, scolastique, qui était selon l'esprit du temps. — Même ainsi amputé, son exposé ne devait pas pourtant être la simple histoire du travail de facultés et de collèges restés sans contacts avec l'activité croissante du monde extérieur. Non pas, certes, que la réforme de l'Université de Paris, au milieu du xv^e siècle, en ait modifié notablement l'esprit ; le règlement du cardinal-légat d'Estouteville, qui dispensa « du célibat, en 1452, ceux-là même qui devaient l'observer pour parvenir à la régence » (et qui, d'ailleurs, « après cet affranchissement, garderont, comme supplants de l'Université, le souvenir de leurs origines et de leurs privilèges ecclésiastiques »), n'a d'autre intérêt que d'offrir un repère précis dans l'histoire de la laïcisation et de la nationalisation de la culture intellectuelle, l'un des aspects importants sans doute de la désagrégation du monde médiéval. Mais, devant ce décor à peine modifié, l'autorité qui s'attache, dans l'École, à la tradition reste entière, car, de l'autorité, l'humanisme ne changea, comme on a dit, que le point d'application. Mais, comme ce n'est plus uniquement de l'École que sort tout le mouvement intellectuel du temps, c'est du dehors qu'au nom de l'observation et de l'expérience, la pensée humaine lance la série des assauts auxquels l'histoire de la civilisation a consacré un chapitre devenu depuis longtemps classique et que M. Delaunay retrace en des pages nourries de faits et d'idées, les plus denses et les plus cohérentes de son livre. « L'esprit d'expérience », dit-il (p. 450), « existait, et depuis longtemps, mais en marge de l'École, chez les mystiques occultistes acharnés à la découverture du Grand Œuvre. Les alchimistes médiévaux sont les devanciers et précurseurs des expérimentateurs du xvi^e siècle ; ils ont ouvert bien avant eux la voie qu'élargiront, avec les recherches physiques, Galilée et Newton. Ils sont des ouvriers manuels, des praticiens, des empiriques, des gens du peuple, mais plus près de la vérité que les aristocrates intellectuels, amis de la tradition et de la spéculation, etc... » Plus près de la vérité aussi, et moins embarrassés dans de confuses spéculations, un Bernard Palissy, « en ses naïfs dialogues entre *Théorique* et *Pratique* » (p. 444), et, puisque c'est à lui que nous voulions de nouveau en venir, un Ambroise Paré, dont la tradition allait s'épanouir et porter tous ses fruits, deux siècles et demi plus tard, dans l'œuvre fondamentale d'un Bichat, puis d'un Laënnec (p. 505).

Est-ce à dire que M. Delaunay aurait été, par là, conduit à nous montrer « la superbe raison... froissée par ses propres armes », réduite à reconnaître la double et éternelle racine de tout savoir dans le labeur de l'artisan et la trouble religiosité du mystique ? et trois siècles de médecine française seulement remplis par l'histoire d'un conservatisme stérile, dont l'esprit ne pourrait se libérer qu'au prix d'une révolution générale de la société ? On ne le pense pas, et c'est l'un des mérites de ce livre que de montrer les médecins s'accommodant (à la longue, c'est vrai) des idées d'un Harvey — et la routine d'un corps que protégeait un privilège royal, corrigée par la faveur avec laquelle la même volonté royale a traité les tendances bien différentes, depuis longtemps affirmées dans des facultés concurrentes, Mont-

pellier par exemple — bien plus, a toujours accueilli, de l'institution des lecteurs royaux à celle de la Société royale de médecine, l'esprit de nouveauté et soutenu ceux qui le défendaient (non sans attaquer à leur tour) devant l'opinion ; ainsi un Rabelais auprès de François I^{er}, un Molière auprès de Louis XIV. Ces deux grands noms, évoqués tout naturellement à propos de cette substantielle étude, nous permettent de conclure que le livre de M. Delaunay, par les éléments techniques indispensables qu'il apporte au commentaire des plus importants chefs-d'œuvre de notre littérature, mérite de trouver place dans toutes les bibliothèques.

LOUIS LAURENS.

FRÈRE STANISLAS (Eoin Kavanagh), Capucin. *Commentarius Rinuccinianus de Sedis apostolicae legatione ad foederatos Hiberniae catholicos per annos 1645-1649*, second volume. Dublin, Stationery Office, 1936. Gr. in-12, 808 pages.

Le soulèvement de l'Irlande, né en 1641 et qui, à travers succès et revers, vents et marées, se poursuit peu ou prou jusqu'à l'affreuse répression cromwellienne, marque — et c'est son intérêt — l'entrée de l'Irlande dans l'âge moderne. Jusque-là, les sursauts de résistance ont été sporadiques, décousus, essentiellement *claniques* d'aspect. Shane O'Neill le Grand n'est pas abattu par la force anglaise, mais assassiné par les Mac Donnells d'Antrim, un clan frère. En 1603, quand O'Donnell et O'Neill descendent au secours de don Juan d'Aquila, assiégé dans Kinsale par les Anglais, il leur faut se frayer, de l'extrême nord à l'extrême sud, un chemin à travers les clans, qui le leur barrent. La guerre de 1641 nous montre pour la première fois un esprit qui s'essaie à être national, un essai de concert ; elle est menée au nom de la « Confédération » de Kilkenny. Owen¹ Roe O'Neill, tout fils qu'il soit des grands O'Neill, est autre chose qu'un chef de clan : c'est un officier qui a suivi l'école des guerres continentales (n'a-t-il pas vu, sauf erreur, le siège d'Arras du côté espagnol?) ; c'est un « patriote » qui a le sens de l'unité, trop idéale encore, hélas ! de son pays ; c'est un politique, enfin, qui comprend quel appui l'indépendance irlandaise peut recevoir des luttes civiles, en Angleterre, entre Parlement et roi, comme aussi du soutien romain. A l'inverse, le Saint-Siège a compris quel appui « la vieille religion » peut recevoir du nationalisme irlandais. Assurément, cette image des choses est simplifiée, tant soit peu schématique : entre les pires ennemis de la cause irlandaise à ce moment, on citerait le comte d'Ormond, de son patronyme Butler ou Bouteiller, un de ces Normands installés depuis cinq cents ans et qu'on disait devenus *Hibernis hiberniores*, ou bien lord Inchiquin, un Celte pur celui-là, un O'Brien, descendant des rois O'Brien de Thomond. N'importe, leur dissidence est désormais jugée non plus vendetta, mais trahison, condamnée et honnie. L'esprit a changé. La nation irlandaise est née dans les âmes.

C'est cette captivante période à quoi le présent *Commentarius* apporte une lumière nouvelle. Il fut rédigé à Florence (principalement sur les documents envoyés

1. Rinuccini l'appelle Eugenius. Souvent, aujourd'hui, ce prénom est traduit par Johannes. Eugène ou Jean, inventions tous deux. Owen, ou Eoin, est un nom purement gaélique sans équivalent dans le calendrier. Quant à Roe (Ruadh), c'est un surnom : le Roux.

d'Irlande par l'archevêque de Fermo, Rinuccini, pendant le temps de sa nonciature là-bas) par les Pères capucins irlandais Richard O'Ferrall et Robert O'Connell, pendant les années 1661-1666. C'est leur travail qu'édite aujourd'hui, pour la Commission des manuscrits irlandais, le P. Stanislas Kavanagh, Capucin. Le second volume couvre la période d'octobre 1645 à décembre 1647, c'est-à-dire le traité passé avec Ormond par le Conseil suprême à l'insu du nonce, le siège de Bunratty, les batailles de Benburb et de Trim, l'assaut et le sac de Cashel. Une table, au début du volume, éclaircit le détail, souvent extrêmement ténu et menu, des documents. Le déchiffrement d'une lettre en français écrite par le roi Charles I^{er} à Rinuccini (p. 67) semble imparfait, surtout quand la translation en latin, procurée par le nonce lui-même, impose la correction. Exemple : « aut (*sic*) prix des faveurs receues par nos moyens ». Lisez : « par vos moyens ». Cf. : « *favorum quos te procurante receperit* ». Comparez, de même, ce texte extrêmement fautif : « Fiez vous duncques a luy ; mais cependant selon le commandement, que luy avons donné ; combien il import que se tient (*sic*) secret, il n'y a pas besoin de vous persuader, ny plus de recommander, que vous ne voyez, que la nécessité mesme requiert, celle cy estant la première que nous avons (*sic*) jamais immédiatement écrite a quelconque ministre d'estat du Pape », au latin parfaitement clair et satisfaisant : « *Itaque ipsi te crede ; sed interea (juxta ac eidem in mandatis dedimus) quam magni intersit ut secretum teneatur, opus non est tibi persuadere nec commendare, cum ipse videas id ipsam necessitatem postulare. Cum haec, quam unquam ad ullum Papae ministrum status immediate (scripserimus?), epistola sit prima, speramus non fore ultimam* », etc. Maintenant, après tout, c'est peut-être Charles — la lettre est olographe — qui écrivait le français comme un Basque l'espagnol... On ne saurait trop louer, par ailleurs, la diligence et le soin avec lesquels a été procurée cette édition, qui ne déparera pas la belle collection déjà parue des *Irish Manuscripts*.

Roger CHAUVIRÉ.

Henri L.-BRUGMANS. Le séjour de Christian Huygens à Paris et ses relations avec les milieux scientifiques français, suivi de son Journal de voyage à Paris et à Londres. Paris, E. Droz, 1935. In-8°, 199 pages.

On a souvent étudié l'attrait qu'au XVII^e siècle la Hollande exerçait sur les savants et les philosophes français. Inversement, la France a attiré et retenu des Hollandais. Huygens en est le plus illustre exemple. M. Brugmans décrit, d'après sa correspondance et ses journaux de voyage, les séjours du savant Hollandais en France et ses relations avec les Français. L'intérêt de son étude est double. D'une part, il nous fait connaître Huygens ; d'autre part, il fait pénétrer le lecteur dans le monde savant du temps.

Christian Huygens était né à La Haye en 1629, à l'époque la plus brillante de la république hollandaise, dans un milieu très cultivé, tout baigné d'influences françaises. Son père, Constantin Huygens, seigneur de Zuylichem, était attaché au prince Frédéric-Henri, de la maison d'Orange. C'était un homme remarquable qui avait des activités de tous ordres : politiques, littéraires, philosophiques. Il était l'ami de Descartes. Il dirigea avec soin l'éducation de ses fils. Christian apprit

le français, la musique, le dessin. Dès son jeune âge, il montra des aptitudes mathématiques. Il se plaisait à démontrer et à construire des mécanismes. En 1645, il alla étudier le droit à l'Université de Leyde. Là, sur les conseils de Descartes, il suivit les cours de mathématiques de Van Schooten. Descartes s'intéressait à ses progrès, lui soumettait des problèmes pour l'exercer et pronostiquait qu'il « deviendrait excellent » en mathématiques. Cependant, son père l'avait mis en relations avec le père Mersenne, auquel il envoyait des solutions de problèmes et par lequel il était au courant des travaux de Pascal et de Fermat. En même temps, Huygens s'intéressait aux arts et fréquentait les milieux mondains. Il visitait les ateliers des ouvriers de précision, lunettiers, horlogers. Il nous apparaît déjà comme un homme extraordinairement complet par la variété de sa culture, de ses goûts, de ses relations. Sa jeunesse se passe en travaux scientifiques. Il applique, suivant une idée de Galilée, le pendule aux horloges, perfectionne les lunettes, découvre les satellites de Saturne. Il correspond avec Carcavi et Chapelain, qui le mettent en communication avec les milieux scientifiques français. Il voyage fréquemment. Il va en France en 1655, en 1660, en 1663. Arrêtons-nous au voyage de Paris de 1660-1661, dont le journal est publié à la fin du volume.

Ce journal est le résumé bref de ses occupations, souvent borné à la liste des gens qu'il a vus. Très peu d'appréciations. De temps en temps, une allusion plaisante. Dans ces notes si riches, comme dans les extraits de la correspondance, on est frappé de la justesse du ton, du naturel de l'expression. On a affaire à un homme de bonne compagnie. Il se répand dans le monde, et il doit être partout le bienvenu. Il suit les concerts. Il fréquente des artistes comme Abraham Bosse. Mais, surtout, il est en communication constante avec les savants. La liste de ses relations fournit à elle seule un tableau des courants scientifiques du moment. Il y a d'abord le cercle de Montmor, où subsiste l'influence de Gassendi. C'est le germe de la future Académie des sciences. Dans un autre cercle, chez Auzou, les préoccupations sont plus techniques : on perfectionne les lunettes. Huygens va aussi chez le duc de Roannez, où il rencontre Pascal. Chez Rohaut, le gendre de Clerselier, il est en plein milieu cartésien. La vie de Paris lui plaît et il la préfère à celle de Londres, où il va ensuite. Pourtant, les méthodes expérimentales des Anglais lui paraissent préférables aux considérations volontiers abstraites des Français. Il tâche aussitôt de réformer ses amis de Paris. Il faut, dit-il, « s'attacher plus à faire des expériences que des raisonnements ».

L'influence qu'il eut dès cette époque s'accrut lorsque, en 1666, il devint membre de l'Académie des sciences et qu'il vint résider à Paris. En fondant cette académie, Colbert voulait rompre avec la routine des écoles. « Il s'agissait de banir tous les préjugés, en ne s'appuyant que sur des expériences et en écartant les chimères » (p. 63). Pour cela, il fallait réunir non des gens de profession, mais d'illustres amateurs. Nul n'était plus qualifié que Huygens par son tour d'esprit et par ses aptitudes pour jouer un grand rôle dans cette académie. De plus, il maintint le contact entre la France et l'étranger. Il avait, en effet, des relations scientifiques en Angleterre, en Hollande, à Florence. Il en eut en Allemagne après avoir fait la connaissance de Leibniz, qu'il encouragea au début de ses études mathématiques. Ce fut un de ces hommes, nombreux au XVII^e siècle, comme l'avait été Mersenne, comme l'était Oldenburg, le secrétaire de l'Académie des sciences de Londres, qui servirent d'intermédiaires et grâce à qui la science fut une œuvre collective et internationale.

Il se sentait à l'aise dans le milieu parisien, où il avait de nombreuses relations, entre autres celle des frères Perrault. Il suivit par eux la querelle des anciens et des modernes. On sait comment, sous des formes académiques, cette querelle témoigne de l'affranchissement des esprits.

La vie conforme à ses goûts que menait Huygens fut brutalement interrompue à la mort de Colbert. Louvois ne le conserva pas comme académicien et la révocation de l'édit de Nantes lui interdit, à lui calviniste, tout retour en France. Il avait pu rester à Paris pendant la guerre de Hollande. Mais ce que n'avaient pas fait les guerres du XVII^e siècle, la politique intolérante de Louis XIV l'accomplit. Elle rompit l'unité du mouvement intellectuel en Europe. Elle eut aussi un autre effet : elle contribua à étendre la critique philosophique aux institutions politiques. Huygens, qui, comme on le voit dans ses lettres à Leibniz, avait professé l'indifférence politique, changea d'attitude. Il fut en relations avec des réfugiés protestants, notamment avec Bayle. Suivant la pente de son esprit, il fut tout acquis aux idées de tolérance.

Sa correspondance avec Huet, l'évêque d'Avranches, un adversaire de Descartes, nous montre clairement à quels points de vue philosophiques il est alors arrivé : du cartésianisme de sa jeunesse, il a gardé le culte de la raison, le goût des explications directes, l'éloignement pour les entités scholastiques ; il a rejeté tout ce qui est système métaphysique. Il fait figure de penseur libre.

Son activité scientifique est toujours considérable. Il écrit en français le « Traité de la lumière », qui paraît en 1690. C'est l'exposé de la théorie des ondulations, son plus beau titre de gloire. Les dernières années de sa vie furent tristes. Il avait perdu son père et sa santé était précaire depuis longtemps. Il mourut en 1696.

Dans l'analyse sommaire qui précède, nous n'avons pu montrer tout l'intérêt documentaire du livre de M. Brugmans. La richesse des informations qu'il contient est facilement utilisable grâce à une bibliographie et des index très complets. Mais le mérite essentiel de l'ouvrage n'est pas là. Il est dans la mise en œuvre de la documentation, qui laisse au lecteur une impression d'ensemble. On voit comment, au XVII^e siècle, la science s'est organisée et s'est rendue indépendante des systèmes philosophiques.

Pierre POUMIER.

I. — Elizabeth DONNAN, professor of economics and sociology in Wellesley College. Documents illustrative of the History of the slave trade to America. Vol. IV (et dernier) : *The Border Colonies and The Southern Colonies*. Carnegie Institution of Washington, 1935. In-8°, xv-719 pages.

II. — Judicial cases concerning American slavery and the Negro, t. IV. Edited by the late... Mrs Ralph C. H. CATTERALL, with Additions by James J. HAYDEN, Law School, Catholic University of America. Carnegie Institution of Washington, 1936. In-8°, xi-586 pages.

I. — Avec ce tome IV, M^{me} Donnan a terminé le savant et considérable recueil de « Documents pour éclairer l'histoire du commerce des esclaves à destination des États-Unis », jusqu'en 1807 seulement, ainsi que l'avaient, dès l'origine, résolu les directeurs de l'œuvre qu'elle fut chargée d'exécuter. Il est bizarrement illogique,

et très regrettable, qu'il ne soit pas donné un fort volume complémentaire concernant ce trafic depuis 1808 jusqu'à sa fin, en 1860, à destination des ET DANS LES États-Unis, y compris, ça va de soi, l'élevage des nègres à l'intérieur du pays pour compenser l'insuffisance, désormais, de l'apport extérieur devenu illégal, et y compris le conflit entre esclavagistes et abolitionnistes. Mais parlons de l'œuvre finale telle qu'elle existe, ce que j'ai eu le plaisir de faire déjà pour chacun des trois volumes parus¹, le premier allant de 1441 à la fin du xvii^e siècle ; le second consacré au xviii^e et dont la copieuse introduction se termine par un excellent résumé succinct, en neuf ou dix pages, du mouvement abolitionniste anglais depuis l'origine (1770 environ) jusqu'à l'acte d'abolition officielle de la traite noire (1807), tandis que le troisième tome étudie spécialement l'histoire de ce trafic en ce qui concerne les colonies de la Nouvelle-Angleterre (Massachusetts, Rhode-Island, New-Hampshire, Connecticut) et les Middle Colonies (New-York, New-Jersey, Pennsylvanie). — Le tome IV est particulièrement réservé aux colonies-frontières (Border Colonies) : Maryland et Virginie, et à celles du Sud : Caroline méridionale, Géorgie, Louisiane, l'auteur parlant aussi, mais en introduction seulement, de la Caroline du Nord, avec un mot (une demi-page) sur la Floride.

Les quatre volumes renferment au total 1,295 numéros comprenant autant de textes ou ensembles de textes pour un même numéro, lesquels occupent 2,221 pages. A quoi s'ajoutent sept introductions qui font en tout 146 pages. Chiffres significatifs à eux seuls déjà.

En quelques lignes d'une préface au tome IV, l'auteur explique pourquoi une seule des sept colonies traitées dans ce volume, la Caroline du Sud, l'a été largement, « les autres sommairement expédiées ». On n'est donc pas surpris de voir, par exemple, que, si les textes qui se rapportent au Maryland s'étendent sur 154 années, 1638-1791, ils n'occupent cependant que 41 pages, tandis que la Caroline du Sud, pour 112 années, 1697-1808, couvre 338 pages de « Documents ». — Sur la Louisiane, il ne se trouve que vingt-trois textes, savoir : seize français (dont les originaux sont en nos Archives nationales), épars entre 1717 et 1758 ; sept anglais, de 1804 à 1807. — Le volume (avant l'index alphabétique de 47 pages) se termine par une reproduction de l'acte de 1807 interdisant l'importation négrière aux États-Unis à dater du 1^{er} janvier 1808.

Contrairement à ce que j'avais fait dans le compte-rendu du tome III, je ne donnerai pas un résumé, colonie par colonie, des introductions du quatrième volume. Une fois suffisait, attendu que l'intérêt en est pour nous assez secondaire. Par contre, il importe de signaler l'existence, parmi les « Documents » de chaque volume du recueil, de nombreux textes qui exposent des cas de traite négrière méritant l'attention. L'importance en est inégale, mais, assez fréquemment, ils sortent de l'ordinaire, et parfois ils jettent des clartés crues sur ce qui se passait, dans ce genre de trafic ou s'y rattachant, tantôt sur tels navires et tantôt sur tels autres des diverses flottes européennes ou de l'Amérique du Nord, ou bien aux côtes africaines, etc. Il suffit de lire, par exemple, pour s'en rendre compte et pour avoir envie d'en connaître bien davantage, les quatre spécimens qui suivent et que j'ai relevés presque au hasard en ce dernier volume du recueil (je m'excuse de ne pouvoir en donner ici qu'un maigre aperçu, l'essentiel strict).

1^o Le cas du *Mary*, 1749, dont le capitaine, Thomas Davison, avait frauduleu-

1. Voir *Revue historique*, t. CLXV, novembre-décembre 1930, p. 368-369 ; t. CLXX, juillet-août 1932, p. 125-129 ; t. CLXXII, juillet-août 1933, p. 139-142.

sement emmené comme esclaves, d'une des îles du Cap-Vert, avec la complicité de certains habitants, cinq individus, dont un homme libre. Davison fut emprisonné et jugé au Maryland, condamné à payer les frais de rapatriement de tous les cinq (p. 29-34 de ce t. IV).

2° L'extrait des « Boston News Letter » du 14 juillet 1760, relatif au *Diamond*, capitaine John King, de Bristol, sorti du Calabar avec 329 esclaves destinés au Maryland, mais qui en perdit 99 par une épidémie dysentérique (p. 35).

3° Le cas du *Rainbow*, 1758, capitaine Joseph Harrison ; affaire portée devant la cour de la vice-amirauté de Charleston, Caroline du Sud. Il n'a subsisté que deux pièces de l'affaire, dont une ne nous apprend rien. La deuxième, la proluxe déposition de John Dawson, lieutenant du *Rainbow*, tout à fait curieuse en son genre, va droit à l'encontre de ce qu'elle s'acharne à vouloir prouver et il en ressort qu'Harrison tua sauvagement deux de ses matelots. Mais nous ignorons le reste du procès et le jugement (p. 370-372).

4° Instructions données, en 1718, par la Compagnie française des Indes, au sieur Herpin, de Saint-Malo, capitaine de l'*Aurore*, armée pour Guinée et (de là) pour la Louisiane. La Compagnie espère que Herpin pourra traiter 400 noirs de huit à trente ans ; « il fera en sorte d'en traiter quelques-uns qui sachent cultiver le riz, il traitera aussi 3 ou 4 barriques de riz propre à semer, qu'il remettra, à son arrivée à la Colonie [Louisiane], aux directeurs de la C^{ie}. — Nous ordonnons au sieur Herpin, à tous ses officiers et au chirurgien, de prendre grand soin de la santé des nègres, d'empêcher la débauche des négresses avec les nègres et l'équipage, de les faire tous entretenir proprement, de faire nettoyer et gratter tous les jours l'entrepont, afin qu'il ne s'y engendre point de corruption » (p. 636-638 ; d'après Arch. nat. de Paris, fonds des Colonies, B 42 bis).

En résumé, malgré l'énorme et incompréhensible lacune que j'ai notée plus haut, et dont M^{me} Donnan n'est pas responsable, son recueil de textes concernant l'apport négrier, depuis l'origine jusqu'en 1807, dans les colonies anglaises qui devinrent les États-Unis — ce recueil constitue un véritable monument historique et fait grand honneur à M^{me} Él. Donnan.

II. — En sa brève préface, M. Franklin Jameson, en la terminant, rend hommage aux capacités et au zèle scientifiques de feu M^{me} Catterall, qui avait déjà publié les trois premiers volumes de cet ouvrage (il comprendra un cinquième et dernier tome, sommairement annoncé dans celui-ci). J'ai parlé ici (tome CLXXII, p. 142-143) des trois premiers ; leurs qualités et défauts généraux se retrouvent naturellement dans le quatrième, exécuté sur le même plan, et il n'y a pas lieu d'y insister. Mais il est utile de prévenir les historiens qu'en ce volume encore les siècles antérieurs au xix^e sont très faiblement représentés. Dans un total approximatif (j'ai pu, en comptant, commettre quelques menues erreurs) de 1,375 affaires, il en est seulement 168 du xvii^e siècle, 200 du xviii^e, contre 1,007 du xix^e. — Sur onze « colonies » et un « district », en ce tome IV, le Maryland seul présente une documentation relativement normale : 113 « cas » du xvii^e siècle, 118 du xviii^e, 244 du xix^e. En certains États septentrionaux (Rhode Island, Vermont, New Hampshire, Maine), à peu près rien : vingt-quatre affaires au total, concernant ces quatre là. Pour explications sur ces sujets — et sur d'autres — on se reportera avec intérêt aux introductions qu'a données (une pour chaque colonie) feu M^{me} Catterall.

LÉON VIGNOLS.

John Stephenson SPINK. **Jean-Jacques Rousseau et Genève. Essai sur les idées politiques et religieuses de Rousseau dans leur relation avec la pensée genevoise du XVIII^e siècle.** Thèse de doctorat de l'Université de Paris. Paris, Boivin, 1934. In-8°, 324 pages. Prix : 35 fr.

Quelle a été l'influence des institutions et des idées politiques de la République de Genève sur la pensée de J.-J. Rousseau? Cette question a été traitée plus d'une fois, notamment par Vuy, puis par Gaspard Vallette, dans son *J.-J. Rousseau genevois*, et enfin par Édouard Rod dans son *Affaire J.-J. Rousseau*. Mais elle vient d'être reprise à nouveau, et de façon bien plus satisfaisante, dans le présent ouvrage, grâce à une documentation très poussée où n'a été négligée aucune source importante, imprimée ou manuscrite, grâce aussi à un effort de pensée vraiment remarquable. Il est servi encore par une exposition lucide et fort agréable.

M. Spink n'insiste pas longuement sur la Constitution politique de Genève, mais il en dit assez pour montrer que c'est un régime purement aristocratique ou même oligarchique, puisque tout le pouvoir appartient en fait au Petit Conseil, aux *Vingt-Cinq*, tandis que les *Deux-Cents* et le *Conseil général* (qui comprend tous les Genevois ayant droit de cité) ne possèdent que des attributions vraiment illusoires. Les troubles de la première partie du XVIII^e siècle, notamment ceux de 1734-1738, n'ont eu pour effet que d'augmenter encore l'autorité des patriciens aux dépens de la moyenne et petite bourgeoisie, bien que le monde du commerce s'enrichisse, grâce à un notable développement économique et financier (ce dernier point de vue a d'ailleurs été trop laissé dans l'ombre).

Rousseau, vivant depuis longtemps hors de sa patrie et séduit par la forme républicaine de la Constitution genevoise, n'en comprend pas le véritable caractère au moment où il élabore son *Contrat social*. Il la trouvait parfaite ; mais, nous dit l'auteur, c'était sa propre idée de la Constitution qu'il exaltait ainsi, et cette idée était fausse ! D'autre part, les patriciens de Genève n'ont pas compris non plus le véritable sens du *Contrat social*. Le procureur général Tronchin, qui fut chargé de l'examiner, était cependant un esprit distingué et relativement tolérant, du moins pour les personnes. Il se persuada que l'ouvrage de Rousseau avait été écrit pour Genève et attaquait directement sa constitution, alors que c'était un traité purement spéculatif. Voilà pourquoi le *Contrat social* fut condamné, avec l'*Émile*, par le gouvernement de Genève. Rousseau, de son côté, vit clairement qu'il s'était complètement mépris sur la constitution genevoise ; il se mit à l'étudier à l'aide des documents que lui fournirent ses amis, et notamment Deluc. Ce fut là une des origines et des sources des *Lettres de la montagne*.

Dans la deuxième partie de sa thèse, fort intéressante aussi, M. Spink étudie de façon approfondie les démêlés de Rousseau avec les pasteurs genevois. Il avait été d'abord en bons termes avec nombre d'entre eux. Mais, sur la question religieuse, Rousseau trouva aussi chez ses compatriotes beaucoup d'incompréhension. On aurait, cependant, pu penser que ces pasteurs, à tendances rationalistes, auraient dû accepter sans trop d'hostilité la *Profession de foi du vicaire savoyard*, plus dangereuse, semble-t-il, pour le catholicisme que pour le protestantisme, surtout libéral.

A la suite de la publication des *Lettres de la montagne* (fin de 1764), la situation

s'aggrave pour Rousseau, qui est en proie à une véritable persécution. La vie lui devient impossible même à Môtiers, dans la principauté de Neuchâtel, où il avait d'abord trouvé le repos et dont le pasteur, Montmollin, avait eu pour lui une véritable bienveillance avant de devenir son ennemi. Cependant, les violentes polémiques déchaînées à Genève par les *Lettres de la montagne* y provoquèrent un trouble politique grave, qui nuisit singulièrement au parti des patriciens. M. Spink nous donne à cet égard beaucoup de renseignements intéressants. Il montre aussi que Voltaire a bien moins contribué à aggraver la situation de Rousseau que celui-ci ne se l'imaginait¹.

Henri SÉE.

Constantia MAXWELL. *Dublin under the Georges, 1714-1830*. Londres, George G. Harrap, 1936. 290 pages. Prix : 12 s. 6 d.

Après un premier chapitre, qui retrace en traits rapides l'histoire de l'Irlande sous les quatre Georges, Miss Maxwell nous donne d'abord une quarantaine de pages qui, à elles seules, justifieraient son titre, avec leur énumération et leur description sommaire des monuments et des hôtels particuliers dont Dublin s'est enrichie au cours de cette période. Mais on trouve encore bien autre chose dans cet excellent ouvrage, et, en particulier, deux études qui auraient attiré l'attention et la louange de notre regretté Henri Sée : la vie des riches, la vie des pauvres. D'un côté, un genre de vie particulièrement splendide — une multiplicité de serviteurs, une grande profusion de plats sur les tables, du vin en abondance ; de l'autre, une populace misérable, entassée dans l'immonde promiscuité des taudis, dans des rues sans voirie, où les épidémies faisaient de faciles ravages. Le Dr Maxwell ne manque jamais de dire que les autres grandes villes d'Europe n'avaient pas un système sanitaire bien différent : on reste cependant accablé de voir avec quel fatalisme riches et pauvres acceptaient de pareils contrastes. Puis c'est une incursion dans le monde intellectuel, étudiants et professeurs, bibliothèques, académies, où l'on sent que l'Irlande n'intéressait guère une « Ascendancy » occupée seulement à en extraire de bons revenus. Le chapitre sur le théâtre est vivant et détaillé ; le grand Garrick et le père de l'écrivain Sheridan s'y détachent avec un relief particulier. Vient ensuite un exposé de la vie économique : l'Irlande, sous l'impulsion d'un Parlement qui, sans doute, ne représentait pas la nation véritable, mais qui néanmoins travaillait dans le sens d'une tradition autonome, se sentait revivre, voyait renaître ses industries de la laine et de la toile ; l'afflux à Dublin d'une aristocratie dépensière favorisait la production du verre, de la porcelaine, de l'orfèvrerie, de l'ébénisterie, de la carrosserie. Mais les craintes suscitées chez Pitt par la succession de révoltes et d'interventions françaises, qui marquent la fin du XVIII^e siècle, l'amènèrent à imposer cette union désastreuse par laquelle l'Irlande fut ruinée, et dont le partage actuel de l'île en État libre et Irlande du Nord reste les legs déplorable.

Un dernier chapitre, dans la manière si heureusement connue du Dr Maxwell,

1. L'Appendice contient des notes fort intéressantes sur le texte des *Lettres de la Montagne*, les manuscrits, les éditions de 1764 et 1765. Une copieuse bibliographie clôt le volume.

fait défiler les témoignages et les impressions d'Anglais de toutes catégories au cours de leurs contacts avec le Dublin des Georges. Comme d'habitude, Arthur Young se fait remarquer par son don d'observation et son jugement impartial.

On pourrait appliquer la même formule au livre lui-même de Miss Maxwell. Bien qu'elle ne se cache nullement, dans sa *Préface*, d'avoir adopté « le point de vue d'une admiratrice du Siècle de la Raison » et d'avoir écrit pour défendre la *gentry* anglo-irlandaise, synonyme de la culture irlandaise au XVIII^e siècle — on ne trouve ici aucune trace du moindre parti pris : l'historien n'épouse aucune querelle. S'il fallait à tout prix adresser une critique à ce beau livre, on dirait que le cadre georgien n'était pas son unité naturelle, qu'il aurait peut-être mieux valu faire évoluer ce tableau de Dublin entre le traité de Limerick et l'union avec la Grande-Bretagne. Mais on doit reconnaître que, tel qu'il est, il comble avec beaucoup d'éclat une lacune évidente, et que longtemps encore, avec sa belle présentation et les nombreuses gravures, ainsi que la carte, dont il est accompagné, il fera autorité sur cette époque artificielle et brillante, sur ce paradoxe d'une capitale digne de Paris dans un État politiquement anéanti.

A. RIVOALLAN.

W. Stewart WALLACE. *Documents relating to the North West Company.* Toronto, The Champlain Society, 1934. In-8°, XIII-527 pages, 5 illustrations.

La présente publication comprend quatre parties : une introduction historique (p. 1-36), une édition de textes articulés en vingt-huit paragraphes (p. 39-422), un dictionnaire biographique des *North Westers* (p. 425-505), une bibliographie alphabétique explicative des ouvrages qui traitent de l'histoire de la Compagnie (p. 506-513). Un bon index termine l'ouvrage.

Les documents sont bien choisis. Ce sont des lettres d'affaires écrites par S. Mac Tavish, Mac Gillivray, des textes d'accords entre les firmes qui faisaient le commerce des fourrures, les comptes-rendus des assemblées de la Compagnie du Nord-Ouest, des extraits de rapport.

Toutes ces pièces sont fort instructives. Dans son excellente, mais trop courte introduction critique, M. W. Stewart Wallace évoque de façon intéressante les étapes de la vie de cette Compagnie du Nord-Ouest, qui, née de rien, fut accusée d'imposer ses vues aux autorités canadiennes des premières années du XIX^e siècle.

Les documents sont trop peu explicites pour qu'on puisse dire avec certitude l'origine de l'Association. Peut-être remonte-t-elle aux années 1765-1771 et au groupe Franceway-Corry. Mais son existence est indiscutable à partir de 1775. Sous la direction de Mac Gill et de S. Mac Tavish, elle constitue une société dont le capital est divisé en seize parts (1779). Après la retraite de Mac Gill, la Compagnie du Nord-Ouest, guidée par l'incomparable homme d'affaires qu'est Simon Mac Tavish, étend ses opérations, enrichit ses actionnaires, s'intéresse aux découvertes de Mackenzie (1789-1793), traverse une période d'incomparable prospérité, grâce à l'occupation provisoire de territoires cédés aux États-Unis par le traité de Versailles. Au lendemain du traité Jay, le domaine des Compagnies de fourrures se resserre. Plusieurs firmes rivales qui opéraient dans la région de Detroit, les For-

syth-Richardson et les Parker-Gerrard-Ogilvy de Montréal se tournant vers le Nord-Ouest, deviennent des concurrents avec qui il faut compter. Après plusieurs années de rivalité, la Compagnie du Nord-Ouest, toujours dirigée par Mac Tavish, absorbe les nouveaux venus (1800, 1802, 1804), augmente le nombre des parts sociales (portées à cent). Au moment même où S. Fraser atteint l'océan Pacifique, la Compagnie atteint son apogée. Car, à partir de 1811, la lutte contre la vénérable *Hudson Bay Company* va prendre un caractère aigu, grâce à l'intervention de lord Selkirk. Sur sa rivale, la *North West Company* paraît avoir remporté la victoire en 1821 (c'est la thèse de M. Pinkerton). Ce ne fut qu'une victoire à la Pyrrhus, comme le montra, en 1825, la faillite de la maison Mac Tavish, Mac Gillivray and Company, opportunément conjurée par la richesse d'Edward Ellice (1825-1851).

L'intérêt de la présente publication est double. A l'aide des documents originaux, il permet d'examiner de façon critique les conclusions de M. Robert E. Pinkerton (*The Hudson's Bay Company*). Peut-être pourra-t-on regretter que M. W. Stewart Wallace n'ait point suffisamment expliqué la ruine du commerce des fourrures à Montréal (p. 36).

Mais il a mis dans tout son relief l'épopée des fourrures dans le Nord-Ouest canadien. C'est l'épopée non pas des conquérants anglais du Canada, mais des vaincus de l'histoire et de la vie. Car elle fut conduite par des coureurs des bois du Canada français, fils des compagnons de La Vérendrye, par des Américains de la frontière qui n'avaient point réussi sur les bords de l'Ohio et du Mississippi, surtout par des Highlanders écossais, petits-fils des vaincus de Culloden, des tenanciers de lord Lovat, chassés d'Écosse par la persécution et par la ruine et fils des soldats de Wolfe ou des loyalistes de la Révolution américaine groupés dans le 78^e régiment.

« Ils passèrent une bonne partie de leur vie à parcourir d'incroyables distances dans des canots d'écorce. Ils souffrirent de la faim, du froid. Ils furent dépouillés, assassinés par les Indiens, parfois par leurs camarades. Ils tombèrent victimes de la variole, de la syphilis et du rhum. Mais ils ont conquis la moitié d'un continent et y ont constitué un premier empire commercial » (d'après la page 35).

E. PRÉCLIN.

Georges LEFEBVRE. *Les Thermidoriens*. Paris, collection Armand Colin, 1937. In-16, 220 pages. Prix : 13 fr.

Ce livre prolonge les trois volumes de la même collection rédigés par A. Mathiez. On n'a pas oublié le succès de cette histoire de la Révolution française, qui apparut si neuve et si pleine¹. M. G. Lefebvre était, certes, l'historien le plus qualifié pour continuer une œuvre si brillamment entamée, et l'ouvrage qu'il apporte satisfera les plus difficiles. La méthode d'exposition reste voisine et ne désoriente pas le lecteur. Même densité dans un alerte récit qui jamais n'oublie la répercussion des événements de tout ordre, surtout lorsqu'ils appartiennent à des domaines

1. A. Mathiez, *La Révolution française*. T. I : *La chute de la royauté* (n° 17 de la collection A. Colin) ; t. II : *La Gironde et la Montagne* (n° 52 de la même collection) ; t. III : *La Terreur* (n° 93 de la même collection).

qui semblent pourtant éloignés. Même souci d'illustrer les thèses générales par des faits précis, qui peuvent paraître insignifiants en soi, mais prennent une valeur considérable lorsqu'ils sont remis à leur vraie place. Même hardiesse de pensée ; seule, la sérénité scientifique de M. Lefebvre voile parfois l'éclat du style et tempère ses jugements. Mais la sobriété même du trait donne souvent à celui-ci un relief singulier. Thibaudeau, rappelle-t-il, protesta n'avoir jamais aliéné son indépendance dans les salons des Merveilleuses : « Mieux vaut l'en croire. Mais il ne fit pas école », se contente-t-il d'ajouter. Il ne manque pas, à l'occasion, de citer de savoureux extraits des discours ou des mémoires du temps. Tels les mots du conventionnel Hardy, qui montre la jeunesse dorée menée par « un blanc-bec de soixante-dix ans » et comptant des hommes de quatre-vingts, soixante et cinquante ans. Tel le tableau dressé par Laréveillière des séances du Comité de Salut public à la fin de l'an III (p. 178) : l'arrivée successive des commissaires affamés qui se ruent sur le pain blanc et le bourgogne réservés au gouvernement et taillent jusqu'à l'os dans le bœuf bouilli, pendant que le spectre de la disette plane sur Paris.

La période qu'étudie M. Lefebvre va du 9 thermidor an II (27 juillet 1794) au 4 brumaire an IV (26 octobre 1795). Elle avait fait le sujet d'un livre d'A. Mathiez, paru dans une autre collection et qui contient la substance d'un cours professé en Sorbonne¹. Il est tentant de comparer les deux œuvres et d'esquisser un parallèle. Sans manquer à l'affectueuse reconnaissance que je garde à l'un comme à la respectueuse admiration que j'ai pour l'autre, mon propos, dans les limites un peu étroites de ce compte-rendu, est de marquer quelques concordances comme aussi certaines différences. Celles-ci tiennent plus, d'ailleurs, à la mise en valeur des faits qu'à ceux-ci mêmes. Mais il faut noter d'abord que la matière est un peu plus restreinte, malgré l'apparence extérieure des deux livres, chez Mathiez, qui ne traite pas de la politique extérieure, résume plus sommairement la Constitution de l'an III et ne dresse pas le bilan de l'œuvre accomplie par les thermidorien. Là ne se borne pas l'apport personnel de M. Lefebvre et n'est pas, à mon sens, la différence essentielle qui existe entre les deux ouvrages. A. Mathiez, on le sait, excellait particulièrement à démêler les fils d'une intrigue politique et à souligner les points suspects d'une attitude en apparence désintéressée. Il avait donc surtout retenu l'aspect politique de cette période. Le titre même du livre et les têtes de chapitre qu'il avait choisis le montrent (*La réaction thermidorienne, Les nouveaux indulgents, Le rappel des Girondins*, etc.). Et il insistait avec abondance sur le détail des luttes et des tiraillements entre tendances au dedans comme au dehors de la Convention. Il est bien certain que les palinodies des anciens terroristes et la « résurgence » des factions abattues est le fait qui frappe d'abord, et qu'il n'y avait pas sujet plus propre à soulever la véhémence d'un homme, révolté, sincèrement, par les faiblesses des politiciens. Mais, si M. Lefebvre ne montre pas, au fond, plus d'indulgence que Mathiez pour des erreurs ou des calculs méprisables, il s'est efforcé, avec un plein succès, de les expliquer. Il fallait, pour cela, replacer les hommes dans une ambiance et un tourbillon de courants dont l'analyse est ici conduite avec une sûreté des plus remarquables. Et la valeur historique de celle-ci dépasse en portée les limites chronologiques du livre. En lisant Lefebvre, je serais même tenté de rêver, si la prudence nécessaire à l'historien ne s'y opposait par trop, à des lois

1. A. Mathiez, *La réaction thermidorienne*. Paris, Colin, 1929, in-8°, 324 p. ; prix : 40 fr.

historiques qui entraînent les hommes, à diverses époques, et toujours par les mêmes chemins. En tout cas, rien de plus saisissant que ces cinq premiers chapitres où l'on voit des hommes qui, certes, s'ils avaient renversé Robespierre, ne prétendaient pas, cependant, mettre fin à la République, ni même à la Terreur, et se trouvèrent pris dans le terrible engrenage de la réaction. Ils sont menés de la dislocation du gouvernement révolutionnaire à la mise en suspicion, puis à la proscription, enfin au massacre des Jacobins et à l'anéantissement presque total de leur œuvre. Comme la poussée révolutionnaire, la réaction politique comporte ses fatalités. D'où les palinodies et les reniements, l'alliance avec l'ennemi de la veille et la condamnation de l'ancien frère d'armes. L'œuvre montagnarde, si elle ne procédait pas d'un plan ou d'un système préconçu, était un ensemble cohérent. La destruction de quelques rouages entraîna la désagrégation. Pour l'édifier, les terroristes avaient brisé des hommes qui étaient des obstacles. Pour la détruire, les thermidoriens connurent des nécessités semblables, qu'ils aggravèrent trop souvent par l'exercice de la vengeance et qu'on ne peut justifier cette fois par un idéal désintéressé.

La Convention croit ressaisir l'autorité gouvernementale en renouvelant la moitié de son Comité de Salut public (13 thermidor-31 juillet) et en émiettant le pouvoir exécutif, distribué entre seize comités par le décret du 7 fructidor (24 août). Elle réduit à douze le nombre des comités révolutionnaires parisiens et supprime ceux de province. Elle cède à une indulgence trop naturelle en mettant en sommeil le tribunal révolutionnaire et en relâchant de nombreux suspects. Mais elle déchaîne ainsi un contre-courant qu'elle ne peut endiguer et qui se manifeste par les réclamations du club des Jacobins, des sections, des villes de province. Les élargissements dépendent surtout de recommandations suspectes, comme celles de Tallien, et les représentants dépêchés en province épurent les administrations sans trop s'embarrasser de règles précises et sans échapper à des influences locales. La Terreur s'évanouit. Mais bientôt ceux qui en portent la responsabilité sont pris à partie. Sans doute, au début, cherche-t-on à distinguer entre meneurs et égarés. Tentative vaine. Tous les hommes de l'an II deviennent suspects : arrestation de Lebon, des membres de la Commission d'Orange, dénonciation contre les députés en mission avant thermidor. Cette vive réaction généralise la désobéissance aux lois, la rentrée des émigrés, la réouverture des églises. Et bientôt ce sont les membres de l'ancien Comité de Salut public restés en fonctions qui sont dénoncés par Lecointre, le 12 fructidor. Barère, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois démissionnent. En un mois, les hommes de l'an II ont perdu les leviers de commande. Le pouvoir passe à la Plaine. Les Montagnards tentent pourtant de reprendre l'avantage. Ils rayent des Jacobins Tallien et Fréron. Les clubistes de Dijon réclament l'application de la loi des suspects. On transporte au Panthéon les restes de Marat (21 septembre — 5^e sans-culottide). En vain. Dans les sections parisiennes, les modérés l'emportent. Parmi eux, à côté de royalistes, on voit d'anciens hébertistes (Legray) ou des hommes comme Babeuf, ce qui souligne la confusion des tendances et la persistance des anciennes rancœurs. D'ailleurs, les Jacobins ne possèdent plus maintenant leurs moyens d'action de 93, brisés par la centralisation de l'an II. Paris ne s'administre plus, en fait, depuis le 8 germinal an II, date à partir de laquelle le ravitaillement de la ville a été assuré par le gouvernement. La Convention vient de supprimer les 40 sols aux membres des assemblées de section (4 frimaire), le

commandement unique de la garde nationale, les subventions aux journaux. Avec la presse, la rue est acquise aux réacteurs. Matraque en main, la jeunesse dortie tient le haut du pavé, sous l'œil indulgent de la police et de l'Assemblée. La discussion de l'affaire Carrier, l'attentat contre Tallien permettent la fermeture du club des Jacobins (20 brumaire). Les salons des Merveilleuses, qui s'ouvrent, sont l'instrument le plus efficace de corruption et de propagande contre-révolutionnaires. La campagne en faveur des anciens Girondins s'amplifie (18 frimaire), permet le rappel des proscrits, la suspension des poursuites et l'amnistie (27 frimaire). Mais l'apaisement ne suit pas. Reprise des attaques contre les membres des anciens Comités. Carnot devient suspect à son tour. Partout on brandit la menace d'un complot jacobin. Dans tous les théâtre, on remplace la *Marseillaise* par le *Réveil du peuple contre les terroristes*. Fréron lui-même apparaît comme trop tiède à ses amis. Marat quitte le Panthéon, avec Bara et Viala. Tous les fonctionnaires destitués depuis le 10 thermidor doivent se rendre dans leurs communes et sont ainsi désignés aux insultes et aux attentats. Successivement sont abrogées toutes les grandes lois de la Terreur, et l'on conteste maintenant la Constitution de 93 comme le plébiscite qui l'a approuvée.

Mais le passage capital du livre de Lefebvre est, à mon sens, le chapitre consacré à l'abolition du maximum et à la catastrophe monétaire. Il retrouvait là un de ses domaines favoris et il a su utiliser avec fruit les études de Harris sur la dépréciation de l'assignat. Il y a là un ensemble de faits qui dépassent de beaucoup en importance tous les événements politiques. Les terroristes, par la réglementation, avaient freiné la hausse des prix, limité l'inflation, instauré un système d'économie dirigée. Celle-ci supposait l'emploi de la force « coactive » qui disparut avec la Terreur et le gouvernement révolutionnaire. Pendant un temps, on se borne à fermer les yeux devant les accrocs clandestins à la loi du maximum et les résistances payannes aux réquisitions. Et la réglementation persiste, en particulier pour les marchés et les fournitures d'État. Mais l'intérêt des fournisseurs inspire des attaques très vives. Progressivement, les entreprises en régie sont rendues aux particuliers. Lindet doit jeter du lest. Le banquier Perregaux devient l'oracle en matière économique. Les amis des négociants se multiplient (Bourdon, Cambon). Le 26 vendémiaire, la liberté d'importer avait été rendue. Peu après, l'acte de navigation est supprimé. La taxation ne sera attaquée que plus tard. Elle est habilement précédée d'une violente campagne contre les erreurs et les fautes des fonctionnaires des *Agences*, bientôt dénoncés comme terroristes. On peut alors frapper le grand coup. C'est l'abolition du maximum (19 frimaire) et la retraite de Lindet (11 nivôse). Les échanges avec l'extérieur deviennent libres ; mais la prudence et le souci des besoins de l'armée demandent plus de circonspection dans le rétablissement de la liberté commerciale à l'intérieur, rendue pourtant inévitable par les mesures précédentes. Les conséquences furent désastreuses. Les denrées ne circulent plus ; les marchés se vident ; les municipalités doivent emprunter pour les approvisionnements, ce qui les met sous la coupe de la haute bourgeoisie. Inflation (22 milliards 800 millions d'assignats) ; hausse vertigineuse des prix. En quelques mois, la valeur de 100 livres-assignats tombe de 50 (juillet 1793) à 20, puis à 8 (germinal an III). L'indice des prix passe de 100 en 1790 à 2,180 (juillet 1795), 3,100 (septembre), 5,340 (novembre). C'est l'effroyable crise de misère qui déchaîne avant tout les émeutes de germinal et de prairial et l'impopularité des

Conventionnels qui pactisent avec les « Pourris ». Les royalistes devaient essayer de profiter, au 13 vendémiaire, de ce revirement de l'opinion. L'échec des premières journées faisait entrer l'armée dans la politique et permettait d'accélérer la réaction : épuration de la Convention, arrestation des membres des anciens Comités, suppression du tribunal révolutionnaire, révision des listes d'émigrés.

Dans d'autres domaines, les thermidoriens ne paraissent pas remporter des résultats meilleurs. En Vendée, leur molle politique a négocié les pacifications de la Jaunaye, de la Prévalaye sans exiger le désarmement et la soumission totale. Après ces « véritables capitulations républicaines », les Chouans peuvent, à bon compte, terroriser tout l'Ouest. Presque partout, les anciens cultes renaissent sans qu'on ait obtenu des réfractaires et des insoumissionnaires le ralliement à la République.

Au dehors, les victoires républicaines et les divergences au sein de la coalition, à propos des affaires de Pologne, ne sont pas mieux exploitées. La politique économique augmente, d'ailleurs, les souffrances de l'armée et ruine les provinces conquises, soumises aux exactions des fournisseurs. La question des frontières divise le gouvernement. Les thermidoriens de droite s'accommoderaient d'un renoncement aux frontières naturelles. Il faut l'erreur royaliste de Quiberon pour réveiller l'ardeur révolutionnaire. « La victoire de Hoche achève de consolider la République. »

Les derniers chapitres du livre constituent une maîtresse page d'histoire sociale. M. Lefebvre ne se borne pas à raconter les « émeutes de la faim ». Il sait voir les profonds mouvements déterminés par une pareille tourmente économique. Les sans-culottes étaient un parti de petites gens, artisans et boutiquiers, dont les intérêts, somme toute, malgré bien des insuffisances, avaient été sauvegardés par la Terreur politique et économique. Maintenant leur succèdent les « notables », bourgeois grossis par les débris des anciens partis, enrichis par le déplacement des fortunes et dont l'idéologie se rattache à celle des Constituants. Ils veulent conquérir la prépondérance dans tous les domaines. Cela éclaire l'œuvre politique et administrative des thermidoriens. C'est dans une atmosphère de réaction violente qu'a été élaborée la Constitution de l'an III. La Commission des Onze rejette les plans de Sieyès et revient aux grandes lignes de 1791. Elle écarte à la fois la dictature d'un homme et celle d'une assemblée, qui est son souci dominant. Elle ne retient que l'égalité civile, et en tant que simple attribut de la liberté. La Déclaration des Droits est doublée par celle des Devoirs. Le suffrage universel est remplacé par un suffrage censitaire. Le régime devient purement représentatif. Bien mieux, l'œuvre de décentralisation est plus poussée qu'en 1791, car les commissaires du Directoire dans les départements auront moins d'autorité réelle que les agents nationaux de l'an II, sans parler des préfets de Napoléon. Ainsi les thermidoriens lèguent-ils les périls et les entraves, qu'ils n'avaient pu vaincre, aux hommes du Directoire. D'où le sort de celui-ci.

Mais la perspective ouverte par M. Lefebvre ne peut être bornée à cette simple évocation. Après avoir écrit (p. 10) que l'on a vu, pendant la période thermidorienne, « un mouvement de réaction sociale qui (lui) confère son principal intérêt... », il ajoute : « (La réaction thermidorienne) a éliminé la démocratie de la vie politique et sociale de la France pour près d'un siècle (p. 13) ; ... c'est à l'époque thermidorienne, par réaction contre l'esprit de l'an II, que s'est éveillée dans la

haute bourgeoisie française cette conscience de classe qui est devenue de plus en plus exclusive et a fini par caractériser la Monarchie de Juillet... (p. 199) ; ... il fallait qu'il subsistât un prolétariat pour procurer à la bourgeoisie la main-d'œuvre indispensable (p. 203). » Et il montre comment, des nouveaux riches de l'an III, est sortie la bourgeoisie d'affaires qui initia la France au capitalisme moderne, après que se fût effondrée, par l'inflation, la fortune acquise des anciens possédants.

Livre précieux à l'historien et qui sera pour lui, malgré ses dimensions restreintes, un instrument de travail singulièrement complet et exact¹. Tel est avant tout l'ouvrage de M. Lefebvre. Mais je me plais à croire que d'autres le liront et le méditeront. Lorsqu'une époque permet de poser des problèmes d'une telle ampleur et nous offre des ensembles aussi mouvants, sa connaissance importe à tous ceux qui s'intéressent à l'homme. L'historien voit surtout les circonstances : le sociologue et le politique cherchent des traits dont la permanence dépasse une époque. Si les hommes de premier plan manquaient aux thermidoriens pour les diriger, « on peut cependant faire valoir », dit G. Lefebvre, « qu'ils étaient en grande majorité d'honnêtes gens... ». Sage remarque d'historien, et qui fait penser. Si trop, en effet, de ces honnêtes gens nous apparaissent comme odieux, que dire, sinon répéter le mot fameux sur l'âme des honnêtes gens?

Henri CALVET.

Torvald T. HÖJER. *Carl Johan och Bourbonerna, 1813-1814*. Uppsala, impr. de Appelberg, 1936. In-8°, 84 pages. (Extrait de *Karl Johans Förbundets Handlingar*, 1935-1938.)

M. T. Höjer, qui a utilisé avec le plus grand soin les papiers de Charles-Jean, trace un résumé de ses rapports avec les Bourbons en 1813 et 1814. L'ex-maréchal Bernadotte n'était point un de leurs partisans : pour eux, comme pour les plus réactionnaires des émigrés, il n'avait que de l'éloignement. Mais, avant tout, il était ambitieux. Un témoin de l'entrevue d'Abo (août 1812) a écrit plus tard qu'Alexandre avait fait alors espérer la couronne de France au nouveau prince royal. La seule chose certaine est que Cathcart, l'ambassadeur anglais, écrivit trois mois plus tard qu'on s'occupait à Saint-Petersbourg de ce qui arriverait en cas de révolution en France et qu'alors le gouvernement pourrait échoir à un général populaire (au prince royal de Suède, par exemple, ou à Moreau), car les Bourbons paraissaient avoir peu de chances. Louis XVIII, à Hartwell, se rendait compte que Charles-Jean pourrait jouer un rôle en cas de restauration. En novembre 1812, il le fit visiter par Alexis de Noailles, en janvier 1813 par le duc de Piennes. Mais Charles-Jean avait de tout autres pensées que celle de servir les Bourbons et venait d'envoyer Gustaf Löwenhielm au Tsar pour lui exposer que la conspiration de Malet avait eu pour but une dictature provisoire du prince de Suède. Ce dernier s'était, d'ailleurs, exprimé tout autrement avec Noailles, si bien que Louis XVIII

1. Quelques fautes d'impression sont à corriger : la date du serment ecclésiastique est du 17 novembre 1790 ; l'orthographe de certains noms comme ceux de Charette, Bara, ne comporte qu'un seul r.

lui envoya un nouvel émissaire, le comte Auguste de La Ferronnays. Malgré l'entremise de Mme de Staël, La Ferronnays essaya en vain d'obtenir une audience. Le chancelier Wetterstedt lui déclara que c'était impossible à cause de la position difficile du prince royal, que sa nouvelle politique avait rendu impopulaire dans les cercles amis de la France. Le 22 mars, La Ferronnays quitta Stockholm sans avoir obtenu audience. Charles-Jean déclara alors au ministre autrichien comte Neipperg qu'il ne voulait pas nuire à la dynastie de Napoléon, mais seulement réduire la France à ses frontières naturelles.

En mai 1813, Charles-Jean passa à Stralsund. Là, un nouvel émissaire de Louis XVIII, le comte de Narbonne-Pelet, essaya d'obtenir audience, mais en vain. Charles-Jean parlait avec bienveillance des Bourbons, mais déclarait vouloir régler sa conduite d'après la volonté du peuple. Noailles, étant alors revenu, fut plus heureux que Narbonne et fut attaché au quartier général.

En juin, le comte d'Artois et le duc d'Angoulême vinrent à Rugen, mais Charles-Jean refusa de les recevoir. Ils continuèrent leur voyage jusqu'à Kolberg, où les Prussiens firent de même. Les succès des Alliés amenèrent Charles-Jean à Leipzig. Là, le Tsar lui parla du rôle brillant qui l'attendait en France. Pour en aider la réalisation, Charles-Jean, au milieu de novembre, renvoya sur parole un grand nombre de prisonniers français, dans l'espoir qu'ils feraient de la propagande en sa faveur. Un nouvel émissaire de Louis XVIII, le comte de Bouillé, s'étant présenté à Charles-Jean à Lunebourg, fut reçu comme sujet suédois, la Guadeloupe, où il possédait des terres, étant alors possession suédoise. Charles-Jean, en décembre, ne cachait plus son espoir de gouverner la France, et Tchernychev écrivait que les Suédois en étaient mécontents. Charles-Jean prit alors à son service un émigré qui avait contribué à nous faire perdre Lübeck et Brême, Henri de Salviac de Viel-Castel. Il l'envoya comme émissaire à l'armée de Wellington. Viel-Castel devait déclarer que Charles-Jean avait de la sympathie pour les Bourbons, mais se conformerait à la volonté du peuple. Le 12 mars, Bordeaux ayant proclamé Louis XVIII, Viel-Castel répandit le bruit que les Alliés avaient refusé de recevoir le comte d'Artois, si bien que Wellington écrivit qu'il serait possible de provoquer un soulèvement si l'on se débarrassait de Viel-Castel. Après le retour des Bourbons, le duc d'Angoulême le fit emprisonner quelque temps.

Pendant son séjour à Hanovre, en novembre, Charles-Jean avait enrôlé un autre partisan, le célèbre publiciste Benjamin Constant. Mais l'attitude du prince royal continua à être ambiguë, si bien qu'en mars Louis XVIII lui envoya de nouveau Bouillé. Celui-ci apportait une lettre où le prétendant appelait Bernadotte « Monsieur mon frère ». Bouillé devait, de plus, lui faire espérer une haute charge, mais pas celle de connétable, qui ne convenait pas à un prince royal, ni celle de lieutenant général, parce qu'elle avait déjà été donnée au comte d'Artois.

Mais déjà, à ce moment, la candidature de Charles-Jean avait subi un grave échec. Metternich et Castlereagh avaient réussi à la faire abandonner par Alexandre qui, au commencement de janvier, s'y était montré favorable. De plus, un soulèvement en Norvège vint embrouiller la position de Charles-Jean. A la fin de février, il se rendit à Liège pour y être plus près des événements. Son armée était faible, les corps de Bülow et de Wintzingerode lui ayant été enlevés. Inquiet de ce qui se passait au congrès de Châtillon, il partit, le 25 mars, pour s'y rendre, sans y avoir été appelé, mais, à Nancy, fut forcé de s'arrêter, par suite de l'offensive de Napo-

léon. Le comte d'Artois y étant arrivé en même temps, Charles-Jean refusa de le visiter. Il donna, d'ailleurs, de bonnes paroles à Bouillé.

De retour à Liège, Charles-Jean mit son armée en marche sur Paris. Simultanément, il chercha à la renforcer par des négociations avec les garnisons françaises de Juliers, Maastricht et Anvers. Mais la chute de Napoléon, suivie de la proclamation des Bourbons, se produisit si brusquement que, le 10 avril, il dut reconnaître que ses chances s'étaient évanouies.

Émile LALOY.

Harold TEMPERLEY. *England and the Near East. T. I : The Crimea*. Londres, Longmans, 1936. In-8°, xxx-548 pages. Prix : 25 s.

M. Temperley se propose de suivre les rapports de l'Angleterre et du Proche-Orient depuis Canning jusqu'au Congrès de Berlin. Son premier volume mène le récit jusqu'au début de la guerre de Crimée et s'intitule : « La Crimée », parce que cette guerre semble être l'aboutissement de toute l'évolution qu'il retrace. Pour cette œuvre, en grande partie nouvelle, l'auteur a utilisé, avec les dépôts publics de Londres, Paris et Vienne, les archives royales de Windsor et les principales correspondances privées, celles des ministres Aberdeen, Russell, Clarendon, celle de l'ambassadeur Sir Stratford Redcliffe, maintenant accessible au Record Office, qui permet enfin de connaître son rôle si discuté. Les archives hollandaises ont fourni des appréciations impartiales d'un vif intérêt. Enfin, M. Temperley est allé longuement sur place retrouver le cadre et l'atmosphère des crises et des intrigues orientales. Son récit coloré et dramatique nous transporte constamment des chancelleries aux rives du Bosphore et aux montagnes du Liban.

Ce volume contient ainsi deux admirables tableaux des réformes accomplies par le sultan Mahmoud et le pacha Reshid. Leur comparaison est extrêmement instructive. Il renferme, d'autre part, deux études de la politique britannique traitées chacune d'une manière différente.

Elles sont précédées d'une introduction dans laquelle sont définies à grands traits les idées directrices qui, depuis le ministère de Pitt jusqu'à la première guerre égyptienne, ont inspiré la conduite des hommes d'État britanniques dans le Proche-Orient. Relevons une comparaison suggestive entre la politique de Canning, refusant de renouveler la garantie de l'intégrité de la Turquie, que Pitt avait accordée, mais résolu à défendre les points vitaux de l'Empire ottoman, et celle de Palmerston, plus méditerranéenne que turque, fondée sur la puissance navale de l'Angleterre et soucieuse de protéger la route des Indes.

Étudiant ensuite la crise européenne de 1840, M. Temperley a voulu laisser le champ libre au travail que M. Webster prépare sur Palmerston. Il a donc suivi les événements du point de vue oriental, traçant de brillants récits de la campagne anglaise contre Ibrahim et des affaires du Liban. Il ne traite pas du conflit franco-anglais, mais nous offre une très intéressante analyse des questions posées par la convention des Détroits.

La seconde moitié du volume est consacrée aux années qui précèdent la guerre de Crimée. La politique de Napoléon III n'est abordée que de biais, mais celle du Tzar est suivie pas à pas ; celle de chacun des ministres britanniques, celle, enfin,

de Sir Stratford, dans ses rapports avec Reshid, sont mises en pleine lumière. On a souvent vu, dans les initiatives et les intrigues de l'ambassadeur, une des principales causes de la guerre. M. Temperley nous montre les efforts vraiment inlassables qu'il fit pour l'éviter. Loin d'avoir provoqué la venue de la flotte anglaise sur le Bosphore, il en a retardé le plus possible l'arrivée. Il est vrai que des divergences funestes l'ont séparé de sa cour. Mais elles ont été surtout produites par la faiblesse d'Aberdeen et par les erreurs de Clarendon. Celui-ci eût mieux fait de laisser Sir Stratford agir à Constantinople que de chercher à Vienne un arrangement. Les décisions fatales sont intervenues à Londres, dictées non par les exigences d'un diplomate trop impérieux, mais par l'opinion publique anglaise. Il est curieux d'observer qu'elles ont été finalement prises avec une précipitation excessive après que le cabinet eut longtemps observé la règle traditionnelle, qui lui interdit d'envisager des situations hypothétiques pour fixer à l'avance sa ligne de conduite.

Le volume ne prétend pas exposer la politique française. Mais, sur le rôle du Tzar et celui des Anglais, il aboutit à des conclusions qui semblent bien pouvoir être tenues pour définitives.

Paul VAUCHER.

Henning HAMILTON. *Anteckningar rörande förhållandet mellan Sverige och Danmark 1863-1864*. Stockholm, P. A. Norstedt, 1936. In-8°, 300 pages, 7 portraits et 2 fac-similés.

Le comte Henning Hamilton, né en 1814, avait rempli diverses fonctions importantes et même été ministre quand, le 20 juillet 1861, il fut nommé envoyé de la Suède-Norvège à Copenhague. Il était alors en complet accord avec le ministre des Affaires étrangères de Suède, le comte Manderström, mais leur façon de voir allait diverger peu à peu. La cause de ce dissentiment devait être la question de l'alliance entre la Suède-Norvège et le Danemark. A la base de celle-ci, il y avait non seulement des sentiments de solidarité scandinave, mais aussi une amitié « fraternelle » qui était censée exister entre Frédéric VII de Danemark et Charles XV de Suède ; jadis, étant princes royaux, ils s'étaient juré une amitié éternelle en mêlant, selon le rite scandinave antique, leur sang répandu par la piqure d'une épée. Quand Hamilton prit possession de son poste, le 2 août 1861, Frédéric, attendant Charles, qui lui avait annoncé par lettre sa venue, envoya sa garde à pied et ses grands dignitaires à Sönderburg pour le recevoir, mais le roi de Suède avait oublié ce qu'il avait écrit et était retourné directement à Stockholm ; il s'excusa d'ailleurs de cet oubli dans une lettre que Hamilton remit à Frédéric le 18 août. Comme compensation, Charles, pendant l'été de 1862, vint voir Frédéric à Fredensborg. Cette visite fut suivie d'une autre du prince héritier, Christian de Danemark, et de sa famille en Suède, mais Frédéric ne put y prendre part parce que la comtesse Danner, son épousemorganatique, ne voulait pas le laisser voyager seul. Il put ensuite espérer un dédommagement, car Charles lui annonça qu'il ferait une inspection en Scanie en juin 1863 et exprima l'espoir de le voir à ce moment. Frédéric se prépara à cette visite ; le 9, voyant que Frédéric était sans nouvelles de Charles, Hamilton envoya un courrier pour rappeler que la visite était attendue,

mais Charles fit répondre le 12 qu'il ne pourrait recevoir Frédéric cette fois parce que ses cuisiniers étaient déjà partis pour la Norvège, où il devait aller. Pour dédommager le roi de Danemark, une autre entrevue fut convenue ; elle eut lieu le 22 juillet à Skodsborg. Charles y exprima le désir de causer avec Carl Hall, le président du Conseil des ministres danois. Quand Hamilton l'apprit, il en fut inquiet, car il eut l'intuition que son souverain allait certainement commettre une bétise. Ce que Charles lui dit le soir ne fut pas pour le rassurer : « J'ai parlé avec Hall et tout est maintenant convenu entre nous... Il te le racontera ; ne sois pas inquiet, tout était convenu entre Manderström et moi. »

Le lendemain, Hamilton apprit de Hall que Charles avait conseillé à celui-ci de refuser la révocation de la patente du 30 mars 1863 sur la position constitutionnelle du Holstein dans la monarchie ; si la Diète germanique envoyait des troupes dans le Holstein, le Danemark ne devrait pas s'y opposer, mais bloquer les ports allemands. Dans ce cas, la Suède-Norvège enverrait 20,000 hommes pour la défense du Schleswig. Ces déclarations de Charles XV dépassaient ses droits constitutionnels, mais Hamilton dut reconnaître qu'elles étaient conformes à ce qui avait été convenu du temps du roi Oscar. L'impression qu'elles produisirent sur Manderström fut d'ailleurs la même. Hamilton, par précaution, limita la charge des promesses du roi en rappelant à Hall que l'entretien du corps auxiliaire suédois devait être soldé par le Danemark.

Comme suite à la promesse de Charles, Manderström envoya à Hamilton des copies des traités précédents, le chargeant de rédiger de concert avec Hall un nouveau projet de traité. Hamilton rédigea alors un projet d'alliance et un projet de convention militaire. Ils furent acceptés par Hall. Le 25 août, Manderström vint à Malmö, y eut une entrevue avec Hamilton et lui exprima ses doutes au sujet de ces projets ; cependant, dans une entrevue avec Hall à Copenhague le 26 août, Manderström ne trouva rien à y redire. Le 8 septembre, ils furent discutés dans un conseil tenu par le roi à Ulriksdal. Charles en recommanda l'acceptation, disant que l'union de tous les États scandinaves contre l'Allemagne, en forçant les autres puissances à intervenir pour empêcher une pareille guerre, ferait atteindre le but désiré. Les ministres n'approuvèrent pas cet avis et firent valoir que la guerre serait impopulaire, que l'armée n'était pas en état d'agir d'une façon décisive et que rien ne pourrait être obtenu sans la coopération de l'Angleterre et de la France. Finalement, il fut décidé de s'informer des intentions de ces deux puissances. Cette information ayant été prise, Manderström, dans une lettre du 5 octobre, écrivit à Hamilton que « le gouvernement danois lui-même jugerait si, sous l'empire des circonstances actuelles, la conclusion d'un traité d'alliance serait utile et opportune ». Il ajoutait, d'ailleurs : « si... l'Allemagne tentait une invasion dans le Slesvic..., le Danemark pourrait compter sur un appui actif de plus d'une puissance, et pour notre part, qu'un traité soit intervenu ou non... nous serions toujours dans les mêmes dispositions que jusqu'ici... d'offrir au Danemark le secours qu'il pourrait réclamer ». C'était la dépêche n° 100. Dans la dépêche 101, du même jour, Manderström faisait observer que les changements proposés dans la constitution danoise seraient mal accueillis en Allemagne, qu'ils équivaldraient à l'incorporation du Schleswig, que le Danemark, en 1852, s'était engagé à ne pas effectuer. Ainsi se trouverait établie une situation différente de celle qui existait « de l'aveu » de la Suède.

Ces dépêches laissaient entrevoir que le gouvernement suédois chercherait à se dégager. Hamilton, le 11 octobre, y répondit en présentant sa démission. Le même jour, Hall l'informa que l'Angleterre mettait comme condition à son appui le retrait de la patente du 30 mars en ce qui concernait le Holstein et le Lauenburg. Comme Hall croyait que la Suède faisait du maintien de cette patente la condition de son appui, il était fort embarrassé. Une réponse évasive de Manderström, le 13 octobre, ne put le rassurer. « C'est le commencement de l'écroulement de mon œuvre politique », dit-il à Hamilton. Il insista, d'ailleurs, pour la conclusion de l'alliance. Le 19 octobre, Manderström écrivit à Hamilton qu'il allait lui envoyer les pleins pouvoirs pour la conclusion du traité. Le 27 suivant, dans un Conseil des ministres, Manderström exposa les réserves qu'il allait mettre à un engagement de la Suède ; elles étaient si étendues qu'elles rendaient impossible pour le Danemark de tirer parti du traité qui les contiendrait, mais, de plus, Manderström n'en fit part ni aux Danois ni à Hamilton.

Un fait imprévu vint hâter la marche des événements. Le 13 novembre, on apprit que Frédéric VII venait de tomber malade ; le 15, il mourut. Le prince Christian lui succéda sans difficulté, mais ses droits sur le Schleswig et le Holstein furent contestés par le prince d'Augustenbourg. La prise de possession par Christian était un échec pour Charles XV, qui avait caressé l'espoir de joindre le Danemark à ses deux royaumes. Frédéric VII avait connu cette ambition et, en octobre précédent, avait raconté à Hamilton avoir dit à son bon ami Charles : « Je n'ai rien à dire là contre, pourvu que tu me promettes deux choses : la première de me laisser vivre en paix, la seconde de prendre tout si tu prends quelque chose. » Ces projets de Charles avaient été si connus que M. d'Adelswärd, le ministre de Suède à Paris, parlant à Drouyn de Lhuys, en octobre, en faveur de la défense par la France et la Suède de la ligne de l'Eider, crut devoir assurer que le gouvernement suédois ne nourrissait pas de pensées d'agrandissement territorial aux dépens du Danemark. A ce moment, on laissait entendre, en France comme en Suède, que l'on ne se croyait pas autorisé à intervenir pour le maintien de la domination danoise dans le Holstein. Une intervention de la Russie dans ce but était encore plus invraisemblable et, dans une dépêche du 21 novembre, Manderström exprima la crainte de voir cette puissance appuyer les prétentions du prince d'Augustenbourg si une alliance était conclue entre elle, la Prusse et l'Autriche. Le gouvernement suédois avait cependant fait un pas en avant et demandé aux États un crédit de trois millions pour la défense du royaume (ce qui était interprété comme une preuve de l'intention d'envoyer un corps de troupes défendre le Dannevirke), mais Manderström considérait que la situation « avait totalement changé » et que les obligations de la Suède-Norvège ne reposaient plus que sur le traité de 1852. Ces vues furent exprimées par les ministres dans la Chambre de la noblesse le 24 ; le ministre de la Guerre y reconnut, de plus, que l'équipement de l'armée était insuffisant. Le même jour, Hall, inquiet de l'attitude des puissances allemandes, vint dire à Hamilton « qu'il désirait beaucoup d'arriver le plus tôt possible à la conclusion d'un traité d'alliance ». Hamilton, qui se rendait compte des intentions de son gouvernement, conseilla à Hall « de faire faire par le ministre danois à Stockholm (le comte de Scheel Plessen) les démarches qu'il pourrait trouver opportunes ». Hall ne suivit pas ce conseil aussitôt ; le 27 novembre, il revint voir Hamilton, « insistant moins sur une conclusion prochaine du traité que sur un commence-

ment de négociations. « Malgré toute l'importance que j'attache à l'assistance matérielle de la Suède », dit-il, « ce n'est là qu'une question secondaire. Il faut que le pays sache (et qu'il sache bientôt) si cette politique sera scandinave ou allemande ». Hamilton dut lui conseiller de nouveau de s'adresser à Stockholm, car Hall écrivit le soir même à Plessen de faire la démarche. Elle eut lieu le 1^{er} décembre; Manderström ne semble pas y avoir répondu nettement; il refusa, il est vrai, de contracter le traité d'alliance, mais il n'est pas sûr qu'il ait dit à Plessen ce qu'il écrivit le 2^a à Hamilton : « On veut attaquer le principe même qui sert de base au protocole de Londres; nous sommes engagés, il est vrai, à le maintenir, mais nous le sommes au même titre que d'autres puissances et nous ne pouvons nous séparer d'elles. » Or, les puissances ne s'entendirent pas pour agir. Le gouvernement suédois resta donc inutilement bien disposé. Vers le 17 décembre, on chercha de Berlin à le tenter et on lui proposa le partage du Danemark, mais Manderström repoussa cette insinuation avec indignation. Sa politique était d'ailleurs contrariée par des émissaires de Charles XV et, dans une lettre du 23 décembre, le ministre insinua que son souverain, quand il voulait envoyer des troupes, ne visait pas à aider le roi Christian, mais à le renverser.

Au commencement de février 1864, les Allemands attaquèrent le Dannevirke. Le froid, plus que la supériorité des agresseurs, força les Danois à évacuer cette position. On eut l'impression que, si le corps suédois-norvégien promis avait été là, l'attaque eût échoué. Le 17 février, Hamilton alla à Stockholm pour y renouveler sa demande d'être remplacé; il y vit le roi, qui lui demanda pourquoi il démissionnait. Hamilton alléguait le refus d'accomplir la promesse faite au Danemark : « Je n'avais rien promis », dit Charles. Hamilton lui cacha mal son indignation.

Le 3 mars, Hamilton présenta à Christian ses lettres de rappel. De retour en Suède, il y reprit la rédaction d'un mémoire intitulé « Contribution à l'histoire de mon temps »; il est aujourd'hui conservé dans deux manuscrits. L'un d'eux, de 215 pages, conservé à Barsebäck, est resté inachevé; il a été en partie écrit avant le retour de l'auteur en Suède. Le second manuscrit (possédé aujourd'hui par M. Posse, d'Upsal) a 275 pages et va jusqu'à la fin de la mission de Hamilton; c'est une deuxième édition revue et augmentée. En 1864, Hamilton rédigea une troisième édition à laquelle il donna le titre d'*Anteckningar...* [*Notes sur les rapports de la Suède et du Danemark, 1863-1864*]; son manuscrit compte 385 pages. C'est celui qui est publié par MM. Friis et Hedin. Les notes ajoutées par les savants éditeurs en ont notablement augmenté la valeur.

Émile LALOY.

Édouard DOLLÉANS. *Histoire du mouvement ouvrier. T. I : 1830-1871*. Paris, Armand Colin, 1936. In-8°, 397 pages. Prix : 32 fr.

M. Dolléans n'a pas esquissé l'histoire du mouvement ouvrier en fonction des événements sociaux si importants qui se sont déroulés sous nos yeux et qui, pour plus d'un, font figure de révolution. Ses études propres, qui l'avaient amené à s'occuper d'un des fondateurs anglais du coopératisme, Robert Owen, et de l'agitation chartiste, sa sensibilité personnelle, qui le portait à souhaiter la « victoire des obs-

curs » et à espérer l'épanouissement d'un humanisme ouvrier, l'intérêt qu'il éprouvait pour l'idéologie de Proudhon, animateur du présyndicalisme français, l'ont préparé à entreprendre l'étude dont l'apparition réjouira les historiens et les militants. Il faut bien l'avouer, en effet : si décidé que soit à l'indépendance spirituelle M. Dolléans, il appartient trop à son temps et son intelligence est véritablement trop sensible pour qu'il n'y ait pas, dans ce dense volume, des pages particulièrement vibrantes, émues, et par là même émouvantes.

Il ne pouvait être question pour M. Dolléans de résumer l'ensemble du mouvement ouvrier dans le monde entier depuis l'année 1830, et c'est principalement à la France qu'est consacré son ouvrage. Mais, de la même façon que les théories sociales et les institutions ouvrières ont réagi les unes sur les autres, les apports sociaux propres aux différentes idéologies nationales se sont mutuellement influencés : entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne, en particulier, on constate des relations multiples, de sorte que, bien avant que l'internationalisme ouvrier ait pu être conçu comme un système organique complet, il s'est constitué comme un internationalisme de fait dont les mentalités ouvrières se sont imprégnées progressivement, constituant l'ambiance d'où devaient surgir les formes les plus modernes du syndicalisme total.

Peut-être aurait-il été bon que M. Dolléans nous expliquât les raisons qui l'ont conduit à faire partir son étude de l'année 1830 : date qui, sur le plan social, n'a guère d'autre intérêt que de prouver le rôle que les masses ouvrières peuvent éventuellement jouer dans les transformations politiques. Du moins est-ce à partir de ce moment que, dans l'Europe continentale, le machinisme, avec ses effets multiples, prend un développement immense.

Dès lors, en quelques larges chapitres, sont indiqués les traits caractéristiques d'une évolution, sans cesse interrompue, mais à laquelle participe, avec une conscience grandissante, une masse, sans cesse accrue, de prolétaires. Remarquons que M. Dolléans a consacré plus de pages à la période de la monarchie de Juillet qu'à celle du Second Empire. Et, cependant, quelle richesse dans la période qui s'écoule entre 1852 et 1870, où, non seulement par la création de l'Internationale, mais par les coalitions ouvrières, les grèves révolutionnaires, les candidatures de classe, le prolétariat français prend progressivement conscience de lui-même, de ses besoins, de ses désirs, de son idéal.

De la monarchie de Juillet, M. Dolléans a su parfaitement exprimer la contradiction morale intime en ce qui concerne la classe ouvrière : la misère et l'espérance, une espérance qui se formule tant au moyen d'institutions solidaristes multipliées que de tentatives de résistance ou d'offensive marquées par les journées sanglantes de Lyon et de Paris ou les grèves britanniques. Ainsi apparaissent les deux doctrines et les deux tactiques complémentaires du réformisme et de la lutte de classe, et, tandis que les idéologies les plus audacieuses de l'utopisme communiste se multiplient, des milieux ouvriers émanent progressivement l'idée du groupement unitaire et la notion de l'internationalisme prolétarien. Une Flora Tristan, peu de temps avant la Révolution de 1848, peut formuler de façon plus ou moins nette ces tendances. Mais l'époque où vit Flora Tristan est celle de Friedrich Engels, observant le chartisme, de Proudhon et de Karl Marx, étudiant les réalités économiques et sociales de la France et de l'Allemagne, confrontant leurs conclusions, aboutissant le premier à la *Philosophie de la misère*, le second au *Manifeste*

communiste. M. Dolléans a bien rendu ce qu'on peut se risquer à appeler le « grouillement » idéologique qui caractérise la fin de la monarchie de Juillet, comme il a bien rendu l'immensité du fiasco révolutionnaire de 1848.

Les journées de Juin constituent ce qu'on appellera plus tard la seconde défaite du prolétariat français. M. Dolléans ne les a pas racontées, et, en fait, pour pouvoir les raconter objectivement et intégralement, il faudrait que l'on possédât sur ce terrible épisode un recueil critique de sources bien choisies. Sur la période du Second Empire, marquée par un développement inouï d'affairisme qu'embellit pourtant un peu de lumière saint-simonienne, et aussi par un souci très réel chez l'empereur et chez son cousin le prince Jérôme de réaliser quelques-uns des vœux de la classe ouvrière, il y a, dans le livre de M. Dolléans, des pages excellentes. Mais ce qui intéresse essentiellement M. Dolléans, c'est le développement de l'autonomie ouvrière, les prolétaires se défiant des faveurs du pouvoir tout en les utilisant, le cas échéant, à leur profit, et ne négligeant pas non plus de s'allier, dans certaines circonstances, avec les adversaires bourgeois de l'Empire, quitte à s'en rendre ensuite indépendants. Ainsi le livre célèbre de Proudhon sur la *Capacité politique des classes ouvrières* formule une tendance qui va, tactiquement, animer l'Association internationale mise sur pied par Karl Marx. M. Dolléans a su rendre compte à la fois de la multiplicité des grèves par quoi s'affirme l'audace progressive de la classe ouvrière, et de l'épanouissement des revendications de celle-ci. Sans doute, l'élan sera rompu par la guerre franco-allemande, et la confusion politique et sociale que détermine le grand drame national est loin de pouvoir disparaître : du moins la Commune de 1871, par l'étude synthétique de laquelle se termine le livre de M. Dolléans, est encore, à de nombreux égards, une tentative des ouvriers parisiens pour organiser la société de la façon qu'ils avaient rêvé depuis tant d'années. La Commune tombera sous les coups de Thiers. N'était-ce pas Thiers qui régissait le ministère de l'Intérieur au temps du drame de la rue Transnonain ? Et M. Dolléans termine son premier volume en opposant à Thiers Eugène Varlin, deux hommes en qui s'incarnent deux courants humains en heurt tout le long de l'histoire, « la lutte des vivants contre les survivants ».

M. Lucien Febvre, dans la charmante préface qu'il a écrite pour ce livre, a mis en lumière quelques-uns des mérites de celui-ci. Il n'a pas dit l'abondance des citations, souvent très longues, dont M. Dolléans a émaillé son texte propre. Si, par ailleurs, M. Dolléans n'a pas dressé, au seuil de son livre, une ample bibliographie unitaire de son sujet, les notes de son volume nous renseignent d'une façon très large sur la littérature d'un sujet qu'il connaît parfaitement. Notre cher ami François Simiand, qui, lui aussi, possédait une sensibilité délicate, masquée par l'austérité d'une méthode plus abstraite, aurait applaudi à l'œuvre de M. Édouard Dolléans, qui n'avait pas été son élève et qui aurait pu être son successeur.

Georges BOURGIN.

Niccolò RODOLICO. *Carlo Alberto negli anni di regno 1831-1843*. Florence, Le Monnier, 1936. In-8°, xi-501 pages, illustrations. Prix : 45 l.

Même alourdie et assombrie par un grand deuil familial, l'activité scientifique de M. Rodolico ne faiblit point : nous lui sommes redevables du présent ouvrage,

auquel, me semble-t-il, on ne peut reprocher que deux choses : d'une part, l'espèce de climat trop uniformément bienveillant à l'égard du prince dont il raconte une partie du règne ; d'autre part, l'absence d'une bibliographie critique. A dire vrai, M. Rodolico s'est bien appliqué à analyser la psychologie complexe de Charles-Albert et à suivre l'évolution qui a pu se produire dans cette psychologie : mais qu'il n'ait pu relever de contradictions ou de faiblesses dans la vie de ce prince, il y a là de quoi nous surprendre ; et, si M. Rodolico ne reconnaît pas à l'historien le droit de juger, du moins ne lui est-il pas défendu de mettre l'accent sur certaines brutalités et sur certaines incompréhensions d'un personnage historique — et le sien n'en est pas indemne. Quant à la bibliographie, elle est partout ; elle est dans une note liminaire où M. Rodolico indique les fonds d'archives, inaccessibles au *vulgum pecus*, où il a pu puiser, dans une annotation extrêmement riche, dans les textes abondamment, presque toujours correctement, reproduits au cours de l'ouvrage et parfois, par le moyen de l'héliogravure, dans leur aspect graphique même. Pourquoi, toutefois, ne rien dire, à ce qu'il me semble, des livres de MM. P. Silva sur la *Monarchie de Juillet* et C. Vidal sur la *Jeune Italie* ?

Fautes ou lacunes, si elles existent, extrêmement vénielles, au demeurant, et qui ne diminuent en rien la valeur de l'ouvrage. Divisé en neuf chapitres, celui-ci prend Charles-Albert au moment de son avènement et le conduit jusqu'à l'époque où tout le mouvement spirituel d'unification monarchique se concrète dans l'apparition du *Primato* de Gioberti. Mais l'intérêt du travail de M. Rodolico consiste dans les efforts qu'il a multipliés pour suivre les interactions entre les décisions du roi et la mentalité de son entourage, les transformations économiques et sociales du Piémont, l'évolution interne de l'Italie tout entière, les grands problèmes politiques européens. Ainsi est-il arrivé à briser le cadre biographique, où il paraissait devoir d'abord enfermer sa riche matière, et à intégrer ces douze années d'histoire piémontaise dans toute l'histoire de la péninsule et dans celle même de l'Europe.

Après, en effet, avoir défini la situation du Piémont à la mort de Charles-Félix et déterminé le bilan moral et intellectuel du successeur de celui-ci, M. Rodolico explique les difficultés des débuts du règne, avec l'opposition des réactionnaires, qui voient en Charles-Albert une sorte de duc d'Orléans, et la confiance absurde des révolutionnaires, qui croient que ce pieux roi, acceptant de gouverner comme un devoir divin, sera capable de réaliser leur programme. En réalité, Charles-Albert garde l'ancien personnel ministériel, mais institue un organe gouvernemental nouveau, le Conseil d'État. La crise de 1833 le force à retarder ses desseins de transformation raisonnable : à l'intérieur, l'affaire de la *Jeune Italie*, à l'extérieur, le conflit franco-autrichien, à propos de l'occupation de la Romagne, posent de redoutables problèmes. Mais, après avoir ordonné la répression sans merci de la conspiration mazzinienne et maintenu la balance égale entre Metternich et Casimir Perier, Charles-Albert reprend son œuvre réformatrice : suppression du régime féodal en Sardaigne, promulgation de divers codes, institution d'un régime plus laïcisant à l'égard du clergé, encouragements donnés aux diverses activités économiques, philanthropiques et « culturelles ».

Le résultat de tout cela — qui est exposé avec une élégante précision par M. Rodolico —, c'est, d'une part, que le Piémont se détache progressivement de la sphère d'influence de l'Autriche ; au cours de la grande crise européenne, déterminée par

l'affaire d'Égypte, le gouvernement prend nettement conscience de sa dignité et de sa force, et ainsi est provoqué un léger mouvement de rapprochement vers la France, mouvement que gêne le problème tunisien, issu de la mainmise par la France sur l'Algérie. D'autre part, les esprits s'intéressent, en Piémont, à tout ce qui se manifeste de nouveau dans la littérature toscane, considérée comme littérature italienne typique, et, en particulier, à toutes les constructions de l'historiographie; et, par ailleurs, les développements constatés, sur tous les plans, au Piémont, suscitent, dans toute la péninsule, les plus vives sympathies pour le gouvernement de Turin, orienté, à partir de 1840, en dehors de l'influence des *ultras*. Aux *Speranze d'Italia* de Balbo fait pendant le *Primato* de Gioberti. Le 2 septembre 1843, dans une lettre à Villamarina, Charles-Albert affirme être « prêt à marcher en avant ».

Ainsi, dès 1843, s'ébauche au Piémont et en Charles-Albert la mentalité qui s'affirmera en 1848, et nous souhaitons que M. Rodolico nous conduise jusque-là avec le talent et la science dont il a donné tant de preuves dans le présent ouvrage.

Georges BOURGIN.

Jean MAURAIN. **Un bourgeois français au XIX^e siècle, Baroche, ministre de Napoléon III, d'après ses papiers inédits.** Paris, Félix Alcan, 1936. 1 vol. in-8°, xv-526 pages. (Bibliothèque d'histoire contemporaine.)

M. Maurain, en étudiant la politique ecclésiastique du Second Empire, a rencontré le personnage et les papiers de Baroche. Il a donné, en décembre 1935, à la Société d'histoire moderne (son exemple serait à imiter), sur la composition et l'emplacement dans des dépôts publics (bibliothèque Thiers) ou privés (M^{me} de Bérulle) de ses archives, des indications, qu'il développe par une sorte d'inventaire rapide dans l'introduction de ce livre. Elles sont exceptionnellement complètes, soit en documents directs, soit en notes ou mémoires, soit en correspondances. Un ouvrage qui y ajoute l'utilisation d'autres fonds, comme certains dossiers de Rouher ou des séries de BB 30 (justice) et F 19 (cultes), ne peut qu'apporter à l'histoire du Second Empire une importante contribution, riche de multiples détails. Non seulement Baroche a occupé des postes de premier rang (deux fois ministre du Prince-président, président du Conseil d'État et orateur parlementaire du gouvernement de 1852 à 1863, garde des sceaux de 1863 à 1869), mais il a fait continuellement partie des sphères gouvernementales comme membre du Conseil privé ou ayant entrée au Conseil des ministres. Toute l'histoire générale est donc intéressée à sa biographie.

La méthode de M. Maurain est essentiellement analytique. Il s'abrite — je dirais presque : il se dissimule — constamment derrière les documents dont il fait, selon leur apparition chronologique, le résumé ou la citation. Presque tous les faits sont exposés par l'intermédiaire des récits de Baroche lui-même. Ce n'est guère qu'en fin de chapitres que M. Maurain se donne liberté de porter une appréciation ou une interprétation; encore couvre-t-il souvent ses jugements de ceux des contemporains, de leurs concordances ou contradictions. Cette méthode, infiniment prudente et critique, ne va pas sans présenter quelques inconvénients : un certain éparpillement des faits que le fil chronologique amène et enlève et qui se succèdent plus qu'ils ne se groupent, un certain manque de proportion des valeurs, car Baroche

aura parfois traité largement et longuement une petite affaire qui prend ainsi une place un peu encombrante (par exemple dans le chapitre des discussions du corps législatif, ou tel mémoire sur les expropriations). La présentation même de M. Maurain, d'une forme claire, mais un peu terne, pousse au premier plan la parole ou l'écrit de Baroche, qui sont médiocres, sans éclat, parfois ennuyeux. Cet ouvrage a donc avant tout une valeur documentaire considérable : le nombre de pièces, de lettres du ministre, de ses collègues, de l'Empereur, qui y sont mises en œuvre, en font un répertoire de faits d'une grande richesse et, en beaucoup de cas, d'une réelle nouveauté ; le prudent esprit critique de son auteur leur mérite tout crédit. Essayons d'en dégager quelques-uns.

Chemin faisant, tel ou tel point d'histoire s'éclaire ou se complète : des détails tirés des lettres de Louis-Napoléon et de Bineau sur les incidents hostiles du voyage du Prince-président dans l'Est en août 1850, les négociations difficiles avec le Sénat et avec les Jérôme Napoléon pour la restauration impériale, la préparation du traité de commerce de 1860, le régime de la boulangerie parisienne de 1861 à 1864, les combinaisons de l'emprunt mexicain, l'attitude de la magistrature relativement à l'application des lois de presse et de réunion dans les trois dernières années, sans compter, naturellement, les questions ecclésiastiques reprises de la thèse de M. Maurain.

Mais le grand intérêt de l'ouvrage est de nous placer au sein même du gouvernement, d'en éclairer de l'intérieur le mécanisme. Les notes et lettres de Baroche, les procès-verbaux de Rouher nous introduisent dans les Conseils des ministres et dans le Conseil privé : en dehors des renseignements sur le travail même, c'est-à-dire les décisions politiques ou l'élaboration de lois, nous assistons aux rivalités des groupes ministériels, aux intrigues des uns contre les autres, notamment en 1863 et plus tard, de 1866 à 1869, lors de l'établissement des réformes libérales, à l'hostilité des éléments civils et d'affaires du gouvernement vis-à-vis les éléments et l'esprit militaires ; à signaler un récit de Baroche particulièrement complet de la crise ministérielle de 1862 (p. 234-242), ou les notes prises par lui sur les questions de politique extérieure, auxquelles il n'est généralement mêlé que par raccroc, du fait d'un intérim, par exemple. Un problème d'importance trouve ici des éléments exacts de solution : celui des relations de l'Empereur avec ses ministres et, par là même, de sa responsabilité personnelle dans les décisions du gouvernement ; car il ne s'agit pas ici de vagues données générales, mais de faits précis. Nous voyons ainsi telle question introduite, arrêtée déjà par Napoléon, au Conseil, et qui ne comporte plus discussion que des modalités d'application ; c'est le cas, la plupart du temps, pour la politique extérieure, domaine réservé à l'Empereur, où les ministres non directement intéressés sont même tenus dans l'ignorance absolue, au point de soulever en 1863 des observations de Morny : témoin les conseils relatifs à la guerre de Crimée, l'intention d'une intervention armée en Espagne en 1856, les combinaisons de la politique italienne, les objectifs de l'expédition du Mexique. D'autres fois, c'est la décision de l'Empereur prise ou maintenue malgré l'avis de la majorité ou même de l'unanimité des ministres : ainsi la confiscation des biens d'Orléans, les concessions de 1860, la réforme financière de 1861, le renvoi de Thouvenel en 1862, à propos duquel l'Empereur expose lui-même à Fould la conception que les ministres doivent avoir de leur rôle, le droit d'interpellation et le rétablissement de la liberté de presse, d'une façon générale les réformes de 1867-1869. Ac-

cessoirement s'ajoutent certaines indications sur le rôle politique de l'Impératrice. Sur les relations du gouvernement et du Corps législatif, les papiers de Baroche apportent moins de nouveau ; le livre de M. Maurain économise au moins le long dépouillement de mémoires ou journaux ; un point spécialement intéressant, en l'état des archives, malheureusement trop fragmentaire encore, concerne, les rapports mutuels du Conseil d'État et du Corps législatif (au chap. vi, *passim*). De toute cette étude ressortent, me semble-t-il, deux conclusions : d'une part, l'incontestable supériorité de l'Empereur lui-même sur son personnel : il est plus intelligent, plus ouvert, plus humain, il voit plus juste et plus loin ; d'autre part, le rôle d'inhibition, de freinage que le personnel exerce sur les décisions de l'Empereur, facilité par une certaine indolence et la forte emprise des habitudes, une mansuétude un peu timide, la crainte de heurter et de peiner ses collaborateurs, de la part du souverain.

Que dire, enfin, de Baroche lui-même ? D'abord, que l'influence de ce personnage, pourtant mêlé à tout le gouvernement durant tout l'Empire, est médiocre. On ne voit pas que son avis soit un élément de décision pour l'Empereur, qui ne tient pas compte de ses conseils ou de ses objections, qu'il s'agisse de la révocation de Neumayer et de Changarnier, du rétablissement du suffrage universel ou du coup d'État, plus tard de son hostilité aux entreprises d'Hausmann ou, enfin, des transformations du régime. Dans la troupe impériale¹, il joue les utilités ; ce n'est qu'un subalterne, un instrument. La raison en est dans son manque total de caractère et de capacité de résistance ; sa carrière, dès l'origine, dès 1847, est une suite de palinodies — palinodies d'opinion et même d'attitude, auxquelles il est facile de trouver une inspiration de courtisan ; M. Maurain ne les dissimule certes point, et il est vraisemblable que l'Empereur avait pour lui une certaine sympathie méprisante : constamment, il le charge, comme « avocat parlementaire du gouvernement », ou comme ministre, d'endosser la défense ou l'application de mesures auxquelles il s'est montré hostile, mais dont il assure consciencieusement, parfois fougueusement, l'exécution. D'où vient cela ? De l'ambition, certainement, et de la jouissance du pouvoir, à la fois pour la vanité et pour les avantages matériels ; de l'amour de l'argent, car cet homme, qui se dit sans fortune, accumula les gros traitements et Persigny le soupçonnait de complaisance ; du désir de placer les siens : les carrières qu'il fit faire à ses fils, les avantages financiers qu'il leur procura, sont assez scandaleux. Certes, ses sentiments de famille étaient son beau côté, mais c'est un père qui couvre d'assez vilaines choses de la part de son fils aîné. M. Maurain le donne, dans son titre, à maintes reprises dans le cours des chapitres, dans sa conclusion, comme le type du bourgeois de son temps. Cela me paraît assez discutable. Représentant de la bourgeoisie ? Non, si on le compare au personnel de la monarchie de Juillet : il n'a ni leur culture (notamment leur culture étrangère), ni leur éducation politique, ni leur sens de la liberté parlementaire, qu'ils gardent en dépit de leur conservatisme social et qui s'oppose à la dictature impériale ; quelle chute de Thiers à Baroche ! Non, si on le compare à la grande bourgeoisie de l'Empire lui-même, ouverte et hardie, entreprenante, ayant le sens du risque et le goût de l'action, qui a fondé l'organisation capitaliste et industrielle ; quel contraste avec un Péreire,

1. Je remarque que, dans une étude aussi exhaustive de Baroche, Morny n'apparaît à peu près pas.

un Lesseps, un Talabot ! Représentant de la bourgeoisie, oui, si, au lieu de dire bourgeoisie, on dit esprit bourgeois, avec le sens péjoratif et les aspects du cliché postérieur — étroit, peureux, petitement consciencieux et honnête, intéressé, vaniteux, médiocre en tout.

Les instruments dont s'accommode un régime sont significatifs de ce régime même, et leur connaissance est d'autant plus nécessaire. L'étude d'un médiocre qui persiste dans les hauts postes de l'État, la délimitation exacte de la sphère de son activité éclairent de la façon la plus suggestive le fondement et le mécanisme — je dirai presque la philosophie — du régime, permettent de déterminer plus exactement le cerveau qui le dirige et l'impulsion qui le meut. C'est le service incomparable que nous rend l'ouvrage de M. Maurain.

Charles-H. POUTHAS.

Günther JANTZEN. *Ostafrika in der deutsch-englischen Politik, 1884-1890*, Hambourg, Hans Christians Verlag, 1934. In-8°, 104 pages.

M. Jantzen consacre une étude solide et précise au rôle qu'a joué jusqu'en 1890 « l'Afrique orientale » dans les relations de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Quelques vues générales sont discutables. Par exemple, à en croire M. Jantzen, « c'est seulement à partir de 1883 que l'Allemagne *pouvait* avoir une politique coloniale, même au risque de mécontenter les hommes d'État anglais » (p. 11) : car c'est seulement depuis lors que la France et l'Angleterre étaient séparées par leur politique africaine. En réalité, si Bismarck avait été tenté par l'expansion coloniale, les possibilités d'agir ne lui auraient pas manqué bien avant cette date, et sans doute ses interventions n'auraient-elles pas déterminé de la part de l'Angleterre des résistances bien vives. Bismarck aurait pu, par exemple, développer l'influence allemande à Zanzibar, où, même avant 1870, le commerce germanique était aussi important que le commerce anglais. En 1874, Kersten et Brenner avaient adressé à la Wilhelmstrasse une requête pour l'établissement d'un protectorat sur Zanzibar, et l'amiral Livonius donnait, en 1875, des conseils du même ordre. Mais Bismarck se vantait de n'être pas un « colonial », et il aurait partagé le sentiment de Caprivi, qui, comme chef de l'Amirauté, déclarait : « L'Allemagne peut être contente qu'on ne lui fasse pas cadeau de toute l'Afrique. »

Néanmoins, c'est de Zanzibar qu'est partie l'expansion allemande dans l'Afrique orientale. Bismarck s'est intéressé à cette île et, dans ses Mémoires, il reconnaît qu'une telle acquisition lui semblait « digne d'effort » pour les « plans politiques de l'avenir ». M. Jantzen montre bien — et c'est peut-être ce qu'il y a de plus intéressant dans son travail — qu'aucun lien n'existait entre les plans du Chancelier et l'entreprise de Carl Peters, qui crée la « Deutsche Ostafrika Gesellschaft » en 1884, et qui entend fonder « un Empire colonial selon le modèle donné par Clive et Warren Hastings ». En octobre 1884, Bismarck fait informer Peters à Zanzibar qu'il ne doit compter en aucun cas sur l'appui de l'Empire. Néanmoins, Peters négocie avec les chefs indigènes et en six semaines édifie la plus grande colonie de l'Allemagne. Des expéditions belge et italienne se préparaient à pénétrer dans l'Afrique orientale ; s'il n'avait pas rapidement agi, il est probable qu'elle ne serait pas devenue allemande.

La colonie existe déjà quand Rohlfs arrive à Zanzibar pour prendre possession du consulat général que Bismarck a créé en septembre 1884 : depuis 1880, Bismarck avait reçu Rohlfs à plusieurs reprises. En février 1885, il se décide à proclamer la suzeraineté impériale sur le territoire acquis par la « Deutsche Ostafrika Gesellschaft ». Mais la situation financière de la Compagnie n'est pas brillante, et le Chancelier songe sérieusement à abandonner la colonie ; finalement, il se résigne à faire fournir des capitaux à la Société.

Sir John Kirk, qui représente l'Angleterre à Zanzibar de 1873 à 1886, s'efforce activement d'empêcher l'expansion allemande dans l'Afrique orientale, où le Sultan de Zanzibar envoie des troupes. En mai 1885, la Compagnie britannique de l'Afrique orientale a été créée, afin d'arrêter les progrès allemands. Mais l'Angleterre est alors aux prises avec la Russie à propos des frontières de l'Inde, et la question africaine passe à l'arrière-plan.

Quand Salisbury prend le pouvoir en juin 1885, il agit auprès du Sultan dans un esprit de conciliation. Une escadre allemande arrivant le 13 août à Zanzibar, le Sultan s'empresse de reconnaître les conquêtes allemandes et d'en rappeler ses troupes. Une commission, dont font partie un Allemand, un Français et Kitchener, alors lieutenant-colonel, est chargée de fixer les frontières du sultanat. Son activité, commencée en décembre 1885, prend fin en mai 1886. Kitchener et le délégué français collaboraient harmonieusement ; l'Allemagne rappelle son représentant, qui se sentait isolé.

Mais Bismarck, très préoccupé des complications bulgares, fait conclure avec l'Angleterre, le 1^{er} novembre 1886, un accord sur l'Afrique orientale. Cependant, le calme n'est pas encore rétabli ; les agents anglais et allemands sont en rivalité. Bismarck réclame le rappel du consul Holmwood et obtient satisfaction en mai 1887. D'ailleurs, il s'oppose aux projets ambitieux de Peters. Il souhaite avec l'Angleterre ce que son fils Herbert appelle « un mariage colonial ». Quand la révolte des Arabes éclate en septembre 1888, il se sert de la campagne antiesclavagiste pour s'assurer l'appui moral du Vatican, l'appui matériel de l'Angleterre qui coopère au blocus des côtes avec des vaisseaux italiens et portugais. L'insurrection est abattue en 1890. Durant ces trois années, Salisbury a résisté à la pression des coloniaux britanniques, et Bismarck se félicite de sa loyauté. « Son maintien au pouvoir », écrivait Herbert, « vaut pour nous cent fois plus que toute l'Afrique orientale. »

Le traité germano-anglais du 1^{er} juillet 1890 ayant fait l'objet d'études assez fouillées, M. Jantzen ne lui consacre que quelques pages en conclusion de son livre. Rappelons qu'il avait été question d'Héligoland dès 1884 : Bismarck aurait alors voulu l'obtenir à titre gracieux. Chamberlain ayant proposé, en 1889, d'échanger l'ilot contre la colonie allemande de l'Afrique occidentale, le Chancelier fit preuve d'une grande réserve. Salisbury le considérait comme de peu d'importance ; mais, au moment de le céder, il hésita ; pourtant aucun ministre anglais n'envisageait alors l'idée d'une guerre avec l'Allemagne. En Allemagne, d'après le témoignage de Tirpitz, les autorités navales ne voyaient pas non plus dans Héligoland un point stratégique de grande utilité.

Maurice BAUMONT.

Journal d'Alexandre Ribot et correspondances inédites, 1914-1922, publiés par le docteur A. Ribot. Paris, Plon, 1936. In-8°, II-307 pages.

Alexandre Ribot fut une des figures marquantes et les plus caractéristiques de la vie politique de la Troisième République. Esprit de haute culture, juriste de valeur, financier expert, maître de l'art oratoire, caractère souple sous quelque dehors de raideur doctrinaire, il a brillé au Parlement, fait figure au gouvernement et tenu un tout premier rôle, comme président du Conseil ou comme ministre, à deux moments d'une crise grave : en 1914, aux débuts de la Chambre radicale issue des élections d'avril, quand il s'agit de sauver la loi de trois ans — c'est alors qu'il fut renversé au bout de trois jours — et d'août 1914 à octobre 1917, aux Finances d'abord, où il créa l'instrument — les Bons de la défense — qui permit de soutenir la guerre, puis aux Affaires étrangères, avec, pendant un temps, la présidence du Conseil. Ce sont ses notes de cette époque de crise qui nous sont données ici, prolongées par un certain nombre de celles qu'il avait prises dans les années suivantes, jusqu'à sa mort. Des extraits de lettres des grands ambassadeurs de la République, les deux Cambon et M. Barrère, avec qui Ribot était en relations d'amitié personnelle, éclairent et complètent souvent le journal du ministre.

Ces papiers sont publiés par son fils, qui fut son chef de cabinet durant la guerre. L'introduction ne permet pas d'apercevoir très exactement la méthode suivie dans la publication. Il semble que les notes soient reproduites intégralement, dans la mesure où elles concernent des affaires politiques (les questions financières paraissent exclues). Les correspondances « ont dû être parfois reproduites intégralement » ; ce ne sont pas les historiens qui s'en plaindront. De fait, il n'est pas toujours facile de discerner ce qui est de Ribot et d'autres, et non plus de distinguer ce qui est document original et inédit de ce qui est analyse ou reproduction. Il y a là, du point de vue technique de l'édition et même de la typographie, un certain flottement, et on aurait souhaité une présentation plus précise.

Dans les grandes lignes, cette publication ne modifie pas la vue générale qu'on pouvait se faire des choses ; mais elle aidera à préciser bien des détails et à rectifier certaines impressions. Les quatre grands points sur lesquels elle complète utilement la documentation antérieure sont l'incident Briand-Lancken, l'affaire Sixte (offre de paix de l'empereur Charles), la tentative de médiation du pape et la vie intérieure des cabinets français durant la guerre. Briand ne sort pas grand de l'aventure ; il y apparaît d'une mégalomanie naïve, convaincu que sinon l'empereur d'Allemagne lui-même, du moins le prince impérial viendra en Suisse pour causer avec lui de la paix (1917) ou tout au moins (octobre 1918) lui écrira à ce sujet, et, quand l'affaire se gâte, réfugié dans l'attitude de l'enfant qui nie contre toute évidence. Du prince Sixte, le moins qu'on puisse dire est qu'il semble avoir pris de grandes libertés avec le texte des lettres de son beau-frère qu'il transmettait aux hommes d'État français. Après l'échec de cette intrigue habsbourgeoise, la diplomatie pontificale, qui en avait tenu au moins certains fils, reprend, sous une forme plus directe, son rôle de médiatrice d'une paix tout en faveur de l'Allemagne. Quant aux relations entre membres d'un même cabinet et entre ministres et Parlement, les faits que rapporte Ribot, et qui sont certainement exacts, quelque explication qu'on en puisse donner, ajoutent des traits précis à ce qu'on connaît

des médisances, des jalousies, des intrigues dont même la guerre et la situation où elle mettait la France n'avaient pas pour effet d'arrêter le cours. Quelques-uns des hommes politiques les plus en vue de l'époque sont, d'un trait de plume, accommodés de bonne façon ; les chefs militaires, eux aussi, en prennent, c'est le cas de le dire, pour leur grade, et on notera en particulier la façon dont Clemenceau s'exprime sur eux (p. 256-257). Il est intéressant d'apprendre que Poincaré avait l'idée d'appeler Clemenceau au pouvoir bien des mois avant que l'occasion ne s'offrit à lui de le faire (p. 201, où Ribot prête au président des intentions un peu machiavéliques ; p. 236, où sont données les raisons qui, finalement, amenèrent cet appel).

Pour apprécier la valeur du témoignage de Ribot, il faut tenir compte de ce qu'il était personnellement en cause, non dépourvu de vanité et assez souvent dénué de bienveillance pour ses partenaires ou ses adversaires. Mais, au total, il paraît avoir eu en matière extérieure des vues politiques très justes, et la correspondance, en grande partie privée, que les trois grands ambassadeurs ont eue avec lui montre un accord d'idées qui lui fait honneur. Elle donne un intérêt particulier à ce livre, où la grande histoire trouve autant à puiser que la petite histoire, l'histoire anecdotique, à glaner.

Louis EISENMANN.

Comte L. DE VOINOVITCH. *Histoire de Dalmatie*. Paris, Hachette, 1934, 2 vol. in-8°, III-892 pages. Prix : 60 fr.

Voici un livre où s'expriment la pensée, l'espoir et aussi la passion qui ont animé toute une vie. M. de Voïnovitch avait déjà abordé le sujet de ce grand ouvrage, sous deux angles particuliers, dans deux publications du temps de guerre en français : *La Dalmatie, l'Italie et l'unité yougoslave, 1797-1917* (1917) et *La monarchie française dans l'Adriatique* (1918)¹. Il le prend aujourd'hui dans son ensemble et nous donne, inspirée du même esprit, dominée par la même conception, une histoire complète de sa chère province natale, des origines à la « libération » de 1918.

C'est la première fois que le sujet est ainsi traité comme un tout, et le premier titre de M. de Voïnovitch à notre gratitude est d'avoir bravement affronté les périls du rôle d'un précurseur. Il y avait du mérite à le faire, car, malgré nombre d'études de détail sur l'histoire de la Dalmatie, que de cantons en restaient plus ou moins inexplorés ! Le travail monographique que suppose, en général, une pareille synthèse n'a été fait que fragmentairement, et ce sera sans doute l'un des heureux effets de la publication du livre de M. de Voïnovitch que de stimuler la recherche dans cette direction. D'autant plus que — et c'est l'un des grands attraits de ce livre — son récit fourmille d'idées, de rapprochements, parfois hardis, mais toujours ingénieux et suggestifs, d'essais d'interprétations personnelles, que l'on peut refuser d'admettre, mais qui valent toujours d'être examinées et que seuls lui reprocheront des érudits étroits, aux yeux de qui c'est n'être pas historien qu'avoir des idées,

1. On doit regretter que les deux importants ouvrages en serbo-croate qu'il a consacrés à l'histoire de Raguse, *La chute de Raguse* (2 vol. Zagreb, 1908) et *Raguse et l'Empire ottoman, 1365-1482* (Belgrade, 1898), n'aient pas été traduits dans une des langues occidentales.

et le signe du caractère historique d'un ouvrage, c'est uniquement l'abondance des références. A ce compte, Michelet, pour avoir tenu que l'histoire est une résurrection, n'est pas un historien. Or, M. de Voïnovitch, en toute modestie, se met de l'école de Michelet : c'est une véritable résurrection qu'il a tentée, l'évolution de vingt-cinq siècles ou plus d'histoire dans un tableau, un peu touffu peut-être, mais singulièrement vivant, plein de mouvement, éclatant de couleur et qui laisse, une fois achevée la lecture du livre, une impression d'ensemble au fond très juste.

Vouloir juger une pareille œuvre du point de vue de la stricte méthode érudite ou philologique, c'est donc commettre envers l'auteur la plus grande injustice. Il n'a pas prétendu s'attacher à un examen critique des témoignages jusque dans le plus mince détail, à fixer des dates précises jusqu'au jour et presque à l'heure. Ce qu'il s'est proposé, c'est, répétons-le, l'évocation synthétique de l'évolution d'une province où, au cours de plus de deux millénaires, se sont affrontées, combattues, amalgamées les influences civilisatrices de l'Occident et de l'Orient, qui a vu se développer une civilisation brillante et originale et à laquelle ce passé, sa position géographique, cette rencontre de courants de civilisation assignent, dans la Yougoslavie unifiée et dans l'Europe renouvelée d'après-guerre, une mission glorieuse et éminemment humaine. De cette mission de liaison spirituelle, la personne même de l'auteur n'est-elle pas comme un vivant symbole? Pleinement, ardemment Yougoslave, dans tous les sens du terme, et les plus profonds, M. de Voïnovitch est aussi tout pénétré de culture occidentale, latine. S'il défend avec énergie la terre et l'âme yougoslaves contre des entreprises de conquête où Rome a trop longtemps, pendant presque un siècle, paru se porter héritière de Venise, on sent sous sa plume l'amer regret d'être dans la nécessité de le faire, et que Rome n'ait pas plutôt compris la pensée et repris la tradition d'un Tommaseo et surtout d'un Mazzini, on discerne que son plus cher désir serait l'entente sincère, cordiale, entre la Yougoslavie une et libre et une Italie qui reconnaîtrait sans réserve cette unité et cette liberté avec toutes leurs conséquences. Il n'est pas jusqu'à son style français, frappant d'élan et de couleur, qui, dans certaines tournures, ne porte la marque d'une influence de l'italien ; et l'élan tout yougoslave de son imagination s'enveloppe, dans l'expression, d'une parure aussi éclatante que la peinture des maîtres vénitiens.

Que cette imagination l'emporte parfois un peu loin, que, séduite par des mythes ou des légendes brillantes, elle l'entraîne à des hypothèses hardies et à ce que les philologues, qui s'en scandalisent chez lui — *sutor ultra crepidam!* — se permettent à eux-mêmes sous le nom de conjectures, on ne saurait, après cela, beaucoup s'en étonner. Le chapitre II, *Le voyage de Cadmus*, est un des exemples les plus frappants de ces audaces. [Mais elles portent, en général, leur antidote en elles-mêmes, et nul lecteur un peu informé ne prendra pour pur argent comptant ce récit des aventures du héros thébain.] Aucun, cependant, ne méconnaîtra tout ce qu'il révèle de savoir de l'antiquité et contient de puissance suggestive et ne dénierait à M. de Voïnovitch le mérite d'avoir, sous cette forme poétique, attiré l'attention sur un fait important, l'affleurement de la civilisation égéenne sur ces rives de l'Adriatique. On doit en bonne justice le même éloge, dans les mêmes limites, à maint autre chapitre du livre. Il n'est pas jusqu'aux titres de ces chapitres qui ne soient évocateurs. Tout au plus peut-on concéder que quelques-uns auraient gagné à être plus précis et plus expressifs, tel *Le marché infâme* ou encore *Au car-*

refour de l'histoire ; mais *Le dragon et la louve*, *Entre roi et doge*, *Sous les griffes du lion ailé*, *Un divorce tragique*, par exemple, disent bien ce qu'ils veulent dire et ont la valeur de formules saisissantes qui gravent dans l'esprit, en cinq mots, tout le caractère d'une époque.

Ces remarques expliquent qu'on ne puisse songer ici à discuter en détail les assertions ou les vues de l'auteur. Certains aspects du problème [qu'il a plus ou moins volontairement négligés], certaines contestations qui, sur tel ou tel point, s'élèveront contre le crédit qu'il accorde à telle ou telle version ont été signalées dans des études spéciales, dont l'une des plus compétentes, en même temps que la plus accessible au public français, a été publiée dans *Le monde slave* (décembre 1935) par un jeune historien yougoslave, M. N. Lalić. De prendre parti dans ces controverses dépasserait de beaucoup le cadre de ce compte-rendu : bornons-nous donc à indiquer que, sur une question essentielle, l'originalité particulière de la Dalmatie et ses liens avec l'évolution générale yougoslave, plus d'un historien yougoslave n'acceptera pas sans réserve les thèses de M. de Voïnovitch. Par ailleurs, le plan de l'ouvrage présente une singularité : il semblerait que le livre dût logiquement s'achever sur le chapitre du *Retour au foyer*, en 1918, avec tout au plus un épilogue ; or, après ce retour au foyer viennent un chapitre consacré exclusivement à l'objet des prédilections de M. de Voïnovitch, *Raguse*, dont l'histoire est de nouveau reprise presque depuis ses origines, puis un autre, *Hommes et monuments*. Les deux présentent comme une synthèse de la civilisation dalmate, et c'est sans doute précisément le désir de laisser son lecteur sous l'impression de l'unité et de la haute valeur « culturelles » de sa petite patrie qui a conduit l'auteur à adopter cette disposition. N'y en aurait-il pas eu une autre ou d'autres qui satisfissent à la fois ce désir et les exigences logiques de nos esprits français ?

Au total, M. de Voïnovitch nous a donné une œuvre de savoir, de valeur et de mérite qui rendra grand service aux historiens de l'Occident. La critique, sans parti pris, même si elle fait des réserves sur telle ou telle des hypothèses, des interprétations ou des conclusions de l'auteur, ne lui refusera pas le témoignage d'avoir apporté à la connaissance d'une histoire assez ignorée ou négligée une contribution de haut prix.

Louis EISENMANN.

Géographie universelle, publiée sous la direction de P. VIDAL DE LA BLACHE et L. GALLOIS. T. XIII : *Amérique septentrionale* ; 2^e partie : *États-Unis*, par Henri BAULIG. Paris, Armand Colin, 1936. Gr. in-8°, 332 pages.

Les généralités sur les États-Unis ayant été exposées dans la première partie de ce volume consacré à l'Amérique du Nord (cf. *Revue historique*, t. CLXXVIII, p. 619), on ne trouve dans la seconde que l'étude régionale et le chapitre de conclusion qui rassemble et synthétise les données économiques et politiques de géographie humaine.

Dans la description des douze grandes régions géographiques entre lesquelles se partage le territoire d'un État qui a presque les dimensions d'un continent s'insère un chapitre (xxiii) où est présenté dans son unité, qui, d'ailleurs, n'exclut pas la diversité, le Sud, cette composante de caractère si particulier de la grande

fédération. Or, cette unité, dit l'auteur (p. 438), « est un produit de l'histoire encore plus que de la nature, et l'on peut dire que c'est, avec sa pauvreté, le poids de son héritage historique qui a, jusqu'ici, empêché le Sud de développer toutes les possibilités contenues dans la riche diversité de sa nature physique ». Cet héritage, c'est une structure sociale à « traits archaïques, rappelant la seigneurie du Moyen Age », auxquels « s'associent des caractères fortement capitalistes » (p. 447). « Le résultat est un immense prolétariat agricole, blanc et noir, aujourd'hui plus blanc que noir, dont l'équivalent a depuis des siècles disparu de l'Europe occidentale » (p. 448). — Mais ce système semble résulter, au moins très largement, des conditions de la culture du coton ; et, comme celle-ci a bien des chances de demeurer longtemps encore, et de beaucoup, la principale dans ces régions, peut-on entrevoir le moment où le Sud pourrait développer les possibilités que lui reconnaît l'auteur ? L'impression que laissent ses indications n'est-elle pas, sinon contradictoire, du moins assez incertaine et vague ? On aurait aimé plus de lumière sur ce point, qui est d'importance pour l'histoire et la politique.

En dehors des études de villes, qui suggéreront souvent aux historiens des réflexions utiles — New-York, largement décrit et analysé (p. 355-366) ; Philadelphie, dont les caractères actuels s'expliquent encore en grande partie par l'esprit quaker (p. 369) ; Chicago, qui reflète comme un miroir grossissant la figure typique des villes américaines et peut-être par excellence les traits dominants de la mentalité américaine (p. 418-419) ; la Nouvelle-Orléans, où s'éteignent lentement les restes de la culture française (p. 471), pour ne citer que les principales — c'est surtout le chapitre final, *L'équilibre des États-Unis*, qui sollicitera et retiendra leur attention. L'analyse de la psychologie nationale (p. 571-572) met en exact relief quelques-unes des différences fondamentales qui séparent la vie américaine de la vie européenne. L'évolution du régime du laisser-faire presque total vers l'économie dirigée est clairement expliquée par des raisons géographiques, et certaines des causes de la crise économique illustrées par des chiffres parlants (p. 613-614). Si le commerce intérieur est, pour les États-Unis, de beaucoup plus grande importance que l'extérieur, celui-ci les met pourtant à l'un des premiers rangs dans les échanges internationaux. Mais, à s'isoler politiquement dans une neutralité indifférente et défiante, économiquement par un protectionnisme qui survit aux conditions par lesquelles se justifiait sa naissance, ils se privent des moyens d'exercer efficacement dans le monde le rôle auquel les appelaient et les habilitaient les conséquences de la guerre mondiale, et peut-être, laisse entendre M. Baulig dans ses phrases finales, mettent-ils en péril l'avenir de la civilisation occidentale, « dont les deux pôles sont sur les rives de l'Atlantique ».

Louis EISENMANN.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — MM. HANS NABHOLZ et PAUL KLÄIN, au nom de la Commission chargée par le Comité international des sciences historiques de l'étude des questions relatives aux Archives, publient un précieux petit guide¹ qui rendra les plus grands services à tous ceux que leurs recherches conduisent dans les archives étrangères. Pour tous les pays, de courtes notices, toutes rédigées suivant le même plan, répondent, paragraphe par paragraphe, à un questionnaire placé en tête du volume. On y trouvera brièvement indiqués les renseignements indispensables touchant la nature des documents accessibles de chaque dépôt, ainsi que les conditions de leur communication et de leur photographie.

— J. CAILLAUX, A. PETIT, H. CHARDON, R. P. GILLET, P.-E. DALBOUZE, E. FOURNOL, A. MESTRE, H. PUGET, M. HERMANT, C.-J. GIGNOUX. *La réforme de l'État* (Paris, Félix Alcan, 1936, in-12, 290 p. ; prix : 15 fr.). — Ce recueil de conférences organisées par la Société des anciens élèves et élèves de l'École libre des sciences politiques méritait de voir le jour. Les exposés qu'il contient entreprennent presque tous de poser avec bonne foi et avec une clarté suffisante les problèmes actuels de l'évolution de l'idée d'État, de la constitution de l'État, des agents de l'État, de l'État et la famille et des rapports entre l'État et la production. Sans doute les aperçus historiques de MM. Caillaux et Fournol sur la fin de l'Empire romain et la naissance de la féodalité témoignent d'une certaine insuffisance de documentation et de la volonté arrêtée de trouver dans le passé des armes politiques pour le présent, mais on a plaisir à lire les discours si nourris de M. Mestre sur les Constitutions françaises et de M. Chardon sur la question des fonctionnaires.
H. CALVET.

— Mentor BOUNIATIAN. *Dépression, progrès technique et dévaluation* (Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1935, in-8°, 123 p.). — La dépression est l'état économique distinct de la crise, qu'il suit, caractérisé par « une augmentation progressive du chômage et une baisse continue des prix ». Elle traite surtout de faits contemporains, mais s'appuie sur le mouvement comparé du salaire, des prix et du chômage en Angleterre depuis 1850 à 1910. La conclusion insiste sur l'importance du taux des salaires, qui, en période de dépression, est supérieur à la valeur du travail fourni, ce qui amène l'élimination d'une partie des ouvriers.

Malgré tout ce qu'on peut dire, M. Bouniatian assure « que les progrès techniques... ne sont pas générateurs de surproduction et de chômage ».

1. *Internationaler Archivführer*, hgg. von der Kommission für Archivfragen des Internationaler Ausschusses für Geschichtswissenschaft, bearbeitet von HANS NABHOLZ und PAUL KLÄIN. Zurich et Leipzig, Rascher, 1936, 111 p.

Quant à la dévaluation, il conclut qu'elle est, « en fait de politique, un moyen inefficace et dangereux, ainsi que déloyal et démoralisant ». Tout le monde le disait...

E. COORNAERT.

— André PHILIP. *Trade-Unionisme et Syndicalisme* (Paris, F. Aubier, 1936, in-12, 341 p.). — Les mouvements syndicaux anglais, américain, français sont aujourd'hui les plus importants, les plus caractéristiques. Dans trois études distinctes, M. Philip montre comment ils se sont formés depuis les premières manifestations de l'esprit ouvrier et conduit son récit jusqu'au seuil de cet avenir, où les organisations syndicales se préparent à jouer un rôle de plus en plus considérable. Il esquisse — d'une façon parfois approximative — l'histoire ouvrière dans les trois pays avant le XIX^e siècle. Il passe rapidement sur les premières révoltes contre les formes nouvelles de l'industrie, qui sacrifiaient l'ancienne indépendance du travailleur — révoltes animées, au fond, par le regret du passé. Puis, c'est la période de l'Unionisme en Angleterre, des sociétés de résistance en France, où les ouvriers veulent conquérir leur place dans une société dont ils n'envisagent guère une transformation radicale. A cette période succède celle où, d'une part, les ouvriers moins qualifiés prennent à leur tour une conscience plus nette de leurs intérêts de classe et se heurtent d'ailleurs à l'élite déjà organisée, où les travailleurs sont tiraillés longtemps entre une âpre volonté d'action autonome et le désir d'assurer et d'étendre leur action par la participation directe à la politique. La guerre provoque maintes vicissitudes dans la vie des groupements ouvriers. Partout, l'après-guerre voit se produire des conflits, où sont engagées des masses de plus en plus compactes, de plus en plus conscientes. En Angleterre, très affaibli par l'échec de la grève générale de 1926, le Trade-Unionisme a repris, avec un large programme de nationalisations, sa marche en avant. Aux États-Unis, un Unionisme plus entreprenant, appuyé sur les syndicats très nombreux de travailleurs non qualifiés, paraît près de s'emparer de la direction de la Fédération du Travail. En France, après la fusion de la C. G. T. et de la C. G. T. U., dont M. Philip décrit en détail la constitution, les événements des derniers mois ont fait de notre organisation ouvrière nationale la plus nombreuse du monde. Dans les trois pays, sous des formes diverses, les rapports du syndicalisme avec des partis politiques sont apparus nécessaires à cause du rôle que joue nécessairement l'État dans tous les grands pays.

Nous croyons que M. Philip retarde trop la formation d'une conscience de classe, du moins parmi les ouvriers français. S'il entrait encore un sentiment de dignité rétrospective dans les protestations des ouvriers contre l'organisation de l'industrie avant 1848, toute l'élite ouvrière avait déjà d'une façon très nette le sentiment des intérêts propres, de la solidarité de toute la classe ouvrière, de son opposition au patronat, à la bourgeoisie dans les domaines économique et social. Cette petite réserve faite, ce livre, solide et sobre, qui associe heureusement les faits essentiels et les aperçus sociologiques, à la fois récit d'histoire et exposé d'institutions, est un guide excellent pour la connaissance des mouvements ouvriers dans les trois grands pays démocratiques.

E. C.

Moyen Age. — GUIDO DE COLUMNIS. *Historia destructionis Troiae*, edited by Nathaniel Edward GRIFFIN (Cambridge (Mass.), 1936, in-8°, xvii-293 p. *The Mediaeval Academy of America*. Publication n° 26). — Ce volume, fruit de recherches

poursuivies depuis une trentaine d'années sur l'œuvre et la personne de Guido delle Colonne (*de Columnis* plutôt que *de Columna*, qui rattacherait à tort Guido à la célèbre famille des Colonna), contient une édition critique de l'*Historia destructionis Troiae* (1287), précédée d'une brève introduction : un second volume décrira les quelque quatre-vingt-quatorze manuscrits examinés par l'éditeur (sur cent trente-six dont il a retrouvé la trace), les sept éditions incunables et les traductions et étudiera, avec la biographie de l'auteur, les sources et l'influence de l'*Historia*. Devant l'impossibilité de dresser un *stemma* satisfaisant, Griffin a établi son texte sur les cinq manuscrits datés les plus anciens (1334-1353), en prenant pour manuscrit de base le ms. lat. 5694 de la Bibliothèque nationale (1334), dont la foliotation est reproduite en marge du texte. L'*Historia*, qui s'inspire avant tout du *Roman de Troie* de Benoît de Sainte-Maure, a été rédigée très rapidement : le premier livre en 1272, les trente-quatre suivants entre le 15 septembre et le 25 novembre 1287. Malgré sa pauvreté et ses négligences, le style est coulant et la prose de Guido delle Colonne se lit aisément ; ainsi s'expliquerait le succès jusqu'au début du XVIII^e siècle de cette œuvre, somme toute médiocre. Le texte de l'*Historia*, présenté avec beaucoup de soin, est accompagné en marge d'un résumé en anglais et complété par un glossaire des mots rares et un index des noms propres.

A. VERNET.

Belgique. — L.-E. HALKIN et G. DANSART. *Charles de Lannoy, vice-roi de Naples, 1482-1527*. Préface de Henri Pirenne (Paris, Desclée, de Brouwer et C^{ie} ; Bruxelles, Édition universelle, in-8°, 330 p., 8 pl. ; prix : 100 fr. b.). — Grâce à une abondante récolte documentaire à laquelle a collaboré M. Dansart, M. Léon-E. Halkin a établi une biographie, qui nous manquait, de Charles de Lannoy, né à Valenciennes, vice-roi de Naples, qui reçut à Pavie l'épée de François I^{er}. Livre agréable, qui fait revivre ce loyal personnage, bon serviteur de Charles-Quint et de la maison de Bourgogne, mais d'une correction louable à l'égard de son prisonnier. Il en ressort que Lannoy eut l'initiative, assez hardie, de mener le roi de Pizzighetone en Espagne et non à Naples ; l'empereur approuva le fait accompli¹.

Mais le vrai service rendu, c'est la mise au jour de 125 documents, presque tous inédits, tirés de Bruxelles, de Lille, de Vienne, de Londres, lettres de et à Charles de Lannoy, Charles-Quint, Marguerite d'Autriche, qui viennent compléter les collections existantes sur la rupture de 1522, la campagne de Bourbon en Provence, la guerre de Pavie, la captivité, le traité de Madrid, la ligue de Cognac. On y trouvera des pièces du plus haut intérêt, comme la longue instruction (pièce XVIII, p. 150-165) adressée à Lannoy le 23 avril 1522, véritable programme de la politique impériale, la lettre où Marguerite annonce à son neveu la victoire inespérée et s'emploie à persuader les incrédules (pièce LXXXVI). De nombreuses lettres traitent de questions de change et permettent d'affirmer une fois de plus qu'on fait fausse route en croyant que les paiements à longue distance se faisaient alors d'ordinaire en espèces métalliques. Il est regrettable que ces textes précieux, souvent reproduits d'après des copies, aient été publiés avec une fidélité excessive,

1. Il y a quelques incertitudes dans la rédaction. P. 82 : « Une entreprise audacieuse que Charles-Quint n'eût peut-être pas approuvée » n'est pas d'accord avec p. 83 : « Sûr de la collaboration royale, le vice-roi... s'y décida seul... »

c'est-à-dire sans aucun effort pour corriger les erreurs de lecture les plus évidentes¹.

Henri HAUSER.

— Jules GARSOU. *Le général Belliard, premier ministre de France en Belgique, 1831-1832* (Bruxelles et Paris, 1936, in-8°, xvii-426 p., index). — M. Jules Garsou continue la série de ses beaux travaux sur les débuts du règne de Léopold I^{er}. On sait qu'ils visent surtout à mettre à la portée des historiens des sources jusqu'ici inédites. Il en est ainsi dans ce nouvel ouvrage, où il analyse de très près et cite abondamment, par extraits, la correspondance du général, qui représenta la France à Bruxelles (sans d'ailleurs avoir été muni de lettres de créance officielles) dès mars 1831 et y resta jusqu'en février 1832. Belliard fut tout à la fois, pendant cette mission d'un caractère très particulier, le conseiller éclairé du gouvernement de Louis-Philippe et l'ami sincère de la Belgique. Il contribua, pendant la régence de Surlet de Chokier, à amortir les inévitables conflits que fit naître et, plus souvent encore, que menaça de faire naître la politique de la Conférence de Londres, en présence des revendications intransigeantes de l'opinion belge. On sait avec quelle vivacité celle-ci réagit contre les « bases de séparation » du 27 janvier 1831. Les difficultés ne manquèrent pas au général Belliard pour calmer, à Bruxelles, les esprits les plus excités et pour conseiller, à Londres et à Paris, une compréhension plus large des intérêts belges et obtenir ainsi le traité des XVIII articles. Il eut aussi grand mal à empêcher (et ceci par sa médiation personnelle) que la présence des troupes hollandaises devant Anvers ne conduisit à un renouvellement d'hostilités. Le général Belliard favorisa autant qu'il le put, à ce moment critique, l'élection du roi Léopold, dont il mérita ainsi d'être le confident, comme il avait été l'ami du Régent. Sa mission, qui fait honneur à la France, ne manqua donc pas de résultats heureux. M. Garsou les met bien en lumière et apporte à nouveau une contribution importante et neuve à l'histoire des premières années de ce grand règne.

Le volume est présenté au public par une préface de M. Paul Hymans, ancien ministre des Affaires étrangères et ministre d'État.

G. PAGÈS.

États-Unis. — R. P. LEJOSNE. *Un grand missionnaire : le Père Marquette, jésuite, découvreur du Mississipi, 1637-1674* (s. l., 1930, in-12, 69 p., 1 portrait). — Cet opuscule n'est un ouvrage ni d'érudition ni de synthèse scientifique : il est dépourvu de bibliographie, d'index et souvent de références. Il a été écrit dans un but d'édification. Exact dans les détails, convenablement écrit, assez bien composé, il peut rendre des services au grand public.

E. PRÉCLIN.

— Le Centre européen de la Dotation Carnegie vient de publier une plaquette de 138 pages, sous le titre : *Doctrines américaines de droit international*, dont l'auteur est M. Pitman B. POTTER, professeur à l'Institut des hautes études internationales de Genève. Elle comprend deux parties. La première, consacrée aux Doc-

1. P. 150, l. 15, pourquoi ne pas corriger « liegnent » en « tiegnent » et, p. 151 et *passim*, « peullent » en « peulvent » ; p. 152, « dicte » en « diète », « arrive » en « arrivé » ; p. 153, « payer » en « payez », « furer » en « tirer » ; p. 154, « dicte » en « diet » ; *ibid.*, « puça » en « pieça ». Même page, l. 25, il faut suppléer : « ils [ne] contreviennent ». P. 157, *sub fine*, « taschera » au lieu de « laichera ». Ces quelques exemples sont pris à une seule pièce. *Infida fidelitas*.

trines américaines, est divisée en cinq parties : I. Analyse et histoire. II. Bases et recueil. III. Isolement de l'Amérique : un mythe. IV. La politique américaine de 1896 à 1936. V. Les dernières années, de 1926 à 1936. La deuxième partie, concernant la légende de l'*Isolement américain*, est divisée en huit chapitres : I. Notre politique nationale de collaboration internationale. II. Lutte contre les obstacles qui s'opposent à des relations plus nombreuses et plus libres. III. Au travail pour réaliser une collaboration internationale. IV. La légende de l'isolement démentie par l'activité diplomatique de l'Amérique. V. Fausse idée de la politique de neutralité. VI. Fausse interprétation de la politique de non-alliance. VII. La doctrine de Monroe faussement interprétée. VIII. La théorie et la pratique de la diplomatie américaine, 1825-1900.

France. — Jacques BAINVILLE, de l'Académie française. *Lectures* ; préface de Ch. Maurras (Paris, Fayard, 1937, in-12, 364 p.). — Ce livre posthume a été composé d'une série d'articles de critique historique et littéraire parus dans diverses feuilles parisiennes de 1929 à 1936 et classés ici par année. Bien des jugements surprendront par leur légèreté. Tel celui qui porte sur Jaurès, historien de la Révolution française. Ce qui n'empêche pas Bainville de se référer, par la suite, à cette œuvre « à peu près négligeable ». Tel celui qui frappe Armand Carrel, audacieusement rapproché d'Almeryda. Et la défense de Bainville contre certains auteurs (Benda, Mathiez, Seignobos) est souvent embarrassée. Il reste que les méthodes de psychologie intuitive, le mépris de toute documentation fondée sur les recherches d'archives et les calculs statistiques, les généralisations abusives empêcheront toujours ce brillant journaliste d'être considéré comme un historien. Et son esprit systématique ne le garantit point des contradictions. Il est amusant de lire sous la plume de l'écrivain royaliste (p. 84) : « Quand on a cru que le passé valait mieux que le présent, on est prêt à transposer la même illusion dans l'avenir. »

Henri CALVET.

— Les *Mémoires de la Société historique et archéologique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin*, t. XLIV et XLV (1935 et 1936, 211 et 202 p.), contiennent, outre une importante étude sur *Gisors. La ville et le bailliage jusqu'à la fin du XV^e siècle*, par Françoise GOINEAU, le *Manoir des Clobilles à Cergy. Un conspirateur en 1804. Athanase Bouvet*, par L. LEFÈVRE ; les *Registres terriers des seigneuries de Villette (1545) et d'Evécquemont-Thun (1768)*, par P. COQUELLE ; le *Monastère des Célestins de Limay*, par Paul LEFÈVRE, et les *Anciens seigneurs de Saint-Clair-sur-Epte, XII^e-XV^e siècle*, par Carolus BARRÉ.

— Thadée GABRIELLI, ancien sénateur. *La Corse : ses luttes pour l'indépendance ; son annexion à la France ; ses représentants aux États de Corse, 1770-1789, au Parlement français, 1789-1937* (Paris, Lanore, in-12, 237 p. ; prix : 16 fr. 50). — Ce livre est l'extraordinaire combinaison d'un récit élémentaire qui évite de poser tous les problèmes et se borne à la sèche énumération des faits avec la publication de textes divers : listes de personnages corses, fragments de débats parlementaires. Les interventions à la tribune des députés et sénateurs de Corse sont énumérées avec une complaisance qui n'oublie rien. Et le livre s'achève par quelques pages que remplit, certes, l'amour de la petite patrie, mais aussi le souci évident d'une publicité destinée à attirer le touriste dans l'« Ile de Beauté ». C'est fort probablement le premier de ces deux sentiments qui justifie la lyrique préface donnée à cet ou-

vrage par M. Mario Roustan, « docteur agrégé » (sic) de l'Université, ancien ministre.
Henri CALVET.

— Dans le vertueux dessein de protester contre les imaginations de Cabanès et consorts, un chartiste et un médecin, M. André DE MARICOURT et le Dr Maurice DE BERTRANDFOSSE, se sont unis pour écrire un livre au titre un peu inattendu : *Les Bourbons (1518-1830). Hérités. Pathologie. Amours et grandeurs* (Paris, Émile-Paul, s. d. [1936], in-8°, 315 p.). La compétence nous manque pour en juger la partie médicale et savoir dans quelle mesure les lois de Mendel confirment ou contredisent les théories sur la dégénérescence des races royales. Du point de vue historique, nos auteurs ne nous apportent pas grand chose de nouveau. Il y a longtemps que les historiens ont mis au point certaines légendes trop pimentées et, au reste, le présent livre oscille perpétuellement entre deux tendances : le désir de réhabiliter les princes, même les moins dignes, pour mieux vanter l'institution monarchique et le besoin de dire la vérité en peignant les Bourbons, depuis Antoine, comme une race où prédominent les arthritiques, les adipeux, les psychasthéniques, les boulimiques et les hypersensuels. C'est naturellement ce dernier caractère qui les attire surtout : on sait que la matière est opulente, même quand on a fait le plus possible d'élagages. Il n'est pas nécessaire de suivre les conceptions balistiques de ceux pour qui (p. 125) « les Gabrielle d'Estrées, les Montespan, les Pompadour seront toujours les catapultes en chair et en os dont on écrase jusqu'au souvenir des trônes qui ne sont plus que cendres ». Mais il y a quelque naïveté à s'extasier sur le Louis XIV rangé d'après 1683, renonçant à tout plaisir charnel : car nous savons bien que le second mariage royal n'était pas absolument « un beau phénomène de surhumanité ». Mme de Maintenon ne trouvait, pour son compte, nulle joie aux côtés très humains du phénomène.

Nous ignorons à qui — à l'un des signataires ou à quelque manœuvre ès travaux historiques — nous devons les... légèretés qui déparent trop souvent le volume¹. Au même collaborateur inconnu, nous aimons à le croire, revient la responsabilité des innombrables fautes de français qui émaillent ces pages, les noms propres estropiés, les mauvaises corrections d'épreuves. Car de zélés défenseurs de la tradition doivent s'imposer le respect de notre langue². — Henri HAUSER.

1. P. 67, une phrase sur la mort de Gabrielle semble laisser croire que cet événement est antérieur à l'établissement définitif de Henri IV sur le trône. — Je voudrais bien qu'on me citât (p. 226) l'étonnant édit par lequel « Louis XVI donna aux Israélites les mêmes droits qu'aux citoyens français », et contre lequel « s'insurgea » la vertueuse Madame Élisabeth. Voyait-elle déjà poindre à l'horizon la coalition judéo-protestante? — Il y a peut-être, pour écraser Michelet, d'autres noms à invoquer que celui de « l'historien Desormeaux ». — Quant à reprocher (p. 54) à Marguerite d'Angoulême d'avoir introduit à sa cour « certaine licence de mœurs », c'est la confondre avec une autre reine de Navarre.

2. Inceste, comme adultère d'ailleurs (p. 64, 192), est ici du féminin. De même, p. 174, « les brûlantes effluves ». Le mot « mesnie », souvent utilisé, est écrit « mesnue ». On nous montre (p. 143, 146 et ailleurs) le roi « courant le loup » qui « court », et qui « courrait », comme si l'on ne savait que l'infinitif seul a droit à deux *rr*. Mais cela vous a un air plus savant ! P. 156 et 234 et *passim*, on « conclue, nous concluerons », et, p. 272, « nous prêt-ons ». Le prêteur (p. 161) sera-t-il « munificient » ? J'en passe, j'en passe... et je tremble en pensant que ce livre sera lu à l'étranger ! Quant aux noms propres, en dehors de Le Mouffe qui est constamment titré « d'Argenville » (p. 185, 194, 195), la p. 203, avec « Stryenski, Vasileski,

— *Comité des travaux historiques et scientifiques. Section d'histoire moderne (depuis 1715) et d'histoire contemporaine. Notices, inventaires et documents, XXII : Études et documents divers* (Paris, Paul Hartmann, 1936, 264 p.). — Ce fascicule réunit cinq études d'inégale importance. M. Émile APPOLIS, dans *Une assiette diocésaine en Languedoc à la fin de l'Ancien Régime*, nous montre dans le détail le fonctionnement de l'assemblée chargée d'asseoir sur les différentes communautés du diocèse de Lodève la quote-part des impositions votées par les États provinciaux, d'où son nom d'*assiette*, et il souligne combien étaient justifiées les graves critiques que formulait l'opinion contre ces sortes d'assemblées. — M. Louis DE CARDENAL conclut son étude, *Le « citoyen » de 1791 payait-il plus ou moins d'impôt que le « sujet » de 1790?* « qu'il n'est pas illogique d'admettre » une certaine égalité des charges. — M. Claude FAURE, archiviste du département du Rhône, donne un inventaire des *Papiers du cardinal Fesch aux archives départementales du Rhône*, dont la plus grande partie est relative à son ambassade à Rome de 1803 à 1806 et surtout à la Corse ; ils constituent une source de très grande importance pour l'histoire de l'île de 1769 à 1791. — M. Eugène CREVEAUX étudie *l'Occupation étrangère dans le département de l'Aisne en 1814 et 1815* ; elle fut une charge écrasante pour ce pays déjà appauvri par les réquisitions répétées de l'administration impériale. — Enfin, M. Jean RÉGNÉ a montré que la *Pénétration des idées nouvelles en Ardèche au début de la monarchie de Juillet (1830-1836)* s'est effectuée en liaison avec la nouvelle économie résultant de la révolution qui s'opérait dans l'industrie, de la disparition des petits ateliers domestiques, de la concentration industrielle qui orientait l'Ardèche non plus vers le Midi royaliste, vers Nîmes ou Montpellier, mais vers Lyon et Grenoble.

Grande-Bretagne. — H. SPROEMBERG. *Judith, Königin von England, Gräfin von Flandern* (extrait de la *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XV (1936), 3-4. Bruxelles, 1936, in-8°, p. 1-68). — Ce travail est une mise au point de l'histoire d'une princesse qui a été intimement mêlée aux origines, encore discutées, de la Flandre.

L'histoire traditionnelle connaissait le mariage de Judith avec le roi anglo-saxon Ethelwulf, mais lui attribuait des relations irrégulières avec le fils de ce prince : M. Sproemberg démontre qu'elle a épousé légitimement le fils, né d'un premier lit, de son mari décédé.

Il montre aussi la part qu'eut la politique dans le premier mariage de Judith. La tradition prête à son père Charles le Chauve l'espoir que les Anglo-Saxons auraient pu l'aider contre les Normands : or, d'après M. Sproemberg, les Anglo-Saxons n'avaient, alors, pas plus de flotte que l'empereur lui-même ; Charles le Chauve pratiquait une politique matrimoniale de prestige et, de son côté, Ethelwulf s'efforçait d'unifier son royaume sur le modèle de l'État franc.

Ethelwulf dut céder une part de son pouvoir à son fils Ethelbal, chef d'une ré-

Lucien Percy », a l'air d'un jeu de massacre. L'anglais n'est pas mieux traité, avec les deux d de « dopping », qui revient à maintes reprises. Un peu plus de soin n'aurait en rien affaibli la thèse. Mais ne valait-il pas mieux établir une « loi de l'histoire » ? Celle de l'alternance des périodes chastes avec les périodes d'impureté. On pourrait aussi bien dire : périodes de cynisme et d'hypocrisie.

volte de caractère féodal. Il mourut en 858. Peu après, Judith épousait son fils, qui mourait lui-même bientôt, sans doute en 860.

Elle rentra en France, où son père la retint prisonnière à Senlis, probablement parce qu'elle rapportait beaucoup d'argent, ou pour quelque autre raison politique.

C'est de là qu'elle fut enlevée par Baudouin. Celui-ci, vassal du roi, fut d'abord condamné par la Cour, puis excommunié par l'Église. Baudouin en appela au Pape : il flattait ainsi son sentiment de domination, mais de ce fait cet enlèvement d'une veuve avec son consentement dépassait le cadre de l'histoire régionale. Finalement, Hincmar, d'abord hostile, ayant désarmé, Charles le Chauve lui-même reconnut le mariage. Ainsi commença la fortune du chef qui gardait la frontière du Nord et qui laissa à ses héritiers le prestige d'une origine carolingienne.

Cet article fouillé, d'une exposition très claire, renouvelle maintes questions controversées et dépasse nettement le cadre de la biographie pour éclairer les complexités de la politique générale.

E. COORNAERT.

— T. R. THOMSON. *A catalogue of British family histories*, avec une introduction par Lord FARRER, président de la Société des généalogistes (Londres, E. O. Beck, 2^e édition, 1935). — Il serait très injuste d'écrire que ce livre de deux cents petites pages est inutile, encore qu'on y trouve avant tout des indications bibliographiques. Si vous ouvrez le livre aux mots *Cromwell*, *Scott*, *Shakespeare*, *Stewart* (Stuart), etc., vous serez déçu, même si vos recherches n'ont pas été tout à fait vaines.

— Josiah Cox RUSSELL and John Paul HEIRONIMUS. *The shorter latin poems of master Henry of Avranches relating to England* (Cambridge (Mass.), 1935, in-8°, xxiii-162 p. *The Mediaeval Academy of America*. Studies and Documents, n° 1 ; prix : \$ 2,00). — Après avoir étudié dans plusieurs articles (1927-1929) Henri d'Avranches, poète et grammairien, Russell et Heironimus donnent aujourd'hui, dans le premier volume (lithographié) d'une nouvelle série d'études et de textes publiée sous le patronage de l'Académie médiévale américaine, un travail d'ensemble sur Henri d'Avranches, suivi d'une édition de ses petits poèmes relatifs à l'Angleterre. On sait peu de choses sur la vie d'Henri d'Avranches qui, originaire de Rhénanie sans doute, apparaît vers 1215 à la cour d'Angleterre, où il séjournera habituellement quand il ne voyage pas en Allemagne (1216, 1232, 1235, 1238), en Italie (1232, 1234, 1238), ou en France (1241). On perd sa trace en 1262. Poète de cour, Henri écrit en général pour soutenir la cause de ses protecteurs successifs, rois et princes laïques ou ecclésiastiques, quémander, flatter ou se plaindre. La collection des poèmes qu'il est possible de lui attribuer s'est conservée dans deux manuscrits seulement (Cambridge, Univ. Libr. Dd. XI, 78, et Londres, Br. Mus., Cotton Vesp. D. V.) : Russell et Heironimus relèvent ainsi 166 numéros et donnent pour chacun l'incipit, l'explicit et les indications bibliographiques nécessaires. L'œuvre est inédite, à l'exception des poèmes relatifs à l'Allemagne, publiés par Winkelmann en 1878, d'une *Vie de saint François*, parue en 1882, et de fragments grammaticaux édités par Russell et Heironimus en 1929. Les textes publiés ici par Heironimus, seul responsable du texte qui a été revu par W. B. Sedgwick, sont groupés, selon un ordre chronologique, autour d'un sujet particulier (saint Thomas Becket, par exemple) ou d'un patron (Jean sans Terre, Henri III), et précédés

d'un bref commentaire historique. On regrettera l'absence de toute indication sur la versification et sur la langue souvent obscure de l'auteur et de tout index : index des incipit, entre autres, et, de façon générale, index alphabétique, auquel ne supplée pas, quoi qu'en pensent les éditeurs, une table analytique des matières et qui permettrait de s'orienter facilement au milieu de ces pièces de circonstance souvent pittoresques et toujours habiles.

A. VERNET.

— J. E. B. GOVER, A. MAWER et M. STENTON, avec la collaboration de F. T. S. HOUGHTON. *The place-names of Warwickshire* (Cambridge, at the University Press, 1936, LI-409 p. et 4 cartes). — C'est le tome II du cadastre concernant les centaines (*hundreds*) et paroisses de Hemlingford, Nighlow, Barlichway et Kineton, avec leurs subdivisions présentées d'après l'ordre alphabétique. Nous ne pouvons ici que signaler un petit nombre de localités que distingue leur importance historique. Dans le n° I, Birmingham. Une note préliminaire (p. 36) rappelle que cette très grande ville n'existait pas au Moyen Age et peu de noms de rues sont connus avant le xvi^e siècle ; dans le présent volume, ils occupent quatre pages très serrées. Page 49, au nom de Sutton Coldfield, on note en marge que cette localité est mentionnée dans le drame de Shakespeare, *Henry IV*, 1^{re} partie, acte IV et scène II. — N° II, à Coventry, les noms de rue n'occupent pas moins de quatre pages. — N° III, c'est Stratford-on-Avon qui attire notre attention ; mais on est déçu de constater que le nom de Shakespeare y est tout à fait ignoré. — N° IV, nous sommes dans le comté de Warwick, et l'on serait tenté de dire à la manière française que le chef-lieu porte aussi le même nom avec les anciens noms de rue.

Le volume se termine par des appendices aussi suggestifs que variés : liste des éléments qui ont contribué à former les noms des localités au comté de Warwick ; deux d'entre eux sont d'origine celtique. Il en va de même pour les noms de personne qui sont entrés en composition dans ceux des rues. Viennent ensuite des listes abondamment fournies de noms d'origine féodale, manoriale et agricole ; mais on constate qu'on n'y trouve aucun « honneur ». Ces listes fourniront d'abondants matériaux à l'étude scientifique des noms de lieu.

— W. A. SHAW. *Select Tracts and Documents illustrative of English monetary history, 1626-1730* (Londres, G. Harding, 1935, in-8°, 214 p.). — La fortune de ce recueil éclaire le renouvellement des points de vue de l'histoire et les possibilités de recours offerts par elle pour l'intelligence du présent. Il a été publié une première fois en 1896, lors des discussions sur le bimétallisme. Réédité en 1935, il fournit des vues précieuses sur les problèmes de la circulation monétaire et de la dévaluation elle-même.

Car les révolutions politiques du xviii^e siècle anglais sont dues en grande partie à des difficultés économiques et financières : à leur occasion se sont posées maintes questions, qui ne sont nouvelles à nos yeux que par leur forme. Dès la première moitié du xviii^e siècle s'est posée pour les Stuarts la question d'une aisance monétaire plus grande : d'où un conflit durable, parmi les financiers eux-mêmes, entre les traditionalistes et les partisans de méthodes nouvelles, inflation ou dévaluation, qui acquerront progressivement plus de sûreté et de crédit. Les textes reproduits ici sont riches de données diverses. Un discours de Sir Robert Cotton s'élève en 1626 contre un projet de dévaluation ; des écrits de Sir Henry Robinson, de la période 1641-1651, sont appuyés sur des tableaux de monnaies et des comparai-

sons avec des pièces étrangères; Sir Richard Temple intervient dans la controverse du mercantiliste et traditionaliste Locke contre Lounds, partisan d'une inflation modérée et d'une monnaie « dirigée »; de brefs rapports d'Isaac Newton, écrits de 1701 à 1725, sont accompagnés de tableaux expressifs sur le poids et la valeur des monnaies; un clair et remarquable exposé de John Conduitt est consacré aux monnaies anglaises d'or et d'argent en 1730.

E. COORNAERT.

— *Noble families among the Sephardic Jews* (Londres, Humphrey Milford, 1936, in-4°, avec de nombreuses illustrations en page entière). — Les *Sephardic* ou *Sepharding* sont des Juifs espagnols qui furent bannis d'Espagne en 1492 et aussi du Portugal en 1497; ils trouvèrent, comme on sait, refuge en Hollande et en Angleterre. Certaines familles enrichies par le commerce y formèrent une sorte d'aristocratie avec arbres généalogiques et des documents à l'appui qui abondent à partir du XVII^e siècle. Le présent volume se compose de quatre chapitres: le premier traite des Juifs en Espagne et au Portugal; dans le second, des familles nobles des *Sephardics* (par M. ISAAC DA COSTA); le troisième, de la famille des Capadose (par M. BERTRAM BREWSTER); le quatrième et dernier (par M^{me} CECIL ROSE) retrace l'histoire des Capadose. Les illustrations, qui abondent, font du livre une sorte de musée d'art ancien.

— *Report on the manuscripts of the late Reginald Rawdon Hastings, Esq., of the Manor House*. Vol. III. Edited by FRANCIS BICKLEY (London, 1934, in-8°, xvi-435 p., index). — Ce volume est le troisième de la publication. Les lettres qui y figurent s'échelonnent de 1725 à 1815, après une période de vingt-cinq ans, pour laquelle toute correspondance fait défaut. Elles nous renseignent sur le développement du méthodisme, mais plus encore sur la vie privée des comtes de Huntingdon. C'est à titre de documents sur la haute société londonienne à la fin du XVIII^e siècle qu'elles sont surtout à retenir. Le personnage le plus représentatif de la lignée est le dixième comte de Huntingdon, très apprécié, admiré même, dans les cercles aristocratiques de Londres, et que ses voyages sur le continent conduisirent un jour à Ferney, où il fut reçu par Voltaire. Citons aussi les lettres de Warren Hastings à Sir Charles Hastings, qui nous montrent le grand vice-roi des Indes dans la retraite.

G. P.

Italie. — Dans *Cooperazione intellettuale*, nos IV-V, édité par la Commission nationale italienne pour la Coopération intellectuelle (Rome, 1936, in-8°, 131 p.), sont reproduits quelques-uns des exposés qui ont été faits au cours des journées franco-italiennes tenues à Rome en juin 1936, précédés d'un rapide compte-rendu de ces journées et des « festivités » auxquelles elles ont donné lieu. Le prochain fascicule de la publication donnera le texte des exposés qui ne sont pas publiés dans celui-ci, où l'on trouve: G. BERTONI, *La latin de Rome et les langues romanes*; F. NERI, *Les études des trente-cinq dernières années sur les rapports culturels italo-français durant le XVIII^e siècle*; C. CALCATERRA, *Les études italiennes sur le XVIII^e siècle dans les premières trente-cinq années du XX^e siècle*; G. MAUGAIN, *Quelques agents de la pensée française en Italie au temps de Louis XV*; F. BOYER, *Les artistes français et les amateurs romains au XVIII^e siècle*; C. PELLEGRINI, *Les études françaises sur le XVIII^e siècle italien dans les trente-cinq dernières années*; H. BÉDARIDA, *Du classicisme au néo-classicisme du XVIII^e siècle*; R. DOUCET, *Les Italiens dans la société lyonnaise au XV^e siècle*.

G. BN.

— Sous le titre *Sul rimpatrio d'illustri Piemontesi fuorusciti sotto l'impero napoleonico*, M. l'abbé Robert JACQUIN publie quelques textes intéressants (extraits de la *Rassegna italiana*, novembre 1936, in-8°, 5 p.) sur la situation du marquis Cesare d'Azeglio, alias César Taparelli, qui demandait au représentant de la France en Toscane des ménagements pour sa femme, alors gravement malade. Ces documents, datés de la fin de 1807, empruntés au fonds de la Police générale des Archives nationales, jettent une lumière assez lugubre sur le sort des exilés piémontais en Italie même. G. BN.

— Walter SCHINNER. *Der österreichisch-italienische Gegensatz auf dem Balkan und an der Adria* (Stuttgart, Kohlhammer, 1936, in-8°, 206 p.). — M. W. Schinner a étudié le conflit austro-italien dans l'avant-guerre, en particulier les tendances impérialistes de Rome et son « Drang nach Osten ». Le présent ouvrage traite le sujet jusqu'en 1896.

Les sources italiennes font presque défaut et les publications autrichiennes concernent une période ultérieure. M. Schinner a trouvé l'essentiel de sa documentation dans la publication allemande *Grosse Politik*, que complètent les ouvrages mentionnés dans la bibliographie. Son ouvrage est une très bonne mise au point. Notons seulement que, quand il s'agit de la politique française, l'auteur manque trop d'indulgence (par exemple, p. 81, 172).

Relevons quelques indications intéressantes : si Bismarck se montrait si réservé à l'idée d'une alliance italienne, c'est qu'il tenait avant tout à un rapprochement russo-autrichien ; il craignait que l'Autriche, une fois sûre de l'alliance italienne, se prêtât plus difficilement à ce rapprochement dans lequel il voyait « summum bonum ». De fait, Bismarck ne devient favorable à l'alliance italienne qu'après avoir conclu l'alliance des trois empereurs (p. 85).

L'irrédentisme et les aspirations balkaniques se combinaient dans la politique italienne, tous deux dirigés contre la monarchie danubienne. Au Congrès de Berlin, l'Italie avait été traitée comme « quantité négligeable » ; mais ses délégués n'avaient pas insisté avec vigueur pour obtenir des « compensations ». Crispi lui-même, qui les accusera d'incapacité, avait déclaré à Bismarck que l'Italie ne saurait que faire de l'Albanie, où le chancelier lui aurait volontiers accordé, comme « fiche de consolation », une situation privilégiée. Ce que l'Italie voulait alors en Albanie, c'était d'y « avoir les mains libres pour tirer parti de toute modification dans la situation » et l'échanger éventuellement contre le Trentin.

Andrassy ne demandait qu'à entretenir des négociations amicales avec l'Italie, mais n'envisageait même pas l'idée d'y sacrifier une portion du territoire de la monarchie. Son successeur, Haymerle, estimait, en 1881, que la Crète pourrait être cédée à l'Italie et lui laissait carte blanche en Tunisie et en Tripolitaine.

Quand, en 1885, Robilant, *persona grata* à Vienne et à Berlin, devient ministre des Affaires étrangères pour quinze mois, il s'intéresse à l'Orient et, tirant parti du conflit austro-russe qui s'envenime, il contraint l'Autriche à reconnaître quelques-unes de ses prétentions. A l'exemple de Cavour, lors de la guerre de Crimée, Crispi serait prêt à partir en guerre pour la Bulgarie contre les Russes, dont il redoute l'expansion méditerranéenne : « Deux cent mille Italiens donneraient la main aux Autrichiens : nous battons la Russie avec la Turquie s'il le faut. » Pour ne pas favoriser l'ingérence italienne dans les Balkans, Kalnoky est loin de caresser cette idée, dont s'alarmait Bismarck.

Dans leur interrègne de trois ans, Rudini et Giolitti laissent sommeiller les aspirations balkaniques. Quand il opère « une division des réclamations » au sujet de l'empire turc, en 1895, Salisbury réserve à l'Italie l'Albanie et la Tripolitaine; mais Holstein s'inquiète à la pensée que les Italiens mettraient « tout sens dessus dessous » dans les Balkans.

A partir de 1896, les Italiens, dont les tentatives africaines ont été brisées à Adoua, vont activement s'intéresser à l'Adriatique et aux Balkans, et Victor-Emmanuel épouse, en octobre 1896, une fille de Nicolas de Monténégro.

Maurice BAUMONT.

— M. Giorgio QUARTARA, qui, je crois, n'est pas fasciste, a écrit un livre que ne renierait pas un fasciste. *L'Italie déçue* (Paris, Félix Alcan, 1936, in-8°, 288 p.; prix : 18 fr.) a, en effet, pour objet de démontrer que les responsabilités de la guerre de 1914 sont multiples, l'Angleterre et la France ayant manifesté, comme les autres puissances, des tendances à l'hégémonie. Pour l'Italie, elle a toujours été correcte à l'égard de tous les États, ceux de la Triplice comme ceux de l'Entente, et ceux-ci ont commis l'injustice et la faute de ne pas tenir les engagements qu'ils avaient pris à son égard; par ailleurs, en France, en Angleterre, aux États-Unis, des coups d'épingle contre la dignité italienne se sont multipliés. Il n'est donc pas étonnant qu'entre les Italiens et leurs anciens alliés les incompréhensions mutuelles aient creusé un large fossé. La diplomatie d'après guerre a été aussi lamentable que celle d'avant guerre et du temps de guerre — encore M. Quartara n'étend pas son travail jusqu'à la guerre d'Éthiopie — et la politique de la S. D. N. a été décevante. Mais l'auteur, audacieusement optimiste, estime que tout se remettrait en ordre, dans cette instable Europe, si l'on créait en celle-ci de véritables États-Unis, pour lesquels l'Italie, assure-t-il, est prête. — M. Quartara, à mon sens, se leurre; il se leurre aussi quand il idéalise si fortement la politique de son pays, lequel a plus d'une fois avoué qu'il pratiquait une politique de « sacro egoïsme ». En revanche, il a relevé avec finesse et émotion les attaques insidieuses et injustes dont, de la part d'hommes d'État français, anglais et américains, trop de fois, l'Italie a été l'objet.

G. Bx.

Orient ancien. — T. FISCH. *Letters of the first Babylonian Dynasty in the John Rylands Library* (Manchester, Manchester University Press, 1936, gr. in-8°, 36 p. et 18 pl. autographiées; prix : 3 s. 6 d.). — M. Fisch donne ici une nouvelle traduction corrigée de ces lettres, au nombre de trente et une. Il s'agit de lettres d'affaires, même lorsqu'une partie du document paraît soucieuse des intérêts et de la santé de celui à qui elle est adressée. Les destinataires sont assez fréquemment des intendants. L'autobiographie très soignée de M. Fisch rend compte des particularités de l'écriture, dont les unes sont le fait de l'époque et quelques-unes le fait du scribe.

G. CONTENAU.

— E. ROBERTSON. *Notes and extracts from the Semitic Manuscripts in the John Rylands Library. II : The Samaritans and the Sabbatic River* (Manchester, University Press, 1936, gr. in-8°, 27 p.; prix : 1 s. 6 d.). — A propos d'un passage obscur d'une lettre du Samaritain Meshalmah de Naplouse, où il peut être question de la rivière légendaire Sabbation, M. Robertson fait à travers la littérature une enquête qui conclut à la tradition de l'existence, chez les Samaritains

et les Juifs, d'une rivière auprès de laquelle auraient été placées les Dix Tribus déportées par les Assyriens ; cette rivière observait, dit-on, le Sabbath.

G. C.

— A. PARROT. *Mari, une ville perdue... et retrouvée par l'archéologie française* (Paris, Éditions « Je sers », 1936, 1 vol. in-8°, 250 p., 44 illustr.). — Les historiens babyloniens nous ont laissé la liste des dynasties qui régnèrent sur leur pays depuis le début de l'histoire. C'est ainsi qu'ils attribuent une dynastie, la dixième après le déluge, à la ville de Mari, sur l'Euphrate, dont les ruines sont situées près de la moderne Abou-Kémal.

Cette dynastie précède la période dite agadéenne, du nom de la dynastie sémitique d'Agadé, qui fonda, au xxviii^e siècle avant J.-C., un grand empire de peu de durée, en réunissant sous son autorité toutes ces villes qui avaient été, pour un temps, capitales. Après un long temps d'éclipse, Mari reparait sous la III^e dynastie d'Our. Ishbi-Ira, qui en était originaire, fonde la dynastie dite d'Isin, qui fut vaincue par Hammourabi vers 2000 avant J.-C. A cette occasion, Mari est détruite de fond en comble ; elle renaît de ses ruines à l'époque assyrienne (à partir du xiii^e siècle avant J.-C.), mais seulement pour quelque temps et sans avoir jamais recouvré son éclat d'autrefois.

Ces périodes de splendeur, suivies de longues périodes de désertion, ont eu pour conséquence de n'exhausser que modérément le site, qui ne dépasse pas 10 ou 12 mètres dans ses parties les plus hautes et dont l'exploration est par suite assez facile. Sa faible hauteur, la proximité de collines avec lesquelles il se confond ont fait délaisser jusqu'ici le site de Mari, connu par les indigènes sous le nom de Tell-Hariri. Le hasard voulut qu'en 1933 le lieutenant Cabane, en inspection, assistât à l'exhumation par les indigènes, en quête de pierres à bâtir, d'une grande statue. Il alerta le Service des Antiquités de Syrie ; le champ de fouilles fut concédé au Musée du Louvre, qui y délégua M. A. Parrot. Celui-ci rédige aujourd'hui, pour le grand public, un récit très vivant et très agréable de ses découvertes.

Ce sont les vestiges d'un temple à la déesse Ishtar qui livrent les ex-voto, statuettes, incrustations formant panneau décoratif, offerts à la déesse, des statues de monarques de la lignée qui devait être dépossédée par Hammourabi, leur palais, dont 129 chambres sont déjà dégagées et dont il reste sans doute autant à découvrir. Enfin, dans ce palais, près de 15,000 tablettes entières ou fragmentées furent retrouvées ; elles constituent les archives de cette dynastie ; à côté des lettres échangées entre souverains, des documents diplomatiques, se trouve la comptabilité exigée par l'administration du royaume et un certain nombre de textes religieux. Peu à peu, les vieilles capitales de la Mésopotamie sortent de terre ; après Lagash (ville importante, mais qui ne fut pas siège de dynastie), après Our, Ourouk, Kish, Eshnounna, voici Mari, dont l'histoire remonte au début du III^e millénaire avant notre ère et dont la connaissance apporte un bel appoint à celle de la haute antiquité sumérienne.

G. C.

— P. MONTET. *Les nouvelles fouilles de Tanis, 1929-1932* (Paris, Les Belles-Lettres, 1933, in-8°, 188 p., 35 fig., 90 pl.). — Les résultats des premières campagnes de fouilles exécutées sur le site de Tanis, dans le delta d'Égypte, à 42 kilomètres du canal de Suez, presque à la hauteur d'El-Kantara, ont trait à l'enceinte de briques crues, à la porte de Sésac et ses abords, aux travaux à l'intérieur de l'enceinte qui ont fait découvrir un important édifice en briques crues à sacrifices

de fondation, aux constructions du secteur sud-ouest, comprenant une cour à colonnes, un vestibule et un monument de Ptolémée Philopator. La technique de ces constructions a été étudiée par M. J.-L. Fougerousse. Le volume apporte donc une contribution de valeur à la connaissance des monuments, en raison du nombre de pièces d'intérêt archéologique qu'ont exhumées les fouilles : la porte de Sésac, des fragments d'un obélisque de Pépi II, d'un colosse de Ramsès II, d'un colosse de granit usurpé par Ramsès II, une triade de Ramsès entre Harakhté et Ptah, plusieurs têtes de divinités, une grande stèle de Ramsès II, des colonnes du temple d'Anta, le groupe de la déesse Anta protégeant Ramsès II et des fragments d'un bouclier votif. Tout cela aurait suffi pour rendre attachant ce compte-rendu de si riches trouvailles, mais M. Montet y traite de questions dont la solution donne à la fouille sa véritable valeur ; elle apporte, en effet, la solution d'un problème depuis longtemps discuté, l'identité de Tanis avec Avaris et Pi-Ramsès. On savait par les textes égyptiens et grecs que, dans l'ouest du delta, il y eut deux villes importantes, Avaris au temps des Hyksos, Pi-Ramsès au temps de Ramsès II. Or, sur le site de Tanis se trouvent à la fois des ruines d'importantes constructions au nom de Ramsès II et des souvenirs de l'époque hyksos. Bien plus, on trouve sur les monuments de Tanis le nom des deux villes anciennes. Il paraît donc certain que le même site a été le siège d'installations successives sous des noms différents. La démonstration de cette thèse, patiemment établie par les faits, entraîne la conviction. Une fouille plus étendue multipliera sans doute les traces de l'influence hyksos, dont l'une consiste dans l'existence de sacrifices de fondation près de la porte nord du grand temple et aux angles de la construction de briques crues. Une autre preuve de cette influence est la prépondérance du nom de Seth (le dieu des Asiatiques) sur les monuments de Tanis. Seth, dont le culte ne s'implanta jamais bien en Égypte, trouva à Tanis, au moins pour un temps, une terre d'élection, sans pour cela détrôner les autres divinités (Ammon, par exemple). Fouille délicate et de longue haleine, l'exploration du site de Tanis, sous la direction autorisée de M. Montet, permet d'attendre la découverte « d'œuvres d'art et de documents historiques d'une grande valeur ».

G. CONTENAU.

Pays balkaniques. — *The Balkan States. I : Economic* (Oxford, University Press ; Londres, Humphrey Milford, 1936, in-8°, 154 p.). — Préparé par l'*Information Department of the Royal Institute of international Affairs*, cet excellent petit livre montre la structure économique des États balkaniques et les répercussions de la crise mondiale, en insistant surtout sur le commerce extérieur et les finances. On y verra leurs efforts pour leur reconstruction depuis la guerre ; puis comment ceux-ci furent contrariés par l'effondrement des prix agricoles et les restrictions à l'immigration, comment des industries nationales tendent à se créer. La grande gêne est l'absence de capitaux chez les paysans accablés d'hypothèques, chez les industriels et dans les caisses publiques, qui empruntent difficilement à l'étranger. L'Allemagne en profite pour sa politique de compensation, échangeant des denrées agricoles contre des produits industriels. — L'exposé, mis à jour jusqu'en mai 1936, s'appuie sur des statistiques bien choisies et témoigne d'un sens pénétrant de la vie économique internationale.

Jules SION.

— Herbert WILHELMY, *Hochbulgarien. II : Sofia. Wandlungen einer Grosstadt zwischen Orient und Okzident* (Schriften des Geographischen Instituts der Univer-

sität Kiel, V, 3. Kiel, 1936, in-8°, xi-220 p., 38 fig., plans et dessins, 18 phot.). — Cette étude de géographie urbaine comporte l'évolution de Sofia à partir du castellum romain, pendant le Moyen Age bulgare et byzantin et sous la domination turque (p. 18-114), puis le développement si rapide de la grande cité moderne. Et, Sofia ayant été liée constamment aux destinées de l'ensemble de la Bulgarie, c'est toute la politique et l'économie de celle-ci qui se trouvent souvent indiquées sous cet angle. Le livre, bien informé, met en relief les questions essentielles que pose l'histoire de ce curieux urbanisme : « signification géopolitique », composition de la population, division en quartiers ethniques, aspect de la cité et des maisons, activité artisanale et commerciale, passage soudain, en 1878, de la vie d'une petite cité balkanique à celle d'une capitale qui s'est considérablement amplifiée et modernisée, jusqu'à l'excès, pour remplir son rôle dans la centralisation de l'État bulgare. Il serait utile d'avoir plus de monographies de cette valeur sur les villes jadis soumises aux Turcs. Bibliographie p. 208-220. J. S.

Pays-Bas. — P. S. ALLEN. *Erasmus. Lectures and wayfaring sketches* (Oxford, Clarendon Press, 1934, in-8°, xii-216 p., 1 portrait ; prix : 12 s. 6 d.). — Ce n'est pas seulement un pieux souvenir, c'est un livre charmant que nous apporte M^{me} Helen Mary Allen, la collaboratrice érasmiennne du regretté président de *Corpus Christi*. Les conférences qu'elle a ici rassemblées ont été semées un peu partout, en Hollande, en Angleterre, en Belgique. C'est dire qu'elles traitent parfois, mais d'une façon toujours neuve, des mêmes épisodes de la vie d'Érasme. Puisant à même son véritable trésor d'érudition, P. S. Allen nous conduit à travers les villes et les milieux où Érasme a vécu. Il le fait avec une verve, un humour, une sobre émotion qui nous font pénétrer dans l'âme de l'humaniste plus profondément que bien des biographies. Certaines études sur les élèves d'Érasme — ces pensionnaires serviteurs qui corrigeaient ses épreuves et faisaient son ménage, — sur Stephen Gardiner, qui régalaient ce délicat de laitues au beurre assaisonnées de vinaigre, sur les imprimeurs qui travaillaient pour Érasme ou pour qui Érasme travailla, sur Froben, sur Barde, sur Martens, sur Alde, imprimeurs de Louvain, de Paris, de Lyon, d'Italie ou d'Angleterre, et parmi lesquels un chapitre fait même place à Plantin, qui ne fut érasmienn qu'après la mort du maître ; sur les « trilingues académies » qui, à Alcalá, à Louvain, à Oxford, précédèrent celle de François I^{er} ou rivalisèrent avec elle, et aussi sur les bibles polyglottes, tout cela fait une vraie guirlande. Et, pour compléter les itinéraires, les *wayfarings* d'Érasme, M^{me} Allen nous donne les *wayfarings* du couple lui-même aux lieux où flotte encore l'esprit d'Érasme, qu'il y ait vécu ou que son influence y soit sensible ou que tel monument éveille son souvenir, à Alcalá, aux tombeaux des Fonseca, dans le désert de Simancas, à Provins, à Montbenoit, où Ferry Carondelet se faisait peindre aux pieds de la Vierge, à Durham, à Thann, dans la Hongrie lointaine où pénétra la pensée de l'auteur de l'*Enchiridion*. Pourquoi faut-il qu'en cette station de l'exquis pèlerinage le fidèle admirateur d'un apôtre de la paix se soit laissé gagner par les propagandes des politiciens ? C'est la seule tache dans ces esquisses d'un art parfait.

Henri HAUSER.

Pays scandinaves. — *Om den nye Udgave af Saxo's Danmarks Historie, Svar til Professor Lauritz Weibull fra Bestyrelsen for det danske Sprog- og Literaturselskab* (København, Levin og Munksgaard, 1936, in-8°, 86 p.). — La nouvelle édition de

l'*Histoire du Danemark* de Saxo, dont le tome I parut en 1931, a mécontenté le professeur L. Weibull. Il la critiqua dans le tome VII de *Scandia* (décembre 1934). L'édition critiquée était l'œuvre de deux éminents érudits danois, Jorgen Olrik et Hans Ræder. Ils avaient conscience d'avoir travaillé avec tout le soin et toute la compétence exigibles. Ræder répondit en 1935 dans les *Aarbøger for nordisk Oldkyndighed og Historie* et prouva que plusieurs des reproches de Weibull n'étaient pas fondés. En décembre 1935, Weibull revint à la charge dans le tome VIII de *Scandia* et ajouta aux corrections déjà indiquées en 1934 un certain nombre d'autres. Les éditeurs et leurs collaborateurs (Marius Kristensen pour les noms propres, Franz Blatt pour le lexique) y ont répondu par la brochure que nous annonçons.

On sait que, des manuscrits des *Gesta Danorum* de Saxo, il ne reste que des fragments. La première édition (celle de Christiern Pedersen, Paris, 1514) fourmille de fautes, dues les unes au manuscrit qu'elle reproduit, les autres à de mauvaises lectures, d'autres, enfin, à ce qu'elle fut dictée au typographe ou à un copiste antérieur. Les éditeurs postérieurs (Stephanius en 1644, Peter Erasmus Müller en 1839 [édition terminée par J. M. Velschow et Joh. Nic. Madvig]) s'efforcèrent de conjecturer la leçon plausible des passages évidemment corrompus. Dans l'édition de 1931, ces corrections furent substituées aux passages fautifs de l'édition originale, mais en note la leçon de celle-ci a toujours été indiquée. Le texte de Saxo est ainsi plus lisible, sans que l'érudite qui l'utilise puisse accorder plus de confiance qu'il ne convient aux passages corrigés. C'est contre ce procédé que s'est élevé M. Weibull; il a montré que, dans un certain nombre de cas, les corrections ainsi introduites dans le texte étaient inutiles ou erronées, mais les éditeurs ont prouvé à leur tour que nombre des observations de Weibull étaient dues à sa connaissance insuffisante du texte de Saxo et de la littérature apparentée. Ils reconnaissent, d'ailleurs, que leur collaborateur Blatt, qui a rédigé le lexique (formant la première partie du tome II), leur a signalé que certaines de leurs corrections allaient à l'encontre des habitudes linguistiques de Saxo.

Il reste à publier la seconde partie du tome II, contenant les passages imités par Saxo ou qui lui ont été empruntés par ses successeurs. Espérons que les critiques de Weibull ne décourageront pas les savants éditeurs et qu'ils achèveront une édition qui fait grand honneur à l'érudition danoise.

Émile LALOY.

Roumanie. — Coriolan PETRANU. *Influence de l'art populaire des Roumains sur les autres peuples de la Roumanie et sur les peuples voisins* (extrait de la *Revue de Transylvanie*. Bucarest, 1936, in-8°, 46 p.). — Une brochure suggestive de l'actif professeur d'histoire de l'art de l'Université de Cluj, traitant notamment de l'interpénétration des arts roumain, saxon, szekler et magyar en Transylvanie, dans le domaine de la broderie, du tapis, du travail du bois, de la musique, de la danse, etc. On accordera volontiers que les motifs les plus fins sont roumains et que le décor géométrique trahit dans toute cette région une influence roumaine, puisque l'art magyar est surtout d'inspiration végétale. Nous serons moins affirmatif en ce qui concerne la maison (p. 11-12), dont le type fort ancien se retrouve, au moins dans ses lignes essentielles, de la Russie à l'Adriatique et à l'Archipel; nous n'assimilerons pas aussi facilement Aroumains et Roumains (*passim*) et, surtout, il nous paraît bien hardi de chercher des influences roumaines sur la Lithuanie (p. 26), et encore plus sur la Scandinavie (p. 27), en s'appuyant sur des motifs géométriques

qui sont universels. Il faudrait alors en supposer également une sur la Bretagne, le Maroc, l'Asie, l'Amérique... Nous préférons cette explication plus simple : « Il faut admettre aussi qu'il existe des peuples qui inclinent à l'abstraction dans l'art, à côté d'autres qui préfèrent le naturalisme » (p. 27). L'auteur échappe par là, à la tendance, qui a quelque temps sévi de nos jours, à vouloir fonder sur des rapprochements dans l'art populaire de différents peuples des conclusions manifestement hors de proportion avec le point de départ. A signaler, par contre, la part prise, d'après l'auteur, par l'élément roumain à l'élaboration des chants des Kuruc (p. 36-37) : il y a peut-être là matière à renseignements sur les luttes sociales du temps de François Rákóczi.

Paul HENRY.

— G. T. NICOLESCO-VARONE. *Le folklore roumain versifié* (Bucarest, 1936, in-32, 32 p.). — Après avoir relevé les principales sources d'inspiration de la poésie populaire roumaine (amour, ironie, rites, incantations, souvenirs historiques), l'auteur, déjà connu par de nombreuses publications folkloristiques, nous donne la traduction d'un assez grand nombre de petits poèmes de toute nature, simples quatrains ou pièces plus longues. Ces exemples, assez fidèlement rendus (à ce propos, il convient de remplacer partout le terme de *blasphème* par celui de *malédiction* ; la faute est classique en roumain), sont d'un intérêt certain, mais qui serait bien supérieur s'ils étaient accompagnés de l'indication de leur origine (village et circonstance où ils ont été recueillis). Telle quelle, la brochure constitue une utile contribution aux études de folklore, d'autant plus que les recueils roumains, si riches, sont rarement traduits.

P. H.

Suisse. — Les Archives d'État de Genève ont publié, grâce à la Fondation universitaire Harvey, le *Catalogue de la collection de manuscrits historiques* (Genève, A. Jullien, 1936, in-8°, 211 p.), qui décrit les documents qu'il était impossible de réintégrer dans des fonds organiques et qui, au nombre de 230, constituent une sorte d'annexe de ceux-ci. A cette collection appartiennent des notes et copies données par d'érudits Genevois, et l'ensemble peut être utilisé sur le même plan que la Bibliothèque publique et universitaire et que la Société d'histoire et d'archéologie. Ces manuscrits sont répartis entre divers groupes, où la France et la Savoie sont représentées. Une table très bien faite, due à M. John Denham, permet des recherches précises dans les documents inventoriés.

G. BN.

Histoire religieuse. — Chanoine E. FOURNIER. *Questions d'histoire du droit canonique* (Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1936, in-8°, 46 p.). — Brochure petite par les dimensions, mais qui offre un sérieux intérêt. L'auteur y a réuni deux mémoires. 1° Le premier fait revivre un canoniste dont le nom était à peine connu, François de Verceil, auteur d'un commentaire des constitutions promulguées par Grégoire X au concile de Lyon, dont un exemplaire se trouve à la bibliothèque de Saint-Omer, et qui donne de curieux détails, notamment sur les méthodes de travail du concile et sur les vicissitudes de la bulle *Ubi Periculum*, qui instituait le conclave. 2° Le second signale un certain nombre de ces recueils privés où, en attendant le *Sexte*, les canonistes réunissaient pour leur usage personnel, en les glosant, les décrétales postérieures au recueil de Grégoire IX.

E. JORDAN.

— *Series episcoporum Romanae Ecclesiae ab initio usque ad hodiernum tempus versibus hexametris in usum scholarum conscripta* (Oxford, University Press, et

Londres, Humphrey Milford, 1935, in-8°, 23 p. ; prix : 3 s.). — L'auteur anonyme de cette plaquette a eu l'idée, un peu singulière, de mettre en vers latins la liste des papes. A-t-il rendu un grand service aux étudiants, auxquels il déclare avoir songé? En tous cas, il amusera un instant ceux qui aiment les tours de force, même inutiles.

E. J.

— Abbé Fernand MARTIN. *L'Imitation de Jésus-Christ*, traduction nouvelle (Paris, Garnier, 1936, in-12, LII-543 p. ; prix : 18 fr.). — M. l'abbé Martin publie une nouvelle traduction de l'*Imitation* accompagnée du texte latin. Comme introduction, une notice biographique sur Thomas de Kempen, à qui, dans une note finale, il attribue sans hésitation le célèbre ouvrage. Un caractère original de cette édition est que M. Martin estime — il aurait été bon de le prouver par des exemples — que l'auteur « a donné à toute sa prose un caractère rythmique si nettement marqué qu'il devient impossible de l'assimiler à la prose ordinaire ». Il s'agirait d'une espèce de *cursus*. M. Martin a essayé de le faire apparaître par des artifices typographiques. Nous avouons n'en être pas très frappé.

E. J.

— Norman H. BAYNES. *The political ideas of St Augustine's « De Civitate Dei »* (Londres, Bell et fils, 1936, in-8°, 18 p. ; prix : 1 s.). — En quelques pages très intelligentes, M. Baynes a réussi à donner une idée du célèbre ouvrage de saint Augustin et de l'esprit dans lequel il faut le lire. Il montre fort bien comment et pourquoi on y chercherait en vain une conception arrêtée et logique soit de l'Église, soit de l'État.

E. J.

— Martin GRABMANN. *Handschriftliche Forschungen und Mitteilungen zum Schrifttum des Wilhelm von Conches und zur Bearbeitungen seiner naturwissenschaftlichen Werke* (Munich, Beck, 1935, in-8°, 59 p. ; extrait des *Sitzungsberichte der Bayerischen Akademie der Wissenschaften*, Phil. Hist. Abteilung, 1935, 10^e fascicule). — Notes brèves, mais instructives, sur les manuscrits de quelques œuvres de Guillaume de Conches, ou à lui attribuées (l'auteur montre que le *Moralium dogma philosophorum* n'est pas authentique), ou, enfin, qui se sont inspirées de lui.

E. J.

— Philip S. MOORE. *The Works of Peter of Poitiers, master in Theology and chancellor of Paris, 1193-1205* (The Catholic University of America, 1936, in-8°, x-218 p.). — Pierre de Poitiers, qu'on évitera de confondre avec plusieurs de ses homonymes, a été un disciple très fidèle de Pierre Lombard, très critiqué, comme son maître, par les adversaires de la scolastique ; il a succédé à Pierre le Mangeur comme professeur à Paris ; il est mort chancelier de Notre-Dame. Après avoir établi ainsi sa biographie, M. Moore étudie ses œuvres, du dehors en quelque sorte : il en catalogue les manuscrits, il en discute l'authenticité, il en marque le caractère, plutôt qu'il n'en fait connaître le contenu. Celles qu'il retient comme devant être certainement attribuées à Pierre de Poitiers sont les suivantes : 1^o Cinq livres de *Sentences*, rédigés suivant la formule introduite par Pierre Lombard, duquel il dépend beaucoup pour la théologie dogmatique, tandis qu'il fait œuvre plus personnelle en théologie morale. — 2^o L'*Allegoria super tabernaculum Moysis* (un commentaire allégorique des quinze derniers chapitres de l'Exode, dans lesquels est décrit le tabernacle construit par Moïse). — 3^o Les *Distinctiones super Psalterium* (la « distinction », M. Moore la définit : l'interprétation d'un texte ou d'un mot de texte selon le quadruple sens historique, allégorique, tropologique et anagogique). Comme

le précédent, cet ouvrage est un exemple d'un des pires défauts intellectuels du Moyen Age. — 4° *Le Compendium historiae in genealogia Christi* (un résumé de l'histoire sacrée sous forme d'une courte notice de la vie de chacun des ancêtres du Christ : ce travail a eu une assez grande vogue). — 5° *L'Historia Actuum Apostolorum* (un abrégé des Actes des Apôtres faisant suite à un abrégé de l'histoire évangélique par Pierre le Mangeur). — 6° Cinquante-neuf sermons prêchés à Paris en sa qualité de maître en théologie. D'après M. Moore, ils le rangeraient parmi les meilleurs prédicateurs du Moyen Age ; mais il ne met pas ses lecteurs à même d'en juger. Un recueil de gloses sur les *Sentences* de Pierre Lombard a été, d'après M. Moore, attribué à tort à Pierre de Poitiers. E. J.

— Alexander CARTELLIERI. *Der Aufstieg des Papsttums im Rahmen der Weltgeschichte, 1047-1095* (Munich et Berlin, Oldenbourg, 1936, in-8°, XLIV-292 p. ; prix : Rm. 15). — Contrairement à ce que le titre semble annoncer, l'auteur s'est proposé de décrire, non pas l'essor de la papauté pendant la deuxième partie du XI^e siècle, mais, durant cette époque, l'histoire générale de l'Europe chrétienne et du Proche-Orient musulman. Le Saint-Siège y tient naturellement une grande place, mais on ne peut pas dire qu'il en soit le centre. Par un parti pris sur lequel M. Cartellieri s'explique dans sa préface, l'histoire religieuse, les institutions, l'histoire des idées sont négligées au profit de l'histoire politique. L'exposé est un peu sec et fragmentaire, mais exact, et remarquablement précis et clair ; outre une table des noms propres, une table analytique très détaillée permet de retrouver très facilement le renseignement désiré. Une annotation abondante renvoie parfois aux sources originales, ordinairement aux plus récents travaux contemporains. Le grand service que rendra ce livre est moins de présenter une synthèse personnelle et des vues très neuves que de fournir un très commode et sûr instrument de consultation. Un autre mérite en est une grande objectivité. E. J.

— Dr. Th. FREUDENBERGER. *Augustinus Steuchus aus Gubbio, Augustinerchorherr und päpstlicher Bibliothekar (1497-1548) und sein literarisches Lebenswerk* (Münster i. W., Aschendorff, 1935, in-8°, xvi-412 p. ; prix : Rm. 21. Reformationsgeschichtliche Studien und Texte, fasc. 64-65). — Travail très approfondi sur un personnage de second plan qui ne méritait peut-être pas un aussi grand effort et un livre aussi considérable. Agostino Steuchi, d'abord chanoine de Saint-Augustin et investi de fonctions dans son ordre, fut appelé à Rome par le pape Paul III et fait bibliothécaire de la Vaticane ; il paraît s'être assez mal acquitté de sa charge. Il siégea plus tard au concile de Bologne et mourut à Venise en 1548. Surtout depuis son arrivée à Rome, il s'était montré un polygraphe très fécond. Bon humaniste et linguiste — il savait très bien le grec et l'hébreu — il a été un théologien et un philosophe médiocre, un historien d'une érudition vaste, mais confuse et sans critique — son travail le plus considérable en ce domaine est un essai de défense de l'authenticité de la Donation de Constantin — un publiciste très maladroit — pour combattre le luthéranisme, il a eu l'idée étrange de prendre à partie l'Allemagne en général et s'y est fait beaucoup d'ennemis — et, suivant la coutume des humanistes d'alors, un mauvais coucheur : il s'est, pour le plaisir, dirait-on, brouillé avec Érasme, avec lequel, compte tenu des distances, il aurait plutôt eu des points communs, ainsi le sentiment de la nécessité de rajeunir les méthodes théologiques et, d'une façon générale, la culture. Quelques vues intéressantes permettent pourtant, avec de la bienveillance, de voir en lui, sur certains points, un précurseur.

C'est ainsi que son *De perenni philosophia* peut passer pour un premier essai de philosophie et de théologie comparées, où il s'applique, non sans forcer beaucoup les choses, à démontrer l'unité foncière de la sagesse humaine. C'est déjà comme une première ébauche de la théorie du consentement universel. E. J.

— R. P. Gandulf KORTE, O. F. M. *Pater Christian Brez O. F. M. Ein Beitrag zur Erforschung des Barockschristtums* (Werl in Westfalen, Franziskus-Druckerei, 1935, in-8°, xvi-183 p.; prix : Rm. 4. 80. Franziskanische Forschungen, fasc. 1). — Le sujet de ce petit volume est un peu mince. Le P. Brez, comme son biographe le laisse lui-même entendre, prédicateur assez en vogue de la première moitié du XVIII^e siècle, n'était qu'un personnage de second plan. Les citations de ses sermons sont assez banales; ses oraisons funèbres — c'est un genre qu'il a cultivé — semblent faites sur un plan assez artificiel. Le plus intéressant peut-être dans ce livre est une esquisse de l'histoire de la prédication jusqu'au XVIII^e siècle, qui, dans sa brièveté, contient des indications bibliographiques utiles. E. J.

— Marie de l'Incarnation, Ursuline de Tours, fondatrice des Ursulines de la Nouvelle-France. *Écrits spirituels et historiques*, t. III, publiés par Dom Cl. MARTIN et réédités par Dom Albert JAMET, de la Congrégation de France (Paris, Desclée de Brouwer, 1935, in-8°, 417 p.). — Le troisième volume des œuvres de la grande mystique Marie de l'Incarnation, diligemment achevé par Dom A. Jamet, ne le cède pas en intérêt aux deux précédents. Il donne les 113 lettres écrites par la religieuse de 1635 à 1644. L'édition de la correspondance est précédée d'une très bonne notice critique de l'éditeur qui explique pourquoi, à la classification systématique (lettres d'affaires, lettres de conscience et de direction, relations coloniales, lettres d'histoire et de spiritualité) adoptée par Dom Claude Martin, propre fils de la Mère de l'Incarnation, il a préféré l'ordre chronologique intégral. Inutile de dire que, renonçant aux remaniements plus ou moins arbitraires de Cl. Martin, il s'est appliqué à rétablir la véritable physionomie des lettres originales. Ce qui n'a été possible que grâce à un effort considérable dont il faut remercier Dom Jamet. Chaque lettre est accompagnée d'une notice critique, les variantes sont signalées. Les notes grammaticales et explicatives sont nombreuses et judicieuses (lettre XXVII, p. 129).

Que dire des lettres elles-mêmes qui n'ait déjà été dit? Adressées au P. Raymond de Saint-Bernard, au P. le Jeune, aux membres de sa famille spirituelle des Ursulines ou de sa famille selon la chair, elles évoquent, avec une belle intensité de vie, les jours inquiets de la préparation de 1635 à 1639, les premières années enchanteresses de la Mission de 1639 à 1644. Elles révèlent la séduction d'une belle personnalité, humble et confiante, naïve et avisée, douce et énergique, puisqu'elle écrit : « Que je serais heureuse si un jour on me venait dire que mon fils fût une victime immolée à Dieu ! Jamais sainte Symphrose ne fut aussi contente que je le serais » (lettre XCVI, p. 316). Un autre mérite de la correspondance est de fournir sur les premiers jours de la Nouvelle-France un témoignage intéressant, quelque peu optimiste. Déjà la Mère de l'Incarnation célèbre les vertus du bon sauvage. E. PRÉCLIN.

— Yvonne PIRAT. *La petite-fille d'une grande sainte. Madame de Sévigné. Sa spiritualité*. Préface par le R. P. de la Brière (Avignon, Aubanel, 1936, in-12, xviii-236 p.). — Descendant des Coulanges, petit-fils de Champollion-Figeac et fils de

l'auteur des *Pensées chrétiennes de M^{me} de Sévigné* (1898), le R. P. de la Brière donne au petit ouvrage de M^{lle} Pirat une préface à la Bremond, toute étincelante d'esprit.

Dans ce livre de huit chapitres (*Aux sources de la piété et du style, La culture, En face du jansénisme, L'orthodoxie, La piété, La dévotion à la Providence, Aux approches de la vieillesse et En face de la mort*), le lecteur ne peut trouver beaucoup de nouveau et il est, dès l'abord, prévenu qu'appliqué à M^{me} de Sévigné, le mot spiritualité ne peut avoir le même sens qu'il revêt chez saint Jean de la Croix. Peut-être le chapitre III : *La culture*, en fait surtout consacré aux lectures de M^{me} de Sévigné, n'est-il pas tout à fait dans le sujet. Bien que déparés par quelques imprécisions¹, les développements sur le jansénisme, la piété et l'orthodoxie de la mère de M^{me} de Grignan sont justes de ton et intéressants.

Bien qu'il n'ait pas d'index et que les notes soient rejetées à la fin, le livre de M^{lle} Pirat constitue un bon recueil de textes, utile aux personnes qui veulent comprendre la vie intérieure d'une grande Française au XVII^e siècle. E. P.

— BRUNO DE J. M., Pierre DEBONGNIE, Stan. FUMET, Gabriel DE SAINTE M. M., R. GARRIGOU-LAGRANGE, C. JOURNET, Benoît LAVAUD, D^r Jean LHERMITTE, D^r A. LE GRAND, Dom Aloïs MAGER, G. THIBON, D^r TINEL, D^r VINCHON, D^r VAN GEUCHTEN, G. WUNDERLE, *Douleur et Stigmatisation (Études carmélitaines, XXI^e année, vol. II. Paris, Desclée de Brouwer, 1936, in-8°, 253 p. ; prix : 15 fr.)*. — Nous signalons cet ouvrage collectif, bien qu'à vrai dire la plupart des mémoires qu'il contient s'adressent aux psychologues, aux physiologistes, aux théologiens mystiques beaucoup plus qu'aux historiens. Nous ferons une exception pour l'article de M. Debongnie, *Essai critique sur l'histoire des stigmatisations au Moyen Age*, qui étudie les cas de stigmatisation jusqu'à la fin du XV^e siècle, avec un sens critique averti, et en réduit beaucoup le nombre. E. JORDAN.

— *Volk und Volkstum, Jahrbuch für Volkskunde, in Verbindung mit der Görresgesellschaft*, herausgegeben von Georg SCHREIBER, t. II (Münich, Josef Kösel et Friedrich Pustet, 1937, in-8°, 380 p., 16 pl.). — Ouvrage conçu suivant une formule assez particulière. C'est en quelque sorte un numéro, gros comme un gros livre, d'une revue qui n'en publierait qu'un par an ; par ailleurs, tous les caractères d'une revue : nombreux articles de fond, dus à des auteurs très divers ; brèves communications ; comptes-rendus bibliographiques. Le programme est bien délimité : étude des croyances, des légendes, des usages populaires. Cette catégorie de recherches semble être à l'ordre du jour en Allemagne. On pourrait se demander s'il n'y a pas là un rapport avec la préoccupation, évidente aussi en Allemagne, de retrouver en quelque sorte l'âme et de mettre en relief l'originalité de la race allemande. Hâtons-nous de dire que les collaborateurs de l'ouvrage que nous annonçons n'abusent pas, en général, du « nordisme » et que le ton adopté est presque partout tout à fait objectif et scientifique. Il est même frappant — nous ne disons pas surprenant — que de beaucoup la plus grande partie des articles traitent d'usages et d'idées d'inspiration chrétienne. Aucune tentative n'est faite pour dis-

1. A la p. 68, M^{lle} Pirat qualifie Jansénius de prêtre hollandais, ce qui n'est pas inexact. Mais combien il est plus caractéristique de l'appeler évêque d'Ypres. — P. 71, Port-Royal fut détruit en 1709. — P. 160, M^{lle} Pirat exagère l'éloignement des Jansénistes pour le culte de la Vierge.

simuler l'influence profonde que le christianisme a exercée en Allemagne. — Les articles sont de deux sortes. Les uns traitent de questions de doctrine ou de méthode : ce ne sont pas, en général, les meilleurs ; ils sont souvent abstraits et de lecture pénible. Au pôle opposé, les autres ne sont et ne veulent être que des recueils de faits et de documents ; visiblement, les auteurs se considèrent comme étant encore au premier stade, celui de l'enquête à faire. On comparera, on interprétera plus tard. L'enquête est d'ailleurs méthodique, par régions bien circonscrites, sur des points bien déterminés. Par exemple — nous ne pouvons tout citer — M. Hartig attire l'attention sur une dévotion peu répandue et peu connue, à la plaie de l'épaule du Christ, qui s'ajoute à la dévotion, classique et très connue, aux cinq plaies. — S'agit-il de l'histoire des pèlerinages, M. Heuwieser donne la liste de ceux qui ont existé dans le diocèse de Passau, avec l'indication de la date à laquelle ils apparaissent et leur histoire sommaire. M. Hau décrit le très étrange pèlerinage d'Echternach, encore vivace aujourd'hui, avec sa procession de fidèles qui avancent en dansant et en bondissant. — M. Berker dépeint les rites funéraires en usage dans la région d'entre Rhin et Sarre. — M. Pfleger nous apprend comment et pourquoi les principaux crus de vins d'Alsace ont reçu des saints pour patrons et par quels rites très familiers s'exprime le culte qu'on leur rend. — M. Mitterwieser nous apprend comment, dans le sud de la Bavière, en cas d'orage menaçant, on tâche de le conjurer en allumant des cierges ou en sonnant les cloches (entre parenthèses, nous avons vu exactement le même usage en Bresse, il y a un demi-siècle). — M. Stiefenhofer nous apprend tout ce qui, en Franconie, peut se rattacher de pratiques et de croyances à la coutume des œufs de Pâques. — M. von Bassermoun-Jordan a écrit un petit chapitre d'art populaire : comment de modestes artistes de village décoraient les outils et ustensiles qui servaient à la culture de la vigne et à la fabrication du vin. — M. Schmidt montre comment le culte de saint Jean Népomucène a donné naissance à toute une littérature de drames religieux populaires. — M. Klapper essaie de déterminer ce qu'il y a de particulier et de local dans les légendes de saints de l'Allemagne de l'Est.

Dévotions saines et superstitieuses, sites, coutumes, croyances, tout cela a été, au XVIII^e siècle, très menacé et même détruit par le mouvement de l'*Aufklärung*, qui prétendait rendre la religion raisonnable, quand ce n'était pas la supprimer. M. Rückert trace un tableau intéressant de l'activité, modérée en somme et prudente, d'Eusèbe Amort, le conseiller de l'évêque d'Augsbourg Joseph de Hesse.

Signalons, enfin, un article qui est un peu à part des autres — il traite de questions qui relèvent plutôt de l'histoire économique et sociale — mais qui, d'ailleurs, est parmi les plus importants. Il s'agit de celui que M. Demleitner a consacré à l'émigration paysanne en Haute-Bavière, et spécialement dans le district de Benediktbeuern, après la guerre de Trente ans et jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Par cet exemple très spécial, il montre et explique le repeuplement de l'Allemagne. Les documents permettent de suivre l'histoire des émigrés et de leurs descendants, qui souvent ont réussi et fait souche de familles très considérées.

E. J.

— G. MEERSEMAN, O. P. *Laurentii Pignoni Catalogi et Chronica, accedunt Catalogi Stamsensis et Upsalensis Scriptorum O. P.* (Rome, Institut historique des Frères Prêcheurs à Sainte-Sabine, 1936, in-8°, xxiv-135 p. Monumenta Fratrum Praedicatorum Historica, vol. XVIII). — Laurent Pignon, Bourguignon d'origine,

confesseur du futur Philippe le Bon, puis vicaire de la province de France, évêque de Bethléem, enfin d'Auxerre, mort en 1456, s'était vivement intéressé à l'histoire de son ordre. Entre autres ouvrages, il a rédigé un *Catalogue des frères illustres de l'ordre des Prêcheurs*, divisé en six parties : les saints, les saintes, les frères promus, en dehors de l'ordre, à de grandes dignités (papauté ou épiscopat), maîtres généraux de l'ordre, provinciaux de France, enfin frères célèbres par leur science. Il a laissé aussi une *Chronique abrégée des chapitres généraux ou de la province de France*. Ce sont des écrits un peu secs, mais qui, surtout pour la période contemporaine de l'auteur, peuvent préciser quelques points d'histoire. Le P. Meersseman les a publiés de son mieux d'après le manuscrit unique, très défectueux et presque illisible, qui se trouve à la Nationale. Il y a ajouté deux écrits analogues qui ont pu être utilisés directement ou indirectement par Pignon : le *Catalogus Stamsensis* (provenant de l'abbaye de Stams, en Tyrol, déjà publié par le P. Denifle au tome II de l'*Archiv für Literatur-und Kirchengeschichte des Mittelalters* (p. 226) et le *Catalogus Upsalensis* (déjà édité par Schück en 1891).

E. J.

— Gerhard KALLEN. *Nikolaus von Cues als politischer Erzieher* (Leipzig, Felix Meiner, 1937, in-12, 48 p. et 1 pl. ; prix : Rm. 2. Collection Wissenschaft und Zeitgeist, fasc. 5). — Cette petite brochure contient une analyse un peu brève et superficielle, mais claire, du principal écrit politique de Nicolas de Cues, le *De concordantia catholica*, et des réflexions quelque peu abstruses qui tendent à montrer que l'auteur peut aujourd'hui encore être utile à l'éducation politique de l'Allemagne.

E. J.

— Newport B. WHITE. *Irish Monastic and Episcopal Deeds* (Dublin, Government Publications Sale Office, 1936, in-8°, xxi-368 p. ; prix : 17 s. 6 d.). — M. White a réuni dans ce volume 136 documents, du début du XIII^e à la fin du XVI^e siècle, (ceux du XIII^e siècle sont fort peu nombreux et, de beaucoup, la plus grande partie date du XVI^e siècle). Ils concernent des abbayes, des évêchés et des cours ecclésiastiques du sud de l'Irlande, en particulier des comtés de Kilkenny et de Tipperary. Ils sont extrêmement variés (jusqu'à des comptes de cuisine !) : ventes, acquisitions, donations, incorporations de paroisses, procès-verbaux de visites, décisions judiciaires, etc., il n'y a peut-être pas un type d'actes qui ne soit représenté par des spécimens souvent curieux. Mais, précisément, les pièces sont si diverses et il y en a si peu de chaque genre qu'on ne voit guère quelle conclusion générale on en pourrait tirer. L'auteur ne s'y est pas essayé. Il s'est borné à éditer soigneusement ses textes. Il semble que le principal intérêt du recueil serait de servir à des exercices d'explication pour les étudiants en histoire et droit canonique.

E. J.

— Le tome XVIII de la traduction de l'*Histoire des papes* de feu Louis PASTOR, par MM. Alfred POIZAT et W. BERTEVAL (Paris, Plon, 1935, in-8°, 377 p.), contient la dernière partie du pontificat de Pie V (1566-1572). Il correspond donc à une partie du tome VIII de l'édition allemande. Un supplément (p. 327-377) reproduit les pièces justificatives données par Pastor. Que signifie cette phrase macaronique de la p. 339 (*Avviso* du 26 juillet) : « Lundi le Vicaire sur l'ordre du Pape a [*lapsus* : à] promulgué contre les meretrici frappées, che se ne vadino... » ? Pastor a mêlé ici ses notes en allemand avec le texte, mais il fallait clarifier tout cela. Ces mélanges de français et d'italien (ou de latin) sont constants ; il faudrait des guillemets ou des italiques.

H. Hr.

— R. P. Fernandez ZAPICO, S. J. *La province d'Aquitaine de la Compagnie de Jésus d'après son plus ancien catalogue*, 1566 (Rome, in-8°, 24 p. Tirage à part de l'*Archivum historicum Societatis Jesu*, V, 1936). — D'après les constitutions des Jésuites, chaque provincial devait envoyer chaque année au général un catalogue des maisons et des sujets de l'ordre dans sa province. Le plus ancien spécimen de ces catalogues qui subsiste pour la France est celui que publie le P. Zapico, en le précédant d'une courte introduction. Il se divise en deux parties : 1° La liste des maisons, avec une description très sommaire des lieux et un relevé des revenus et charges. Il y en avait six : Tournon, Toulouse, Rodez, Chambéry, Avignon et Lyon. Les descriptions sont généralement optimistes ; détails curieux sur les avantages que présentent les diverses villes. 2° La liste par maison des religieux ; en tout, quatre-vingt-dix, y compris les coadjuteurs ou frères laïcs, avec indication de leur lieu d'origine et de leurs capacités et talents. Elle permet de se faire une idée du recrutement de la Compagnie.

E. J.

— Dom TOUSTAIN et Dom TASSIN. *Histoire de l'abbaye de Saint-Wandrille, 1604-1734*, publiée par Dom LAPORTE (Abbaye de Saint-Wandrille, 1936, in-8°, vi-433 p.).

— Dom Laporte publie pour la première fois l'histoire de l'abbaye de Saint-Wandrille composée au XVIII^e siècle par les Mauristes Dom Toustain et Dom Tassin, bien connus par leurs travaux et notamment par leur *Diplomatique*. Cet établissement monastique, durant la période envisagée, depuis la réforme mauriste jusqu'à la fin du premier tiers du XVIII^e siècle, a, dans l'ensemble, une histoire assez paisible. La réforme semble avoir été introduite facilement. Une querelle, tranchée au nom du pape par Richelieu, entre les moines et l'archevêque de Rouen François de Harlay, qui revendiquait sur eux un droit de visite contraire à l'exemption dont ils se prévalaient ; la reconstruction presque complète de l'église et des bâtiments claustraux, qui tombaient en ruines ; une grave épidémie qui décima les moines en 1692 ; une interminable controverse entre les religieux, à propos du culte rendu à quelques anciens saints : était-il régulier ? Fallait-il, au contraire, y renoncer ? — la question traitée, d'ailleurs, d'une façon très confuse et fort peu scientifique — tels sont les principaux événements sur lesquels s'étendent les auteurs. Ils restent à peu près muets sur des points qui nous intéresseraient aujourd'hui. Comment, par exemple, les études qui ont fait la gloire de la congrégation de Saint-Maur étaient-elles organisées à Saint-Wandrille ? Quelle était l'importance numérique de la communauté ? Dans quel sens a-t-elle varié ? Dans quel milieu se recrutait-elle ? Quelle était l'importance du temporel de l'abbaye, et comment était-il administré ? Autant de problèmes qui intéressent l'histoire littéraire, sociale, économique, et dont les auteurs ne disent rien ou à peu près. Par une discrétion certainement calculée, ils ne disent pas un mot du jansénisme, dont, à coup sûr, l'abbaye était loin d'être exempte. Le style est terne et monotone ; presque toutes les appréciations sont d'une bienveillance prudente et banale. En somme, l'œuvre des deux religieux est assez médiocre. Mais, cependant, elle contient trop de renseignements de détail pour qu'on ne doive pas être reconnaissants à Dom Laporte de la peine qu'il a prise d'en donner une édition soignée, utile contribution à l'histoire monastique de l'Ancien Régime.

E. J.

— Anne BERTOUT. *Les Ursulines de Paris sous l'Ancien Régime* (Paris, Beauchesne, 1936, in-8°, 224 p. ; prix : 15 fr.). — Nous regrettons d'être obligés d'être un peu sévères pour ce petit volume. C'est une simple esquisse, présentée sous une

forme légèrement prétentieuse et romancée, et qui est loin de satisfaire la légitime curiosité du lecteur. La meilleure partie est le chapitre qui expose les méthodes et les programmes d'enseignement des Ursulines. Mais des rapprochements avec d'autres maisons religieuses vouées à la même tâche auraient été fort instructifs. On ne peut s'empêcher d'être frappé du caractère tout à fait élémentaire de l'enseignement, qui ne dépassait guère l'orthographe et l'arithmétique. N'y avait-il rien de plus pour les élèves un peu âgées? A quel âge, communément, quittait-on le pensionnat? Les élèves étaient-elles nombreuses? Comment se recrutaient-elles? Dans quel milieu? Constate-t-on des changements, et dans quel sens? De même, pour les religieuses. Il est possible que les documents fassent défaut, mais on voudrait que l'auteur s'en fût expliqué. L'auteur nous renseigne en ce qui concerne la période de la fondation; mais ensuite? Rien, ou à peu près, n'est dit du jansénisme, car il ne suffit pas de donner sans explication ni commentaire le texte de la formule que les sœurs signèrent en 1660. Les Ursulines étaient beaucoup trop sous l'influence des Jésuites pour n'être pas, dans l'ensemble, opposées au jansénisme; mais n'y a-t-il pas eu des exceptions? — Quelques anecdotes curieuses pour l'histoire des mœurs, que l'auteur donne sans en souligner l'intérêt. E. J.

— Jean MONVAL. *Les Frères Hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu* (Paris, Grasset, 1936, in-12, 250 p.; prix : 15 fr. Collection *Les grands Ordres monastiques et Instituts religieux*, XXII). — Petit livre fort bien fait, divisé en deux parties; l'une historique : vie du fondateur, histoire de l'ordre, particulièrement en France, où il fut introduit par Marie de Médicis et prit un développement important aux ^{xvi}^e et ^{xviii}^e siècles; éclipse à la Révolution, puis restauration à partir de 1819. La seconde partie, sur l'état actuel, résume la règle et l'organisation de l'ordre et passe en revue, avec quelques-uns de ses principaux établissements français, ses différentes formes d'activité : asiles d'aliénés, hospice pour enfants infirmes, clinique chirurgicale, bien connue, de la rue Oudinot, asile de nuit à Marseille. Exposé un peu sommaire, tel que l'impose le programme de la collection où l'ouvrage a paru, mais clair et attachant. E. J.

— Pierre CRAS. *La fidèle histoire de saint Jean Bosco* (Paris, Desclée, s. d. (1936), in-12, 345 p.; prix : 12 fr.). — La biographie de Dom Bosco, vivante et alerte, que M. Pierre Cras vient d'écrire, divise la vie du saint en neuf parties : le petit Bosco; l'étudiant; le séminariste; l'œuvre naît; l'âge d'or; jardinage; maturité; le serviteur de l'Eglise, de l'ordinaire à l'extraordinaire; les dernières années. Visiblement, l'auteur connaît admirablement son personnage. Aussi est-il d'autant plus regrettable qu'il n'ait pas indiqué ses sources : les notes manuscrites et l'autobiographie de Dom Bosco, le livre du Salésien Dom Amadei (*Don Bosco e il suo apostolato*), les témoignages de certains Pères salésiens. Œuvre d'édification, l'ouvrage de M. Pierre Cras met en relief les actes merveilleux du saint, sans en faire la critique. Son exposé n'évoque pas suffisamment le milieu historique — social et politique — de l'Italie de 1848 à 1888. Du moins l'auteur a-t-il su évoquer de façon vivante et exacte la carrière et les œuvres d'une personnalité exceptionnelle. E. PRÉCLIN.

Après-guerre. — Bernard Lande COHEN. *Is the Versailles Treaty responsible?* (Reprinted from the University of Toronto Quarterly, vol. V, n° 3, Avril 1936, in-8°, 12 p.). — Dans une brève mais pénétrante étude qu'a publiée l'Université

de Toronto, M. B. L. Cohen s'applique à prouver que le traité de Versailles n'est pas responsable de tous les maux dont on l'accuse. La ruine de l'Allemagne, de 1919 à 1923, provenait plus de la guerre et du blocus que des réparations. M. Cohen aimerait remplacer le mot « paix » par le mot « guerre » dans le titre du livre de Keynes : *Les conséquences économiques de la paix*. La crise économique et financière, qui sévit depuis 1929 et dont est sorti l'hitlérisme, n'a à peu près rien à voir avec le traité de Versailles. Les énormes emprunts qu'a contractés l'Allemagne de 1925 à 1928 expliquent qu'elle ait été si durement frappée en 1931.

Maurice BAUMONT.

— J. Paul SELSAM. *The attempts to form an anglo-french Alliance. 1919-1924* (Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1936, in-8°, 86 p.). — M. P. Selsam traite d'une façon extrêmement superficielle le sujet qu'il a choisi. Il ne semble avoir aucune idée de ce qu'a écrit à ce sujet la presse française ou anglaise de l'époque, de ce qu'a pensé l'opinion française ou anglaise. Il s'en tient à quelques mémoires, et l'empressement avec lequel on publie des mémoires en Angleterre fait qu'un chapitre intitulé « L'invasion de la Ruhr » repose presque exclusivement sur des extraits de Lloyd George et de Lord d'Abernon : de toute évidence, ce n'est pas là ce qui permet de comprendre et de juger la politique de Poincaré.

Ce travail ne représente qu'une mise au point extrêmement rapide. M. B.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. *Comptes-rendus des séances.* 1937. Bulletin de janvier-mars. — Georges DOSSIN. La correspondance de Zimrillim, dernier roi de Mari (vers 2000 avant J.-C.). — M. C. MONTAGNÉ. L'Éleusinion d'Athènes comme témoin de l'architecture grecque dans la seconde moitié du v^e siècle (relevés architecturaux exécutés à Athènes, 1935-1936, puis continués à Rome en 1936. L'auteur est architecte et c'est en architecte qu'il a travaillé). — Adolphe LODS. Rapport sur les travaux de l'École archéologique française de Jérusalem, 1935-1936. — Paul DESCHAMPS. Sa troisième mission en Syrie pour étudier l'architecture militaire des Croisés. — Ferdinand BRUNOT. Du caractère de quelques innovations dans le lexique français de l'époque révolutionnaire et impériale (une tempête d'idées dans une langue étroitement fixée : en 1787 apparaît l'expression de « responsabilité des ministres » ; vient ensuite la « mystique des mots » à l'époque révolutionnaire, qui prodigue les termes de « constitution », de « Loi et Patrie »). — Charles VIROLLEAUD. La « Montagne du Nord » dans les poèmes de Ras-Shamra. — J.-B. CHABOT. Une prétendue réforme de l'alphabet libyque. — Le R. P. DE JERPHANION. A propos des nombreux exemplaires, trouvés à Pompéi, du carré magique « Sator » (équivalence du carré magique et des mots *Pater Noster* écrits en forme de croix. Dans le monde romain, c'est le carré magique *Rotas opera* qui a cours ; dans le monde chrétien, c'est le carré *Sator opera*). — Alfred MERLIN. Notice nécrologique sur l'érudit bruxellois Paul Thomas, mort le 15 mars 1937 (ses notes et conjectures sur Manilius, Sénèque, Pétrone, Salluste).

Académie des sciences morales et politiques. *Revue de ses travaux.* 3^e année, novembre-décembre 1936. — Roger DU TEIL. Essai sur un reclassement des valeurs par une mystique nationale. — Georges BERTIER. L'École des Roches (montre, après une expérience de trente-six ans, comment cette école peut aider à résoudre les grands problèmes que pose l'éducation des classes dirigeantes et moyennes). — GAILLARD DE CHAMPRIS. Vauvenargues directeur de conscience (montre comment Vauvenargues a expérimenté ses principes de moraliste). — Henri TAUCHY. Discours lu dans la séance publique annuelle (sur Eugène d'Eichtal, mort à l'âge de quatre-vingt-douze ans ; il avait dirigé l'École libre des sciences politiques ; sur Charles Benoist, sa vie publique et son œuvre historique ; sur Paul André, premier président de la Cour de Paris et qui fut un maître du style judiciaire. Deux associés étrangers : Rudyard Kipling et Eleuthère Vénizelos). — Notice sur la vie et les travaux de Rudyard Kipling, 1865-1936, par le baron Ernest SEILLIERZ, secrétaire perpétuel. — Édouard LE ROY. La crise humaine de l'heure présente et les sciences morales.

Annales de Bourgogne. T. IX, 1937, fasc. 1, mars. — André BOSSUAT. Une clause du traité d'Arras : Philippe le Bon et l'abbaye de Luxeuil (un traité de paréage conclu par l'abbé de Luxeuil avec le comte de Champagne Thibaut V : l'abbé cédait au comte la moitié de ses revenus en tailles, revenus des eaux et forêts, etc. Le comte, en retour, protégerait l'abbaye. Cette charte, fondamentale pour le temporel de l'abbaye, fut attaquée au x^ve siècle par Jean de Vinzelles, prieur de La Charité-sur-Loire. D'où procès porté devant le Parlement de Paris. Au traité d'Arras, 1435, les plénipotentiaires français abandonnèrent au roi d'Angleterre Henri VI la garde du temporel de l'abbaye. Depuis lors, Luxeuil suivit les vicissitudes de la Franche-Comté). — Yvonne BEZARD. Le président de Brosses et ses amis de Genève (d'après les correspondances inédites échangées entre Charles de Brosses, Bénigne Legouz de Gerland, Charles Bonnet, Pierre Pictet, Jean Jallabert, 1757-1766). — P. LEBEL. Problèmes toponymiques (concernant Montclair et Clefmont; origine du terme *doux* employé en Bourgogne pour désigner des sources). — G. JEANTON. Notes gallo-romaines (étude sur une stèle gallo-romaine découverte dans la commune de Cortevaix; elle représente deux divinités assises appuyées sur une corne d'abondance). — Abbé CHAUME. En marge des croisades bourguignonnes d'Espagne (x^e siècle). — A propos d'une Histoire par Roger Tisserand sur l'Académie de Dijon de 1740 à 1793. = **Bibliographie.** V. *Carrière*. Introduction aux études d'histoire ecclésiastique locale, t. III. — J. Déniau. La commune de Lyon et la guerre bourguignonne, 1417-1435. — Pierre Barbier. Auxerre et l'Auxerrois. = Notes de lecture, de 1678 à 1789.

Annales de l'Université de Paris. 1937, mai-juin. — 1^{re} partie : Mouvement du personnel enseignant : enseignements et missions à l'étranger ou donnés par des savants étrangers. — 2^e partie. Instituts d'hygiène, d'hygiène industrielle et médecine du travail; de médecine coloniale et école de malariologie; Institut du cancer; École de puériculture; Bureau des relations médicales avec l'étranger. — 3^e partie. Travaux d'agrandissement de la Faculté; cérémonie de la première coulée de béton, en présence du sous-secrétaire d'État. = La coopération intellectuelle internationale à l'Exposition. = L'Université latine de Brasov (Roumanie). = École normale supérieure. Rapport annuel du directeur. = Les instituts de l'Université de Paris: Observatoire de Nice. Institut de géographie (avec une liste des travaux qu'il provoqua). Institut d'études sémitiques. = Vie scientifique; travaux et publications: Jean Basdevant. La condition internationale de l'Autriche (thèse pour le doctorat). — Léon Pollet. Les maladies professionnelles. — Léon Gallet. Les traités de paréage dans la France féodale. — François Houillier. L'organisation internationale de l'agriculture. — J.-Léo Meller. De la notion de créancier de la masse dans la faillite. — M^{lle} Hanna Lévy. Henri Wölflin; sa théorie, ses prédécesseurs (tels qu'ils sont présentés par l'auteur lui-même).

Annales d'histoire économique et sociale. 1937, janvier. — Henri HAUSER. Un problème d'influences: le saint-simonisme au Brésil (rien n'autorise encore à considérer Mauá comme un disciple de Saint-Simon). — Koji MATSUOKA. La genèse d'un étalon monétaire fondé sur le change-or; le cas du Japon (il a été établi à l'aide de l'indemnité de la guerre sino-japonaise). — G. LUZZATTO. Les noblesses: les activités économiques du patriciat vénitien, x^e-xiv^e siècles. — G. ESPINAS. Un grand commerce médiéval: les draps des Pays-Bas (revue critique de cinq

ouvrages belges). — Marc BLOCH. Apologie pour le travail utile : à propos de deux livres sur Saint-Denis (intéressantes réflexions provoquées par les thèses de M^{lle} Germaine Lebel). — Léon CAHEN. Crise financière et remèdes monétaires dans l'Angleterre de Guillaume III. — Lucien FEBVRE. Puissance et déclin d'une croyance (à propos du livre de Georges Friedmann : La crise du progrès). = **Comptes-rendus**. J. Lambert. Les *opere liberti*. Contribution à l'histoire des droits du patronat. — Mehmed Fuad Köprülü. Les origines de l'empire ottoman. — Alberto Lombroso. Napoleone e il Mediterraneo. — H. D. Fong. Cotton industry and trade in China. — Adrien Blanchet et A. Dieudonné. Manuel de numismatique française, t. IV (remarques importantes de Marc Bloch). — A. de Bouard. Documents en français des archives angevines de Naples (règne de Charles I^{er}), II. — Robert Latouche. Le mouvement des prix en Dauphiné sous l'Ancien Régime. — Bertrand Nogaro. La crise économique dans le monde et en France. = Mars. Marc BLOCH et Lucien FEBVRE. Pour le renouveau de l'enseignement historique : le problème de l'agrégation (très suggestif et important). — David WOLKOWITSCH. Ce qu'on ne lit pas dans les livres : notes d'expérience sur le commerce des charbons de soude en 1936. — G. LEFEBVRE. Le mouvement des prix et les origines de la Révolution française (expose les résultats auxquels permettent d'aboutir les travaux de Simiand et de Labrousse). — Raymond DE ROOVER. Aux origines d'une technique intellectuelle : la formation et l'expansion de la comptabilité à partie double (en Italie, au XIV^e siècle ; fin au numéro suivant). — Lucien FEBVRE. La politique économique des sociétés contemporaines et la statistique (très utiles remarques). = **Comptes-rendus**. Joseph Reese Strayer. The royal domain in the bailliage of Rouen. — Paul Gonnet. L'adoption lyonnaise des orphelins légitimes, 1536-1793. — Hilde Rigaudias-Weiss. Les enquêtes ouvrières en France entre 1830 et 1848. — C. H. Darly. An historical geography of England before 1800. — Victor Monod. Dévalorisation de l'homme. — Louis Lempereur. Les chevaliers merciers et les foires en Rouergue. — Émil Cherblanc. Mémoire sur l'invention du tissu. — Léopold Reverchon. Petite histoire de l'horlogerie. — Abbé Detrez. L'outillage des copistes du XIII^e et du XIV^e siècle. — Auguste Murat. La propriété agraire en Italie. = Mai. Marc BLOCH. La genèse de la seigneurie : idée d'une recherche comparée. — J. BERQUE. Sur un coin de terre marocaine : seigneur terrien et paysans (exemple, pris dans le Haut-Rharb, de l'opposition du grand seigneur terrien et du groupe rural en marche vers la conquête du sol). — T. H. MARSHALL. Les noblesses : l'aristocratie britannique de nos jours (montre qu'en Angleterre le sentiment de classe est plus marqué et de nature moins purement économique que dans les autres pays occidentaux). — N. DENHOLM-YOUNG. En remontant le passé de l'aristocratie anglaise. = **Comptes-rendus**. Dykmans. Histoire économique et sociale de l'ancienne Égypte. — P. C. Boeren. Étude sur les tributaires d'Église dans le comté de Flandre du IX^e au XV^e siècle. — Derck Walter-Smith. The protectionist case, 1840-1846. — Francis E. Hyde. Mr Gladstone at the board of trade. — Karl Marx et la pensée moderne. — J. Delatte. La vente des biens nationaux dans l'arrondissement de Namur. — Alfonso Teja Labre. Guide de l'histoire du Mexique.

Annales du Midi, 1936, octobre. — Henri DAVID. Les Bourbons et l'art Slutérien au XV^e siècle (c'est l'art de Claus Sluter, le plus illustre de tous à cette époque ; d'autre part, l'imagier de Cluny montre des attaches bourguignonnes très pro-

noncées ; bibliographie sommaire et trois planches). — Élie GRIFFE. Géographie ecclésiastique de la province de Narbonne au Moyen Age (diocèses de Narbonne, de Carcassonne, de Béziers, de Nîmes, de Maguelonne et d'Elne). — Jean RÉGNÉ. Les communautés à charte du Vivarais et ses autres plus vieilles communautés d'habitants d'Ancien Régime ; suite (nos 114 à 160 ; de Salavas à Thueyts). = *Comptes-rendus*. Raymond. L'art gothique du midi de la France (on peut lui reprocher d'avoir négligé l'importance de Cîteaux ; mais il a bien raison d'écrire que le gothique du Midi est le prolongement du roman). — L. Bergounioux. L'esprit de polémique et les querelles savantes vers le milieu du XVII^e siècle : Marc-Antoine Dominici, 1605-1650 (bonne étude sur la vie littéraire dans la cité dijonnaise). = *Revue des périodiques*. = *Nécrologies* : le chanoine F. Galabert ; Prosper Boissonnade, 1862-1935 (il laisse une œuvre considérable, surtout pour l'histoire économique au temps de Colbert et pour celle du Poitou). = *Livres annoncés sommairement* : Émile Espérandieu. Les mosaïques romaines de Nîmes. — Robert Latouche. Le mouvement des prix en Dauphiné sous l'Ancien Régime. — Ch. Samaran et Émile Van Moé. *Auctarium cartularii Universitatis Parisiensis*, t. III (ce volume contient le *Liber procuratorum nationis Alemanniae*, 1466-1492). = 1937, janvier. Gianfranco CONTINI. Sept poésies lyriques du troubadour Bertran Carbonel de Marseille. — René CROZET. Le voyage du pape Urbain II en France, 1095-1096, et son importance au point de vue archéologique (avec une carte). — Jean RÉGNÉ. Les communautés à charte du Vivarais et ses autres plus vieilles communautés d'habitants d'Ancien Régime ; suite (suivi d'une liste des syndics, consuls et maires de Viviers, 1303-1600). = *Comptes-rendus critiques*. Louis Halphen. Les Barbares, des grandes invasions aux conquêtes turques du XI^e siècle. — Marcel Pin. Jean Cavalier, 28 novembre 1681-17 mai 1740 (travail qu'on ne peut utiliser qu'avec beaucoup de précautions ; c'est du temps perdu). — E. Delort. La céramique de Satto et Saturninus (vingt planches où sont classés les décors et les formes des 1,750 fragments recueillis en 1934). — Gustave Schnürer. L'Église et la civilisation au Moyen Age, t. II (traduction, par G. Castella, du bel ouvrage du savant suisse).

Annales historiques de la Révolution française. 1936, novembre-décembre. — P. NICOLLE. Le mouvement fédéraliste dans l'Orne en 1793. — G. HUBRECHT. La région sedanaise à la veille de la Révolution : le régime agraire. — G. AUBERT. La Révolution à Douai. La Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité. — A. CHABAUD. Correspondance de Barbaroux (commence à publier vingt et une lettres inédites). = *Comptes-rendus*. Eugène Newton Curtis. Saint-Just, collègue of Robespierre (important). — Martin Goehring. Rabaut Saint-Étienne, ein Kämpfer an der Wende zweier Epochen (bon). — J.-J. Chevalier. Barnave. = 1937, janvier-février. P. CARON. Conseil exécutif provisoire et pouvoir ministériel, 1792-1795. — G. HUBRECHT. La région sedanaise à la veille de la Révolution (fin). — F. VERMALE. Barnave et les banquiers Laborde (conclusion : « ... il y a bien des nuances dans la corruption parlementaire »). — Neuf lettres de Durand-Maillane (de février 1793 à messidor an II). = *Comptes-rendus*. Ralph Korngold. Robespierre, le premier des dictateurs modernes (livre préparé sérieusement ; le sous-titre ne correspond pas du tout à la réalité). — G.-J. Renier. Robespierre. — Pierre Libois. Les représentants du peuple Prost et Lejeune dans le Jura en l'an II : les luttes politiques (excellente étude). — A. Martin et G. Walter. Bibliothèque nationale. Dé-

partement des Imprimés. Catalogue de l'histoire de la Révolution française, t. I (ouvrage capital). — *Siegfried Riemer*. Die Staatsanschauung des Grafen d'Antraygues in seiner Denkschrift über die Generalstände (aucun intérêt pour le lecteur français). — *Jean Richerateau*. Le rôle politique du professeur Koch. — *F. Macours*. L'enseignement primaire dans le département de l'Ourthe pendant la Révolution, 1795-1802. = Mars-avril. A. MATHIEZ. Le Gouvernement révolutionnaire (article dont le manuscrit était aux mains de M. Friedland, professeur à l'Université de Moscou, et resté inédit). — J. GROSSBART. La presse polonaise et la Révolution, 1789-1794. — F. VERMALE. Le cas du général Servan (protecteur du fournisseur d'Espagnac et ami de Clavière). = **Comptes-rendus**. *Henri Carré*. Recherches sur la Révolution en Poitou. — *Donald Greer*. The incidence of the Terror (important ouvrage fondé sur l'étude de statistiques : 78 % des condamnés étaient des rebelles et des traîtres). — *Gabriel Segret*. Blesle, de 1900 à nos jours (importante étude, d'après les archives notariales). — *Edmond Poupé*. Le département du Var, 1790-an VIII (documentation très précieuse). = Paul MAZIN. Bibliographie des Pays de la Loire Moyenne, Centre-Ouest et Ouest. Années 1933 et 1934. = Mai-juin. A. BAHU. Les paysans de la région de Clermont-de-l'Oise à la fin de l'Ancien Régime (très précis ; la situation économique était particulièrement désastreuse). — P. NICOLLE. Le mouvement fédéraliste dans l'Orne en 1793 ; suite (les fédéralistes ont été des chefs sans troupes). — L. DE CARDENAL. A propos du fédéralisme (montre que beaucoup de sociétés populaires n'ont pris position pour la Montagne qu'après le mois de juin 1793). — J. GROSSBART. La presse polonaise et la Révolution française ; suite (période de mai 1791 à août 1792. — Lettres de Barbaroux ; suite. = **Comptes-rendus**. *Albert Troux*. La vie politique dans le département de la Meurthe d'août 1792 à octobre 1795. — *Robert Schnerb*. La péréquation fiscale de l'Assemblée constituante, 1790-1791. — *Étienne Aubré*. Le général de Lescure.

Année politique française et étrangère. 1936, décembre. — Louis ROSENSTOCK-FRANCK. L'expérience Roosevelt et le milieu social américain (toute la tradition américaine de liberté et de contrôle populaire condamne le corporatisme). — Carl SCHMITT. Aux confins de la politique ou l'âge de la neutralité. — Willibald HEIM. L'économie européenne vue d'Allemagne (important). = 1937, mars. Bernard LAVERGNE. Les États totalitaires et le retour de l'Europe au XVI^e ou XVII^e siècle (« l'affreuse guerre dernière nous a fait perdre le bénéfice d'au moins trois siècles de progrès et d'affranchissement »). — Geoffrey FRASER. L'évolution de l'opinion anglaise à l'égard de la France (montre comment la politique du gouvernement Léon Blum a conquis à la France l'opinion anglaise unanime, ce qui ne s'était jamais vu). — Édouard LATOUR. Réflexions sur l'U. R. S. S. : la fin d'un rêve socialiste (réflexions peu bienveillantes à propos du procès de Moscou d'août 1936). — Alexandre BRET. La politique douanière de la France de 1892 à nos jours : son orientation depuis la dévaluation du franc. — H. BENOIST DE BEAULIEU. A propos du mouvement politique en Belgique. = Table alphabétique des mémoires, par noms d'auteurs, publiés de 1925 à 1937.

Archives et Bibliothèques. 1936, n° 1. — Jean HUBERT et Charles PERRAT. La photographie au service des archives et des bibliothèques (très important article qui montre tous les services et tous les avantages que la photographie a déjà rendus

et rendra de plus en plus aux « usagers » des archives et bibliothèques). — Georges BOURGIN. Les Archives nationales américaines (instituées en 1934). — Louise-Noëlle MALCÈS. L'œuvre des catalogues collectifs imprimés à la Preussische Staatsbibliothek de Berlin. — Chronique des bibliothèques d'Angleterre, Italie (Institut international d'agriculture), Pays-Bas, Suisse. — Congrès international des bibliothèques (IX^e session, Varsovie, 31 mai au 2 juin 1936). — Congrès international des bibliothèques d'hôpitaux (Paris, 8-11 mai 1936). — N^o 2. Marcel GODET. Nouvelles conceptions du rôle des bibliothèques (celles des régimes totalitaires, où la lecture publique est une force qui doit être subordonnée et utilisée aux fins supérieures de l'État). — Léonce CELLIER. Rapports des archives des administrations publiques avec les archives (commente le décret du 21 juillet 1936). — Juan VICÉNS. Bibliotecas en los pueblos. — Pierre LELIÈVRE. Les bibliothèques populaires à Berlin en 1935 (ce sont des organes de propagande nationale-socialiste). — H. L. Échange des doubles (ils sont très importants en Allemagne). — Henri LEMAÎTRE. Bibliothèques d'hôpitaux en France. — M. L. CAZAMIAN. Bibliothèques enfantines aux États-Unis. — Chronique des bibliothèques de Finlande (Viipuri), Grande-Bretagne, Australie, Suisse, U. R. S. S. — N^o 3. Amédée BRITSCH. Les bibliothèques à Paris avant 1789. — André MASSON. La bibliothèque de Bordeaux, sa fondation et son histoire avant 1789. — Robert CAILLET. La bibliothèque Inguimbertaine (à Carpentras). — G. RITTER. L'inventaire général des archives d'État de Vienne.

Bulletin de correspondance hellénique. LIX, 1935, 2. — Anne ROES. L'histoire d'une bête (le monstre à deux corps et à tête unique; influences iraniennes sur l'art grec). — P. SOKOLOWSKI. Note sur les *Nyktophylaxia* à Délos (fête agraire célébrée au moment des semailles en l'honneur de Déméter et de Koré). — P. COLLART. Une réfection de la « Via Egnatia » sous Trajan (en 107 et 112; en rapport avec la politique orientale de l'empereur). — Louis ROBERT. Études sur les inscriptions et la topographie de la Grèce centrale; décrets d'Akraiphia (une bourgade béotienne sous le règne de Claude; les générosités des évergètes). — Id. Sur des inscriptions de Chios, IV (enrôlement des esclaves vers la fin de la guerre du Péloponèse). — Id. Inscription hellénistique de Dalmatie (persistance de la piraterie illyrienne au II^e siècle; les habitants de Pharos font demander à l'oracle de Delphes s'il convient d'évacuer leur ville). — LX, 1936, 1. J. COUPRY et M. FEYEL. Inscriptions de Philippe (Inscription chrétienne de 261/2, où il est question de « l'Église catholique »). — A.-C. ORLANDOS. Délos chrétienne (évêché au V^e siècle; restes de basiliques et d'un monastère). — L. ROBERT. Études épigraphiques : 1. Inscriptions du Musée de Toulon (à l'époque impériale, à Laodicée de Syrie, l'entrée au Conseil est soumise à l'obligation de la *summa honoraria*). 3. Inscription trouvée à Kos (provenant de Myndos, en l'honneur du père de Trajan, gouverneur d'Asie en 79-80). — Sp. MARINATOS. Le temple géométrique de Dreros (dans une petite ville de la Crète orientale, un *Delphinion* de la première moitié du VIII^e siècle, avec foyer et autel de cornes).

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais. 1934. — Jacques SOYER. Bonnot de Mably, seigneur de Lousseau, et le curé de Viglain en Sologne. — Serge DENIS. Entrée solennelle de Philippe V, roi d'Espagne, à Orléans, le 7 décembre 1700. — P. JOUVELLIER. Le monastère des religieuses carmélites

d'Orléans. — Jacques SOYER. Recherches sur l'origine et la formation des noms de lieux du département du Loiret (3^e article). — Jean LE MAIRE. Les projets de vente et de démolition de la chapelle Saint-Lubin, à Yèvre-le-Châtel, au commencement du XIX^e siècle. = 1935. Jacques SOYER. Les animaux en justice. Procès intenté devant le bailli d'Orléans à des pourceaux accusés d'avoir causé la mort d'un enfant (1368). — G. CHENESSEAU. Les vestiges de la première église abbatiale de Ferrières-en-Gâtinais. — André LOYEN. La bataille d'Orléans de 463 (entre les Francs Saliens d'Aegidius et les Wisigoths, dont le chef, Frédéric, est tué). — Jacques SOYER. Recherches sur l'origine et la formation des noms de lieux du département du Loiret (4^e article). — Jean LE MAIRE. L'abbé Edgeworth de Firmont dans l'Orléanais et les vicissitudes du comte Louis-Pierre-Jules-César de Rochechouart, dernier seigneur de Montigny. — J. BAILLET. La paroisse Saint-Paul d'Orléans au début du XVII^e siècle. — Id. Une lettre inédite d'Henri IV. — Id. Encore le chanoine Goislard et sa famille. — Eug. JARRY. Aveu de Reuilly rendu en 1565 par Jean Cailly (détruit, une fois de plus, la légende du séjour de Jeanne d'Arc à Reuilly). — Id. Lettre de Léonor I^{er}, duc de Longueville, à la duchesse pendant le siège de La Rochelle (5 mars 1573). = *Mémoires*. 1936. Jacques SOYER. Les voies antiques de l'Orléanais (travail capital). — J. DE LA MARTINIÈRE. Le monument de la Pucelle sur le pont d'Orléans (édifié au début du XVI^e siècle; le roi agenouillé serait Louis XII). — Alexandre POMMIER. La femme sans nom. Encore du nouveau sur la fausse marquise de Douhault.

Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français. 1936, juillet-septembre. — Ch. BRUSTON. Contre et pour la Vulgate (signale quelques erreurs de la traduction faite par Olivetan). — Ch. DARTIGUE. Notice sur Anglès et La Bastide-Rouairoux, 28 juin 1577. — Robert GARRISSON. Un pasteur montalbanais au temps du Refuge : Thomas Satur. — J. BARNAUD. Lefèvre d'Étaples et Bédier. Les premiers assauts donnés à la Réforme française. — G. DUBOIS. Les enlèvements d'enfants protestants et la Communauté des Nouvelles-Catholiques de Rouen au XVIII^e siècle. = *Comptes-rendus*. Marcel Pin. Jean Cavalier, 1681-1740. — Emm. Stickelberger. Calvin. — Ch. Garrisson. Augié Gaillard Roudié de Rabastens. — Jean Richerateau. Le rôle politique du professeur Koch. — Mémoires de Samuel de Péchels, 1685-1692, et Documents sur la Révocation à Montauban. — S. Mours. Le Haut-Vivaraire protestant. = Octobre-décembre. B. ROBERT. Les débuts du protestantisme à Alençon. — P. KOCH. Comptes des recettes et des dépenses des églises et du colloque de Nîmes, 1665. — Baronne DE CHARNISAY. Les fugitifs du Languedoc. Uzès (à propos des chiffres de l'abbé Rouquette). — Ch. BOST. Lettre d'un capucin à M. de Chamillart sur une médaille suspecte, 1703. = *Comptes-rendus*. Robert Garrisson. Essai sur l'histoire protestante dans la généralité de Montauban sous l'intendance de N.-S. Foucault, 1674-1684. — Henri Naef. Les origines de la Réforme à Genève. — A. Dufourcq. Histoire moderne de l'Église. T. IX : 1622-1688 (incomplet et tendancieux). — P. DEZ. Histoire des protestants et des églises réformées du Poitou. = 1937, janvier-mars. J. PANNIER. Notes sur l'art et la religion de Jean Goujon. — Paul-M. BONDOIS. Une conversion à Neuilly au XVIII^e siècle. — Claire-Éliane ENGEL. Valentin Conrart et Port-Royal. — M. VANDALLE. Les Vaillant, artistes lillois. — R. MAZAURIC. Au Parlement de Metz, après la Révocation. — Jean ALBERT. Un projet d'édit de tolérance, 1776. = *Comptes-rendus*. P. Champion. Paris au temps de la Renaissance. Paganisme et Réforme.

— *R. Morçay*. La Renaissance. — *R. Stupperich*. Der Humanismus und die Wiedervereinigung der Konfessionen. — *Léon-E. Halkin*. Réforme protestante et Réforme catholique au diocèse de Liège, 1538-1557.

Journal des Savants. 1937, janvier-février. — *L.-H. LABANDE*. Marseille, Aix, Arles (ces trois villes ont donné lieu à autant de mémoires qui font partie du tome XIV de l'*Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*. Marseille est naturellement celle qui occupe la place principale. En ce qui concerne Aix, M. de Duranti la Calade a déterminé les accroissements successifs du centre urbain et l'emplacement des remparts qui entourèrent la ville antique et ses faubourgs, annexés depuis l'époque romaine. Quant à la vie municipale, M. Bruno Durand, qui en avait la charge, ignore les ouvrages parus depuis une trentaine d'années. Arles, enfin, a été traitée plus sommairement qu'il n'était nécessaire). — *Jacques PIRENNE*. Une nouvelle interprétation des instructions du roi Kheti à son fils Merikara, de la IX^e dynastie. — *Henri DEHÉRAIN*. Le rayonnement de Silvestre de Sacy ; suite et fin (le rayonnement littéraire ; ses travaux de grammaire et de philologie ; ses études sur l'histoire et la géographie de l'Orient : ses amis et ses disciples). — *A. MERLIN*. Privileges octroyés aux soldats de l'Illyricum. = **Livres nouveaux**. *Edm. Groug et Art. Stein*. Prosopographia Imperii romani saec. I, t. II. — *Corpus vasorum antiquorum*. Pologne, fasc. 2. — *Louis Bréhier et J. D. Stefanescu*. L'illustration des liturgies dans l'art de Byzance et de l'Orient (beaucoup d'érudition, mais il manque à ce livre un plan chronologique). — *A. Mingana*. Catalogue of the Mingana collection of mss. Vol. I : Syriac and Garshūni mss ; II : Christian arabic mss. and additional Syriac mss.

Mercure de France. N° 931. — *L. MIŁOZ*. Origines de la nation lithuanienne (le lithuanien est la plus archaïque des langues aryennes en Europe ; rapproché de l'énigme basque, il servira de point de repère aux investigations futures, etc.). = **Comptes-rendus critiques**. Le mouvement scientifique ; le folklore (*P. Saintyves*. Manuel de folklore). — *Paul Vuillaud*. La clé traditionnelle des Évangiles (pour déchiffrer le palimpseste que cache la version grecque, il faut rétablir le texte grec en dialecte sémitique). = Publications d'art. = L'activité intellectuelle de l'Angleterre, d'après l'ancien *Mercure de France*, 1672-1778. = N° 932. *S. ABERDAM*. Nietzsche et le Troisième Reich (il se gaussait de ses concitoyens, « aux yeux desquels le manque de clarté passe pour de la profondeur »). — *A. RIVOALLAN*. Dublin au théâtre (les Français auraient intérêt à suivre l'évolution du théâtre en Irlande, ce qui aiderait à maintenir l'antique alliance de la France et de l'Irlande). = N° 933. *Henriette PSICHARI*. Renan et la mort (d'après un carnet tenu par sa femme et qui contenait son testament spirituel). — *René DE WECK*. La vie d'une reine (la reine Marie de Roumanie, d'après sa biographie en trois volumes ; le tome I d'une traduction française vient de paraître chez Plon). — *Ph. PETIT*. Châteaubriand et Delandine de Saint-Esprit (devenue en 1842 co-propriétaire de ses œuvres complètes. En outre, on utilise ici quelques inédits de Châteaubriand communiqués par M. Louis de Serres, petit-fils de Delandine). = N° 934. *Jean JACOBY*. Les fiançailles manquées de Napoléon (d'après les correspondances de l'impératrice Élisabeth et de Catherine Paulovna ; il s'agissait d'un mariage avec Anna Paulovna, sœur de l'empereur Alexandre. Le demande fut faite officiellement au début de 1810 ; elle ne tarda pas à être repoussée, le 4 février, par la

famille impériale et surtout par l'impératrice, qui réussit à décider l'empereur). — Louise FAURE-FAVIER. Port-Royal d'aujourd'hui : l'anniversaire de Jean Hamon (notes inédites concernant le docteur Jean Hamon, il mourut à Port-Royal-des-Champs douze ans avant son élève, Jean Racine, qui fut enseveli dans ce même cimetière. On a conservé la Bible que Jean Hamon emportait toujours avec lui dans ses tournées ; elle se trouve aujourd'hui à Saint-Lambert-les-Bois, dans l'ancien presbytère de Le Nain de Tillemont). — P.-G. DUBLIN. L'Arétin misanthrope. — Mathias MORHARDT. A la rencontre de William Shakespeare (le mystérieux *in-folio* de 1623 ; les sources de la *Tempête* inspirée d'un roman gréco-bulgare du moyen âge, étudiée de près par le professeur belge Henri Grégoire). = **Comptes-rendus.** Louis-R. Franck. L'expérience Roosevelt et le milieu social américain. — André Siegfried. Le Canada, puissance internationale (livre de premier ordre). — Martin Lamm. Swedenborg (livre qui fait penser). — Mario Meunier. Apollonius de Tyane (récit captivant qui donne la couleur du temps et celle de la pensée). — Les prophéties de Nostradamus dévoilées par le docteur de Fontbrune). — Général P. Azan. L'armée d'Afrique, de 1830 à 1852. — Garçot. Kléber. — Colonel H. Carré. Le maréchal Villars. — J. Delebecque. Le général Marchand. — Le Marquand. Jean Bart. = N° 935. Lucien LE FOYER. Pour la médiation en Espagne. — Lucien DEFFOUX. A côté du « Livre d'amour ». Les lettres de M^{me} Hugo à Sainte-Beuve. — Jean-Édouard SPENLÉ. Nietzsche, médiateur spirituel entre la France et l'Allemagne. — Gabriel LOUIS-JARAY. La maçonnerie française ; l'Angleterre et les États-Unis au XVIII^e siècle (note d'importants documents permettant d'apercevoir les origines de la révolution intellectuelle du XVIII^e siècle qui aboutit à la grande Révolution). — Ambroise VOLLARD. Souvenirs d'un marchand de tableaux (rue Laffitte, après la grande exposition de Van Gogh, 1897). = **Comptes-rendus.** Camille Vallaux. Océanographie (expose les divers procédés employés pour déterminer la topographie du sol sous-marin). — J. Coulomb. Les tremblements de terre. — H. Baulig. Les États-Unis (t. II de la *Géographie universelle*). — L. Hennequin. Fouilles et champs de fouilles en Palestine et en Phénicie. — Charles Vellay. Controverse autour de Troie. — D. C. Somervell. The reign of king George V. — Paul Delourme. Trente-cinq années de politique religieuse ou l'histoire de l'Ouest-Éclair (journal dirigé par l'abbé Trochu, qui fut ensuite éliminé). = N° 936. Clément JANIN. Un grand artiste français à l'étranger : Alphonse Legros, 1837-1911, d'après des documents inédits. — Jean-Jacques MARJOUX. Benozzo de Florence (il s'agit surtout de Benozzo Gozzoli et des belles fresques dont il a embelli San Gimignano). = **Comptes-rendus.** Paul Chaponnière. Voltaire chez les calvinistes. — G. Saintville. La confidente de M^{me} de Pompadour : M^{me} de Haussay des Demaines (d'après des documents authentiques). — Paul Couderc. Univers, 1937 (quelques aspects de l'astronomie contemporaine). — Armand Cuvillier. Introduction à la sociologie. — Gaston Georcel. Les rythmes dans l'histoire. — Georges Montandon. La civilisation Ainou et les cultures arctiques (Japonais, Coréens, Mandchous, Tougous, etc.). — A. C. Haddon et Laura E. Stuart. Iban or Doryak maritimes : les étoffes et leurs décors. — Arts de la Chine ancienne. — Marie, reine de Roumanie. Histoire de ma vie (elle épousa le prince Ferdinand de Roumanie en 1895, en présence de l'empereur Guillaume II, à Sigmaringen). = N° 937. Albert RIVAUD. Descartes (la science cartésienne a été dépassée ; mais l'esprit cartésien n'a rien perdu de sa force). — Pierre

JOSSEMAN. Mérimée bibliophile ; vingt-cinq lettres inédites (1851-1869 ; la plupart sont surtout des lettres d'affaires). — KADMI-COHEN. Le Liban, cendrillon de l'Orient.

Revue d'histoire de l'Église de France. 1937, janvier-mars. — Louis DE LACGER. La primatie d'Aquitaine du VIII^e au XIV^e siècle (sous les Carolingiens, au VIII^e et au IX^e siècle, puis du XI^e au XIII^e siècle, Bourges étendit sa primatie sur l'Aquitaine ; en 1305, la métropole de Bordeaux fut enfin émancipée par son élévation au rang de primatie). — Pierre MESNARD. L'essor de la philosophie politique au XVI^e siècle (résumé fait par l'auteur lui-même d'une thèse de doctorat ès lettres). = **Comptes-rendus.** Seymour de Ricci et W. J. Wilson. Census of medieval and renaissance manuscripts in the United States and Canada, t. I. — Carl Erdmann. Die Entstehung des Kreuzzugsgedankens. — Germaine Lebel. Histoire administrative, économique et financière de l'abbaye de Saint-Denis, étudiée spécialement dans la province ecclésiastique de Sens de 1151 à 1346. — A. Coville. Recherches sur quelques écrivains du XIV^e et du XV^e siècle. — Pierre Mesnard. L'essor de la philosophie politique au XVI^e siècle. — R. Freschi. Giovanni Calvino. — Dom H. Lecerq. L'Église constitutionnelle. — Abbé Joseph Lacouture. Le mouvement royaliste dans le Sud-Ouest, 1797-1800. — Mgr Fourier Bonnard. Histoire du couvent royal de la Trinité du Mont Pincio à Rome. — Chanoine L. Cristiani. IV^e centenaire de l'ordre de Sainte-Ursule. Contribution à l'étude du sentiment religieux en France au XVII^e siècle. — Jean Burcklé. Les chapitres ruraux des anciens évêchés de Strasbourg et de Bâle. — Josef Schmidlin. Die katholische Restauration im Elsass am Vorabend des dreissigjährigen Kriegs. — W. Bar. Sedan (histoire de l'église protestante de Sedan avant sa fuite aux Pays-Bas en 1687). = Chronique d'histoire régionale : Artois et Bourbonnais, Flandre, Hainaut et Cambrésis, Picardie, Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. = Correspondance. A propos de la conversion et du baptême de Clovis. Réponse par M. Léon LEVILLAIN à un « pamphlet » publié par M. le chanoine Saltet dans le *Bulletin de littérature ecclésiastique* d'octobre 1936 où était critiqué l'article de M. Levillain paru sous ce titre dans la *Revue d'histoire de l'Église de France* d'avril-juin 1935.

Revue de Paris. 1937, 1^{er} avril. — ***. Paul Cambon et les préliminaires de l'Entente cordiale. — IGNOTUS. Un grand Anglais : Sir Austen Chamberlain. — André SIEGFRIED. Psychologie britannique (leçon d'un cours donné à l'École libre des sciences politiques où Sir Austen Chamberlain, tout jeune, avait, en 1885, été autorisé à suivre les cours en qualité d'étranger). — Roland DE MARÈS. Les étapes de la guerre espagnole. — Fernand BALDENSPERGER. Un projet voltairien d'« évacuation des clercs » (après de longs atermoiements, Voltaire échoua dans son dessein de fonder un « concile de clercs pour promulguer les lois tutélaires de l'humanité à jamais libérée »). = 1^{er} mai. Lettres de George Sand à Émile Régnauld, 1831-1833 (et fragments de lettres de Jules Sandeau à son ami Émile Régnauld, 1833). — J. TOUTAIN. L'exploration archéologique du sol français ; époques préhistorique et gallo-romaine (résumé très instructif). — Paul ALFASSA. Art catalan (quelques observations sur des œuvres à peu près inconnues du public). — A. ALBERT-PETIT. L'histoire (livres nouveaux, parmi lesquels l'*Histoire d'Angleterre* par André Maurois, qui est « pleine de pensée ». Ainsi conçue, « l'histoire très intelligente est un régal »). = 15 mai. Jean MISTLER. La tragédie de Hugo Wolf (musicien autrichien,

un des plus grands, surtout en ce qui concerne le lied, mort le 22 février 1903, après une longue maladie). — Maurice DANLOUS DUMESNIL. La ville du soleil et des diamants (Kimberley, dans l'Afrique des Boers; pierres précieuses découvertes depuis 1871). — Alexandre SEGRETAIN. Souvenirs d'un officier du génie à Rome, 1864-1866 (discours échangés lors de la visite d'adieu au pape Pie IX par le corps d'officiers de la division française d'occupation, le 6 décembre 1866). — 1^{er} juin. André THÉRIVE. L'Office de la langue française (fondé à Paris le 3 mai 1937, sous la présidence de M. Ferdinand Brunot, il a pour objet de fournir aux écrivains de toute nature le vocabulaire dont ils ont besoin pour écrire correctement). — Marcel ÉMERIT. L'Égérie de Napoléon III : Madame Cornu (influence exercée par cette dame, née Albine-Hortense Lacroix, à Paris, en 1809. Elle fut la collaboratrice du prisonnier de Ham, 1840-1845, et contribua notamment à lui procurer l'argent dont le prince avait tant besoin. Texte du traité passé à cet effet avec la banque Baring frères le 25 juin 1845. Son rôle quand le prince devint l'empereur Napoléon III; elle est tout d'abord indignée de constater que le nouveau souverain soutient le pape contre les démocrates italiens; ses relations avec l'empereur reprennent seulement en 1862. Elle est violemment hostile à la réorganisation du Louvre par Newerkerke; elle soutient Duruy et l'aide à créer l'École des hautes études. Elle soutient le prince Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen et contribue à son accession au trône de Roumanie). — Jean DE PANGE. Le sacre du roi d'Angleterre (intéressant et nouveau). — 15 juin. ***. Que vaut l'axe Rome-Berlin? — Daisy FELLOWES. La princesse Élisabeth, sa sœur et quelques autres Élisabeth (leur place à l'abbaye de Westminster le jour du couronnement, le 12 mai 1937). — 1^{er} juillet. Quelques lettres inédites de Napoléon III à Hortense Cornu (dix-sept lettres adressées de Ham par le prince à « ma chère Hortense ». Une dernière adressée à « ma chère Madame Cornu », de Saint-Cloud, le 29 septembre 1860 : « Que pourrais-je faire pour M. Maury, qui s'est donné tant de mal pour l'histoire de César? »). — Fernand ENGERAND. Le trésor artistique des églises et la tâche considérable accomplie par les Beaux-Arts. — ***. La chute du cabinet Léon Blum (le 21 juin 1937). — Albert PETIT. L'histoire (sur le *Grand Condé*, par Henri Malo; Madame du Haussay, fille d'un maître corroyeur à Vitry-le-François qui s'appelait Collessou, par M. Saintville; La reine Victoria, par Lytton Strachey; Mémoires du général Messimy). — Albert FLAMENT. Tableaux de Venise. Venezia, Tintoretto, Windsoriana (*Windsoriana* c'est-à-dire « Lady David Windsor », qui avait fait toilette pour aborder à la station de Venezia, ou Venise). — **Bibliographie** : Émile Fairo et Henri Heuse. Lettres de grognards. — Le troisième centenaire du *Discours de la méthode*. — Jean Maurain. Un bourgeois français au XIX^e siècle : Baroche (qui fut sénateur et ministre sous le Second Empire; biographie d'après de nombreux documents originaux).

Revue d'histoire politique et constitutionnelle, publiée par l'*Institut international d'histoire constitutionnelle*, librairie du Recueil Sirey, Paris. 1^{re} année, n° 1, janvier-mars 1937. — J. BARTHÉLEMY. Avertissement. (« Nous voudrions répandre ce que j'appellerai le sens réaliste de l'histoire. ») — A. MILLERAND. Les premiers jours de la Troisième République (l'auteur s'efforce de montrer que le second amendement Wallon, qui subordonne le droit de dissolution par le président de la République à l'avis conforme du Sénat, « introduisait dans le régime un germe de corruption, peut-être mortel, en ouvrant les voies à la confusion des pouvoirs et

à la dictature du législatif ». — N. A. ZAMORA. L'élaboration de la Constitution espagnole du 10 décembre 1931. — P. MATTER. Sur l'étude du droit constitutionnel (« l'étude du droit constitutionnel doit être fécondée par l'histoire »). — A. SIEGFRIED. Le statut international du Canada. — W. J. M. VAN EYZINGA. Le pont entre le droit constitutionnel de la République des Provinces-Unies et celui d'après 1813. — Maurice-S. AMOS. La constitution de l'Inde. — J. BARTHÉLEMY. La présidence du Conseil (exposé suggestif, mais le partisan pointe parfois sous l'historien. Une erreur de fait : le cabinet Daladier de février 1934 est compté parmi les ministères renversés par le Parlement). — Slobodan IOVANOVITCH. Les origines du régime parlementaire (il expose simplement les idées, très discutables, d'un des directeurs de la revue, M. Mirkine-Guetzevitch, sur le fonctionnement du parlementarisme sous la Convention). — Ph. SAGNAC. L'idée de la nation en France (1788-1789). — P. HARSIN. La constitution belge de 1831 et la responsabilité ministérielle. — B. MIRKINE-GUETZEVITCH. Problèmes de méthode (« attirer l'attention sur la nécessité d'une application simultanée des méthodes historique et comparative pour la compréhension de l'évolution constitutionnelle de l'Europe, telle est la tâche... »). — Compte-rendu de la 1^{re} session de l'Institut international d'histoire constitutionnelle.

Revue des Études anciennes. 1937, t. XXIX, n° 1, 1936, janvier-mars. — André AYMAUD. Un ordre d'Alexandre (étude approfondie sur l'édit d'Alexandre ordonnant la réintégration des bannis en 324). — Léon HERRMANN. Un diptyque de Properce et de Virgile peint par Horace (*satire* I, 9). — A. GRENIER. Chronique gallo-romaine. — Chronique de toponymie, par Albert DAUZAT et Paul LEBEL. — André BOULANGER. L'orphisme (à propos de l'ouvrage de *Guthrie* : *Orpheus and Greek religion, a study of the orphic movement*). = **Comptes-rendus critiques.** Commentationes Vindobonenses (premier fascicule sur la philologie ancienne à l'Université de Vienne). — *Fernand Chapouthier*. Olympie (photographies de Walter Hege, avec introduction par Gerhart Rodenwaldt). — *Pierre Fabre*. César : la guerre civile, t. I et II (remarquable traduction). — *Joseph Chamonard*. Ovide : les Métamorphoses, traduction nouvelle (on y retrouve avec un vif plaisir le texte et la traduction de *Philémon et Baucis*, de *Pyrame et Thisbé*). — *David M. Robinson*. A short history of Greece (rapide aperçu d'histoire grecque). — *M. I. Ros-tovtzeff*, *A. R. Bellinger*, *C. Hopkins*, *C. B. Welles*. The excavations at Dura-Europos (remarquable, mais le commentaire gagnerait à être un peu élagué). — *David M. Robinson*. Pindar ; a poet of eternal ideas (atteste l'influence de Pindare sur la littérature moderne, surtout en langue anglaise). — *E. de Saint-Denis*. Le rôle de la mer dans la poésie latine (livre riche d'idées et qui ouvre aux yeux de larges horizons). — *P. Fargues*. Claudien : Panegyricus de quarto consulatu Honorii Augusti (commentaire fait avec soin, mais qui aurait pu être plus riche encore). — *A. W. Van Buren*. Ancient Rome, as revealed by recent discoveries. — *Mario Attilio Levi*. La politica imperiale di Roma (ouvrage sans notes, sans références anciennes ou modernes). — *Robert Samuel Rogers*. Criminal trials and criminal legislation under Tiberius (conclusions fort contestables). — *Kenneth Scott*. The imperial cult under the Flavians (recension diligente, où sont utilisés tous les documents connus). — *E. H. Sturtevant*. A Hittite Glossary. — *Roger Pack*. Studies in Libanius and Antiochene society under Theodosius. — *Ramon Menéndez Pidal*. Historia de España. T. II : España romana (218 avant J.-C.-414 ; huit collabora-

teurs ont utilement contribué à cette œuvre remarquable). — Société royale égyptienne de papyrologie, t. III. — R. Cadiou. Commentaires inédits des psaumes : étude sur les textes d'Origène contenus dans le ms. Vindobonensis 8 (c'est le premier travail critique auquel aient donné lieu jusqu'ici les commentaires d'Origène sur les Psaumes). = Chronique des études anciennes : l'identification des édifices religieux de Sélinonte ; l'alphabet sémitique ancien ; le pythagorisme romain ; les quatre vertus cardinales du « princeps » romain ; la frise de l'« Ara Pacis » (on prépare à Rome, pour l'an prochain, la commémoration du bi-millénaire d'Auguste). = N° 2, avril-juin. Georges MÉAUTIS. Eleusinia (recherches concernant les mystères d'Éleusis ; la peinture de la « Villa des Mystères » à Pompéi ; l'enfant initié et le culte de Hestia). — A. PIGANIOL. La date du troisième incendie de Delphes (c'est la trente-deuxième année à partir de l'année 118, qui est le point de départ du comput d'Appien). — H. ROLLAND. Fouilles de Saint-Blaise, Bouches-du-Rhône (avec cinq figures). — A. GRENIER. Chronique gallo-romaine (Évreux et le Vieil-Évreux ; les origines de Longuyon ; la sculpture gallo-romaine ; le vallum d'Hadrien en Bretagne, etc.). — Auguste BRUN. La toponymie du Dauphiné. — F. DÜRRBACH et P. ROUSSEL. Inscriptions de Délos : actes des fonctionnaires athéniens préposés à l'administration des sanctuaires après 166 av. J.-C. = **Bibliographie.** Émile Bréhier. Plotin : Ennéades V et VII (importante contribution à l'interprétation historique de la philosophie de Plotin). — P. A. REVILLA. Catalogo de los códices griegos de la biblioteca d'el Escorial, t. I (admirable étude). — Jean Humbert. Homère : les Hymnes (texte et traduction). — Mario Untersteiner. Sofocle, studio critico (étude faite au point de vue exclusivement philosophique et psychologique). — Albrecht von Blumenthal. Sophokles (synthèse remarquable qui montre en Sophocle un témoin de la civilisation attique). — B. E. PERRY. Studies in the text of the life and fables of Æsop (étude minutieuse sur un manuscrit retrouvé à Grottaferrata). — Tacite, édition de Halm-Andresen, revue par E. Kostermann. — P. Lambrecht. La composition du Sénat romain, 117-192 (important). — Carl Schmidt et W. Schubart. Acta Pauli (édition soignée d'un manuscrit sur papyrus provenant du Fayoum ; avec une traduction allemande). — A. Delatte. Herbarius ; recherches sur le cérémonial usité chez les Anciens pour la cueillette des simples et des plantes magiques (il y manque seulement un bon index). — A. d'Alès. Priscillien et l'Espagne chrétienne à la fin du v^e siècle (le P. d'Alès montre bien ce qu'il y a de suspect dans les écrits de Priscillien). — Josef Steinhäuser. Archäologische Siedlungskunde des Triererlandes (avec une riche documentation). = Chronique des études anciennes.

Revue de synthèse. 1936, décembre. — Projet d'article du Vocabulaire : Association, par Henri LÉVY-BRÜHL. = **Comptes-rendus critiques** par Lucien LEBVRE : Fr. Calot et G. Thomas. Guide pratique de bibliographie. — Annales sociologiques. — Lucien Brocard. Les conditions générales de l'activité économique. — R.-A. Lachore. History of the idea of civilization in France, 1830-1870. — Stephen d'Irany. Histoire des Universités françaises et étrangères. — E. Halevy, R. Aron, etc... Inventaires. — H. Baulig. L'Amérique septentrionale. — A. Meynier. Géographie du Massif central. — Aubert de la Rue. L'homme et les îles. — Louis Papy. Brouage et ses marais. — M. Bloch. A travers l'histoire des prix et des monnaies. — Paul VAN TIEGHEM. Histoire littéraire et comparée ; vingtième compte-rendu annuel.

— André VARAGNAC. Recherches collectives en Afrique du Nord. — Notes et discussions consacrées à : *J. Ancel*. Manuel géographique de politique européenne, t. I. — G. G. Coulton. Five centuries of religion. Vol. III : Getting and spending. = 1937, février. FRANZ ARENS. La psychologie en histoire et la « metaethnique ». — Charles MERCIER. Doctrines religieuses et doctrines politiques au XVI^e siècle : Zwingli (quoique plus libérales que celles de Luther, les théories politiques de Zwingli ne marquent pas un progrès dans le mouvement des idées et des institutions démocratiques du peuple suisse). — Benoy Kumar SARKAR. Le métabolisme social. Réflexions sur le rôle des races, des classes et des diverses forces transformatrices. — Projets d'articles du Vocabulaire : Anticléricalisme, par Georges WEILL ; Critique et Lumières, par Paul VAN TIEGHEM. — Lucie VARGA. La recherche historique et l'opposition catholique en Allemagne, 1936. — Victor CHAPOT. Une nouvelle histoire de Jules César (par *J. Carcopino*). — R. LEBÈGUE. Une histoire de la Renaissance et du pré-classicisme (par *Raoul Moray*). — P. LEVILLIOT. Questions financières et monographies départementales sous la Révolution. — J. CALNETTE. Le mouvement ouvrier en France de 1830 à 1871 (à propos de l'ouvrage d'*Édouard Dolléans*). = Avril. Sciences de la nature et synthèse générale. Numéro spécial consacré à Descartes. Ernst CASSIRER. Descartes et l'idée de l'unité de la science. — René HUBERT. Descartes et l'Encyclopédie. — Pierre DUCASSÉ. Méthode positive et méthode cartésienne. = La littérature cartésienne au XX^e siècle (en France, Italie, Allemagne, Pologne, Angleterre, Pays-Bas).

Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise. 1936, octobre-décembre.

— M^{lle} Agnès JOLY. Le Roi-soleil, histoire d'une image (expose comment s'est peu à peu formée l'image du Roi-soleil depuis le XIV^e siècle jusqu'au XVII^e, où elle reçut sa forme définitive sous le Grand Roi, pour rester un des emblèmes habituels de la monarchie française). — Jean-Paul PALEWSKI. Entre Versailles et Saint-Germain. Souvenirs militaires (depuis les *Commentaires* de César jusqu'à la bataille des frontières en 1914). — Victor GLACHANT. Origine du Conservatoire. — M. G. Le Musée céramique de Sèvres en 1936. — G. B. Le Musée de Versailles en 1936. = 1937, n^o 1. Coqueret, peintre du roi, officier municipal, 1735-1807 (avec un portrait, par Coqueret, de l'abbé Barré, curé de Saint-Louis, Versailles, 1776). — Maurice LAVAILLANT. Pierre de Nolhac, poète humaniste (mort en 1936). — Georges MAUGUIN. Le général Alexandre Berthier et la municipalité de Versailles, 1792-1799 (maréchal de France, 19 mai 1804, plus tard prince de Wagram et duc de Neufchâtel. Lettre inédite de Bonaparte signalant au Directoire les mérites de l'« intrépide Berthier », 18 octobre 1797. = Bibliographie de Seine-et-Oise, 1936.

Revue d'histoire de la guerre mondiale, 1935, janvier. — Paul-Henri MICHEL.

La question adriatique et le germanisme (résistance à la germanisation des « irrédents » italiens et des Yougoslaves de la monarchie austro-hongroise avant et pendant la guerre). — Wolfgang HALLGARTEN. La portée politique et économique de la mission Liman von Sanders (rôle important joué par l'industrie allemande des armements). = Notes et documents. Le 6^e corps d'armée au début de la guerre et pendant la bataille de la Marne. Notes du général Micheler, présentées par le colonel HERBILLON. = Bibliographie. Charles Seymour. American diplomacy during the world war (cite des pièces inédites de la *House collection* de l'Université de Yale). — Margaret Boveri. Sir Edward Grey und das Foreign Office (influence

exercée par le roi, les membres du Cabinet, les fonctionnaires du Foreign Office sur Sir Edward dans la conduite des affaires extérieures). — *Raymond Poincaré*. Au service de la France. Neuf années de souvenirs. X : Victoire et armistice, 1918 (peu d'indications de réelle valeur sur la conduite des opérations ou la politique extérieure, mais témoignage psychologique de première importance). = Avril. Comte W. KOKOVITZOFF. La mission Liman von Sanders. Les entretiens de Berlin en novembre 1913 (avec Guillaume II et Bethmann Hollweg). — Albert PINGAUD. L'intervention de la Roumanie dans la guerre européenne. = *Notes et documents*. La crise de juillet 1914. Documents saxons et wurtembergeois (correspondance inédite envoyée de Berlin à leurs gouvernements par les représentants diplomatiques de Saxe et de Wurtemberg, 29 juin-8 août 1914). = *Bibliographie*. Documents diplomatiques français, 1871-1914. 3^e série : 1911-1914. T. VI : 31 mai-10 août 1913 (en grande partie sur la guerre balkanique). — *Henri Hauser*. La paix économique. — Dr *Aug. Cuypers*. Voorspel en Verloop van den Slag aan de Marne. Deel I : Het Voorspel (la « genèse » de la bataille ; journée du 4 septembre au G. Q. G. français ; instructions données par Moltke le 5). — Général *de Langle de Cary*. Souvenirs de commandement, 1914-1916 (au commandement de la 4^e armée, puis du groupe des armées du centre). — *Luis Treucker*. La guerre au Tyrol. Combats dans les Dolomites. — Capitaine *Henri Feuille*. Face aux Turcs. Gallipoli, 1915. = Juillet. Charles APPUHN. Les négociations austro-allemandes du printemps 1917 et la mission du prince Sixte. — Albert PINGAUD. L'Entente et la conduite de la guerre (l'organisation de l'unité d'action par l'unité de commandement). = *Notes et documents*. La crise de juillet 1914. Documents saxons et wurtembergeois ; suite. = *Bibliographie*. Studies in Anglo-French history during the eighteenth, nineteenth and twentieth centuries. Edited by *Alfred Coville* and *Harold Temperley* (communications faites aux « journées franco-anglaises », Paris, 1934, organisées par les Comités britannique et français des sciences historiques). — *David Lloyd George*. War memoirs, vol. III (de la formation du cabinet Lloyd George, 7-9 décembre 1916, à l'offensive d'avril 1917). — *Wolfgang Hallgarten*. Vorkriegsimperialismus. Die soziologischen Grundlagen der Aussenpolitik europäischer Grossmächte bis 1914 (l'influence des intérêts économiques, financiers et industriels sur le cours de la politique internationale depuis 1871). = Octobre. ***. L'histoire militaire de la guerre mondiale en Hongrie (bibliographie des travaux historiques hongrois sur la guerre mondiale établie par la Commission militaire de l'Académie hongroise des sciences). — Maurice SCHULTZ. La politique économique d'Aerenthal envers la Serbie (la guerre douanière, 1878-1908 ; le traité de commerce de 1908 ; son abandon et la reprise de la guerre douanière). = *Notes et documents*. La crise de juillet 1914. Documents saxons et wurtembergeois ; fin. = *Bibliographie*. Documents diplomatiques français, 1871-1914. 1^{re} série, t. VI : 8 avril 1885-30 décembre 1887. — *Maurice Paléologue*. Guillaume II et Nicolas II (les relations *Willy-Nicky*, l'affaire de Björkö, attitude des deux souverains en juillet 1914). — *James E. Edmonds*. Military operations. France and Belgium 1918. Vol. I : The German march offensive and its preliminaries (ouvrage publié par la section historique de la Commission de défense impériale). — Général *Clément Grancourt*. Une leçon : le drame de Maubeuge. — Commandant *Moukîl-Bey*. La campagne de l'Irak, 1914-1918. Le siège de Kut-el-Amara. — Antonio di San Giuliano e la politica estera italiana dal 1900 al 1914. = 1936, janvier. Justus Has-

HAGEN. La documentation de guerre en Allemagne (article bibliographique très complet). — Maurice SCHULTZ. La politique économique d'Aerenthal envers la Serbie ; fin (la paix économique et le traité de commerce de 1910. Responsabilité des agrariens hongrois dans l'échec de la politique de rapprochement austro-serbe). = **Notes et documents.** L'intervention des Alliés à Mourmansk, mars-avril 1918 (collaboration des Alliés avec le soviet de Mourmansk, d'après des textes publiés par la Commission pour l'étude de la Révolution d'octobre à Archangelsk). = **Bibliographie.** William L. Langer. The Diplomacy of imperialism 1890-1902 (apporte des vues et des renseignements nouveaux sur les négociations franco-russes en 1892, la crise orientale de 1896-1897, la question d'Extrême-Orient, les origines de la première conférence de La Haye, les événements d'Arménie, 1894-1896, l'évolution de la question du Haut-Nil entre 1890-1896). — Documents diplomatiques français, 1871-1914. 3^e série : 1911-1914. T. VIII : 11 août-31 décembre 1913 (la conclusion de la guerre balkanique). — David Lloyd George. War memoirs, vol. IV (la conduite de la guerre en 1917, la conférence de Rapallo, le Conseil de guerre interallié, les mouvements sociaux en Angleterre, l'offensive de Passchendaele). — C. R. Crutwell. A history of the Great war 1914-1918. — Emil Ludwig. Hindenburg ou la révolution manquée. — Général Sir Hubert Gough. La 5^e armée dans la bataille (essai d'explication de la défaite britannique du 21 mars 1916, par le commandant de la 5^e armée). = Avril. Albert PINGAUD. L'intervention des États-Unis dans la Grande Guerre (exposé classique des origines de l'intervention). — Boris SHATZKY. La neutralité du Chili pendant la guerre mondiale. = **Notes et documents.** L'intervention des Alliés à Mourmansk ; fin. — **Bibliographie.** Georges Michon. La préparation à la guerre : la loi de trois ans, 1910-1914 (étude en partie établie d'après des dépouillements de presse très étendus). — Jean Pons. Les origines de la guerre mondiale. Essai de synthèse sur les relations internationales de 1871 à 1914. — Général R. Segré. Vienna e Belgrado, 1876-1914 (« ambiance politique et militaire » des relations austro-serbes et surtout étude des plans de guerre autrichien et serbe). — Général René Tournès. Histoire de la guerre mondiale. Vol. IV : Foch et la victoire des Alliés, 1918. — Liebach. Volkstümlicher Ueberblick über den Weltkrieg 1914-1918 (exposé destiné au grand public et mettant en valeur les hauts faits de l'armée allemande). — Major-général E. B. Ashmore. Défense anti-aérienne (intéressant pour l'étude de la lutte anti-aérienne dans les Îles Britanniques pendant la guerre). — Ch. Rolin. La défense du Couronné de la Seille : Nomény, Sainte-Geneviève, le Xon. — Captain William Dilworth Puleston. High command in the World War. — Général H. Colin. La guerre de mouvement, 1918 (souvenirs du commandant de l'I. D. 62 : le Matz, 2^e Marne, l'Oureq, la Vesle, l'Aisne, la Meuse). — Lieutenant-colonel Preininger. Les Tchécoslovaques dans les combats de la IV^e armée sur l'Aisne (octobre 1918). = Juillet. Éric BRUEL. Le barrage des Belts danois pendant la guerre 1914-1918 (au point de vue militaire et politique ; les rapports diplomatiques entre le Danemark, la Grande-Bretagne et l'Allemagne à ce sujet). — Albert PINGAUD. L'intervention des États-Unis dans la Grande Guerre ; suite. = **Notes et documents.** La Serbie et l'intervention italienne (correspondance échangée entre les gouvernements russe et serbe du 29 mars au 6 mai 1915 ; extraits du recueil russe *Mejdunarodnyé otnochenia v epokhou impérializma*). = **Bibliographie.** Documents diplomatiques français, 1871-1914. 3^e série : 1911-1914. T. IX : 1^{er} janvier-15 mars 1914). — G. P. Gooch. Before the

war. Studies in Diplomacy. Vol. I : The grouping of the Powers (cinq études consacrées à Lansdowne, Delcassé, Bülow, Iswolsky et Aerenthal). — *Alexandre Ribot*. Journal et correspondances inédites, 1914-1922. — *Gianni Baj-Macario*. Kuk. 611, Vodice, Monte Santo (opérations entreprises au cours du printemps et de l'été 1917 pour forcer le front de l'Isonzo). — *Jean Pichon*. Le Maroc au début de la guerre mondiale. El-Herri, vendredi 13 novembre 1914 (destruction de la garnison de Khenifra par les Berbères du Moyen-Atlas). — Octobre. Lieutenant-colonel J. GAL-LINI. Joffre et la Somme (la direction militaire de la bataille). — C. VIDAL. L'armée britannique à la bataille de la Marne (son rôle dans la bataille a été tour à tour exagéré ou diminué ; la part qui lui revient dans la victoire). = **Notes et documents**. La guerre mondiale et l'Extrême-Orient. L'accord Lansing-Ishii, novembre 1917 (pièces diplomatiques extraites des mémoires du secrétaire d'État Lansing). = **Bibliographie**. Baron *Boris Noldé*. L'alliance franco-russe (les origines de l'alliance). — *E. L. Woodward*. Great Britain and the German navy (les négociations anglo-allemandes de 1906 à 1913). — Général *E. Niessel*. L'évacuation des pays baltiques par les Allemands. Contribution à l'étude de la mentalité allemande (par le président de la Commission chargée de l'évacuation des pays baltiques). — *Hermann Wanderscheck*. Weltkrieg und Propaganda (rôle de la propagande anglaise du début de la guerre à novembre 1918). — *Earl Fee Cruickshank*. Morocco at the parting of the ways. The story of the native Protection to 1885 (étude précise de la conférence de 1880 et de la question des « protégés », c'est-à-dire des Marocains qui, entrés au service des consuls, se trouvaient soustraits à la juridiction du sultan). — Sir *Roger Keyes*. The Naval memoirs of Admiral of the Fleet Sir Roger Keyes. I : The Narrow Seas to the Dardanelles ; II : Scapa Flow and the Dover Straits (ouvrage de premier plan pour l'étude des opérations navales). — Colonel *Pugens*. La manœuvre de Lorraine, août-septembre 1914 (la manœuvre des VI^e et VII^e armées allemandes d'après les sources allemandes, en particulier d'après le journal du prince Rupprecht de Bavière).

Romania. N° 249, janvier 1937. — A. T. BAKER. Le futur des verbes *avoir* et *savoir* (fournit une belle occasion d'examiner les principaux ouvrages de la littérature française au Moyen Age). — Charles A. KNUDSON. Études sur la composition de la *Chanson de Roland* (le scénario de la chanson ; l'ordre des batailles ; la colère de Ganelon). — E. HÖFFNER. Pour l'étude de Jauffré Rudel. — A. LANGFORS. Le ms. 49-417 de la Bibliothèque de Marseille (c'est le cahier d'un maître d'écriture ; « écrit à Tharascon le quinzième du mois de février 1545 » et signé « Martin Blanc »). = **Comptes-rendus**. René Schneider et Gustave Cohen. La formation du génie moderne dans l'art de l'Occident : arts plastiques et art littéraire (beaucoup d'érudition, mais aussi des affirmations contestables). — A. Cavalière. La poésie de Peire Raimon de Tolosa (nombreuses erreurs relevées par A. Jeanroy). — Holger Petersen Dyggve. Onomastique des trouvères. — Josiah Cox Russell. Dictionary of writers of thirteenth century England. = Mélanges offerts à M. Abel Lefranc par ses élèves et ses amis. — N° 260. P. LEBEL. Où en est le problème d'Equoranda, Equaranda (à savoir Ingrande, Eygurande, Yvrande, etc. ; en tout 121 cas relevés en Belgique, en France et en Luxembourg). — E. HÖFFNER. Deux notes sur le troubadour Guiraut de Borneil (Guiraut de Borneil et la Croisade ; une mésaventure de Guiraut de Borneil). — E.-J. ARNOULD. Un manuscrit partiel du *Manuel des péchés*. — R.-Léon WAGNER. Notules pour le lexique du

moyen français. — Charles-A. KNUDSON. « Hazard » et les autres jeux de dés dans le *Jeu de saint Nicolas*. = *Comptes-rendus*. Giuseppe Chiri. L'epoca latina medioevale e la *Chanson de Roland*. — Gerhard Heidel. La langue et le style de Philippe de Commines. — Arnold van Gennep. Le folklore de la Flandre et du Hainaut français Nord. = *Chronique* (notices nécrologiques sur Edmund Stengel, mort à Marburg le 3 novembre 1935, et sur Erik Staaff d'Upsal, mort à Stockholm en août 1936 dans sa soixante-dixième année).

Le *Vieux Marly*. T. I, n° 6. — Le pavillon du Butard. — André GRANGER. Anciennes anecdotes de chasse (d'après le *Journal de Dangeau*, 1697-1706. On publie, en outre, une lettre du 7 juillet 1789 adressée au comte d'Angiviller, directeur général des bâtiments du roi : ce jour-là, le roi a chassé pendant sept heures le long de l'étang de Saint-Hubert sans rien prendre, les cerfs s'étant élancés dans les joncs qui sont au long de l'étang. Notons la date : 7 juillet, huit jours avant le 14, où le roi écrivit dans son journal : « rien »). — La Comédie à Marly-le-Roi, par Jules TRUFFIER, secrétaire honoraire de la Comédie-Française. — Henri MALO. Le duc de Bourbon aux fêtes de Marly, 1685-1686. — Georges GIBAUT. Ce que l'on mangeait à la table de Louis XIV : légumes et fruits. — Le prieuré de Marly-le-Bourg (à propos d'une des colonnes découvertes dans la ville dans l'ancienne rue du Chenil). = Notice nécrologique sur le Docteur Christen, qui a beaucoup écrit sur Versailles.

ALLEMAGNE

Historisches Jahrbuch. T. LV, 2/3 Heft, 1935 (Heinrich Finke zum 80. Geburtstag). — Aloys SCHULTE. Anläufe zu einer festeren Residenz der deutschen Könige im Mittelalter (notamment sur Ingelheim). — Heinrich GÜNTHER. Die Bischöfe und die deutsche Einheit im Hochmittelalter. — Georg SCHREIBER. Mönchtum und Wallfahrt in ihren Beziehungen zur mittelalterlichen Einheitskultur. — Max BÜCHNER. Kaiser und Königsmacher, Hauptwähler und Kurfürsten. — Johann HOLLSTEINER. Die germanischen Volksrechte als kulturgeschichtliche Quelle. — Eugen WOHLHAUPTER. Germanische Rechtsgedanken in Familien- und Erbrecht des libro de los fueros de Castiella. — Philipp FUNK. Der fragliche Anonymus von York (il n'est pas sûr que les traités mis sous ce nom par H. Böhmer et partiellement publiés par lui, soient tous du même auteur ; rien ne permet d'affirmer qu'ils aient été rédigés à York ; ils intéressent non seulement la publicistique, mais aussi l'histoire du droit canon et de la scolastique). — Rudolf von HECKEL. Die Verordnung Innocenz'III über die absolute Ordination und die Forma « Cum secundum apostolorum ». — Autbert STROICK. Zum Zeremoniale Gregors X. — Elisabeth SIMMER VON SECKENDORF. Robert Kilwardby und seine philosophische Einleitung « De ortu scienciarum ». — Jakob STRIEDER. Entstehen und Vergehen grösser Vermögen im älteren Europa. — Gustav SCHNÜRER. Warum wurde Erasmus nicht ein Führer der kirchlichen Erneuerung? — Max BRAUBACH. Holland und die geistlichen Staaten im Nordwesten des Reichs während des Spanischen Erbfolgekriegs. — Sebastian MERKLE. Zur Beurteilung des Wundertäters Alexander v. Hohenlohe (Alexandre, prince de Hohenlohe, né en 1794, mort en 1849 comme chanoine de Grosswardein, en Hongrie, après avoir vainement sollicité, à plusieurs reprises, l'épiscopat). — Josef Hermann BECKMANN. Beiträge zur Melchior von Diepen-

brocks Kirchenpolitik (cardinal de Diepenbrocks, prince-évêque de Breslau; ses rapports avec le gouvernement de Frédéric-Guillaume IV). — Hermann BAIER. Die Exkommunikation des badischen Oberkirchenratsdirektors Prestinari (excommunié le 15 novembre 1853). — Götz Freiherr von PÖLNITZ. Deutsches Volkstum und österreichische Geschichte. — Paul DIEPGEN. Politik und Zeitgeist in der deutschen Medizin des 19. Jahrhunderts (« C'est seulement depuis le commencement du xx^e siècle que l'on voit se marquer dans la pensée médicale tout entière une tendance croissante à l'idéalisme et à une position nationale ouvertement affirmée, telle qu'elle caractérise la médecine allemande d'aujourd'hui »). — Johannes VINCKE. Die spanischen Forschungen der Görres-Gesellschaft. — J. H. BECKMANN. Verzeichnis der Schriften Heinrich Finkes. — T. LVI, 1936, Heft 1. Franz Josef SCHÖNINGH. Karl Ludwig Bruck und die Idee « Mitteleuropa » (sur Karl Ludwig Bruck, né à Elberfeld, mais qui fit fortune à Trieste et carrière dans la haute administration autrichienne; mort en 1860). — Th. FREUDENBERGER. Die Bibliothek des Kardinals Domenico Grimani (le possesseur du célèbre bréviaire; mort en 1523). — Leo SANTIFALLER. Papsturkunden für das Trienter Domkapitel (publication de textes). — Max BRAUBACH. Lothringische Absichten auf den Kölner Kurstuhl 1712-1713. — Ernst LASLOWSKI. Geschichte und Geschichtsphilosophie (bulletin critique). — Karl Otto MÜLLER. Neuerscheinungen zur Handels- und Wirtschaftsgeschichte (bulletin critique). — Johannes VINCKE. Recht und Verfassung im Staat und Kirche (bulletin critique).

Historische Zeitschrift. T. CLIV, 1, avril 1936. — H. BOGNER. Kleisthenes und die Tragödie. — M. BRAUBACH. Prinz Eugen von Savoyen. — K. HAENCHEN. Flucht und Rückkehr des Prinzen von Preussen im Jahre 1848 (considérés comme problème politique, d'après de nouveaux documents d'archives; intrigues du prince Charles de Prusse pour évincer son frère). — F. RÖRIG. « Nationale Frage » und Ostkolonisation. — W. GRAU. Geschichte der Judenfrage (deux comptes-rendus: *Germania judaica*, par E. Wohlhaupter; *Der Jude im deutschen Volkslied*, par Grau). — **Comptes-rendus.** W. Kuhn. Deutsche Sprachinselforschung (Pfitzner: l'auteur a tort de faire une séparation trop tranchée entre peuple et nation). — A. Momigliano. Filippo il Macedone. — O. W. Reinmuth. The prefect of Egypt from Augustus to Diocletian. — F. R. Schröder. Germanische Heldendichtung. — H. Schaller. Die Weltanschauung des Mittelalters (P. Simon: insuffisant). — A. Dopsch. Die ältere Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Bauern in den Alpenländern Oesterreichs. — H. Meyer. Das Handgemal als Gerichtswahrzeichen des freien Geschlechts bei den Germanen. — Ernst Benz. Ecclesia spiritualis. — J. V. Pouzyna. La Chine, l'Italie et les débuts de la Renaissance. — G. Toffanin. Storia dell'umanesimo al XVI secolo. — H. Sée et A. Rebillon. Le XVI^e siècle. — O. Röhlk. Hansisch-norwegische Politik im XVI. Jahrhundert. — R. Lorenz. Türkenjahr 1683. Das Reich im Kampf um den Ostraum (V. Raumer: remarquable). — G. Mecenseffy. Karls VI spanische Bündnispolitik 1725-1729. — E. Lenel. Friedrich Kapp, 1824-1884. — E. Leipprand. H. v. Treitschke im deutschen Geistesleben des XIX. Jahrhunderts. — I. Kunz-Lack. Die deutsche amerikanischen Beziehungen 1890-1914 (Ibbeken: bon et instructif). — Leppa. Moltke und Conrad. — Graban. Das Festungsproblem in Deutschland und seine Auswirkung auf die strategische Lage von 1870-1914 (Buchlink: suggestif). — Pommersches Urkundenbuch, VII, 1. — L. B. Wright. Middle class culture in Elizabethan Eng-

land. — *A. Rebillon*. Les États de Bretagne de 1661 à 1789. Les sources de l'histoire des États de Bretagne, 1492-1791. — *A. Loessner*. Josef Pilsudski. — *J. Pilsudski*. Erinnerungen und Dokumente. — *A. Spiridovitch*. Rasputine, 1863-1916. — 2. A. HELBOK. Volk und Staat der Germanen. — R. SCHMIDT. Heinrich der Löwe. — H. HOLLBACK. Victor Hehn und Ferdinand Gregorovius. = *Comptes-rendus*. Knaurs Weltgeschichte, hgg. v. K. A. v. Müller und P. R. Rohden (Elze : beaucoup de bon). — G. Webers. Weltgeschichte..., neu bearbeitet von F. Th. Poland (Ganzer : maladroitement rendue nationale-socialiste). — M. Grabmann. Die Geschichte der katholischen Theologie seit dem Ausgang der Väterzeit. — R. H. McDowell. Coins from Seleucia on the Tigris. — F. B. Marsh. A history of the Roman world from 146 to 30 B. C. — H. Lietzmann. Geschichte der alten Kirche, II. — O. Behaghel. Odal. — R. H. Hodgkin. A history of the Anglo-Saxons. — E. Gamillscheg. Romania germanica, II et III. — H. Zeiss. Die Grabfunde aus dem spanischen Westgotenreich. — R. His. Das Strafrecht des deutschen Mittelalters, II. — R. Holtzmann. Kaiser Otto der Grosse. — Die Sachsengeschichte des Widukind von Korvei..., neu bearbeitet von P. Hürsch. — Die Chronik des Bischofs Thietmar von Merseburg und ihre Korveier Überarbeitung, hgg. v. R. Holtzmann. — J. Guiraud. Histoire de l'Inquisition au Moyen Age. Origines de l'Inquisition dans le midi de la France (Stutz : pas tout à fait au courant). — H. v. Schubert. Lazarus Spengler und die Reformation in Nürnberg. — A. de Saint-Léger et Ph. Sagnac. La prépondérance française. Louis XIV (Braubaeh : place insuffisante faite au monde germanique). — Die österreichische Zentralverwaltung, II, Bd. 3 (Brunner : très précieux pour l'intelligence de la nature profonde de l'État autrichien). — W. Grau. Wilhelm von Humboldt und das Problem der Juden (Haussherr : liaison du libéralisme avec le judaïsme). — L. Werner. Der Aldeutsche Verband 1890-1918 (Treue : ne va pas au fond des choses). — J. Brandt van der Veen. De Voorgeschiedenis van de Balkanoorlog. — Reichsarchiv. Der Weltkriege 1914-1918, VIII et IX. — Österreich-Ungarns letzter Krieg, V. — Geschichtlicher Atlas von Schlesien, I. — H. Schlenger. Friederizianische Siedlungen rechts der Oder bis 1800. — K. Stählin. Geschichte Russlands von den Anfängen bis zur Gegenwart, III. — 3. B. v. RICHTHOFEN. Die Völkergeschichte der Vorzeit Ostdeutschlands und seiner Nachbarstaaten im ausländischen Licht (polémique politique, qui se termine par un appel à la lutte commune contre le bolchevisme). — C. ERDMANN. Die Anfänge der staatlichen Propaganda im Investiturstreit. — K. BURDACH. Die Wahl Friedrichs II. zum römischen Kaiser. — H. HALLMANN. Delcassés letzter Kampf um die Macht und die englischen « Angebote » vom Frühjahr 1905. — E. BUCHFINK. Zu Winnigs Heimkehr (le conflit des diplomates et des militaires sur la politique à suivre dans les provinces baltiques de la Russie en 1917-1918 ; Winnig, ancien socialiste, commissaire d'Empire dans les pays baltes, puis président supérieur en Prusse orientale, organise la province pour sa nouvelle condition et pour une mission de diffusion de l'influence allemande dans l'Est). — W. GRAU. Geschichte der Judenfrage : W. Euler, Winingers Grosse Jüdische National-Biographie (avec treize pages d'une liste de personnages faussement attribués au judaïsme). = *Comptes-rendus*. A. v. Pawlikowski-Cholewa. Heer und Völkerschicksal (Schmitthenner : populaire). — R. Thurnwald. Die menschliche Gesellschaft in ihren ethno-soziologischen Grundlagen, IV et V. — Ch. H. Coster. The iudicium quinquievrale. — E. Rösler. Göttliches und menschliches

unveränderliches und veränderliches Kirchenrecht von der Entstehung der Kirche bis zur Mitte des XIX. Jahrhunderts. — *M. Lintzel*. Die Stände der deutschen Volksrechte hauptsächlich der Lex Saxonum. — *Monumenta Germaniae historica*. Die Urkunden der deutschen Karolinger, I⁸. — *W. Kamlah*. Apokalypse und Geschichtstheologie. — *H. Wiessner*. Sachinhalt und wirtschaftliche Bedeutung der Weistümer im deutschen Kulturgebiet. — *J. Strieder*. Zur Genesis des modernen Kapitalismus, 2^e éd. — Briefwisseling en Aanteekingen van Willem Bentinck van Rhoon, pp. *Gerretson et Geyl*, I. — *A. Martineau*. Bussy et l'Inde française, 1720-1785. — *F. Schultz*. Klassik und Romantik der Deutschen, I. — *T. T. Hojer*. Carl Johan i den stora koalitionen mot Napoleon. — *L. Franke*. Die Randbemerkungen Wilhelms II in den Akten der auswärtigen Politik. — *J. Schmidlin*. Papstgeschichte der neuesten Zeit, III. — *Westarp*. Konservative Politik im letzten Jahrzehnt des Kaiserreichs, II. — *K. Wahl*. Staatskirche und Staat in England. — *J. Maurain*. Baroque.

BELGIQUE

Académie royale de Belgique. *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques*. T. XXIII, 1937. — *WILMOTTE*. Le manuscrit V^a de la *Chanson de Roland* (d'après une minutieuse étude d'un manuscrit d'Oxford, le V^a, qui date du début du XIV^e siècle ; comparé, par exemple, au Digby 23 ; avec un fac-similé). = *Bulletin bibliographique*. = Notice nécrologique concernant le baron Albéric Rolin, doyen de l'Académie, décédé à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans. = *Henri GRÉGOIRE*. La légende d'Oleg et l'expédition d'Igor (l'expédition d'Igor, à la différence de celle d'Oleg, est historique. La *Chronique de Nestor* a combiné deux sources : l'une historique, l'autre hagiographique). = N^o 1. *Félicien LEURIDAN*. Galerie belcilloise (Belceil, où fut la maison princière des princes de Ligne). — Musées royaux d'art et d'histoire. = *Lectures* : *Herman VAN DER LINDEN*. La pacification de Gand et la convocation des États généraux des XVII^e Provinces, 1576 (projet d'une publication prochaine fondée sur les mémoires contemporains). = N^o 4. *H. GRÉGOIRE*. *Mélanges Cumont* (le tome IV de l'*Annuaire de l'Institut de philologie et d'histoire orientale et slave de l'Université de Bruxelles* a été publié en 1936. Il offre cet intérêt particulier qu'il constitue un volume de *Mélanges* offerts à M. Cumont ; en tête, on trouve la liste complète de ses ouvrages, qui ne compte pas moins de 546 numéros et celle de 57 collaborateurs. Le tout forme un volume de 1,000 pages. A la suite, M. Grégoire analyse le tome XI de *Byzantion*, qui est dédié à la mémoire de feu André Andréadès : 800 pages en deux volumes, où sont énumérés plus de quarante articles). — *Ernest MAHAÏM*. Les formes modernes du commerce de détail (avec trois tableaux montrant la répartition des habitants d'après leurs professions. A noter le grand magasin fondé en 1852 par Aristide Boucicaud : le *Bon marché*, les magasins à prix unique et à succursales, qui prouvent l'utilisation la plus efficace d'un maigre pouvoir d'achat ; « c'est un bienfait social auquel il est criminel de porter atteinte »). = *Bulletin de la classe des beaux-arts*. T. XIX, n^{os} 2-3. *G. HULIN DE LOO*. Le Mont des Arts ; un crime contre Bruxelles (ce musée, placé dans un même bloc à côté d'autres musées, des archives de la Bibliothèque royale, etc., est, en cas de bombardement, condamné à la destruction, ainsi que les autres musées bruxellois). — *Baron HORTA*. Le Mont des Arts (protestation contre le concours ouvert pour l'agrandissement du Musée an-

cien, la reconstruction du Musée moderne et l'érection de l'Albertin, le tout sous la dénomination de « Mont des Arts ». — Quatre reproductions d'anciens châteaux des XIV^e et XV^e siècles.

Bulletin de l'Institut historique belge de Rome. Fasc. XVII, 1936, 351 p. ; prix : 40 fr. — Joseph LEFÈVRE. L'ambassade d'Espagne auprès du Saint-Siège au XVII^e siècle (les titulaires successifs de ce poste, leur rôle, examen rapide de la documentation concernant l'ambassade). — Jeanne LADMIRANT. Deux statuettes mosanes du XII^e siècle conservées au Musée national de Florence. — Id. Trois manuscrits à miniatures de l'école flamande conservés à la Bibliothèque Vaticane. — Arturo PETTORELLI. Gli arazzi di Correggio. Appunti storico-critici. — Cinq lettres de Corneille-François Nelis à Jean-Gaspard Lavater, publiées par l'abbé Carlo DE CLERCQ (lettres de l'évêque d'Anvers au pasteur Lavater en 1790, 1791 et 1797). — Henri NICAISE. Les modèles italiens des faïences néerlandaises au XVI^e et au début du XVII^e siècle. — Franz DE RUYT. Études de symbolisme funéraire, à propos d'un nouveau sarcophage romain aux Musées royaux d'art et d'histoire, à Bruxelles. — Thérèse CORNIL. Théodore Van Loon et la peinture italienne (peintre brabançon, 1581-1667). — Franz DE RUYT. Les études anciennes en Italie. 3^e série : 1934-1935 (chronique bibliographique des publications italiennes relatives à l'Antiquité). — Lucien DE BRUYNE. Archéologie chrétienne (chronique bibliographique des publications de 1934-1935). = *Comptes-rendus*. G. J. Hoogewerff. Vlaamsche Kunst en Italiaans de Renaissance. — G. Giovannonni. L'Architettura del Rinascimento.

ÉTATS-UNIS

Speculum. 1937, janvier. — Amy KELLY. Eleanor of Aquitaine and her courts of love (expose les renseignements fournis par les chroniques sur les cours d'amour au temps d'Aliénor d'Aquitaine). — Ernest L. SABINE. City cleaning in medieval London (utilise un grand nombre de renseignements fournis par les chroniqueurs et surtout par les documents d'archives sur le nettoyage de Londres aux XIV^e-XV^e siècles). — Louis A. HASELMAYER. The Apparitor in Chaucer's Summoner (recherches minutieuses sur les fonctions de ces personnages de second rang que Chaucer n'a pas manqué de faire figurer dans son *Friars tale*. L'Apparitor était un agent au service du consistoire présidé par l'évêque). — Hilmar C. KRUEGER. The wares of exchange in the genoese-african traffic of the twelfth century (d'après les archives génoises). — H. C. SCHULZ. Thomas Occleve, scribe (sa ballade sur le duc d'York peut être placée vers l'an 1414 ; elle désigne Édouard, duc d'York). — Arpad STEINER. The authorship of *De disciplina Scholarium* (peut-être peut-on l'attribuer à Conrad, Conradus Poseiaen?). — Rozelle P. JOHNSON. Some continental manuscripts of the *Mappae clavicula* (grande abondance de manuscrits décrits avec un soin méticuleux). — Tempe E. ALLISON. The « vice » in early Spanish drama (le rôle des vices dans la comédie espagnole a pour fonction de séduire l'humanité). = *Comptes-rendus*. The usurpation of Richard III, per Riccardum III libellus (c'est l'œuvre de Dominique Mancini, humaniste italien qui fit séjour en France en 1483 ; c'est à Beaugency que Richard termina sa version latine du coup d'État qui lui donna la couronne). — Léon Baisier. The lapidaire chrétien, its composition, its influence, its sources. — Michel de Bouard. Une nouvelle encyclopédie

médiévale : le *Compendium philosophiae* (d'après onze manuscrits). — *Louis Bréhier*. La sculpture et les arts mineurs byzantins (belle mise en œuvre des matériaux ; les planches laissent à désirer). — *Miss V. Clarke*. Medieval representation and consent (remarquable étude sur le *Modus tenendi Parliamentum* ; description des mss. que l'on possède pour le XIV^e siècle. En note, liste des travaux publiés par l'auteur sur le XIV^e siècle). — *Carl Erdmann*. Die Entstehung des Kreuzzugsgedankens (bonne étude sur la militarisation de l'Église ; bonne et abondante bibliographie). — *R. H. Hodgkin*. A history of the Anglo-Saxons (remarquable en son ensemble, mais souvent contestable dans le détail). — *Nellie Neilson*. Medieval agrarian economic (bon résumé de travaux antérieurs). — *Warner Klett*. The vision of William concerning Piers the Plowman by William Langland (utile et bonne traduction). — *Martin Ninck*. Wotan und germanischer Schicksalsglaube (beaucoup à reprendre dans le détail). — *J. O. A. Ogilvy*. Books known to anglo-latin writers from Aldhelm to Alcuin (signale un grand nombre d'erreurs ou d'omissions). — *Hastings Rashdall*. The Universities of Europe in the Middle age (nouvelle édition, mise au point, d'un livre excellent). — *Theodore Silverstein*. Visio Sancti Pauli. The history of the Apocalypse in latin, together with nine texts (remarquable ; mais pourquoi renvoyer les notes à la fin du volume?). — *P. de Vaux*, O. P. Notes et textes sur l'Avicennisme latin aux confins des XII^e-XIII^e siècles (beaucoup d'érudition de bon aloi). — *E. Walberg*. Quelques aspects de la littérature anglo-normande (excellent résumé de conférences faites à l'École des chartes). = Bibliographie des périodiques concernant l'histoire littéraire. = Publications de l'Académie médiévale d'Amérique.

GRANDE-BRETAGNE

Bulletin of the Institute of historical Research. Special Supplement number 3 (1936). — Ce supplément contient une liste des écrivains du XIII^e siècle en Angleterre. Il remplit 204 pages, plus un bref appendice sur les lecteurs franciscains d'Oxford et de Cambridge, p. 205-207 ; plus un autre sur les écrivains anglo-normands appelés William, p. 208-209 ; un dernier sur les moines qui ont fait profession à Christchurch. Canterbury, 1214-1274. = Numéro supplémentaire, 7 novembre 1936. *Guy PARSLOE*. Guide des publications des sociétés d'Angleterre et de Galles, 7^e supplément, 1935, 32 pages. = Vol. XIV, n° 41, novembre 1936. La conférence anglo-américaine des historiens (elle occupe les pages 65-111). = **Comptes-rendus critiques**. Un seul ouvrage appartient à cette rubrique : celui de *Laurence Hanson*. Government and the Press, qui est une histoire de la Presse anglaise, de 1695 à 1763. = Sommaire des thèses. *C. Crews*. The last period of the great farm of the English customs (surtout au XVII^e siècle). — *R. F. Wearmouth*. Methodism and the working classes of England, 1800-1850. — *G. R. Mellor*. British policy in relation to Sierra Leone, 1808-1852. — *P. G. James*. British policy in relation to the Gold Coast 1815-1850. = Les manuscrits historiques : entrées et sorties. = 1936-1937. *H. G. RICHARDSON* et *G. O. SAYLES*. Early coronation records. Notes supplémentaires. — *A. F. POLLARD*. Hayward Townshend's journals. 3^e partie : The Journal for 1601 (c'est le premier journaliste dont le nom soit connu ; sa biographie depuis 1576 ou 1577 ; après 1605, on perd sa trace ; mais il a laissé des héritiers). — *G. F. JAMES* et *J. Sutherland SHAW*. Admiralty administration and personnel, 1619-1714 ; suite et fin (le secrétaire de l'amirauté ; ses obligations et ses pouvoirs ; le ministère de l'Amirauté). — *Richard Heathcot HEINDEL*. L'organisation des

archives aux États-Unis (depuis la création des Archives nationales en 1934). = Notes et informations. — **Comptes-rendus.** *T. R. Thomson.* A catalogue of British family histories (deuxième édition très augmentée et corrigée). — *The genealogists' handbook* (comment on établit une généalogie). — *Edith M. Coulter et Melanie Gesterfeld.* Historical bibliographies (utile travail). = Sommaire des thèses. *Elsie Toms.* The manor of Chertsey abbey 1307-1347. — *Eileen de L. Fagan.* Some aspects of the King's household in the reign of Henri V. — *Marjorie Blatcher.* The working of the court of King's bench (au xv^e siècle). — *S. Macoby.* English radicalism 1832-1852 (chacune de ces thèses est, comme on sait, accompagnée d'une bibliographie puisée aux sources). = Additions au Dictionnaire de biographie nationale. — Entrée, sortie et migrations des manuscrits d'histoire.

The Cambridge Bulletin. N° LXXIX, 1936, novembre. — *W. Ivor Jennings.* Cabinet government (rouages du gouvernement anglais, à côté du roi, du Parlement, du premier ministre ; mais il présente cette singularité que sa procédure est fondée sur l'usage. Ses délibérations sont prises et demeurent dans le secret le plus complet. M. Jennings a dû recourir à des témoignages indirects : lettres, discours, biographies, notes journalières, etc. ; mais tout Anglais intelligent doit avoir ce livre sous la main ; c'est un guide indispensable). — *The Cambridge ancient history* (vol. XI, qui traite de la Paix impériale, 70-192). — *The Cambridge history of the British Empire*, t. VIII (concernant l'Afrique du Sud, la Rhodésie et les Protectorats). — *C. H. Dodd.* The present task in the New Testament studies. — *Aubray Allwater.* A short history of Pembroke college Cambridge. — *W. H. S. Jones.* A history of St Catherine's college (histoire de ce collège fondé en 1473 et qui a conservé un caractère à moitié monastique). — *W. W. Buckland.* Roman law and common law. — *Courtney Stanhope Kenny.* Outlines of criminal law (15^e édition). — *F. W. Mailland.* Equity ; nouvelle édition par *John Brunyate*. — *R. M. Jackson.* The history of Quasi-contract in english law. — *Richard W. Goulding.* Catalogue of the pictures belonging to His Grace the duke of Portland, 1902-1927 (mise au point final par *C. K. Adams*). — *Daniel Jones.* Proceedings of the second international Congress of phonetic sciences (ce Congrès a eu lieu à Londres en 1935).

The Cambridge historical Journal. Vol. V, n° 2. — *Gaillard Lapsley.* Some recent advance in english constitutional history before 1485 (excellent exposé des travaux récents concernant le Parlement, le régime constitutionnel, l'Église et l'organisation municipale en Angleterre au Moyen Âge). — *Dom David Knowles.* The case of Saint William of York (très curieuse et parfois dramatique histoire de l'élection de Guillaume Fitzherbert, élu archevêque d'York en janvier 1141, mais avec une faible majorité. L'affaire, portée devant le Saint-Siège, souleva de violentes discussions de la part des Cisterciens, de saint Bernard. Elle se termina par la canonisation de Fitzherbert (saint Guillaume d'York), en 1227. La documentation est aussi abondante que précise). — *G. P. Gooch.* Kiderlen-Wächter (important pour l'histoire diplomatique après Bismarck, 1898-1912). — *F. R. Salter.* The Jews in fifteenth-century Florence and Savonarola's establishment of a « Mons pietatis », 1462-1496. — *Dom David Knowles.* Le cas de saint Guillaume d'York (appendice de l'étude précédente, contenant les documents). — *Alice C. Carter.* New light on the pact of Osborne, 9 august 1857 (documents nouveaux tirés de la correspondance privée de Clarendon).

The English historical Review. 1936, juillet. — R. DARLINGTON. Ecclesiastical reform in the late old english period (étude fortement documentée, complétée, en appendice, par une étude sur l'organisation ecclésiastique pendant les guerres danoises; la multiplication des sièges épiscopaux, le denier de saint Pierre et l'autorité exercée au milieu du x^e siècle par le métropolitain). — Richard PARES. American versus continental warfare, 1739-1763 (d'après des documents en partie inédits). — Michael ROBERTS. The ministerial crisis of may-june 1812 (en appendice, documents concernant la négociation de Lord Moira en juin 1812). — C. R. CUNNEY. A monastic letter of fraternity to Eleanor of Aquitaine (lettre accordée à la reine Éléonor par Roger, abbé de Reading, donc entre 1158 et 1165. Elle lui confère tous les bénéfices de son église tant durant sa vie qu'après sa mort; le jour de ses obsèques, après une messe solennelle, seront nourris pour l'âme de la défunte treize pauvres et seront distribués cent pains. C'est un type rare et très curieux de confraternité). — Miss Elizabeth KIMBALL. Sketches of Edward I and Philip the Fair (image esquissée de ces deux souverains; elle se trouve sur un document officiel concernant la trêve Vyve-Saint-Bavon du 7 octobre 1297. M. Hilary Jenkinson ajoute un utile commentaire en ce qui concerne les usages de la chancellerie). — J. G. SIKES. A possible Marsilian source in Ockham (il n'est pas déraisonnable de supposer qu'Ockham a utilisé le *Defensor pacis*, quand il écrivit son *Dialogus*). — G. BASKERVILLE. An attempt to divorce an Ex-Nun, 1541 (concernant le mariage des prêtres et des religieuses). — **Comptes-rendus.** *Gantscho Tzenoff*. Geschichte der Bulgaren bis zum Ende des neunten Jahrhunderts (croit pouvoir prouver que les Bulgares descendent des anciens habitants de la péninsule des Balkans; mais, si son érudition est considérable, elle n'est pas certaine). — *Georges de Lagarde*. La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen Age. I : Bilan du XIII^e siècle. II : Marsile de Padoue (remarquable pour le fond comme pour la forme). — *Otto Bornhak*. Staatskirchliche Anschauungen und Handlungen am Hofe Kaiser Ludwigs des Bayern (bon). — *Jean Destrez*. La pecia dans les manuscrits universitaires du XIII^e et du XIV^e siècle. — *Analecta Hibernica* (important pour l'histoire franciscaine; on y trouve les rapports du Comité chargé des manuscrits irlandais). — *E. C. Lodge et G. A. Thornton*. English constitutional documents, 1307-1485 (très remarquable). — *E. Curtis*. Calendar of Ormond deeds. II : 1350-1413. — *Ernst Karl Winter*. Rudolf IV von Oesterreich (important pour l'histoire de la sociologie et du capitalisme). — *R. Ridolfi*. Studi Savonaroliani (l'auteur a utilisé un grand nombre de documents inédits). — *R. W. Chambers*. Thomas More (ouvrage fortement documenté). — *Arthur Bryant*. Samuel Pepys; the years of peril, t. II. — *Sir William R. Anson*. The law and custom of the Constitution. T. II : The Crown. — *Gustav Berthold Volz*. Politische Correspondenz Friedrichs des Grossen, t. XLIV. — *Maurice Dommanget*. Pages choisies de Babeuf. — *Josef Karl Mayr*. Inventare österreichischer Staatlicher Archiv. : Geschichte der österreichischen Staatskanzlei im Zeitalter des Fürsten Metternich. — *Harold Temperley*. England and the Near East. The Crimea (important et fait de première main). — *Vernon John Puryear*. A study of British commercial policy in the Levant : 1834-1853 (condamne la politique économique de l'Angleterre dans le Proche-Orient). — *V. Gordon Child*. New light on the most ancient East. — *Howard H. Scullard*. History of the greek and roman world, t. IV (travail remarquable et très bien imprimé). — *K. A. Nilakanta Sastri*. The Cōlas (beaucoup de très bon travail sur l'histoire moderne de l'Inde). — *Talbot Rice*. Byzantine art (remarquable). — *Antoine Hadengue*. Bou-

vines (bon résumé). — *W. E. Lunt*. Papal revenues in the Middle Ages (bonne étude sur l'administration des papes; elle aide à faire comprendre la Réforme et même la Contre-Réforme). — *Aksel E. Christensen*. Die handelsgeschichtliche Wert der Sundzollregister (utilise surtout les registres des navires de commerce qui ont passé par le Sund). — The complete works of Edmund Spenser (tome IV, où l'on trouve une description de l'état présent de l'Irlande). — *F. J. Varley*. The siege of Oxford, 1642-1646. — Correspondencie van Willem III en van Hans Willem Bentinck (tome II qui se rapporte aux années 1675-1687). — *Paul Harsin*. John Law; œuvres complètes, 3 vol. — *F. O. Darvall*. Popular disturbances and public order in Regency England (histoire des émeutes suscitées par les Luddistes, ouvriers employés dans les filatures introduites d'Amérique dans les comtés d'York et de Lancastre; ils voulaient détruire les métiers d'où ils tiraient leur gagne-pain, 1812-1817). — Octobre. *Anthony STEEL*. English government finance, 1377-1413; suite et fin (étude minutieuse sur les paiements les plus importants, qui comprenaient trois classes de rentiers: les emprunts dits « de bon aloi », les emprunts fictifs et les « prestita restituta »). — *R. SOMERVILLE*. The cowcher books of the duchy of Lancaster (on désignait sous le nom de cowcher-books les livres où furent transcrits au début du règne de Henry IV Bolingbroke les actes et titres relatifs au duché de Lancastre, propriété personnelle du nouveau souverain, et fournissant au Conseil du duché les éléments essentiels pour une bonne administration; analyse très minutieuse et méthodique). — *B. BEHRENS*. Treatises on the ambassador, written in the fifteenth and early sixteenth centuries (énumère et analyse huit traités sur les fonctions d'ambassadeur, écrits de 1436 à 1550). — *Miss Lydia M. MARSHALL*. The levying of the hearth tax, 1662-1688 (étude sur la levée de l'impôt sur les feux, d'après les documents d'archives. En appendice, un commentaire officiel de la loi sur la levée de cet impôt). — *A. GOODWIN*. Wood's halfpence (examen minutieux sur la nature exacte de l'opposition irlandaise contre la frappe d'une monnaie de « halfpence » et de « farthings », monnaie de cuivre en demi-sous et centimes, pour l'Irlande, 1722-1725; mesures prises à l'égard des Irlandais qui refusaient cette monnaie. Ce fut le début d'une agitation qui prépara le soulèvement d'O'Connell). — *W. A. PANTIN*. The « defensorium » of Adam Easton (étude sur le traité intitulé *Defensorium ecclesiae* ou *Defensorium ecclesiasticae potestatis* composé par le moine bénédictin Easton en 1431-1432). — *William FOSTER*. Sir John Fleet (biographie d'un pauvre tonnelier qui parvint aux plus hautes fonctions dont pût disposer la Cité de Londres. Né en 1646, il fut admis dans la corporation des tonneliers en 1676, élu lord-maire de Londres en 1692, puis membre des Communes de 1693 à 1705. Il occupa, en outre, une place importante dans la Compagnie des Indes orientales. Il contribua notamment à l'avènement de la Maison de Hanovre; mort en 1712). — *C. N. CLARK*. The occasion of Fleetwood's *Chronicon preciosum* (expose dans quelles circonstances William Fleetwood composa vers la fin du XVII^e siècle cet ouvrage concernant « la monnaie anglaise d'or et d'argent, le prix du blé, les salaires, les jours ouvrables en Angleterre pendant six siècles »). — **Comptes-rendus**. *Cecil P. Martin*. Prehistoric man in Ireland (conclusions vraisemblables, du moins dans l'état actuel de nos connaissances). — *Charles Verlinden*. Robert 1^{er} le Frison, comte de Flandre (estimable biographie, mais conclusions contestables). — *C. T. Clay*. Early Yorkshire charters. T. IV: The honour of Richmond, 1^{re} partie (contient le texte de 120 chartes). — *E. Prestage*. Chapters in Anglo-portuguese relations. — *Johan Pletner*. L'émigration de la

campagne à la ville libre de Florence au XIII^e siècle. — *Benedetto Croce*. Vite di avventure di fede e di passione (remarquables ; écrites dans un esprit de réaction contre le genre récent des biographies romancées). — *Miss Maude Clarke*. A study of early Parliaments in England and Ireland (œuvre remarquable d'un auteur qui vient de mourir ; il y est, une fois de plus, traité du « *Modus tenendi Parliamentum* » écrit en 1322). — *Otto Röhlk*. Hansisch-Norwegische Handelspolitik im 16 Jahrhundert (fortement documenté et présenté en un bon style). — *Eli. F. Heckscher*. Sveriges ekonomiska historia från Gustav Vasa. 1^{re} partie : 1520-1600 (très instructif). — Lists of men-of-war, 1650-1700. I : English ships, 1649-1720, par *R. C. Anderson*. II : French ships, 1648-1700, par *P. Le Conte*. — *Carlo Morandi*. Relazioni di ambasciatori Sabaudi, Genovesi e Veneti, 1693-1713 (importants recueils de textes). — Journal of the commissioners for trade and plantations 1759-1763. — *E. N. Curtis*. Saint-Just, colleague of Robespierre. — *Siegfried von Kardoff*. Wilhelm von Kardoff, ein Nationaler Parlamentarier im Zeitalter Bismarcks und Wilhelms II, 1828-1907. — *E. L. Woodward*. Great Britain and the German Navy (livre honnête et consciencieux). — *G. P. Gooch*. Before the war ; studies in diplomacy. I : The grouping of the Powers (très remarquable pour le fond comme pour la forme). — *Ulrich Noak*. Geschichtswissenschaft und Wahrheit. Nach den Schriften von John Dalberg Acton. — *Eugen Haberkern* et *Joseph Friedrich Wallach*. Hilfs-wörterbuch für Historiker (utile, mais beaucoup de menues erreurs). — International Bibliography of historical Sciences, 1931 et 1933. — *Cuvelier*. La formation de la ville de Louvain, des origines à la fin du XIV^e siècle. — *Mathilde Uhlig*. Mitteilungen des Oesterreichischen Instituts für Geschichtsforschung, t. XLVIII. — *Benedetto Croce*. Un condottiere italiano del quattrocento : Cola di Monforte, conte di Campobasso, e la fede storica del Commynes (important réquisitoire contre Commynes, dont les *Mémoires* doivent être lus avec un esprit critique très avisé). — *George Smith*. The coronation of Elizabeth Wydeville on may 26th 1465 (beaucoup de détails nouveaux). — *Alfred C. Wood*. History of the Levant Company. — *Miss Eva Scott*. Six Stuart sovereigns, 1512-1701 (insuffisant). — *R. Somerset Ward*. Maximilien Robespierre (insuffisant). — *Jean Hanoteau*. Le ménage Beauharnais. — *W. D. Forsyth*. Governor Arthur's convict system in Van Diemen's land, 1824-1936. — *Robert Dumoulin*. Les journées de Septembre 1930 à Bruxelles et en province. — *H. J. Hunt*. Le socialisme et le romantisme en France ; étude sur la presse socialiste de 1830 à 1848. — *A. J. P. Taylor*. The italian problem in european diplomacy, 1847-1849 (étudie uniquement le problème de l'Italie du Nord ; rien sur Rome ni le reste de l'Italie). — *Earl Fox Cruickshank*. Morocco at the parting of the ways (histoire de la protection des indigènes jusqu'en 1885). — *H. Hornyard-Strickland*. Biographical sketches of the members of Parliament of Lancashire, 1290-1550. — *W. P. M. Kennedy* et *H. J. Schlosberg*. Law and custom of the South-african constitution. — *Charles Henderson*. Essay in Cornish history. — *Madeleine Hope Dodds*. A history of Northumberland, t. XIV. — *Michael Choukas*. Blanck angels of Athos. — Le Livre jubilaire de la Commission royale d'histoire (depuis le 17 juillet 1834). — *Prince Yousof Kemal*. Quelques éclaircissements sur mes *Monumenta cartographica Africae et Aegypti*. — *Catalogus mapparum geographicarum ad historiam pertinentium* (publié à l'occasion du 7^e congrès international qui s'est tenu à Varsovie en 1933). — 1937, janvier. *Miss Norma Adams*. The judicial conflict over tithes (étude fortement conçue et documentée sur le conflit qui

mit aux prises les prétentions et les tribunaux de l'Église et de l'État concernant les dîmes. Elle remonte au règne de Guillaume le Conquérant et se poursuit jusqu'au xiv^e siècle). — Miss Esme Pole STUART et Professor Hilda JOHNSTONE. Richard of Elmsfield as constable of Bordeaux, 1318-1320 (ajoute beaucoup aux rôles gascons). — H. G. RICHARDSON. Richard III's last parliament (nombreuses corrections à l'étude de M. Gaillard Lapsley sur le rôle du Parlement à l'avènement de Henry IV. Apporte beaucoup de faits nouveaux). — Gavin B. HENDERSON. The two interpretations of the four points. Décembre 1854 (au début de la guerre de Crimée; d'après de nouveaux documents diplomatiques). — V. H. GALBRAITH. A new charter of Henry II to Battle Abbey (texte de ce document nouveau daté de décembre 1175 à 1179; peut-être d'avril 1176). — George Lee HASKINS. A draft of the statute of York 1322 (document qui vient se joindre à tous ceux que l'auteur avait déjà connus et utilisés dans son ouvrage sur le *Statut d'York* paru en 1935). — Sylvia L. ENGLAND. Some unpublished letters of Mary, Queen of Scots (trois lettres en français datées 6 et 8 septembre 1571 et 10 juin 1572, adressées à M. de La Mothe-Fénelon, ambassadeur auprès de la reine Élisabeth. La dernière est longue de quatre pages serrées et sans le moindre alinéa). — Alan SIMPSON. Notes of a Noble Lord, 22 January to 12 February 1688-1689 (ces notes jettent une lumière nouvelle sur le Journal de Clarendon, elles paraissent être la copie de notes originales provenant de Henry Hyde, second comte de Clarendon; elles ressemblent de près à la partie correspondante de son Journal. On a reproduit en appendice les parties identiques du Journal et des Notes). — Dr Heinrich MÜNTER. Church registers as sources for the history of rural communities (c'est sur ces registres qu'étaient transcrits les actes de mariage, de naissance et de mort, 1800-1827; avec un tableau où l'on montrait la proportion des catholiques et des protestants). — W. L. BURN. The general election of 1761 at Ayr (comment étaient nommés dans un des bourgs d'Écosse les délégués chargés de le représenter au Parlement). — W. MILLER. Recent bibliography of Trebizond (documents nouveaux sur l'histoire de Trébizonde, le dernier empire grec en 1426). = **Comptes-rendus.** G. Niccolini. Il tribunato della plebe et i fasti dei tribuni della plebe. — Ramón Menéndez Pidal. Historia de España. T. II : España romana, 218 B. C. - 414 A. D. — Harold Mattingly. Coins of the roman Empire in the British Museum. Vol. III : Nerva to Hadrian (très remarquable). — Sir George Macdonald. The roman wall in Scotland (deuxième édition en partie refaite et développée). — H. Finke. Gesammelte Aufsätze zur Kulturgeschichte Spaniens, t. V. — G. B. Siragusa. Il regno di Guglielmo I in Sicilia (deuxième édition). — H. G. Richardson et George Sayle. Rotuli parliamentorum Anglie hactenus inediti, 1289-1373 (admirable édition). — Miss Eva G. R. Taylor. The original writing and correspondence of the two Richard Hakluyts (ajoute beaucoup de faits nouveaux). — Norman G. Brett-James. The growth of Stuart London (montre l'importance de Londres au xvii^e siècle). — Lady Laura Ridding. The travels of Macarius (voyage de Macarius, patriarche d'Antioche à Moscou, pour y trouver des prosélytes). — Edwin Chappell. The Tangiers papers of Samuel Pepys (transcrits, édités et collationnés par W. Matthews, 1935). — William A Shaw. Calendar of treasury books. Vol. XI-XVII : 1695-1702. — W. Baring Pemberton. Carteret; the brilliant failure of the eighteenth century (instructive comparaison avec Walpole). — G. R. Barnes et J. H. Owen. The private papers of John, earl of Sandwich, first Lord of the Admiralty, 1771-1782, t. III. — G. P. Gooch et Harold Temperley. British documents of

the origins of the war, 1898-1914. T. X : The Near and Middle East on the eve of the war (œuvre d'une importance capitale). — *H. C. Darby*. An historical geography of England before A. D. 1800 (important). — *Louis André*. Les sources de l'histoire de France. XVII^e siècle : 1610-1715, t. VIII (beaucoup de soin et de méthode). — *Raymond Klibansky* et *H. J. Paton*. Philosophy and history; essays presented to Ernst Cassirer (où une place bien en vue a été faite à M. Émile Bréhier). — *Moss*. The birth of the Middle Ages 395-814. — *Ferdinand Lot*. Les invasions germaniques (œuvre toute personnelle avec de curieux partis pris). — *Edward Eyre*. European civilisation (des invasions barbares à la Renaissance). — The chronicle of Melrose (utile reproduction en phototypie). — *J. W. Thompson*. The dissolution of the carolingian fisc in the ninth century. — *E. de Moreau*, S. J. Saint Anshaire; un missionnaire en Scandinavie au IX^e siècle. — *F. M. Powicke*. The christian life in the Middle ages (recueil de huit études différentes dont plusieurs avaient déjà été publiées). — *H. A. L. Fisher*. History of Europe, t. II (concernant le Renaissance, la Réforme et la « Raison »). — *Louis B. Wright*. Middle-class culture in Elizabethan England. — *Joseph Bernard Code*. Queen Elizabeth and the english catholic historians. — *M. P. Ashley*. Financial and commercial policy under the Cromwellian protectorate (bonne étude sur la révolte puritaine). — *Robert W. Ramsey*. Richard Cromwell, protector of England. — *W. G. Hoskins*. Industry, trade and people in Exeter 1688-1800. — *Wilbur C. Abbott*. Introduction to the documents relating to the international status of Gibraltar, 1704-1934 (insuffisant). — *Elizabeth Donnan*. Documents illustrative of the slave trade to America (se rapporte surtout à la Caroline du Sud). — La jeunesse de Marie-Amélie, reine des Français, d'après son Journal. — *H. Lubrich*. Hannover und die Schleswig-Holsteinische Frage, 1863-1864. — *Maurice Laporte*. Histoire de l'Okhrana (c'est du journalisme, rien de plus). — *Émile Boutruche*. Les courants de peuplement dans l'Entre-deux-Mers. — *A. Goeder*. The Parliamentary representation of Yorkshire, 1258-1832. — *S. E. Morison*. The founding of Harvard College. — *S. F. Bemis* et *G. Griffin*. Guide to the diplomatic history of the United States, 1775-1921 (ce n'est pas une bibliographie, mais uniquement un guide, d'ailleurs bien composé et lucide). — *Edith M. Coulter* et *Melanie Gerstenfeld*. Historical bibliographies (quelques lacunes graves, notamment en ce qui concerne l'Europe à l'époque moderne).

History. 1936, septembre. — *SEMKEY*. The historian and the lawyer (leur but et leurs méthodes; comment il convient d'écrire l'histoire). — *T. J. WERTENBAKER*. The foundig of American civilisation. — *James LAVER*. Museums, or Mausoleums (à propos d'un récent ouvrage d'Arthur C. Parker : A manual for history museums). — *G. T. HANKIN* et *L. M. PENSON*. La neuvième réunion du Comité international des sciences historiques. — *Sir Philip ARTOG*. An examination of examinations (discussion approfondie du problème des examens et notamment de ce qu'en a pensé Sir Charles Firth). — *Comptes-rendus. E. Perroy*. Franco-english relations, 1350-1400 (remarquable mise au point). — *Cecil Roth*. A short history of the Jewish people; 1600 B. C. to A. D. 1935 (très remarquable). — *H. M. D. Parker*. A history of the Roman world 138-337 (bon exposé, fondé sur les documents les plus certains). — *Charles Henry Coster*. The Iudicium Quinquevirale (bonne étude sur ce tribunal fondé par Gratien en 376). — *George Lee Haskins*. The statute of York and the interest of Commons (dissertation remarquable sur le statut de 1322, qui réforme les ordonnances de 1311 et projette une nouvelle lumière sur le *Modus tenendi Parlia-*

mentum). — *Kenneth Pickthorn*. Early Tudor government (deux volumes instructifs quant au fond, mais assez mal écrits). — *Joseph B. Code*. Queen Elizabeth and the english catholic historians (thèse de doctorat présentée à l'University de Louvain ; elle est jugée avec une grande sévérité par A. V. Pollard). — *Miss Grace Lawless Lee*. The Huguenot settlements in Ireland (consciencieuse et solide étude). — *Werner Reese*. Das Ringen um Frieden und Sicherheit in den Entscheidungsjahren des Spanischen Erbfolgekriegs, 1708-1709 (œuvre très consciencieuse, mais pénible à lire ; la partie relative aux péripéties de la guerre est étudiée à fond). — *Miss H. Du Coudray*. Metternich (mal écrit, mais instructif). — *William Douglass Forsyth*. Governor Arthur's convict system : Van Diemen's land 1824-1836 (important). — *Henry L. Hall*. Australia and England : a study of imperial relations (très instructif). — *Stephen Henry Roberts*. The squatting age in Australia, 1835-1847 (importante contribution à l'histoire de l'Empire britannique et à l'histoire économique). — *G. P. Gooch*. Before the war ; studies in diplomacy (excellente contribution à l'étude sur les origines de la Grande Guerre). — *Eric Sutton*. Gustav Stresemann ; his diaries, letters and papers. — *R. T. Clark*. The fall of the German Republic (bon chapitre d'histoire politique). — The Victoria county history of Rutland, vol. II, par feu W. Page. — The Victoria county history of Sussex, vol. III, par *L. F. Salzmann*. — Sir *J. E. Lloyd*. A history of Carmarthenshire, vol. I. — *B. C. Boulter*. Robert Grossetête (médiocre et souvent fautif). — *Kingston Derry*. British history from 1485 to 1782 (bon livre de classe). — *Vander Linden*. L'hégémonie européenne : période italo-espagnole. — *W. L. Mc Elwee*. The reign of Charles V (bonne étude sur la personnalité de Charles-Quint et sur les problèmes de sa politique en Allemagne). — *C. G. Mortimer* et *N. C. Barber*. The english bishops and the Reformation, 1530-1560. — *David Mathew*. Catholicism in England, 1535-1935. — *Robert Dudley Edwards*. Church and State in Tudor Ireland (un sous-titre indique mieux l'objet du livre : A history of penal laws against Irish Catholics, 1534-1603). — *Berriedale Keith*. A constitutional history of India, 1606-1935. — *Hanson*. Government and the press, 1695-1763. — *G. R. Barnes* et *J. H. Owen*. The private papers of John earl of Sandwich, 1771-1782 (important ; mais le témoignage de Sandwich, premier lord de l'Amirauté, est loin d'être impartial). — *W. S. Jenkins*. Pro-Slavery thought in the Old South. — *G. L. Beer*. Old colonial system. — *Daniel Dawson*. The Mexican adventure (l'auteur a tiré beaucoup de nouveau des archives de Vienne pour l'aventure de Maximilien d'Autriche au Mexique ; il complète les renseignements fournis par le comte Corti d'après la même source ; mais M. Dawson a, en outre, utilisé les archives du Foreign Office). — *Mary*, countess of Minto. India, Minto and Morley, 1905-1910. — *Powicke*. The christian life in the Middle Ages (livre qui devra être consulté par tous ceux qu'intéresse l'histoire du Moyen Age).

The Times. Literary Supplement. N° 1826. — *James Bunyan*. Intervention, civil war and communism in Russia. April-december 1918. — *O. W. Willcox*. Can industry govern itself? — *Miss Gladys Scott Thomson*. Life in a noble household 1641-1700 (d'après les livres de comptes de cette illustre maison). — *Raymond Savage*. Barbados, British West Indies. — *Lady Duff Gordon*. In England, South Africa and Egypt (d'après la correspondance de la famille Gordon). — *Mrs Anne Fremantle*. The Wynne diaries. T. II : 1794-1798 (intéressant, mais mal écrit). — *Robert Gore-Browne*. Lord Bothwell (beaucoup de documents ; le rôle de Bothwell

est médiocrement présenté). — *Tom Harrison*. Savage civilisation (affreuse description de la Mélanésie). — *M. Tattersall*. Glamorgan county history. Vol. I : Natural history. — *Miss Winifred Lamb*. Corpus vasorum antiquorum. Great Britain, fasc. II. — The Bedfordshire historical record Society, vol. III et XVIII.

ITALIE

Archivio della Deputazione romana di storia patria. Vol. LVIII, fasc. I-IV, 1935. — *Francesco A. UGOLINI*. La prosa degli « *Historiae romanae fragmenta* » e della cosiddetta « *Vita di Cola di Rienzo* » (en appendice, une note sur le séjour de l'Anonyme à Bologne en 1338 ; une autre sur la date de la Chronique qu'il faut rapporter à 1360, après la capture du roi Jean à Poitiers). — *Carlo CERCCELLI*. Note sulle famiglie romane fra il IX e il XII secolo (la préfecture urbaine entre le VIII^e et le X^e siècle ; la famille du pape Jean XIII, 965-972, et les débuts des Crescenzi ; leurs tableaux généalogiques). — *Anna KHOVENTOVSKAIA*. La familia della Valle, nella storia dell'epigrafia umanistica. — *M. ANTONELLI*. Nuove ricerche per la storia del Patrimonio 1321-1341 (d'après les registres du Vatican ; en appendice, quelques documents latins datés d'Avignon). — *W. F. VOLBACH*. La bandiera di San Giorgio (minutieuse description de la bannière de saint Georges, d'après les fragments retrouvés au Vatican il y a quelques années). — *Ignazio Filippo DENGEL*. Per la storia della fontana nel grande cortile del Palazzo Venezia a Roma (avec dessins à l'appui). — *G. J. HOOGEWERFF*. Il conflitto fra la insigne Accademia di San Luca, e la banda dei pittori Neerlandesi (histoire d'une confrérie de peintres néerlandais à Rome au XVII^e siècle : en 1633, le pape Urbain VIII accorde à l'Académie de San Luca d'imposer une taxe annuelle à tous les peintres établis à Rome. De là, conflit entre ces deux institutions : l'une, la néerlandaise, tout à fait libre, et l'autre, l'Académie romaine de Saint-Luc, qui dura jusqu'en 1720). = Nécrologie : *Corrado Ricci*, 1858-1934 ; le cardinal *Francesco Ehrle*, 1845-1934 ; *Filippo Ermini*, 1868-1934 (liste de ses nombreux ouvrages sur la littérature latine et médiévale, sans compter la littérature italienne) ; *Luigi Fumi*, 1849-1934 ; *Gelasio Caetani*, 1877-1934 ; *Giovanni Battista Giovenale*, 1849-1934 (architecte et archéologue). = **Comptes-rendus.** *Luciano De Bruyne*. L'antica serie di ritratti papali della basilica di S. Paolo fuori le mure. — *E. A. Lowe*. Codices latini antiquiores. I : The Vatican city. — *Giuseppe Ermini*. Ius commune e utrumque jus (étude considérable sur le *jus commune* considéré comme une antithèse au *jus proprium* ou *civile* depuis le XIII^e siècle). — *L. Mirot*. La politique française en Italie de 1380 à 1422. I : Les préliminaires de l'alliance florentine (remarquable). — *Gerhart Ladner*. Die Statue Bonifaz'VIII in der Lateranbasilika (extrait du *Römische Quartalschrift*, 1934). — *A. Hessel*. Die Entstehung der Renaissance Schriften (extrait de l'*Archiv für Urkundenforschung*). — *Giorgio Enrico Levi*. Il duello giudiziario (ouvrage considérable et fortement documenté). — *V. Federici*. La scrittura delle cancellerie italiane dal secolo XII al XVII (important recueil de fac-similés). — *B. Pagnin*. Il più antico codice della biblioteca universitaria di Padova. — *Hans Kramer*. Untersuchungen über die Commentarii des Papstes Pius II (bon travail qui se termine par une liste des manuscrits des *Commentarii* conservés dans les bibliothèques de Rome). — *Coriolano Belloni*. Un banchiere del Rinascimento : Bindo Alsoviti (étude fondée sur les documents conservés dans le « *fondo Camerale* » aux archives du Vatican). — *A. Sammarco*. Précis de l'histoire d'Égypte par divers historiens et archéologues.

T. IV : 1848-1879, avec un aperçu de l'histoire du canal de Suez (étude d'importance tout actuelle sur l'entreprise du canal). = Bibliographie d'histoire pontificale ; suite, n° 1752-2037, et nombreuses indications sur tous sujets.

Archivio storico italiano. 1936, fasc. 2. — Mario ZUCCHI. Il cardinale Maurizio di Savoia e l'arcivescovato di Monreale (en appendice, quarante-huit documents inédits qui se rapportent tous à l'année 1609). — Gina FASOLI. Guelfi e Ghibellini di Romagna nel 1280-1281 (avec des documents en appendice et une abondante bibliographie sur la Romagne). — Carlo MORANDI. La fine del dominio spagnolo in Lombardia e le premesse storiche delle riforme settecentesche (ce n'est encore qu'une esquisse ; l'auteur annonce qu'il en donnera une nouvelle rédaction beaucoup plus étendue). — Alfredo BOSISIO. Prospettive storiche sull'età precomunale e comunale in Milano negli studi più recenti (nombreuses controverses ; avec une abondante bibliographie). — Per la storia dell'Archivio storico italiano (quelques lettres de Vieusseux, 1841). = Notes bibliographiques sur l'histoire médiévale, moderne et contemporaine. = Chronique et nécrologie (Karl Hampe, 1869-1934 ; Henri Sée, 1864-1936 ; Alfred Stern, 1846-1936 ; Hermann Hefele, 1885-1936 ; Luigi Chiappelle, 1855-1935). = 1936, vol. II. Antonio PANNELLA. Una lega italiana durante la guerra dei Trent'anni (l'auteur a pris pour base de cette étude les documents diplomatiques conservés dans les archives des Médicis à Florence et ceux qu'avait déjà utilisés Auguste Leman pour son livre : *Urbain VIII et la rivalité de la Maison d'Autriche, de 1631 à 1635*). — Franco VALSECCI. Toscana ed Austria nel 1859 nei diplomatici austriaci (conservés aux Archives d'État à Vienne. En appendice, on trouve un long document concernant les événements du 27 avril 1859 et les événements qui ont précédé et conditionné le départ du grand-duc de Toscane. Traduit de l'allemand). — Renato PIATTOLI. Legenda e historia in una tradizione Pratese (d'après des pièces d'archives de la commune de Prato, 1270 et 1276). = **Comptes-rendus critiques.** Nicola Ottokar. Il comune di Firenze alla fine del Duecento (après avoir exposé les conclusions de son livre, l'auteur analyse celui de Raffaele Ciasca : *L'arte dei medici e speziali*, puis prend vivement à partie celui de Bernardino Barbadoro : *Le finanze della repubblica fiorentina, sur les impôts directs et la dette publique jusqu'à l'établissement du « Monte »*). = Pour servir à l'histoire de l'*Archivio storico italiano* (suite de la Correspondance de G. P. Vieusseux, 1841 ; une lettre de George Washington Green à Gino Capponi, écrite de Rome le 30 juin 1841). = **Notes critiques.** Johannes Haller. Tausend Jahre deutsch-französischer Beziehungen (troisième édition). — E. Haberken et J. F. Wallach. Hilfswörterbuch für Historiker (dictionnaire surtout de la langue juridique). — Ugo Speranza. Gli archivi in Abruzzo e le ricerche storiche (information très imparfaite). — Rudolf Laur-Belart. Vindonissa, Lager und Vicus (important pour les origines de Windisch et les premiers temps du christianisme). — Charles Henry Coster. The judicium quinquievral (abondante bibliographie). — Johannes Haller. Nikolaus I und Pseudoisidor. — F. Barlow. The english, norman and french councils called to deal with the papal schism of 1150. — Henri Laurent. Un grand commerce d'exportation au Moyen Age : la draperie des Pays-Bas en France et dans les pays méditerranéens, XII^e-XV^e siècles. — Bernardino Barbadoro. Le fonti della più antica legislazione fiorentina. — Herbert Vielstedt. Cola di Rienzo. Die Geschichte der Volkstribunen (compilation de seconde main ; biographie où l'on ne trouve presque aucune des publications italiennes concernant le célèbre tribun du peuple).

— *Hyacinti Laurent*, O. P. *Fontes vitae S. Catharinae Senensis historici* (c'est le premier volume d'un recueil qui en comptera vingt. Il est annoncé par l'Istituto Cateriniano de l'Université de Sienne; on y trouvera les sources diplomatiques qui ont été jusqu'ici passées sous silence par les érudits). — *Arrigo Solmi*. *Amedeo VIII* (bonne biographie sur le règne si fortement agité de ce prince, 1391-1440). — *Konradin Zähringer*. *Das Kardinal Kollegium auf dem Konstanzer Koncil*; suite (étudie le rôle de l'Institut du Collegio cardinalizio au concile de Constance jusqu'à la déposition du pape Jean XXIII). — *Felice Battaglia*. *Enea Silvio Piccolomini* e *Francesco Patrizi* (étude sur deux Siennois du xv^e siècle). — *Achille Nora*. Il principio della forza nel pensiero di Niccolò Machiavelli (étude sur les sources de la politique de Machiavel). — *Gwilym O. Griffith*. *Mazzini profeta di una nuova Europa* (cette biographie de Mazzini, à peu près inconnue en Italie et traduite en anglais, fait bien connaître les sentiments religieux du personnage). — *J. Albrecht von Reiswitz*. *Belgrad-Berlin, Berlin-Belgrad, 1866-1871* (instructif). — *Francesco Tommasini*. *L'Italia alla vigilia della guerra*. La politica di Tommaso Tittoni (deux volumes nourris de faits). — *Varo Varini*. *Luigi Cadorna*. — Le Congrès international des études byzantines tenu à Rome en septembre 1936. — Congrès national de l'histoire du *risorgimento* qui s'est tenu à Venise à la même époque. — Notice nécrologique sur *Alberto Berzeviczy*, érudit hongrois, qui a beaucoup écrit, notamment sur les rapports intellectuels entre la Hongrie et l'Italie. = N° 360. Anno XCIV, 1936. *Alessandro Levi*. *Alcuni punti della questione degli archivi privati*. — *Guido Mazzoni*. *Influssi danteschi nella « Maestà » di Simone Martini*. Siena, 1315-1316. — *Nello Rosselli*. *Giuseppe Mintanelli e il problema toscano nel 1859* (nombreux documents en partie inédits utilisés par l'auteur; ils remplissent soixante-cinq pages). — *Giovanni Ferretti*. *Cosa di Savoia nella tradizione storiografica del paese di Vaud* (abondante bibliographie). — *Per la storia dell'Archivio storico italiano* (correspondance de Vieusseux et de Ranuzzi, de Gino Capponi et Cesare Cantù à Bologne, en 1841). — *Comptes-rendus*. *Leo Santifaller*. *Die Verwendung des « Liber diurnus » in den Anfängen bis zum Ende des 11 Jahrhunderts*. — *Seymour de Ricci* et *W. J. Wilson*. *Census of Medieval and Renaissance mss. in the United States* (importante compilation grosse de 908 p. in-4°). — *Aristide Marigo*. *I codici manoscritti della « Derivatione » di Ugaccione Pisano* (lexique du bas latin encore usité aux XII^e-XIII^e siècles). — *Romualdo Trifone*. *Le fonti della storia del diritto italiano* (nouvelle édition très remaniée). — *Giacomo G. Bascapè*. *I conti palatini del Regno italico e la città di Pavia dal Comune alla Signoria* (très bonne étude sur une institution qui remonte au « comes palatii » français). — *Vito Vitale*. *Documenti sul castello di Bonifacio nel secolo XIII* (1,158 documents provenant des Archives de l'État de Gênes, intéressants pour l'histoire civile, juridique et commerciale du gouvernement génois en Corse). — *Francesco Nitti di Vito*. *Le pergamene di S. Nicola di Bari, 1206-1309* (ce nouveau livre se rapporte à la période angevine, 1206-1309). — *Carlo Carucci*. *La guerra del Vespro siciliano nella frontiera del Principato, t. II* (très important recueil). — *P. Paolo M. Sevesi*. *Lettere autografe di Francesco Della Rovere da Savona* (le futur pape Sixte IV; important). — *M. C. Daviso Charbensod*. *La duchessa Yolanda, 1434-1478* (biographie de la sœur de Louis XI, qui épousa le duc Amédée IX de Savoie). — *Giorgio Gronau*. *Documenti artistici Urbinati* (documents fournis par le principat des trois ducs de la Maison della Rovere : François-Marie II, Guidobaldo II et François-Marie I^{er}). —

Th. Freudenberger. Augustinus Steuchus (la vie et les œuvres de Steuco di Gubbio, évêque de Kissamos dans l'île de Crète et bibliothécaire de la Vaticane sous le pape Paul III ; ses œuvres intéressent surtout l'histoire de l'Église et de la philosophie au temps et sous l'influence d'Érasme). — *K. Fry*. Giovanni Antonio Volpe, nuntius in der Schweiz, t. I (sur la première nonciature, celle de 1560-1564). — *Loredana*. Bianca Cappello, patrizia Veneta, granduchessa di Toscana. — *Cipriano Giachetti*. Bianca Capello ; la legenda e la storia. — *M. Deloche*. Un frère de Richelieu inconnu, chartreux, primat des Gaules, cardinal, ambassadeur. — *Hans Kramer*. Habsburg und Rom 1708-1709 (complète utilement l'œuvre de Pastor). — *Antonio Lucarelli*. La Puglia nel Risorgimento (tome II sur la Révolution de 1799). — *Giovanni Drei*. Il regno d'Etruria, 1801-1807 (documents tirés des archives privées des princes de Bourbon-Parme, la plupart en français). — *Carlos de Passos*. D. Pedro IV e D. Miguel I^{er}, 1826-1834 (histoire de la lutte engagée en Portugal sur la question de la monarchie absolue). — *Giovanni Natali*. La rivoluzione del 1831 nella cronica di Francesco Rangone, t. II. — *Niccolò Rodolico*. Carlo Alberto negli anni di regno 1831-1843 (important). — *Mario Brunetti, Pietro Orsi, Francesco Salata*. Daniel Manin intimo (d'après sa correspondance et d'autres documents inédits. 2^e série, t. IX). — *Giovanni Mira*. Autunno 1918 (comment finit la Grande Guerre ; une importante partie du volume est consacrée à l'Italie).

Archivio storico lombardo. 1936, fasc. II-IV. — Ginevra ZANETTI. Il comune di Milano, chapitre IV (origines du consulat et du podestat qui appartiennent à deux âges différents. A partir de 1160 environ, le podestat usurpe successivement tous les « jura regalia » : il devient le « rector civitatis » et, vers 1183-1186, son autonomie est complète). — Giacomo C. BASCAPÈ. I conti palatini del regno italico e la città di Pavia (développement de la ville jusqu'au moment où la Seigneurie remplace la Commune). — Giovanni CICCOLINI. Immigrati lombardi in Val di Sole (du XIV^e siècle au XVI^e ; utilise un grand nombre de sources inédites). — Paolo GUERIN. Satire e libelli Bresciani del 1500 (dans le nombre, une pasquinade contre le podestat Marco Morosini en 1542). — R. BERETTA. Agostiniani e Camaldolesi sul S. Genesio. — Ada Somigliana ZUCCOLO. Un amico de Giuseppe II (cet ami de l'empereur Joseph II est Lodovico Barbiano, comte de Belgiojoso, d'après sa correspondance inédite. Il était né à Milan le 2 janvier 1728 ; ses lettres sont datées de 1759 à 1787). — **Comptes-rendus**. *Ulrico Martinelli*. Le guerre per la Valtellina nel secolo XVII. — *Ettore Rota*. Il problema politico d'Italia dopo Utrecht e il programma antitedesco di Giulio Alberoni (étude brève, mais fortement documentée). — Notes critiques : Ernesto ODIZIO. La discendenza di Lanfranco « de Martinengo » (généalogie de ce personnage et celle des Conti del Comitato Bergamense). — C. G. MOR. Lodi nel 1796 (et le général Bonaparte). — A. VISCONTI. Ancora di S. Patrizio et la località Tres Tabernae (où et quand fut capturé saint Patrice ? A *Tres Tabernae* ? M. Agnelli a soutenu que cette localité devait se trouver au nord de Livraga, ou plus exactement au sud-ouest de S. Michele, elle est appelée une fois *Atastaverno*, qui serait la corruption de *ad tres tabernas*, appartenait à la commune de Borghetto Lodigiano). — Bibliographie : Note sur l'*Enciclopedia storico-nobiliare Italiana*.

Archivio Veneto. 1936, nos 35-36. — Gerolamo BISCARO. Le temporalità del vescovo di Treviso dal secolo IX al XIII (abondante documentation). — Nella FANO.

Ricerche sull' arte della lana a Venezia nel XIII e XIV secolo (en appendice, les règlements sur l'industrie de la laine en 120 chapitres rédigés en italien ; la suite, nos 121-248, en latin. Cinq documents intégralement publiés, 1316-1384 et, pour finir, une brève bibliographie). — Maria Urzi. Il più antico elenco di pittori iscritti nella Fraglia Padovana (la plus ancienne liste de peintres de Padoue est reproduite avec un fac-similé photographique de la fraternité). = *Comptes-rendus. Giovanni Gambarin*. Fra Paolo Sarpi, Istoria del Concilio Tridentino (trois beaux volumes bien illustrés). — Luigi Coletti. Catalogo delle cose d'arte e di antichità d'Italia (important). — J. Casanova de Seingalt. Mémoires écrits par lui-même ; nouvelle édition par Raoul Vèze. — Luigi Messedaglia. Uomini d'Africa : Messedaglia Bey e gli altri collaboratori italiani di Gordon Pascià (beaucoup de documents inédits sur Gordon Pacha, avec une préface de Luigi Federzoni). — G. B. Cervellini. La cronaca su Altichiero, recentemente pubblicata, è falsa. — Achille De Rubertis. Varietà storiche e letterarie (important pour l'histoire de l'Interdit). — Mgr Vittorio Piva. Manuale di metrologia delle Tre Venezie e della Lombardia (utile pour déterminer la valeur des anciennes monnaies et mesures, mais trop souvent erroné). — Carlo Morandi. Relazioni di Ambasciatori Sabaudi, Genovesi e Veneti, 1693-1713.

Bollettino dell'Istituto italiano per il Medio Evo, e archivio Muratoriano. No 51, 1936. — F. P. LUISO. Indagini biografiche su G. Villani (au service de la Compagnie des Peruzzi, Villani devint membre de cette Compagnie le 1^{er} mai 1300 et y resta jusqu'au 1^{er} novembre 1308. Marié deux fois, il eut des fils légitimes et naturels. Tableau de cette famille. En appendice, note sur la bataille de Courtrai ou des Éperons d'or ; la version flamande et française de cette célèbre journée ; ce qu'en a dit Pirenne, qui récusé le témoignage de Villani, et ce qu'en a écrit Funck-Brentano. La suite dans la prochaine livraison). — Guido LONATI. Su un codice Bresciano della cronaca di Jacopo Malvezzi. — Renato PIATTOLI. Mélanges de diplomatique. I : Un diplôme inédit de l'empereur Henri III, du 10 mars 1052 (il est difficile de l'accepter comme un acte authentique). II : Un récit du XI^e siècle concernant les origines et les vicissitudes de l'abbaye de Fiesole. III : Un diplôme falsifié du comte Ugucione di Bulgaro dei Cadolingi (daté de juin 1084 ; c'est un faux ; on en donne une belle reproduction photographique). IV : Un diplôme inédit de Robert II, prince de Capoue, de juin 1131 (texte d'après l'original). V : Une bulle perdue du pape Célestin III, 1196-1197. VI : Un nouveau « privilegium tabellionatus » de l'empereur Frédéric II, janvier 1240 (il est perdu). — R. VALENTINI. L'Egeo dopo la caduta di Constantinopoli (suivi de quatre documents inédits : le premier daté de Rhodes le 6 juillet 1453 ; le second du 20 janvier 1454 n. st. ; le troisième est une « littera passus » invitant tous les fidèles à venir combattre les Turcs sous l'étendard de la Croix ; le dernier est une lettre du Père Raimond Sacosta, le maître de l'hôpital de Saint-Jean de Jérusalem aux frères du couvent de Rhodes, etc., pour justifier les dépenses faites pour tenir les îles de la mer Égée en état de défense avec Rhodes). — Giuseppe SOLA. Dai carteggi Maurini (correspondance de Bernard de Montfalcon et de Mabillon avec les ministres de Louis XIV en 1709 et 1710).

Nuova Rivista storica. 1936, janvier-avril. — Romeo BELLOTTI. Le relazioni diplomatiche russo-cinesi (ces relations ont commencé à la première mission russe en 1644 ; elles sont marquées par le traité de Pékin en 1860 et par le traité anglo-russe de 1906. Rapports entre la Russie et la Chine depuis l'avènement des Soviets et le début du communisme en Chine. Le clergé bouddhiste est un instrument aux

mains de la Russie). — Fabio CUSIN. Impero, Borgogna e politica italiana; suite (huit documents italiens publiés en appendice se rapportent aux années 1473-1474). — Paolo TREVES. Joseph de Maistre (de 1792 à 1797). — Enrico TUROLLA. Fede e speranza in Omero, Dante, Shakespeare. — Antonio CORSANO. Il Pomponazzi e la riforma religiosa (depuis 1520; analyse des deux ouvrages de Pomponazzi, le *De fato* et le *Defensorio*). — Giovanni COSTA. Publications récentes sur la politique, l'histoire et la littérature à Rome. — Beniamino PAGNIN. La technique et le commerce des manuscrits universitaires aux XIII^e et XIV^e siècles (étude sur les ouvrages récents concernant la « pecia »). — Piero PIERI. La crisi militari italiana nel Rinascimento, nelle sue relazioni con la crisi politica ed economica. — Ed. SCHWARTZ. Mommsen et Wilamowitz. Briefwechsel, 1872-1903 (longue étude sur ces deux grands historiens et leurs rapports personnels). — Dario FAUCCI. Papini e la storia. — Notices nécrologiques sur Alfred STERN (mort à Zurich le 24 mars 1936; il était né à Göttingue en 1846), Karl HAMPE (mort le 18 février à l'âge de soixante-sept ans) et Henri SÉE. — **Comptes-rendus.** Raffaele Ciasca. Bibliografia sarda. — Nicola Spano. L'Università di Roma (depuis sa fondation par le pape Boniface VIII en 1303). — Lionel CURTIS. Civitas Dei; storia degli ideali dell'Umanità (traduction italienne par Ada Prospero). — A. Colombo. Milano sotto l'egida del Carroccio: la Città Stato (remarquable étude d'histoire médiévale). — Fed. Chabod. Lo Stato di Milano nell'impero di Carlo V (remarquable étude quant au fond, mais mal présentée). — P. Hazard. La crise de la conscience européenne, 1680-1719. — Louis Madelin. La Contre-Révolution sous la Révolution, 1789-1815. — Antonio Monti. Un Italiano: Francesco Restelli, 1814-1890 (apporte beaucoup de nouveau). — Pia Onnis. Battaglie democratiche e Risorgimento, in un carteggio inedito di G. Mazzini e George Jacob Holyoake (Holyoake, 1817-1906, disciple de Robert Owen, un des promoteurs du communisme en Angleterre). — Hans Rosenberg. Die nationalpolitische Publizistik Deutschlands, 1857-1866. — Wilhelm Schwarz. Die Heilige Allianz. Tragik eines europäischen Friedensbundes (très intéressant, mais trop long). — Marc Chadourne. La Cina d'oggi. — Wilhelm Grau. Wilhelm von Humboldt, und das Problem der Juden (œuvre de propagande qui veut trop prouver). — Lamberto Borghi. Umanesimo e concezione religiosa in Erasmo da Rotterdam. — Rodolfo Mondolfo. Problemi del pensiero antico (remarquable). — M. Mazzantini. Le vendite marittime; istoria, tecnica (gros ouvrage, plein d'utiles observations). — R. Lopez. L'attività economica di Genova nel marzo 1253, secondo gli atti notarili del tempo (brillant et intéressant). — Henri Hauser. La paix économique. — Maurice Magre. Pirates, flibustiers, négriers (bien informé sur des faits d'histoire coloniale qu'on dissimule d'ordinaire avec trop de soin). — Mai-août. — Paolo TREVES. Joseph de Maistre; suite et fin (utile note bibliographique en dernière page). — Eugenio PASSAMONTI. Preliminari diplomatici all'accordo tripartito per l'Etiopia del 1906. — **Comptes-rendus.** A. Doren. Italienische Wirtschaftsgeschichte, vol. I (ouvrage qui mérite d'être répandu dans toute l'Italie). — Henri Sée. Französische Wirtschaftsgeschichte, t. II (très utile). — G. Astuti. Il libro dell'intrato e dell'uscita di una compagnia mercantile Senese 1277-1282. — R. de Roover. Le livre de comptes de Guillaume Ragelle, changeur à Bruges (extrait des *Annales de la Société d'émulation de Bruges*, 1934). — I. Denucé. Inventaire des Affaitadi, banquiers italiens à Anvers, 1568. — A. Saporì. I libri di commercio dei Peruzzi, 1934. — A. Lisini. Notizie delle miniere della Maremma toscana, e leggi per l'estrazione dei metalli. — A. Fanfani. L'industria mineraria lombarda du-

rante il dominio spagnolo. — *Antonio Fossati*. Il pensiero economico del conte G. F. Galeani Napione, 1748-1832. — *Lebreton et Zeiller*. Histoire de l'Église primitive (premier volume d'une Histoire de l'Église qui en contiendra vingt-quatre. Le tome I « est une œuvre aussi antiscientifique qu'on peut l'imaginer » ; il est bien loin de celle de Mgr Duchesne). — *Fernando Liuzzi*. La Lauda e i primordi della Melodia italiana (important pour les origines des chants d'église). — *Franz Schnabel*. Deutsche Geschichte im XIX Jahrhundert (soulève de nombreuses critiques). — *Luigi Federzoni*. Scritti di Giovanni (deux remarquables volumes que cet auteur consacre aux études que son père avait consacrées à Dante). — Notice nécrologique sur Silvio Pieri, mort le 25 avril 1936 à l'âge de soixante-dix ans. = Bibliographie des ouvrages les plus récents. A noter la Storia della letteratura latina, 2 vol., par *Nicola Terzachi*; — L'Aristotele perduto e la formazione di Epicuro, par *Ettore Bignone*. = Fasc. V, septembre-octobre. Paolo BREZZI. Gelasio I e il nuovo orientamento politico della Chiesa di Roma (la vie et l'œuvre de Gélase I^{er}, qui mourut en 496). — Carlo VOLPATI. Paolo Giovio e Napoli (Paul Jove; ses portraits des nobles dames de Naples, en particulier ceux de Jeanne et de Marie d'Aragon. Les derniers rois d'Aragon à Naples). — Giuseppi LETI. L'evoluzione di G. Montanelli dal federalismo all'unitarismo (d'après plusieurs de ses lettres, 1859). — Augusto TORRE. Les origines de la guerre mondiale (d'après les documents diplomatiques français, 1871-1914). * — Ettore CICCOTTI. La civiltà del mondo antico (très remarquable). = **Comptes-rendus.** Vincenzo EPIFANIO. Gli Angioi di Napoli e la Sicilia (étude approfondie sur l'inutile tentative de la reine Jeanne pour reconquérir son royaume, 1343-1347). — V. L. TAPIÉ. La première période de la guerre de Trente ans et la politique étrangère de la France. — Massimiliano CLAAR. Il partito conservatore tedesco nella crisi dell'Impero (du rôle joué par le comte Kuno Westarp, 1908-1917). — Arrigo LAJUMI. A proposito di un « romanzo storico » (ce roman historique a pour auteur Ricardo Bacchelli, qui étudia sérieusement le *Mald Africa* sous le titre *Dieci anni in Equatoria*). — Les actes du XI^e Congrès national de philosophie. — La Bibliographie de la guerre mondiale. — La nouvelle biographie autrichienne (tome VIII, paru en 1935). — H. A. L. FISHER. Storia d'Europa; trad. de l'anglais par Ada PROSPERO. — Hermann ONCKEN. Nation und Geschichte (recueil de conférences et de dissertations érudites). — Victor EHRENBURG. Ost und West (études sur les problèmes d'histoire ancienne). — Walther KIENAST. Die Anfänge des europäischen Staatensystems im späteren Mittelalter. — Aldo FERRARI. L'Italia durante la restaurazione, 1815-1849, t. IV. — Giovanni MAIOLI et Pietro ZAMA. Patrioti e legittimisti delle Romagne nei registri e nelle memorie della polizia, 1832-1845 (plein d'intérêt et de nouveauté). — Ivano BONOMI. Mazzini, triumvir della Repubblica romana (c'est un livre de science qui se lit comme un roman). — F. RUFFINI. Ultimi studi sul conte di Cavour (ouvrage important que la mort de l'auteur laisse inachevé). — J. MAURAIN. Un bourgeois français au XIX^e siècle : Baroque, ministre de Napoléon III (très intéressant). — Arthur von BRAUER. Im Dienste Bismarcks (d'après des souvenirs personnels). — Adelheid MOMMSEN. Theodor Mommsen im Kreise der Seinen (souvenirs de sa sœur). — Fritz WAHL. Spanien. — Francesco GUICCIARDINI. Scritti autobiografici e rari. — Le P. A. JACQUIN. Vie toire de l'Église, t. I et II. — Aldo RICCI. Le origini della civiltà inglese (ouvrage posthume par Anna Lazzari). — Nuova collana di economisti stranieri e italiani. III : Storia economica (préface par G. Luzzatto).

Rivista storica italiana. Vol. I, fasc. 1, 1936, mars. — Gioacchino VOLPE. Principi di Risorgimento nel '700 italiano. — Arnaldo MOMIGLIANO. La formazione della moderna storiografia sull'impero romano (la logique de Port-Royal et Tillemont, Bossuet, Machiavel et Saint-Évremond, Montesquieu et Voltaire, Gibbon, Herder, Niebuhr et Mommsen, Michelet et Augustin Thierry, Hegel et Ranke ; suite et fin dans la livraison suivante). — Franco VALSECCHI. I problemi Europei nella politica del 1859. La situazione europea e la preparazione diplomatica del 1859 (la politique de Napoléon III et la rivalité austro-prussienne ; la constellation européenne à la veille de la guerre de 1859). — Delio CANTIMORI. Recenti studi intorno alla riforma in Italia e ai riformatori italiani all'estero, 1924-1934 (abondante bibliographie). — Giuseppe PRAGA. Storiografia dei Paesi Balcani (avec un appendice sur la Grèce par Michele LASCARIS). = **Comptes-rendus.** *De Vecchi di Val Cismon.* Le corte di Giovanni Lanza. Vol. I : 1829-1857 (les papiers de Lanza commencent en réalité à partir de 1845 ; ils ont été publiés en 1887 par Enrico Tavellini, mais avec une négligence telle qu'il faudra reprendre son travail dans un esprit vraiment scientifique. Les documents des années 1855-1857 se rapportent à l'activité de Lanza comme ministre de l'Instruction publique). = Fasc. 2, juin. Nello ROSSELLI. La politica inglese in Italia nell'età del Risorgimento (d'après les archives de Londres, de Turin, Florence et Naples pour les années 1815-1847). — J. L. FRANKEN et E. COPE DI VALROMITA. L'Abissinia in alcune inchieste di funzionari Olandesi del sec. XVII (documents relatifs aux ambassades envoyées par la Compagnie hollandaise des Indes orientales à Batavia pendant les règnes des rois ou négus Jean I^{er} et Jasous I^{er} en 1675, 1690 et 1697 ; en appendice sont publiés de nombreux extraits de ces documents, dont le dernier est daté 7 février 1697). = **Comptes-rendus,** par F. BORLANDI (sur les documents relatifs à l'histoire du droit commercial, les Caorsins siennois en Angleterre au XIII^e siècle, les livres de commerce des Peruzzi, les recherches de G. I. Bratianu sur le commerce génois dans la mer Noire au XIII^e siècle, etc.). — Renato LEFÈVRE. La legenda medioevale del Prete Gianni e l'Etiopia. — Felice BATTAGLIA. Il pensiero giuridico e politico di Nicolò Cusano. — G. I. CASSANDRO. Contributo alla storia della dominazione Veneta nella Puglia, 1494 et suiv. — Giuseppe MARANINI. Classe e Stato nella Rivoluzione francese (montre que la bourgeoisie française n'était pas assez mûre pour faire une révolution). — Antonio LUCARELLI. La Puglia nel Risorgimento. II : La Rivoluzione del 1799.

POLOGNE

Kwartalnik historyczny (Revue trimestrielle historique), Lwów, XLIX, 1935, vol. I-II. — St. ZAKRZEWSKI. Le maréchal Pilsudski. — Wl. SEMKOWICZ. Essai sur les origines des chartes polonaises. — K. HARTLEB. Le « Cyriaque d'Ancône » polonais : un pèlerin anonyme à Malte, en Espagne et au Portugal (vers 1600). = **Mélanges.** F. SMOLKA. En marge d'une lettre de l'empereur Claude (à l'occasion de la publication d'O. Guéraud, Enteuxis, 1931). — J. UMIŃSKI. A-t-il existé en 1211 un Philippe, évêque de Poznań ? — R. TAUBENSCHLAG. La clause de « la volonté libre et non contrainte » dans les documents juridiques en Pologne au Moyen Age. — J. SERUGA. Un diplôme de 1467 pour la ville de Krosno. = Vol. III. L. KOLANKOWSKI. La question de Crimée dans l'histoire des Jagellons. = **Mélanges.** St. ZAKRZEWSKI. Le mouvement scientifique en Lithuanie dans le domaine de l'histoire.

— H. BARYCZ. Le journal de voyage en Italie de l'évêque Georges Radziwill en 1575. — M. HANDELSMAN. Émile Bourgeois. — O. HALECKI. Venceslas Sobieski. — Vol. IV. *Mélanges*. St. ZAKRZEWSKI. Michel Bobrzyński. — B. PAWLOWSKI. Simon Askenazy. — M. SZULKIN. Bibliographie des travaux de S. Askenazy. — M. HANDELSMAN. H. Pirenne et l'histoire universelle. — J. WILLAUME. Un portrait de Napoléon (en français, extrait d'une relation anonyme, 4 septembre 1804, Archives d'État à Dresde).

Wiadomości historyczno-dydaktyczne (Nouvelles historico-didactiques), Lwów, II, 1934, vol. I. — A. KŁODYŃSKI. Le déclin du dogmatisme dans l'enseignement de l'histoire. — J. LECHICKA. L'enseignement de l'histoire dans la première classe du gymnase et ses résultats. — A. KŁODYŃSKI. Les rapports entre les études historiques universitaires et l'enseignement scolaire. — Vol. II. A. HŁASKO PAWLIOWA. La valeur didactique et scientifique des excursions historiques scolaires. — E. MALECZYŃSKA. Expériences de travail personnel des élèves en histoire à l'école secondaire. — A. FLORCZAK. Nécessité de recherches systématiques sur les difficultés que rencontrent les élèves dans l'étude de l'histoire. — M. TYROWICZ. Le travail à la maison des élèves de la première classe en histoire. — Vol. III-IV. St. GĄSIOROWSKI. L'histoire de l'art dans les écoles secondaires. — W. KNAPOWSKA. La notion du temps dans la formation de la mémoire historique. — M. H. SEREJSKI. Le deuxième congrès international pour l'enseignement de l'histoire. — III, 1935, vol. I-II. J. DĄBROWSKI. La formation des professeurs d'histoire. — H. POHOSKA. Le rôle de l'histoire de l'éducation dans la préparation des professeurs. — Z. KRZEMICKA. La refonte de l'historiographie dans le III^e Reich. — K. PIWARSKI. La littérature historico-didactique en Pologne en 1933-1934. — Vol. III-IV. M. W. La section d'enseignement de l'histoire au sixième Congrès des historiens polonais. — F. BUJAK. La formation scientifique des professeurs d'histoire des écoles secondaires. — H. POHOSKA. L'histoire au lycée. — Id. L'enseignement de « notions sur l'État ».

PAYS SCANDINAVES

Historisk Tidsskrift (Oslo), 30te bind, 6te hefte. — Johannes SCHIÖTZ. Le problème militaire de la Norvège en 1709-1710 (le général Tritzschler, qui y commandait, a été critiqué pour n'avoir pas envahi le département de Baahus, mais l'état de son armée et celui de l'ennemi l'y contraignit. L'armée norvégienne se compléta pendant l'hiver de 1709-1710 et était, au contraire, en état d'avancer le 1^{er} mai 1710). — Asgaut STEINNES. Le privilège pour Oslo de 1508 (le texte authentique est celui des manuscrits juridiques, l'exemplaire sur parchemin est une falsification ancienne). — Harald L. TVETERÅS. Bibliographie de l'histoire de la Norvège en 1933. — **Compte-rendu**. Oscar Albert Johnsen. Les Pays-Bas et la Norvège de 1625 à 1660 : réponse au Dr Johan Schreiner (conteste que les inscriptions douanières aient été fort inexactes).

Historisk Tidsskrift (Kobenhavn). 10^e Række, III. Binds 4. Hefte. — Hal KOCZ. Position des couvents danois dans l'Église et dans la société jusqu'en 1221 (l'immunité était accordée par le roi comme protecteur de l'Église ; jusqu'en 1215, elle s'appliquait non seulement aux terres cultivées par les moines eux-mêmes, mais aussi à celles de leurs tenanciers. Postérieurement, les divers privilèges durent être

conférés expressément à chaque nouvelle acquisition). — Aage FRIIS. Le moment culminant du scandinavisme (les plans du ministère Hall pour une Union nordique avant la publication du Manifeste de mars 1863). — Henry BRUN. Catalogue des publications sur l'histoire du Danemark parues en 1863.

ROUMANIE

Revue de Transylvanie. T. II, n° 3, 1936, mars-avril. — G. SOFRONIE. Les déclarations de S. M. le roi Charles II à l'étranger (sur la sécurité collective et le respect des traités). — C. PETRANU. Influences de l'art populaire roumain sur les autres peuples de Roumanie et sur les peuples voisins (rayonnement de l'art populaire roumain sur celui des Szekler, des Saxons et des Hongrois ; l'auteur essaie de découvrir des influences plus lointaines, mais plus douteuses aussi). — I. CRĂCIUN. L'Université roumaine et l'Université hongroise de Transylvanie (la production scientifique de l'Université de Cluj, entre 1920 et 1930, des centres de travail comme le Musée de la langue roumaine, l'Institut d'histoire nationale ou l'Institut de spéléologie, prouvent avec quelle injustice une certaine presse dénonce la décadence des études en Transylvanie depuis l'annexion). — ÉT. MANCIULEA. La frontière occidentale de la Roumanie à la lumière des études statistiques hongroises (les statistiques de la deuxième moitié du XIX^e siècle prouvent le mélange ethnique de cette région et justifient, en somme, le tracé actuel de la frontière ; la magyarisation a obtenu quelques résultats à partir de la fin du siècle, mais par l'emploi de la force). — P. PETRINCA. La situation des écoles confessionnelles de la minorité roumaine de Hongrie après le traité de Trianon (leur nombre a diminué depuis la guerre ; mais le problème est-il aussi simple que le pense l'auteur?). — I. RUSU. Quelques considérations sur la réforme agraire en Transylvanie (les effets incomplets de la loi de 1848 ont rendu indispensable le nouveau partage de 1919, d'autant plus qu'une loi récente avait apporté aux achats de terre les mêmes entraves que la législation prussienne en Posnanie ; actuellement, la propriété paysanne a fait plus de progrès en Roumanie qu'en Hongrie ; les inconvénients du morcellement peuvent être compensés par la coopération). — Notes. Ed. Benes (I. Lupaş). — Les frontières de l'État roumain (L. Someşan). — Contributions à l'étude de l'évolution de la population hongroise de Cluj (P. Vlad). P. H.

HISTOIRE GÉNÉRALE

L'Esprit international. The international Mind. 1936, 1^{er} juillet. — Stefan OSUSKÝ. La réforme de la Société des Nations. — Malcolm W. DAVIS. L'Europe à la recherche de son équilibre. — Charles K. WEBSTER. L'opinion publique britannique et la crise européenne. — R. KARLOWA. Le point de vue allemand dans la question coloniale (« pour nous, Allemands, la question coloniale s'ajoute à nos revendications tendant à nous libérer des entraves immorales du traité de Versailles et à nous réhabiliter dans notre honneur de puissance coloniale, qui nous a été retiré d'une façon frivole ». Cette note est datée du 20 mai 1936). — Georges SCELLE. L'agression et la légitime défense dans les rapports internationaux. — L'accord des signataires du pacte de Locarno. — Le « plan de paix » allemand et les réponses de la France et de l'Angleterre. — Le conflit italo-éthiopien et ses

répercussions internationales. — L'Italie et l'Europe au lendemain de l'annexion de l'Éthiopie. — L'Europe centrale : la conférence de Rome, 20-24 mars, et la question d'Autriche. = Documents. La dénonciation du traité rhénan de Locarno par l'Allemagne. Texte du Mémorandum allemand du 31 mars 1936. — Le statut des détroits : note du gouvernement turc, 11 avril 1936. — Pacte d'assistance russo-mongol, 12 mars 1936. = **Comptes-rendus.** *Jacques Ancel*. Manuel géographique de politique européenne. — *Carl Peterson et Otto Scheel*. Handwörterbuch des Grenz- und Auslands-Deutschtums, t. I (très belle et instructive publication). — *Jacques Bardoux*. La France de demain. — *A. Frangulis*. Théorie et pratique des traités internationaux. = 1^{er} octobre. *Nicolas Murray Butler*. De quelques problèmes qui s'offrent au gouvernement américain. — *Wladimir d'ORMESSON*. Le malaise européen. — *Albert Mousser*. Les répercussions européennes de la tragédie espagnole (et la question de l'intervention). — *Victor Bruns*. La question de Memel (exposée du point de vue allemand). — *J. A. Van Hamel*. L'état actuel du problème de Dantzig. — La Société des Nations et la liquidation des affaires d'Éthiopie. — Les nouvelles mesures militaires prises en Russie et en Allemagne. — L'Europe orientale : question de Dantzig, et les relations polono-allemandes. = Documents. Le statut des détroits : convention de Montreux, 20 juillet 1936. — Le conflit italo-éthiopien. Résolution votée par l'Assemblée de la Société des Nations, 5 juillet 1936. = **Comptes-rendus.** *Henri Lichtenberger*. L'Allemagne nouvelle (livre remarquable). — *Marcel Prélot*. L'Empire fasciste : les origines, les tendances et les institutions de la dictature et du corporatisme italien (le corporatisme est la forme économique d'un État qui encadre les masses par deux institutions neuves : le parti fasciste, qui s'identifie avec l'État, et la corporation ; « pseudonymes avantageux et évocateurs qui accentuent la centralisation économique »). — *André N. Mandelstam*. La politique russe d'accès à la Méditerranée au xx^e siècle (l'auteur a confronté avec soin tous les documents allemands, anglais, aussi bien que russes et austro-hongrois. Livre solide, sobre, qui rendra de grands services aux historiens). — *A. Stoupnitzky*. Statut international de l'U. R. S. S., État commerçant. — *Charles Parain*. La Méditerranée : les hommes et leurs travaux. — *Antonio Sanchez de Bustamante*. Derecho internacional publico (œuvre monumentale qui occupera une place de choix parmi les cours généraux de droit international). — *Heinrich Drost*. Grundlagen des Völkerrechts. = 1937, 1^{er} janvier. *Comte Carton de Wiart*. La guerre des doctrines et la situation internationale. — *Comte Sforza*. La Belgique et sa politique étrangère. — *GERMAIN-MARTIN*. Le chaos monétaire et les tentatives de réorganisation internationale. — *Maurice Pernot*. Le problème de la Méditerranée. — *SUAD DAVAZ*. Le nouveau statut des détroits. — *R. W. Mowat*. L'impasse nationaliste. = Documents. Convention germano-nipponne, 25 novembre 1936. — Discours de M. Mussolini, 1^{er} novembre 1936. — Discours du roi des Belges, 14 octobre 1936. — Déclarations anglaises et françaises ; réponses de M. Eden à des questions parlementaires, 2 décembre 1936. — Discours de M. Yvon Delbos à la Chambre des députés, 4 décembre 1936. = **Bibliographie.** *James T. Shotwell*. On the rim of the abyss (l'auteur passe en revue les problèmes qui ont dominé l'évolution des relations internationales qui nous laissent « au bord de l'abîme »). — *Louis Le Fur*. Règles générales du droit de la paix. — *Alfred Zimmermann*. The league of Nations and the rule of law 1928-1935. — *Ernest H. Short*. Esquisse de géopolitique (livre décevant s'il en fut et qui serait de nature à faire

désespérer de la géopolik allemande). — *Berber*. Locarno. A collection of documents. — *Viktor Bruna*. Politische Verträge (remarquable instrument de travail). — *Hans Morgenthau*. Théorie des sanctions internationales. — *Paul Francoz*. Le nouveau régime des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. = Les problèmes particuliers concernant l'Espagne, les Allemands de Tchécoslovaquie et le parti Henlein. — La Belgique et le système locarnien. — L'Autriche allemande et l'Allemagne des Nazis. = Numéro hors de série, 1^{er} janvier 1937. Tables des années 1927 à 1936. 1^{re} partie : Liste alphabétique des auteurs d'articles et des documents : accords, conventions et traités depuis 1926.

HISTOIRE RELIGIEUSE

Analecta Bollandiana. T. LIV, fasc. 3-4. — Hippolyte DELEHAYE. Contributions récentes à l'hagiographie de Rome et d'Afrique (une tombe de martyr « Novatiano beatissimo marturi », qui appartient au milieu du III^e siècle. Les Novatians pratiquaient le culte des reliques. Nouvelles recherches sur les titres presbytéraux de Rome et sur les légendes de S. Chrysogone et de S^{te} Anastasie. Les actes de S^{te} Pudentielle. Le sarcophage de S. Guillaume, dont l'église de Saint-Guilhem-du-Désert conserve des fragments. « Inscriptiones christianae » de la basilique de Saint-Pierre. Le « monasterium sancti Candidi » depuis le IX^e siècle. Un coffret à reliques de la région de Sétif. Inscription mentionnant des reliques de S. Cyprien ; elle est datée de l'an IV de Justin, soit de l'année 568-569). — Baudouin DE GAIFFIER. Le martyrologe et le légendier d'Hermann Greven (Greven, admis à la Chartreuse de Cologne en 1455-1460, a composé un martyrologe et un légendier, qui nous sont parvenus en autographes. Analyse des textes qu'ils contiennent). — Paul PEETERS. Une vie copte de saint Jean de Lycopolis (qui est aujourd'hui Assiout en Égypte). = **Bulletin des publications hagiographiques**. E. Klostermann et C. Schmidt. Texte und Untersuchungen zur Geschichte der altchristlichen Literatur, t. XLVIII. — Hans-Georg Opitz. Untersuchungen zur Ueberlieferung der Schriften des Athanasius. — Walter Till. Koptische Heiligen- und Märtyrerlegenden. — Dimitra P. Dimitrova. Le voyage de S. Alexandre le Romain à travers la Thrace. — R. A. S. Macalister. Ancient Ireland (où il est parlé surtout de S. Patrice). — W. Douglas Simpson. The celtic church in Scotland (quelques observations de détail sur l'hagiographie). — Louis Gougoud. Le culte de S. Columban. — Ernst Winheller. Die Lebensbeschreibungen der vorkarolingischen Bischöfe von Trier. — André Chagny. La basilique Saint-Martin d'Ainay et ses annexes (remarquable). — Joseph M. B. Clauss. Die Heiligen des Elsass in ihrem Leben und ihrer Darstellung in der Kunst. — G. Baumont et A. Pierrot. Iconographie de saint Dié. — J. Serra-Vilaró. Fructuás, Auguri i Eulogi ; márcis sants de Tarragona (intéressant surtout pour les monuments archéologiques). — Carl Erdmann. Die Entstehung des Kreuzzugsgedanken (important surtout dans le détail). — Martin de La Torre et Pedro Longós. Catalogo de códices latinos, t. I. — Ernest Cushing Richardson. A union world catalog of manuscripts books (liste alphabétique des dépôts de manuscrits du monde entier, avec l'indication du nombre de manuscrits contenus dans chaque dépôt). — Lynn Thorndike. A history, of magic and experimental science, t. III et IV (concernant les XIV^e et XV^e siècles). — Ernest Cushing Richardson. Materials of a life of Jacopo da Voragine (toute la documentation réunie par l'auteur a été déposée à la biblio-

thèque du Congrès à Washington). — *Livario Oliger*. B. Margherita Colonna (publie les deux vies de cette Bienheureuse, morte en 1280. Textes inédits du XIII^e siècle). — *A. Blaschka*. Die St. Wenzelslegende Kaiser Karls IV. — *M. Gorce*. Saint Vincent Ferrier, 1350-1419 (pages brillantes d'un petit livre). — *Chandler Rathfon Post*. A history of spanish painting, t. VI (traite des ouvrages produits par l'école de Valence). — *Dom Toustain et dom Tassin*. Histoire de l'abbaye de Saint-Vandrill, 1605-1736 (histoire de cette abbaye depuis l'introduction de la Réforme). — *E. A. Ryan*. The historical scholarship of Saint Bellarmine. — *Repertorium germanicum* (qui a repris une marche accélérée sous l'impulsion de Paul Kehr). — *Evelyn Waugh*. Edmund Campion.

Archivum historicum Societatis Jesu. 1936, juillet-décembre. — *Hermann Hoffmann*. P. Vitus Scheffer und seine Academia amoris (biographie du P. Scheffer, 1648-1717, et but de cette *Academia* destinée à éditer des ouvrages apologétiques, liste de ces ouvrages). — *Lesmes Frías*. La Compañía de Jesús suprimida en España hace un siglo (dissoute en 1835, la Compagnie subsista dans les territoires restés aux mains des carlistes ; beaucoup de ses membres se retirèrent en France, en Belgique et surtout en Italie). — *Georg Schurhammer*. Leben und Briefe Antonio Criminali's, des Erstlingsmartyrers der Gesellschaft Jesu von P. Valmerana (édition avec notes de cette *Vita* écrite en 1602 et de quinze lettres dont dix inédites, du P. A. Criminali). — *P. D. Fernández Zapico*. La province d'Aquitaine de la Compagnie de Jésus d'après son plus ancien catalogue, 1566. — *Auguste Goemans*. Collatéral et surintendant (montre que ces deux offices étaient entièrement distincts, le premier n'entraînait pour son titulaire aucune autorité sur le supérieur auquel il était adjoint comme « admoniteur » ; le surintendant était, au contraire, un vrai supérieur des collèges où il était placé). — *Henri Bernard*. Deux trouvailles bibliographiques en Extrême-Orient (une impression japonaise des *Aphorismi Confessoriorum* du Père Sée, 1603, et un remaniement inédit de la *Relacion de las Islas Filipinas* du P. Chirino, 1604). — *Heribert Schauff*. Die unbekannten dogmatischen Traktate des P. Joh. Scotte, S. J. (1681-1775). = **Comptes-rendus.** *Josef Schmidlin*. Papstgeschichte der neuesten Zeit. T. III : Pius X und Benedikt XV, 1903-1922 (trop rapidement écrit). — *Georg Schreiber*. Deutschland und Spanien. Volkskundliche und Kulturkundliche Beziehungen. — *Id.* Volk und Volkstum. — *Ernst Lewalter*. Spanish-Jesuitische und Deutsche-Lutherische Metaphysik des 17. Jahrhunderts. — *John Tate Lanning*. The spanish missions of Georgia. — *Francis Talbot*. Saint among Savages. The life of Isaac Jogues. — *Jose M. March*. El restaurador de la Compañía de Jesús, Beato José Pignatelli y su tiempo. — *Robert Streit et Johann Dindinger*. Bibliotheca missionum. T. VIII : Missionsliteratur Indiens und Indonesiens, 1800-1909. = *Bibliographia de Historia S. J.* pro anno 1934, par E. LAMALLE ; suite.

Revue d'histoire des missions. 1936, septembre. — *Georges Goyau*. Le cinquantenaire des martyrs de l'Ouganda. — *A. Brou*. Saint Ignace et la mission d'Éthiopie, 1515-1556 (envoi d'une mission qui dura quatre-vingt-cinq ans ; en 1526 même, le négus Seltân Saghâd fit profession de foi catholique, puis le schisme reprit le dessus et la mission fut ruinée). — *P. Élisée de la Nativité*. Deux siècles de vie chrétienne à Bagdad, 1721-1921 (à suivre). — *Mgr L. Fatignat*. Notes sur le catholisme chinois Quincté Sié (décapité en 1857). — *R. P. Joseph Janin*. L'évangélisa-

tion des Antilles françaises (résumé rapide). — A. CHATELET. La mission lazarisiste en Perse (suite : 1882-1883). — Liste chronologique et notes biographiques des missionnaires « évêques titulaires » (suite : de Dioclée à Issos). = **Comptes-rendus.** Marcel Gaultier. Minh Mang. — R. P. J. Janin. Le clergé colonial de 1815 à 1850. — Maurice de Lavigne Sainte-Suzanne. La Martinique au premier siècle de la colonisation, 1635-1742. — Fr. Xav. Montalban. Manuale historiæ Missionum. — Sister Mary Doris Mulvey. French Catholic missionaries in the present United States, 1604-1791. — Urundi (numéro spécial de la revue « Grands Lacs »). = Décembre. Georges GOYAU. Le Père des Acadiens : Jean-Louis Le Loutre (missionnaire en Acadie de 1737 à 1755). — F. LAYDEVANT. Les débuts de la mission du Basutoland (en 1861-1865). — J. RÉMY. La congrégation du Saint-Esprit et le clergé indigène. — A. CABON. Le séminaire des colonies, I (de 1703 à 1779). — Aristide CHATELET. La mission lazarisiste en Perse (suite : 1887-1892). = Documents : Voyage aux îles Cameranes par le P. Maurile de Saint-Michel, de l'ordre des Carmes (en 1646 ; extraits). — Liste chronologique et notes biographiques des missionnaires « Évêques titulaires » (suite : de Jabruda à Marocco). = **Comptes-rendus.** Léon Bourdon. Les débuts de l'évangélisation de Ceylan vers le milieu du XVI^e siècle. — André Dupeyrat. Papouasie, histoire de la mission, 1885-1935. — R. P. Timothée Jock. Jésuites et Chouéirites ou La fondation des religieuses basiliennes chouéirites de Notre-Dame-de-l'Annonciation à Qouq-Mikaïl (Liban), 1730-1746. — Ernest Martin. Les exilés acadiens en France au XVIII^e siècle et leur établissement en Poitou.

Revue d'histoire ecclésiastique. 1936, octobre. — J. LEBON. Les anciens symboles dans la définition de Chalcédoine (discussion des théories de E. Schwartz). — G. MOLLAT. Contribution à l'histoire de l'administration judiciaire de l'Église romaine au XIV^e siècle (publie et commente de nombreux documents relatifs au tribunal de la rote et à l'audience de la chambre apostolique). — Ch. MARTIN. Proclus de Constantinople, Nestorius et le « bienheureux Nil » Εἰς τὴν Ἀνάληψιν (ces homélies ne sont pas du bienheureux Nil). = **Comptes-rendus.** J. Lebreton et J. Zeiller. Histoire de l'Église de la fin du II^e siècle à la paix constantinienne. — Gerda Krüger. Die Rechtsstellung der vorkonstantinischen Kirche. — F. Homes Dudden. The life and times of St. Ambrose. — J. Wytzes. Der Streit um den Altar der Viktoria. — Luciano Serrano. El obispado de Burgos y Castilla primitiva desde el siglo V al XIII. — J. M. B. Clauss. Die Heiligen des Elsass in ihrem Leben, ihrer Verehrung und ihrer Darstellung in der Kunst. — Howard Rollin Patch. The tradition of Boethius. A study of his importance in medieval culture. — Annemarie Henggeler. Die Salbungen und Krönungen des Königs und Kaisers Ludwigs II. — Wl. Semkowicz. Histoire de la Silésie, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'an 1400, t. III (en polonais). — M. et Chr. Dickson. Les églises romanes de l'ancien diocèse de Chalon, Cluny et sa région. — Herbert Grundmann. Religiöse Bewegungen im Mittelalter. — Salvatore Attal. Frate Elia, compagno di S. Francesco. — Ernst Renz. Ecclesia spiritualis. Kirchenidee und Geschichtstheologie der Franziskanischen Reformation. — R. K. Donin. Die Bettelsordenskirchen im Österreich. — E. Filthaut. Roland von Cremona O. P. und die Anfänge der Scolastik im Predigerorden. — F. Prims. Rechterlijk Antwerpen in de Middeleeuwen. — Silvio A. Zavala. Las instituciones jurídicas en la conquista de America. La encomienda indiana. — K. Fry. Giovanni Ant. Volpe. Seine erste Nunziatur in der Schweiz, 1560-1564. — Silverio de Santa Teresa. Historia del Carmen descalzo en España, Portugal y America, vol. I, II,

III. — *Raymund Linden*. Die Regelobservanz in der rheinischen Kapuzinerprovinz von der Gründung bis zur Teilung, 1611-1668. = 1937, janvier. P. GALTIER. Pénitents et convertis. De la pénitence latine à la pénitence celtique (à suivre). — M. Hoc. Consultations et sermons sur les monnaies au XVII^e siècle. — J. ZEILLER. La date du concile d'Aquilée (3 septembre 381). = **Comptes-rendus critiques**. P. Touilleux. L'Apocalypse et les cultes de Domitien et de Cybèle (critique très peu serrée). — *James Mackinnon*. From Christ to Constantine. The rise and growth of the early Church (A. D. 30 to 337). — J.-R. Palanque, G. Bardy et P. de Labriolle. De la paix constantinienne à la mort de Théodose. — B. H. M. Vlekke. Sint Servatius, de eerste Nederlandse bisschop in historie en legende. — Mgr. Ph. Chrysanthé. Ἡ ἐκκλησία Τραπεζούντος (beaucoup de matériaux). — *Adalberg Jos. Herzberg*. Der heilige Mauritius, ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Mauritius Verehrung. — *Louis Gougaud*. Les saints irlandais hors d'Irlande. — *James Westfall Thompson*. The dissolution of the Carolingian fisc in the ninth century. — P. C. Boeren. Étude sur les tributaires d'église, dans le comté de Flandre, du IX^e au XV^e siècle. — G. P. Coulton. Five centuries of religion. Vol. III : Getting and spending. — F. M. Powicke. The christian life in the Middle Ages. — *Alexander Cartellieri*. Der Aufstieg des Papsttums im Rahmen der Weltgeschichte 1047-1095. — *Louis Brigué*. Alger de Liège. Un théologien de l'eucharistie au début du XII^e siècle. — H. Rashdall. The universities of Europe in the Middle Ages ; nouvelle édition. — R. W. Carlyle et A. J. Carlyle. A history of mediaeval political theory in the West. Vol. VI : Political theory from 1300 to 1600. — *Joseph Greven*. Die Kölner Kartaus und die Anfänge der Katholischer Reform im Deutschland. — H. Naef. Les origines de la Réforme à Genève. — H. Hauser. La prépondérance espagnole (excellent). — *Manuel Ferrandis Torres*. El concilio de Trento. Documento. T. II : 1560 et 1561. — *Thomas McNevin*. Dr Nicholas Sanders and the english Reformation, 1530-1581. — G. Malengreau. L'esprit particulariste et la révolution des Pays-Bas, 1578-1584. — M. Nédoncelle. La pensée religieuse de Friedrich von Hügel, 1852-1925.

CHRONIQUE

RENÉ CAGNAT

Il serait aisé de dire le rôle prépondérant qu'a tenu René Cagnat à l'Académie des inscriptions. Il y était entré en 1895 et, en 1916, à la mort inopinée de Maspero, il en était devenu le secrétaire perpétuel. Associé à ses travaux pendant quarante-deux ans, il les a, de fait, dirigés vingt et une années de suite, avec une énergie qui allait parfois jusqu'à la rudesse, mais qui, toujours prudente, savait aussi, à l'occasion, se ganser de la plus tenace, de la plus souple habileté. Ainsi, durant près d'un quart de siècle, et sans autre interruption que celle imposée, il y a six semaines, à sa fermeté d'âme par le mal auquel il a succombé samedi dernier, il a régi l'ensemble des fonctions qui incombent à l'illustre Compagnie fondée par Colbert, rénovée par la Convention ; il a stimulé, en son nom, les travaux de l'École d'Athènes, de l'École de Rome, de l'École d'Extrême-Orient, de l'École biblique de Jérusalem, qu'elle garde sous son patronage ; il a orienté, en France, en Afrique du Nord, en Syrie, au Cambodge, les fouilles qu'elle conseille et qu'elle subventionne ; il a surveillé les importantes publications, *Comptes-rendus, Mémoires, Recueils, Monuments*, dont les membres de l'Académie, ses correspondants, ses auxiliaires recrutent la rédaction, comme ses finances en alimentent le budget. Mais dans ce vaste labeur collectif, où viennent se fondre, de toutes les parties du monde antique, tous les efforts de l'archéologie française, la modestie de Cagnat se fût effarouchée de voir isoler, si grande et décisive qu'elle ait été, sa contribution personnelle, et l'hommage d'un de ses anciens élèves qui risque le moins de déplaire à ses mânes est encore celui que je voudrais rendre à l'œuvre essentielle de sa longue vie, à cette activité multiple et concentrée qui lui aura permis de naturaliser « française » l'épigraphie latine et de l'assurer en même temps sur les bases inébranlables d'une doctrine concrète et rationnelle.

Jusqu'au xix^e siècle, il y avait eu des historiens de Rome pour se passer des inscriptions latines et des collectionneurs pour réunir des inscriptions latines sans le souci de les utiliser, ni même de les comprendre autrement qu'à l'aveuglette. Il fallut attendre les révélations de Borghesi, mort en 1860, pour prendre une pleine conscience de la valeur des renseignements qu'elles renfermaient et des règles strictes qu'à la fin du xvii^e siècle Fabretti et, à la fin du xviii^e siècle, Marini avaient été les seuls à soupçonner et sans lesquelles l'épigraphie latine ne saurait prêter qu'aux falsifications et à l'erreur. Parce que les inscriptions romaines, mine inépuisable, mais dangereuse, d'informations sur les magistratures, la religion, les événements même de l'histoire impériale, sont rédigées avec des abréviations d'autant plus faciles à confondre qu'elles se réduisent couramment à des sigles, c'est-à-pire aux initiales des mots qu'elles représentent ; parce que leur libellé obéit à un

ordre et à des formulaires dont la structure invariable transparait sous la variété quasi infinie des documents. Borghesi démontra que l'intelligence des textes épigraphiques exigeait une méthode spéciale. Mais s'il put, d'un trait de génie, poser les principes de la science nouvelle, où rien ne se devine et tout s'explique par l'analogie, il n'eut pas le temps de les développer systématiquement et, solitaire en sa retraite de Saint-Marin, il ne put qu'appeler de ses souhaits la constitution du recueil total dont les exemples accumulés vérifieraient des lois qu'il avait pressenties : c'est à la génération suivante qu'il appartient de féconder ses idées et de réaliser ses plans.

Le vœu d'un répertoire intégral, dont Villemain, ministre en 1843, avait un instant songé à réserver à la France l'honneur de l'accomplissement, ne commença d'être exaucé que vingt ans plus tard, sous l'impulsion fougueuse de Théodore Mommsen, avec les ressources du roi de Prusse, par l'Académie de Berlin ; et, en 1876, année où René Cagnat sortit agrégé de l'École normale, parut le volume le plus important de tout le *Corpus Inscriptionum latinarum*, la première partie du tome VI, qui comprenait les inscriptions latines de la seule ville de Rome.

La gigantesque entreprise qui consistait à grouper, pays par pays, les milliers et les milliers de fragments épars sur le bronze et la pierre de l'Asie au Sahara et de l'Atlantique à l'Euphrate était en train de réussir, et il était évident que ce succès allait non seulement élever l'épigraphie latine au rang d'une discipline autonome, mais ouvrir par elle des horizons nouveaux à l'étude de l'antiquité classique. Ce fut le mérite décisif de René Cagnat d'avoir prévu ce magnifique avenir et, tout de suite, de s'y être préparé à fond. Courageusement, il se mit à l'école de Borghesi, dont Napoléon III avait, en 1864, prescrit de publier à ses frais tous les manuscrits, et à celle des épigraphistes allemands Mommsen, Hübner, Henzen, qui avaient revendiqué sa succession. Mais ce fut bientôt pour les égaliser en savoir, dans la plus noble des émulations, et leur prouver, par son action, qu'ils ne pourraient achever leur dessein qu'avec le concours de l'érudition française.

C'est déjà au Français Georges Perrot qu'en 1865 Mommsen avait emprunté les éléments de sa publication du prétendu testament d'Auguste, ces *res gestae divi Augusti* gravées sur les parois du temple d'Ancyre. Vingt ans plus tard, il se rendit compte qu'il ne pourrait venir à bout du tome VIII de son *Corpus* — le tome destiné à l'Afrique du Nord — sans faire appel aux savants que la France y avait envoyés en même temps que ses soldats. Comme Léon Renier avait parcouru l'Algérie récemment pacifiée et publié impeccablement cinq mille inscriptions latines de notre colonie, Cagnat, qui s'était fait adjoindre, à ses risques et périls, à notre corps expéditionnaire de Tunisie, avait rapporté de la Régence plusieurs centaines d'inscriptions dont l'édition s'imposa tout de suite par l'exactitude du déchiffrement, la sûreté des restitutions, l'élégante sobriété du commentaire. Peu après son retour en France, la réputation de Cagnat était fondée : il succédait, en 1887, à Ernest Desjardins dans la chaire d'épigraphie latine du Collège de France ; et, si les deux premiers volumes du tome VIII du *Corpus* ne mentionnent comme éditeur que Wilmanns, les suppléments parus en 1891, 1894 et 1904 nomment Cagnat à côté de Schmidt, puis Cagnat avant Dessau et Schmidt. Comme l'Italie, grâce à De Rossi, la France, grâce à René Cagnat, a participé à la gloire naissante du *Corpus Inscriptionum latinarum*.

Toutefois, ce grand honneur n'empêcha point Cagnat de s'aviser, avec son bon

sens et son esprit pratique, des retards auxquels l'extension et la rapidité de l'exploration contemporaine allaient, à bref délai, condamner l'incalculable recueil. À peine un tome était-il paru que de nouvelles trouvailles rendaient nécessaire l'élaboration d'un supplément, et celui-ci était envoyé à la presse quand des découvertes toutes récentes l'avaient déjà dépassé. Cagnat résolut de gagner le *Corpus* de vitesse et, à partir de 1887, annexa à la *Revue archéologique* un inventaire de toutes les inscriptions latines parues dans l'année. Cette besogne ingrate et qui réclamait un dépouillement minutieux des périodiques les plus divers et parfois les plus confidentiels, Cagnat l'a poursuivie jusqu'à la fin, d'abord seul, puis avec la collaboration de Maurice Besnier, remplacé il y a quatre ans par Alfred Merlin. Mais il aura été récompensé de cette abnégation. Il n'a pas été exhumé depuis quarante ans, soit en Europe, soit en Asie, soit en Afrique, une inscription latine dont Cagnat n'ait repris, amélioré, divulgué la lecture, et, à l'étranger comme en France, les références à son « Année épigraphique », aujourd'hui classique et d'emploi universel, voisinent avec les citations du *Corpus* sous la plume de tous les érudits.

Mais l'épigraphie latine doit surtout à Cagnat d'avoir enfin livré aux chercheurs les secrets de son langage particulier. Dans sa chaire et par le livre, il s'est efforcé de codifier les règles auxquelles elle obéit et dont l'observation régit l'exégèse. Il désirait par-dessus tout épargner aux autres les tâtonnements qu'il avait subis et leur enseigner les moyens d'accéder de plain-pied au terrain difficile dont il avait dégagé les avenues et déjoué les pièges. Il ne s'agissait que de tenir son imagination en laisse, de ne point interpréter avant d'avoir lu, de ne jamais s'écarter de la voie tracée à travers la masse des exemples par la précision des analogies, de suivre pas à pas cette belle logique romaine qui ordonnait l'énoncé des textes selon la hiérarchie immuable des institutions. Au Collège de France, il distribuait les copies des documents qu'il avait choisis et gradués avec soin et, dans la petite salle où d'anciens officiers de zouaves coudoyaient les futurs membres de l'École de Rome, la leçon se déroulait en pleine clarté. De son passage dans l'enseignement secondaire, à Stanislas, où il eut, entre autres, le général Gouraud et M. de Nalèche pour élèves, Cagnat avait conservé le goût, l'instinct de la bonne pédagogie. En passant au Collège de France, son cours avait changé de sujet et d'auditeurs, non d'allure, et il restait juvénile, entraînant et martial. Chez les plus indolents s'éveillait une curiosité. Chez les meilleurs se levait une vocation. À la fin de l'année, tous étaient capables de manier correctement le *Corpus*; quelques-uns même étaient déjà dignes que Cagnat leur confiât les estampages que M. Ballu lui avait envoyés de Timgad ou de Lambèse et les chargeât de les publier sous leurs noms et sous son contrôle.

C'étaient les « privilégiés ». Toutefois, s'ils étaient justement fiers de leur privilège, Cagnat eût souhaité l'abolir en le généralisant. Dans son enthousiasme pour sa science, il cherchait à élargir toujours davantage le cercle des initiés et, songeant aux étudiants de province et d'Algérie, que leur éloignement bannisait du Collège de France, il se décida à faire imprimer le résumé de ses leçons. En 1893 parut, dédiée à G. Boissier, la première édition de son *Cours d'épigraphie latine*. La quatrième, aujourd'hui, est à peu près épuisée. On disposait, auparavant, du manuel allemand de Larfeld. On a vu, depuis, le manuel anglais de Sandys. Mais le *Cours* de Cagnat, lumineux et complet, demeure le manuel sans rival. Dans

toutes les Universités du monde, les épigraphistes ou y apprennent leur métier ou y rafraîchissent leurs souvenirs. Il est le livre indispensable que nul n'aura la tentation de refaire. Je me suis laissé dire qu'il y a quatre ans, lorsque Cagnat descendit de sa chaire, certains collègues alléguèrent, pour la transformer en chaire de « civilisation romaine », cette raison que l'épigraphie latine constituait maintenant une science si parfaite qu'il n'y avait plus rien à y découvrir de nouveau. Certes, Cagnat n'aurait point partagé cet optimisme excessif, car mieux que personne il savait que fréquemment de nouvelles trouvailles ramènent à la surface du sol des textes épigraphiques dont les obscurités demeurent impénétrables au jeu des règles les plus impérieuses comme aux similitudes des précédents les mieux constatés. Mais de cette exagération, excusable chez un profane, qu'il me soit permis d'extraire le juste tribut d'admiration qu'elle implique. Il est vrai que, dans ses grandes lignes, la doctrine élaborée par Cagnat subsistera toujours, et le *Cours* qui l'expose fera parvenir jusqu'aux plus lointaines générations la voix d'un enseignement qui ne saurait périr.

Jérôme CARGOPINO.

(*Journal des Débats*, 7 avril 1937.)

CONGRÈS. — Le troisième *Congrès des sciences historiques* s'est tenu à Montpellier du 6 au 9 mai 1937. En attendant mieux, on en trouvera un utile résumé dans le *Temps* du 10 mai. — Le jeudi 6 mai, jour de l'ouverture, ont pris la parole : MM. BLANCHET, de l'Institut ; LATOUCHE, professeur à la Faculté des lettres de Grenoble ; COORNAERT, professeur au Collège de France ; l'abbé CARRIÈRE, directeur de la *Revue d'histoire de l'Église de France* ; H. HAUSER, correspondant de l'Institut. — Le 7 mai, ce fut le tour de MM. PALANQUE, de la Faculté des lettres de Montpellier ; SAMARAN, professeur à l'École des chartes. — Le 8 mai : MM. BON, maître de conférences à la Faculté des lettres de Montpellier ; PONTEIL, professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg ; COVILLE, membre de l'Institut et président du Congrès. — Le dimanche a été réservé à la visite des Saintes-Maries-de-la-Mer et à Aigues-Mortes, sous la direction de M. Fernand BENOIT, conservateur des Musées d'Arles.

AUTOGRAPHES. — Le catalogue de *Précieux livres et manuscrits* vendus les 7-9 juin 1937 par le ministère de M^e E. Giard et de M. G. Andrieux, libraire-expert (Paris, gr. in-8°, 93 p.), signale des correspondances curieuses de la duchesse d'Abrantès avec Alexandre Dumas, où elle fait part au romancier des tristesses et des déceptions de sa vie ; — une lettre de la duchesse de Dino au général de Flahaut, du 8 janvier 1831, écrite sous l'influence de Talleyrand, père naturel du général, sur la situation politique générale et les négociations belges ; — une lettre du baron Haussmann, datée de Bordighera, le 7 novembre 1870, où, après avoir donné des renseignements sur la situation politique du département des Alpes-Maritimes, il déclare ne pas croire à la culpabilité du maréchal Bazaine et explique que, devenu le « second personnage de l'empire », il a été en butte à l'inimitié des ministres de Napoléon III. — Le *Catalogue of the papers of H. col. H. Peyton Moulton-Barret*, mis en vente par la maison Sotheby and Co, de Londres, le 7 juin 1937, offre le grand intérêt d'énumérer les documents que détenait le neveu d'Élisabeth

Browning, en particulier les lettres inédites écrites par la célèbre poétesse à son frère au cours de ses divers voyages ; les lettres écrites de Paris entre septembre 1851 et octobre 1852 paraissent avoir un réel intérêt historique, car elles donnent des impressions multiples sur la capitale avant le coup d'État et sur diverses rencontres de gens de lettres, singulièrement de George Sand. G. BN.

— Un des derniers catalogues de la maison Sotheby and Co, de Londres, pour une vente qui s'est tenue du 14 au 16 juin 1937, signale, entre autres pièces intéressantes, les lettres reçues par le contre-amiral britannique Martin de Nelson, lui écrivant quelques jours avant Trafalgar, et de Wellington soulignant, en juillet 1812, que Napoléon a bien dû désormais se rendre compte « qu'une flotte ne peut être maintenue, comme il maintient ses armées, au moyen des réquisitions sur les malheureux pays où il a établi la guerre » ; des lettres de George Washington à son neveu, George-Auguste — entre autres celle, de septembre 1783, où il lui annonce son intention de se retirer de la vie politique ; enfin, le dossier établi en mars-juillet 1919 par le magistrat N. A. Sokolov, à la demande de l'amiral Koltchak, sur l'exécution de la famille impériale de Russie à Ekaterinbourg, le 16 juillet 1918 (une partie du dossier a été publiée par son dernier détenteur, M. Robert Wilson, correspondant spécial du *Times* en Russie lors du flux et du reflux des blancs, sous le titre de *The last days of the Romanoffs*).

— Le 28 juin 1937, M^e H. Baudoin a présidé la vente des *Lettres, autographes et manuscrits* dont le catalogue a été soigneusement établi par les experts, MM. J. Arna et D. Janvier (Paris, juin 1937, in-4°, 56 p.). A noter, en particulier, une correspondance de Béranger avec Dupont de l'Eure, de 1820 à 1853 ; plusieurs lettres de Bugeaud et de Canrobert relatives à la conquête de l'Algérie ; de La Fayette, en particulier à B. Constant ; un dossier extrêmement suggestif sur la tragédienne Rachel ; une lettre de M^{me} Roland à son mari du 5 février 1782, etc. G. BN.

— La librairie anglaise Maggs Bros (succursale à Paris, 93-95, rue de la Boétie) a établi un très intéressant catalogue d'une collection qu'elle a été chargée de mettre en vente (*The french colonisation of America. As exemplified in a remarkable collection of french administrative arts, 1581-1791*. 1936, in-8°, 139 p.). Il ne s'agit de rien moins, pour une bonne partie, que des textes d'édits, ordonnances, arrêts et règlements, au nombre de 650, réunis par le cardinal Loménie de Brienne, ministre de Louis XVI. Et, sans doute, ces textes, imprimés, se retrouvent vraisemblablement dans les diverses collections des Archives nationales (AD ; marine A ; collection Moreau de Saint-Méry) ; mais il est tout de même inconcevable que le groupement opéré par un haut fonctionnaire de l'Ancien Régime, tel qu'était Loménie de Brienne, de documents de cette nature, ayant, en quelque sorte, valeur de collection d'État, puisse être mise en vente et dispersée comme elle le sera — en dépit des prix considérables des unités offertes. Le catalogue établi est, d'ailleurs, en tous points remarquable ; il constitue un instrument de travail pour les spécialistes de l'histoire coloniale et mérite d'être rapproché du catalogue de M. Wirthington C. Ford (*French royal edicts... on America*, dans *Proceedings of the Massachusetts historical Society*, 1937), qui comprenait 437 numéros se référant principalement aux Archives nationales, et de celui de M. L. C. Wroth et M^{lle} Gertrude L. Annan, *Arts of french royal administration concerning Canada, Guiana, the West Indies*

and Louisiana prior to 1791 (New-York, 1930, in-8°), qui, basé sur des investigations dans dix-huit bibliothèques américaines, totalisait plus de 2,000 numéros. Le catalogue Maggs Bros fait état de 97 documents ignorés par les précédents auteurs et de 76 présentant des variantes intéressantes. G. Bn.

France. — Le Bureau de la Société d'histoire moderne a eu l'excellente idée d'établir et de publier une table des séries 5 à 8 de son intéressant *Bulletin* (janvier 1925 à février 1937).

— Une exposition des souvenirs napoléoniens a été inaugurée solennellement à Kaunas, capitale de la Lithuanie, le 20 mai 1937, pour commémorer en particulier le 125^e anniversaire du passage dans le pays de la Grande Armée. M. André Pierre a fourni à ce sujet des indications fort intéressantes dans le *Temps* du 23 mai et M. E. Krakowski, dans une lettre au même journal insérée le 16 juin, a apporté à cet égard quelques précisions ou suggestions complémentaires. G. Bn.

— La librairie E. de Boccard a mis en vente un très bel ouvrage terminé déjà depuis plus d'une année sous le titre : *L'ancien art chrétien de Syrie ; son caractère et son évolution, d'après les découvertes de Vogüé et de l'expédition de Princeton. La façade de Mschatta et le calice d'Antioche*, par Joseph STRZYGOWSKI, avec une étude préliminaire par Gabriel MILLET, membre de l'Institut ; ouvrage illustré de 24 phototypies et de 121 gravures. L'étude préliminaire (p. II-LII) comprend trois chapitres : l'Asie occidentale ; l'Iran et les régions du Nord dans l'histoire de l'art ; l'ancien art chrétien de Syrie. On notera plus spécialement les deux admirables photographies de la façade de Mschatta et du calice d'Antioche.

— Nous avons signalé dans notre précédent fascicule les deux premiers numéros du *Bulletin* que publie la jeune *Société d'histoire de la Troisième République*. Les bulletins suivants continuent à donner, à la suite d'un résumé des conférences organisées par la Société, une courte analyse des discussions qui ont suivi chaque exposé : *Le boulangisme et le parti royaliste*, par A. DANSETTE (n° 3) ; *Vermorel*, par Antonin BARTHÉLEMY (n° 4), et *Pelloutier ; le réveil du syndicalisme*, par Édouard DOLLÉANS (n° 4).

— On sait quel redoutable usage a trop souvent été fait de l'enseignement de l'histoire pour perpétuer les haines et les malentendus entre les peuples. Les manuels d'histoire qui sont mis aux mains des enfants des écoles leur fournissent souvent un enseignement tendancieux dont le danger n'est que trop évident¹. C'est pour soumettre ces manuels à un examen méthodique et — au besoin — proposer les rectifications reconnues nécessaires qu'un certain nombre d'historiens allemands et français, qualifiés par leur compétence et par leurs fonctions officielles², se sont réunis du 25 novembre au 1^{er} décembre 1935 à Paris. Les discussions qui ont eu lieu et qui se sont prolongées pendant plusieurs mois ont abouti à l'adoption d'une série de résolutions dont le texte a paru simultanément en Allemagne et en France. Nous regrettons de ne pouvoir reproduire ce long texte, dont l'impor-

1. Voir l'important article de Jules Isaac, *L'histoire des origines de la guerre dans les manuels allemands*, Revue d'histoire de la guerre mondiale, janvier 1932.

2. MM. Herre et Reimann du côté allemand ; Morizet, Isaac, Mantoux, Pagès, Renouvin et Weill-Raynal du côté français.

tance et l'intérêt sont considérables ; sur nombre de points capitaux touchant les relations entre la France et l'Allemagne, les origines de la guerre de 1914 ou l'après-guerre, l'accord s'est établi et l'on peut espérer que — grâce à cet effort de compréhension — certaines omissions seront réparées et que certaines légendes disparaîtront. Nos lecteurs trouveront ce texte reproduit intégralement dans le numéro de mai 1937 de l'*Enseignement public*, p. 392 à 419, ainsi que dans les numéros de juin (p. 209 à 217) et juillet 1937 (p. 257 à 271), de la *Paix par le Droit* ou dans le numéro spécial 91 bis (mai 1937) du *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire de l'enseignement public*.

Belgique. — Sous le titre de *Latomus* paraît trimestriellement, depuis le début de l'année 1937, une *Revue belge d'études latines* sous la direction de MM. A. Kugener et L. Hermann, professeurs à l'Université libre de Bruxelles.

États-Unis. — La *Mediaeval Academy* d'Amérique a, dans la séance du 24 avril 1937, exprimé officiellement ses regrets pour la mort du professeur C. H. Haskins, ancien président de l'Académie.

Elle a décidé la publication de deux ouvrages : *The english government at work, 1327-1336*, sous la direction du professeur W. A. Morris, et *England up to the Papal relations with England up to the Protestant revolution*, sous celle du professeur W. E. Lunt. Elle souhaite obtenir les fonds nécessaires pour une nouvelle édition de l'ouvrage de Charles Gross : *Sources and literature of English history*.

— Le Centre européen de la dotation Carnegie, qui siège à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 173, vient de publier un bulletin contenant les publications de la « Conciliation internationale ». Après une préface où se trouvent la Conférence inter-américaine pour le maintien de la paix et les discours des présidents Agustin P. Justo d'Argentine, Franklin D. Roosevelt et l'honorable Cordell Hull, secrétaire d'État des États-Unis, 23 décembre 1936, viennent des annexes où sont publiées les conventions pour le maintien de la paix, l'exécution des traités existant entre les États américains, les expositions artistiques, etc. Vient enfin un chapitre sur les États-Unis et l'organisation mondiale en 1936, la Cour permanente de justice internationale et l'organisation internationale du travail.

Grande-Bretagne. — La *New Encyclopædia of Freemasonry* vient de s'enrichir d'un volume nouveau intitulé *The secret tradition in Freemasonry*, par Arthur Edward Waite, qui s'est proposé de montrer les rapports étroits de la Maçonnerie avec les fraternités secrètes du Moyen Âge telles que les Alchimistes, les Cabbalites et les Martinistes.

— Le tome V du *Calendar of the Inner Temple records* vient de paraître par les soins du P. Record Office. Il se rapporte aux années 1751-1800, sous les règnes de George II et George III. C'est l'œuvre de M. R. A. Roberts, qui a pris sa retraite après quarante ans passés dans ces opulentes archives.

— L'Université de Manchester met en vente chaque année les études publiées dans la Revue dite de John Ryland. Au cours de la présente année ont paru cinq de ces travaux : 1° la liste, dressée par M. Frank Taylor, des documents acquis par don ou par achat par la Bibliothèque, avec un Index très détaillé des noms de personnes et de lieux (96 p. ; prix : une demi-couronne). — 2° The anniversary

service for Blanche, duchess of Lancaster, 12 septembre 1371, par M. N. B. LAWSON (avec le tableau des dépenses faites à cette occasion en pain, en bière, en vin, etc. ; 18 p.). — 3° W. H. V. READE : Dante's preparation for the Divine Comedy (31 p.). — 4° H. B. CHARLTON : The dark comedies (dans l'œuvre de Shakespeare ; 52 p.). — 5° E. J. F. ARNOULD : Richard Rolle and a bishop ; a vindication (étude sur le plus typique des œuvres de Rolle de Hampole, savoir le *Melum contemplativorum* ou *Melos amoris*, qui est encore inédit ; 25 p.).

— Le Victoria and Albert Museum vient de publier une plaquette richement illustrée, sous le titre : *Review of the principal acquisitions during the year 1936* (Londres, the Board of education, 1937, 81 p. et 34 pl.). On y trouve la liste des acquisitions faites pendant la dernière année en ce qui concerne l'architecture et la sculpture, la céramique, la gravure et la peinture, les bronzes de la Chine ancienne, les textiles et les broderies ecclésiastiques, les bois sculptés, à quoi s'ajoutent les dons faits par la reine Marie pour le Musée de l'Inde, les dons particuliers ou les acquisitions notables faites en 1936. — Les historiens de l'art ne manqueront pas de consulter ce répertoire, qui paraît depuis 1915.

Le gérant : R. LISBONNE.

